



MINISTÈRE  
DU PARTENARIAT  
AVEC LES TERRITOIRES  
ET DE LA DÉCENTRALISATION

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

# Les collectivités locales en chiffres 2024



# LES COLLECTIVITÉS LOCALES EN CHIFFRES 2024

Directrice de la publication : Cécile RAQUIN

Rédacteur en chef : Luc BRIÈRE

Coordination éditoriale : Luc BRIÈRE, Benoît de LAPASSE

Contributions : Luc BRIÈRE, Julien DAVID, Mélissa GUITON, Benoît de LAPASSE, Guillaume LEFORESTIER, Lionel SEBBANE, Yohann VASLIN, Maxime VAYNE

ISBN : 978-2-11-179138-1

Réalisation : Cursives, Paris

Crédits photos de la couverture : stock.adobe.com (de haut en bas : Nancy, Michael Evans, Philippe Montembaut)

Éditeur : DGCL – Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08

# PRÉSENTATION

*Les Collectivités locales en chiffres* est l'annuaire statistique de la Direction générale des collectivités locales (DGCL). Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales. Il est réalisé par le Département des études et des statistiques locales (DESL) de la DGCL.

Les principaux chapitres sur les structures, les finances, les personnels des collectivités locales et les élus locaux donnent, en complément des chiffres, un commentaire succinct et surtout des définitions et des références. Les séries longues sur les divers sujets sont diffusées sous format électronique sur le site <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/collectivites-locales-chiffres>. Un chapitre introductif présente sous forme de graphiques quelques chiffres clés des collectivités locales.

- Les chiffres figurant dans cet ouvrage sont ceux disponibles début juillet 2024. Les données des structures communales et intercommunales sont établies au 1<sup>er</sup> janvier 2024, d'autres peuvent porter sur des années antérieures en fonction de leur cycle de production (comptes et fiscalité en 2023, effectifs en 2022).
- Le champ couvert dans son acception la plus large est celui des administrations publiques locales, qui comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale. On désigne couramment dans cet ouvrage par l'expression « collectivités locales » l'ensemble formé par les collectivités territoriales (terme consacré par la Constitution pour les communes, départements et régions) et les groupements de communes à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes). Certaines données portent sur un champ élargi aux syndicats et aux établissements publics locaux.
- Dans la diffusion des statistiques, on distingue plusieurs ensembles géographiques de la France. La France hexagonale comprend les 96 départements d'Europe. S'y ajoutent les 5 départements d'outre-mer (Dom) : Guadeloupe, Martinique, Guyane, La Réunion, Mayotte. En ajoutant la collectivité de Saint-Martin à cet ensemble formé de la France hexagonale et des cinq départements ou région d'outre-mer, on obtient le territoire économique de référence pour la comptabilité nationale et celui qui fait partie de l'Union européenne. Comme le font couramment les publications statistiques en référence à la définition utilisée par les organismes internationaux, *Collectivités locales en chiffres* emploie l'expression « France » pour l'ensemble comprenant la France hexagonale et les Dom, auquel s'applique la quasi-totalité des données présentées. Le territoire de la République française comprend également la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie française, les îles Wallis et Futuna, les Terres australes et antarctiques françaises, les îles éparses de l'Océan indien ainsi que les collectivités à statut particulier, Saint-Barthélemy et Saint-Pierre-et-Miquelon (Saint-Martin étant déjà comptabilisée dans le territoire économique de la France). Ces territoires sont mentionnés dans certains tableaux.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le portail des collectivités locales :

[www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr)

# Sommaire

|                                   |                                                                                                                                    |           |
|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1</b>                          | <b>LES CHIFFRES CLÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES</b>                                                                                 | <b>7</b>  |
| 1-1                               | Les chiffres clés des collectivités locales                                                                                        | 8         |
| 1-2                               | Les chiffres clés des finances locales                                                                                             | 9         |
| 1-3                               | Les chiffres clés de la fiscalité locale                                                                                           | 10        |
| 1-4                               | Les chiffres clés des transferts de l'État aux collectivités                                                                       | 11        |
| 1-5                               | Les chiffres clés de la fonction publique territoriale                                                                             | 12        |
| <b>2</b>                          | <b>LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION</b>                                                                                | <b>13</b> |
| <b>Présentation - Définitions</b> |                                                                                                                                    | 14        |
| 2-1                               | Le découpage administratif de la République et sa population                                                                       | 18        |
| 2-2                               | Le nombre de collectivités territoriales                                                                                           | 19        |
| 2-3a                              | Les communes par taille : nombre et population                                                                                     | 20        |
| 2-3b                              | Les communes par taille : répartitions en %                                                                                        | 21        |
| 2-4                               | Les communes de plus de 100 000 habitants                                                                                          | 22        |
| 2-5a                              | Les groupements de collectivités territoriales                                                                                     | 23        |
| 2-5b                              | Les groupements de collectivités territoriales :<br>carte de l'intercommunalité à fiscalité propre au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 | 24        |
| 2-6                               | Les groupements de communes à fiscalité propre par taille                                                                          | 25        |
| 2-7a                              | Les principaux groupements de communes à fiscalité propre :<br>métropoles et communautés urbaines                                  | 26        |
| 2-7b                              | Les principaux groupements de communes à fiscalité propre :<br>communautés d'agglomération                                         | 27        |
| 2-7c                              | Les principaux groupements de communes à fiscalité propre :<br>communautés de communes                                             | 29        |
| <b>3</b>                          | <b>LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES</b>                                                                          | <b>31</b> |
| <b>Présentation - Définitions</b> |                                                                                                                                    | 32        |
| 3-1                               | Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation                                                                | 34        |
| 3-2                               | Les comptes des administrations publiques locales                                                                                  | 35        |
| 3-3                               | La formation brute de capital fixe des administrations publiques                                                                   | 36        |
| 3-4                               | Les prélèvements obligatoires                                                                                                      | 37        |
| 3-5                               | Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques                                                              | 38        |
| 3-6                               | Les dépenses des administrations publiques par fonction                                                                            | 39        |
| <b>4</b>                          | <b>LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES</b>                                                                                      | <b>41</b> |
| <b>Présentation - Définitions</b> |                                                                                                                                    | 42        |
| 4-1                               | Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre                                             | 45        |
| 4-2                               | Les comptes des communes                                                                                                           | 46        |
| 4-2a                              | Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants                                                                              | 47        |

|             |                                                                                                         |    |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>4-2b</b> | Les comptes des communes de 10 000 habitants et plus                                                    | 48 |
| <b>4-3</b>  | Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre                                              | 49 |
| <b>4-4</b>  | Les comptes du secteur communal                                                                         | 50 |
| <b>4-5</b>  | Les comptes des départements                                                                            | 51 |
| <b>4-6</b>  | Les comptes des régions et des collectivités territoriales uniques (CTU)                                | 52 |
| <b>4-7a</b> | Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes                                   | 53 |
| <b>4-7b</b> | Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes, selon leur type                  | 54 |
| <b>4-7c</b> | Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les groupements de communes à fiscalité propre | 55 |
| <b>4-8</b>  | Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions                                      | 56 |
| <b>4-9</b>  | Les comptes des syndicats                                                                               | 57 |
| <b>4-10</b> | Les comptes des collectivités locales y compris les syndicats                                           | 58 |
| <b>4-11</b> | Les comptes des budgets annexes                                                                         | 59 |
| <b>4-12</b> | Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition par région                       | 60 |
| <b>4-13</b> | Ventilation fonctionnelle des dépenses                                                                  | 61 |

## 5 LA FISCALITÉ LOCALE 69

|                                   |                                                                              |    |
|-----------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Présentation - Définitions</b> |                                                                              | 70 |
| <b>5-1</b>                        | Vue d'ensemble de la fiscalité locale                                        | 73 |
| <b>5-2</b>                        | Les recettes de la fiscalité locale                                          | 74 |
| <b>5-3</b>                        | Bases nettes et taux moyens d'imposition                                     | 75 |
| <b>5-4</b>                        | Décomposition de l'évolution du produit des taxes : effet base et effet taux | 77 |
| <b>5-5</b>                        | Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale                    | 78 |
| <b>5-6</b>                        | Redevances et recettes tarifaires                                            | 79 |

## 6 LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT 81

|                                   |                                                                                           |    |
|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Présentation - Définitions</b> |                                                                                           | 82 |
| <b>6-1</b>                        | Transferts financiers de l'État aux collectivités locales                                 | 84 |
| <b>6-2</b>                        | Transferts financiers de l'État aux collectivités locales exécutés                        | 85 |
| <b>6-3</b>                        | Les dotations, subventions de fonctionnement, compensation d'exonérations et dégrèvements | 86 |

## 7 LES ÉLUS LOCAUX 89

|                                   |                                                                         |    |
|-----------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Présentation - Définitions</b> |                                                                         | 90 |
| <b>7-1</b>                        | Structure par âge et par catégorie socioprofessionnelle des élus locaux | 92 |
| <b>7-2</b>                        | Part des femmes parmi les élus locaux                                   | 93 |

|       |                                                                                                              |     |
|-------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 8     | LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE                                                                            | 95  |
|       | Présentation - Définitions                                                                                   | 96  |
| 8-1   | Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales                                              | 99  |
| 8-2   | Les effectifs et le volume de travail selon le type de collectivités locales                                 | 101 |
| 8-3   | Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales par région                                   | 102 |
| 8-4   | Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon le statut et la catégorie hiérarchique | 104 |
| 8-5   | Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon la filière                             | 106 |
| 8-6   | Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon l'âge                                  | 108 |
| 8-7   | L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'agents employés                                    | 110 |
| 8-8   | L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'habitants                                          | 113 |
| 8-9   | Les femmes dans les collectivités locales                                                                    | 117 |
| 8-10  | Les mouvements de personnel dans les collectivités locales                                                   | 119 |
| 8-11  | La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique                                            | 120 |
| 8-12  | Les salaires dans les collectivités locales                                                                  | 121 |
| 8-13  | Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale                                        | 122 |
| 9     | ÉLÉMENTS DE CONTEXTE                                                                                         | 123 |
|       | Présentation - Définitions                                                                                   | 124 |
| 9-1   | Le contexte européen                                                                                         | 126 |
| 9-2   | Le contexte régional                                                                                         | 128 |
| 9-3   | Le contexte départemental                                                                                    | 130 |
| 10    | LES SÉRIES LONGUES (en ligne seulement)                                                                      |     |
| 10-1  | Les groupements de collectivités territoriales                                                               |     |
| 10-2  | Les comptes des administrations publiques locales                                                            |     |
| 10-3  | Les dépenses des administrations publiques locales ventilées par fonction                                    |     |
| 10-4  | Les comptes des communes                                                                                     |     |
| 10-5  | Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre                                                   |     |
| 10-6  | Les comptes du secteur communal                                                                              |     |
| 10-7  | Les comptes des départements                                                                                 |     |
| 10-8  | Les comptes des régions                                                                                      |     |
| 10-9  | Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre                       |     |
| 10-10 | Les dépenses des collectivités locales dans les principaux domaines transférés                               |     |
| 10-11 | L'endettement des collectivités locales                                                                      |     |
| 10-12 | Les taux de fiscalité locale                                                                                 |     |
| 10-13 | Les produits de fiscalité locale                                                                             |     |
| 10-14 | Les compensations et dégrèvements en matière de fiscalité directe locale                                     |     |
| 10-15 | Les effectifs des collectivités locales                                                                      |     |
| 10-16 | Les dépenses de personnel des collectivités locales                                                          |     |



# 1

## LES CHIFFRES CLÉS DES COLLECTIVITÉS LOCALES

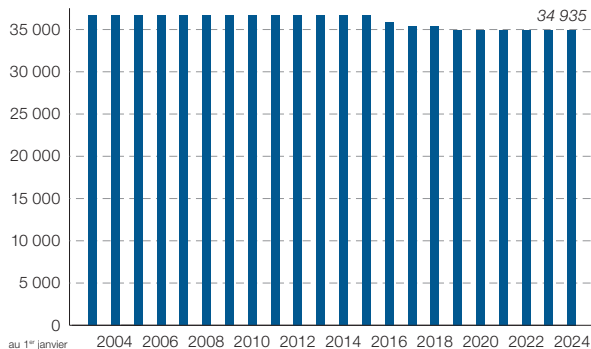
|            |                                                              |    |
|------------|--------------------------------------------------------------|----|
| <b>1-1</b> | Les chiffres clés des collectivités locales                  | 8  |
| <b>1-2</b> | Les chiffres clés des finances locales                       | 9  |
| <b>1-3</b> | Les chiffres clés de la fiscalité locale                     | 10 |
| <b>1-4</b> | Les chiffres clés des transferts de l'État aux collectivités | 11 |
| <b>1-5</b> | Les chiffres clés de la fonction publique territoriale       | 12 |

67,7 millions d'habitants en France au 1<sup>er</sup> janvier 2024, répartis dans 18 régions, 101 départements et 34 935 communes.

#### Nombre de communes

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, on compte dix communes de moins qu'en 2023, soit 34 935 communes.

► Voir fiche 2-2

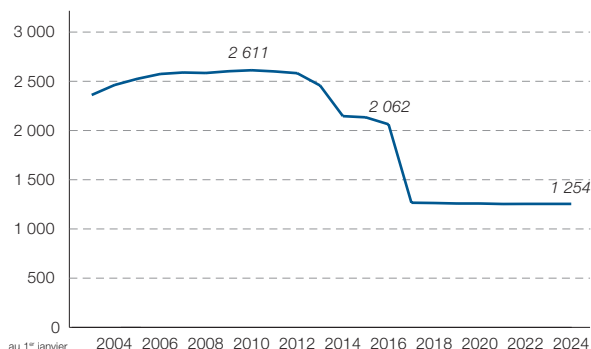


Source : Insee, code officiel géographique.

#### Nombre d'EPCI à fiscalité propre

Au cours des années 2010, le nombre d'EPCI à fiscalité propre a baissé, sous l'effet notamment de la mise en place des schémas départementaux de coopération intercommunale (SDCI). Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, on compte 1 254 EPCI à fiscalité propre.

► Voir fiche 2-5a



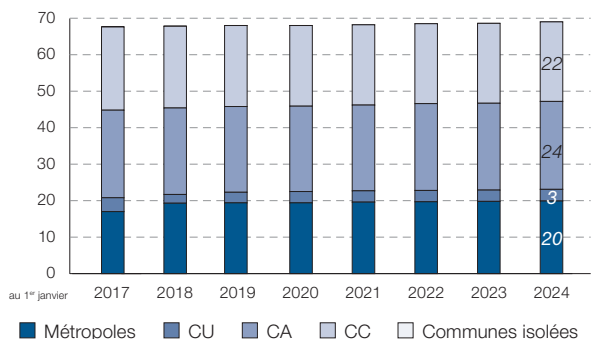
Source : DGCL, Banatic.

#### Population totale

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, les métropoles regroupent 19,9 millions d'habitants (en incluant la métropole de Lyon), au sens de leur population totale.

► Voir fiche 2-5a

(en millions d'habitants)



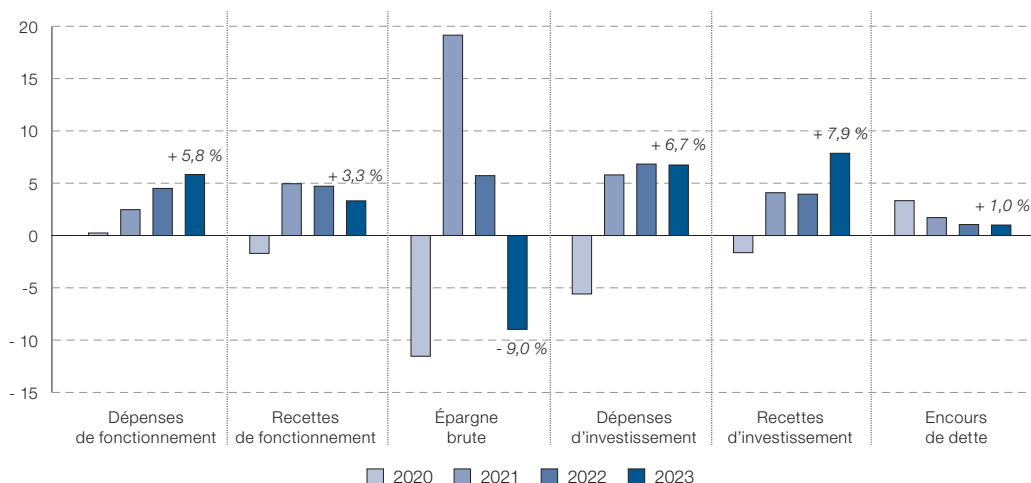
Source : DGCL, Banatic ; Insee, recensement de la population

CU : communautés urbaines ; CA : communautés d'agglomération ; CC : communautés de communes. Population totale = population municipale + population comptée à part.

## Taux de croissance annuels des principaux agrégats comptables

En 2023, les dépenses de fonctionnement des collectivités locales ont augmenté de + 5,8 % et leurs investissements ont augmenté de + 6,7 %.

► Voir fiche 4-1



Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

## Les finances des collectivités locales en 2023 ► Voir fiches 4-1 à 4-6

|                                                  | Bloc communal | Départements | Régions  | Ensemble         |
|--------------------------------------------------|---------------|--------------|----------|------------------|
| <b>Dépenses de fonctionnement</b>                |               |              |          |                  |
| Niveau (en milliards d'euros)                    | 110,7         | 63,3         | 24,4     | <b>198,5</b>     |
| Évolution                                        | + 5,7 %       | + 6,5 %      | + 4,9 %  | <b>+ 5,8 %</b>   |
| <b>Recettes de fonctionnement</b>                |               |              |          |                  |
| Niveau (en milliards d'euros)                    | 132,8         | 70,5         | 30,2     | <b>233,5</b>     |
| Évolution                                        | + 6,1 %       | - 1,2 %      | + 2,6 %  | <b>+ 3,3 %</b>   |
| <b>Taux d'épargne brute</b>                      |               |              |          |                  |
| Niveau (en %)                                    | 16,6 %        | 10,2 %       | 19,4 %   | <b>15,0 %</b>    |
| Évolution                                        | + 0,3 pt      | - 8,4 pts    | - 1,8 pt | <b>- 2,0 pts</b> |
| <b>Dépenses d'investissement <sup>(a)</sup></b>  |               |              |          |                  |
| Niveau (en milliards d'euros)                    | 39,6          | 12,5         | 13,7     | <b>65,8</b>      |
| Évolution                                        | + 8,9 %       | + 2,4 %      | + 4,7 %  | <b>+ 6,7 %</b>   |
| <b>Recettes d'investissement <sup>(b)</sup></b>  |               |              |          |                  |
| Niveau (en milliards d'euros)                    | 17,4          | 3,2          | 6,1      | <b>26,7</b>      |
| Évolution                                        | + 4,9 %       | + 12,4 %     | + 14,5 % | <b>+ 7,9 %</b>   |
| <b>Besoin (-) ou capacité (+) de financement</b> |               |              |          |                  |
| Niveau (en milliards d'euros)                    | - 0,2         | - 2,1        | - 1,7    | <b>- 4,0</b>     |

(a) Hors remboursement de dette.

(b) Hors emprunts.

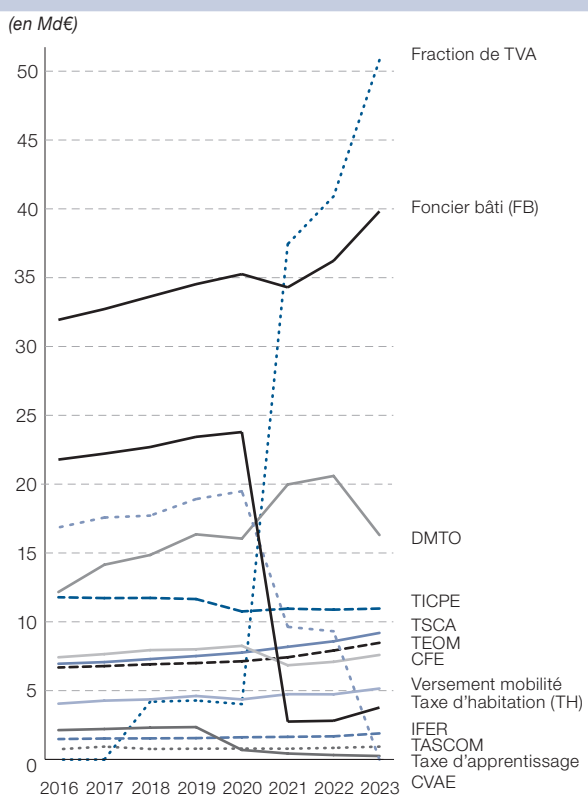
Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion - budgets principaux.

# 1-3 Les chiffres clés de la fiscalité locale

## Produits des principales recettes fiscales

Les produits de la fiscalité directe locale sont de 65,2 Md€ en 2023, en baisse de - 4,6 %.

► Voir fiche 5-1

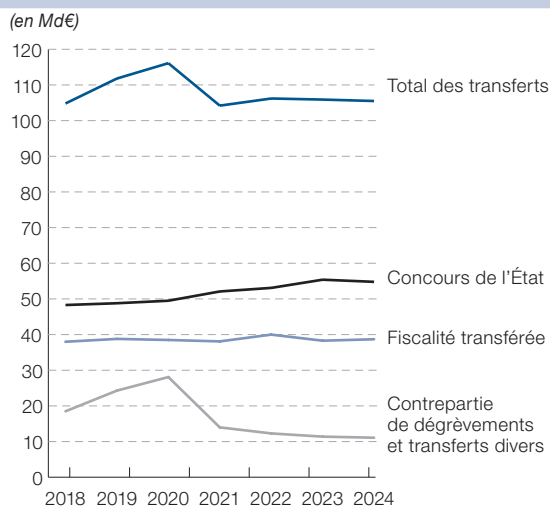


Source : DGCL. Données DGFIP, REI et comptes de gestion - budgets principaux et annexes.

## Montants des transferts

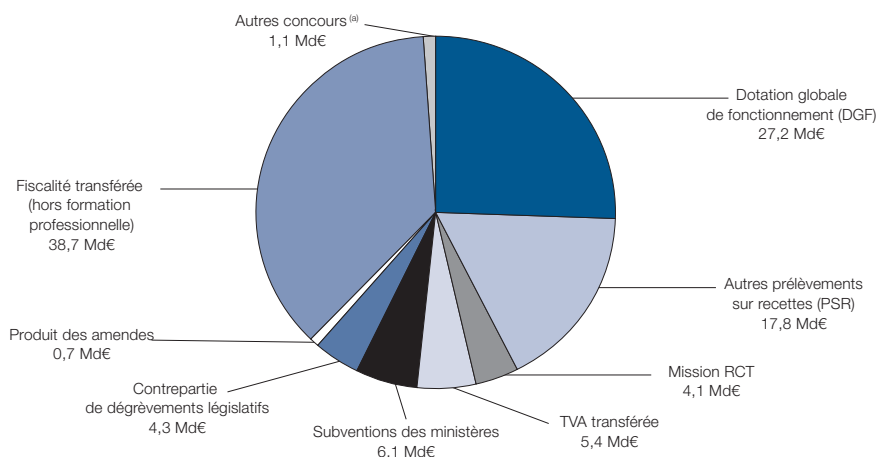
Les transferts de l'État aux collectivités territoriales représentent 105,5 Md€ en 2024. La réforme de la taxe d'habitation est à l'origine de la baisse des contreparties de dégrèvements à partir de 2021.

► Voir fiche 6-1



Source : Loi de finances initiale et PLF 2022.

## Répartition en 2024 par type de transfert



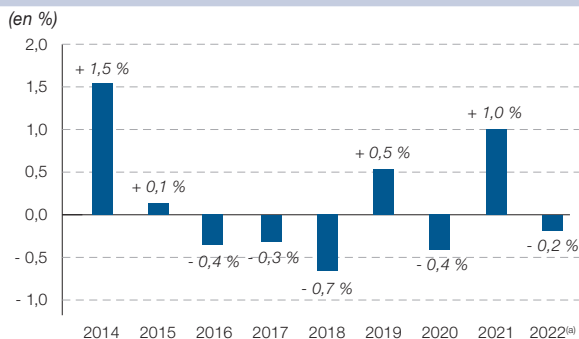
Source : PLF 2024.

(a) Fonds de sauvegarde des départements ; ressources formation professionnelle et apprentissage.

## Taux de croissance annuel des effectifs de la FPT

Au 31 décembre 2022, on compte 1,98 million d'agents dans la fonction publique territoriale (FPT). Cet effectif a augmenté de - 0,2 % par rapport à 2021.

► Voir fiche 8-1



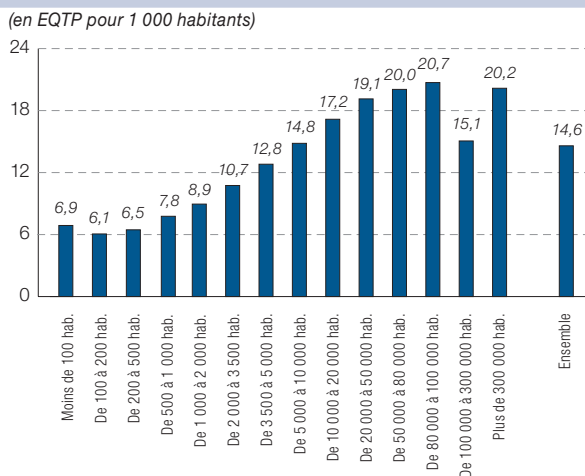
(a) Nouvelle série à partir de 2022.

Source : DGCL. Données : Insee, SIASP.

## Agents territoriaux pour 1 000 habitants

Le nombre d'agents territoriaux par habitant est de 14,6 agents en équivalent temps plein pour 1 000 habitants. Ce taux d'administration est plus faible dans les petites communes et plus élevé dans les grandes.

► Voir fiche 8-8



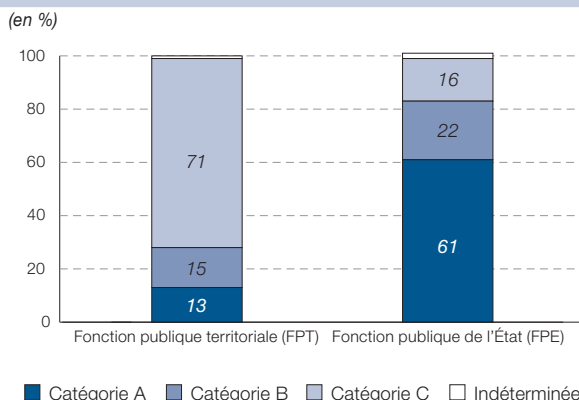
Source : DGCL. Données : Insee, SIASP.

EQTP : équivalents temps plein.

## Répartition des agents par catégorie

Par rapport aux autres versants de la fonction publique, la FPT se caractérise par une forte proportion d'agents de catégorie C (71 %) et une faible proportion d'agents de catégorie A (13 %).

► Voir fiche 8-11



Source : DGCL. Données : Insee, SIASP.

# LES COLLECTIVITÉS LOCALES ET LEUR POPULATION

|                                                                                                                                                |    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Présentation - Définitions</b>                                                                                                              | 14 |
| <b>2-1</b> Le découpage administratif de la République et sa population                                                                        | 18 |
| <b>2-2</b> Le nombre de collectivités territoriales                                                                                            | 19 |
| <b>2-3a</b> Les communes par taille : nombre et population                                                                                     | 20 |
| <b>2-3b</b> Les communes par taille : répartitions en %                                                                                        | 21 |
| <b>2-4</b> Les communes de plus de 100 000 habitants                                                                                           | 22 |
| <b>2-5a</b> Les groupements de collectivités territoriales                                                                                     | 23 |
| <b>2-5b</b> Les groupements de collectivités territoriales :<br>carte de l'intercommunalité à fiscalité propre au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 | 24 |
| <b>2-6</b> Les groupements de communes à fiscalité propre par taille                                                                           | 25 |
| <b>2-7a</b> Les principaux groupements de communes à fiscalité propre :<br>métropoles et communautés urbaines                                  | 26 |
| <b>2-7b</b> Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : communautés d'agglomération                                            | 27 |
| <b>2-7c</b> Les principaux groupements de communes à fiscalité propre : communautés de communes                                                | 29 |

## PRÉSENTATION

La **population municipale** en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2024 est de 67,7 millions de personnes pour la France métropolitaine et dans les départements d'Outre-mer (DOM). En ajoutant les collectivités d'outre-mer et la Nouvelle-Calédonie, elle atteint 68,3 millions pour l'ensemble de la République française (*fiche 2.1*).

Au cours de l'année 2023, onze **communes nouvelles** ont été créées. Celles-ci ont regroupé vingt-quatre anciennes communes dans onze départements différents. Mais dans le même temps, deux communes nouvelles créées respectivement en 2016 et 2019 ont procédé à une opération de « défusion » aboutissant à la restauration de trois anciennes communes. Le total de communes en France métropolitaine et dans les DOM diminue donc de dix unités, à 34 935 communes au 1<sup>er</sup> janvier 2024 (*fiche 2.2*). La moitié de la population française réside dans des communes de moins de 10 000 habitants. Ces communes représentent 97 % du nombre des communes (*fiche 2.3*). Les 42 communes de plus de 100 000 habitants regroupent 15 % de la population. Les communes en forte croissance durant ces six dernières années (population en hausse de plus de 5 %) sont : Toulouse, Nantes, Montpellier, Villeurbanne, Toulon Saint-Denis (de La Réunion) et Strasbourg. À l'inverse, la population de cinq communes a diminué d'au moins 2 % en cinq ans : Paris, Le Havre, Limoges, Argenteuil, Mulhouse, Reims et Grenoble (*fiche 2.4*).

Depuis la forte réduction du nombre d'**EPCI à fiscalité propre** au 1<sup>er</sup> janvier 2017 (- 39 %), la carte intercommunale ne connaît que quelques changements marginaux chaque année. Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, on compte 1 254 EPCI à fiscalité propre en France métropolitaine et dans les DOM, soit le même nombre qu'en 2023 (*fiches 2.5 à 2.7*). Deux communautés de communes se sont transformées en communauté d'agglomération et cinq communes ont changé d'EPCI à fiscalité propre d'appartenance.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, seules quatre communes de France métropolitaine ne sont pas membres d'un EPCI à fiscalité propre, ni de la métropole de Lyon. Toutes sont des îles mono-communales, bénéficiant d'une dérogation législative : l'île d'Yeu, l'île de Bréhat, l'île de Sein et l'île d'Ouessant.

Entre janvier 2023 et janvier 2024, la baisse du nombre de **syndicats** s'est poursuivie : - 1,7 % (contre - 1,2 % en 2022 et - 2,0 % en 2021). Le nombre de syndicats atteint désormais 8 629 début 2024, contre 8 777 en janvier 2023. Cette baisse est plus marquée pour les syndicats intercommunaux à vocation unique (- 2,2 %), même si toutes les catégories sont concernées (*fiche 2.5*).

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

– « Les structures territoriales au 1<sup>er</sup> janvier 2024 : changements mineurs dans les cartes communales et intercommunales et poursuite de la baisse du nombre de syndicats intercommunaux », *Bulletin d'information statistique n° 182*, mars 2024.

[www.collectivites-locales.gouv.fr/bulletin-dinformation-statistique-bis-182](http://www.collectivites-locales.gouv.fr/bulletin-dinformation-statistique-bis-182)

– Les données relatives à la population légale sont disponibles sur le site de l'Insee : [www.insee.fr](http://www.insee.fr).

– Les données relatives à l'intercommunalité sont issues de la base nationale de l'intercommunalité (BANATIC), alimentée à partir des données intercommunales ASPIC saisies par les préfetures : [www.banatic.interieur.gouv.fr](http://www.banatic.interieur.gouv.fr).

– Les données de synthèse sur les intercommunalités sont téléchargeables sur : [www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales](http://www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales).

# Les collectivités locales et leur population

## DÉFINITIONS

### 1) Les contours administratifs

Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, sont définies comme « **collectivités territoriales de la République** » à l'article 72 de la Constitution :

- les communes ;
- les départements y compris les départements d'outre-mer (DOM) ;
- les régions y compris les régions d'outre-mer (ROM) ;
- les collectivités à statut particulier ;
- les collectivités d'outre-mer (COM) régies par l'article 74 de la Constitution.

Peut s'y ajouter la Nouvelle-Calédonie qui est une collectivité dite sui generis (« de son propre genre ») dont le statut est fixé dans un titre spécial de la Constitution.

#### ► La commune

C'est la plus petite subdivision administrative française. Certaines communes ont acquis un statut particulier. C'est le cas de Paris, Marseille, Lyon depuis la loi dite « PML » du 31 décembre 1982.

La loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales instaure un nouveau dispositif de fusion de communes aboutissant à la création d'une **commune nouvelle** soumise aux règles applicables aux communes. La loi n° 2015-292 du 16 mars 2015 a complété et modifié le régime des communes nouvelles. Sauf délibérations concordantes contraires des conseils municipaux, des **communes déléguées** reprenant le nom et les limites territoriales de l'ensemble des anciennes communes dont la commune nouvelle est issue sont instituées au sein de celle-ci. Le conseil municipal de la commune nouvelle peut décider de la suppression des communes déléguées dans un délai qu'il détermine. La commune nouvelle a seule la qualité de collectivité territoriale. La création au sein d'une commune nouvelle de communes déléguées entraîne de plein droit pour chacune d'entre elles :

- l'institution d'un maire délégué, désigné par le conseil municipal de la commune nouvelle (à titre transitoire et jusqu'au prochain renouvellement du conseil municipal suivant la création de la commune nouvelle, le maire de l'ancienne commune en fonction lors de la création de la commune nouvelle devient de droit maire délégué) ;
- la création d'une annexe de la mairie dans laquelle sont établis les actes de l'état civil concernant les habitants de la commune déléguée.

#### ► Le département

Créé par la loi du 22 décembre 1789, il devient une collectivité territoriale par la loi du 10 août 1871. Les départements d'outre-mer (DOM) ont, quant à eux, été créés par la loi du 19 mars 1946.

#### ► La région

Elle a été créée par la loi de décentralisation du 2 mars 1982. La première élection des conseillers régionaux au suffrage universel direct a eu lieu le 16 mars 1986. Leur existence a été consacrée par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 et leur nombre a été réduit, en France métropolitaine, de 22 à 13 par la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral. La collectivité de Corse est dotée d'un statut particulier. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, elle résulte de la fusion de la collectivité territoriale de Corse et des deux conseils départementaux de Corse.

► Une collectivité à statut particulier est, en France, une collectivité territoriale qui, en application de l'article 72 de la Constitution, ne relève pas des trois catégories que sont les communes, les départements et les régions, sans pour autant être une collectivité d'outre-mer régie par l'article 73 de la Constitution. Quatre collectivités sont appelées collectivités territoriales uniques (CTU) : la Guyane, la Martinique, Mayotte et la Corse. S'y ajoutent la métropole de Lyon depuis 2015 et la Ville de Paris depuis 2019.

► Les collectivités d'outre-mer (COM) peuvent être considérées au nombre de 8. Ce sont, aux termes de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, les cinq territoires de la République française dont le statut est régi par l'article 74 de la Constitution. Ces territoires ont des statuts et une organisation interne très divers régis par la loi organique. Ce sont Saint-Pierre-et-Miquelon (géré par un conseil territorial, et comprenant deux communes), Saint Barthélemy (géré par un conseil territorial), Saint Martin (géré par un conseil territorial), Wallis et Futuna (comportant trois circonscriptions correspondant chacune à un royaume) et la Polynésie (collectivité d'outre-mer qui comprend 48 communes, regroupées dans 3 EPCI à fiscalité propre).

À ces collectivités s'ajoutent la Nouvelle-Calédonie, dont le statut est régi par le titre XIII de la Constitution, organisée en trois provinces et regroupant 33 communes ; les terres australes et antarctiques françaises (TAAF), sans population, découpées en cinq districts (dont les îles éparses de l'océan Indien rattachées aux TAAF depuis 2007) ; l'île de Clipperton, sans population, placée directement sous l'autorité du gouvernement.

### 2) Les groupements de collectivités

Les **établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)** désignent les différentes formes de coopération à personnalité morale existant entre les communes. On distingue deux types d'EPCI :

- la forme dite à fiscalité propre, caractérisée par une fiscalité directe locale et par l'existence de compétences obligatoires : les communautés urbaines (CU), les communautés d'agglomération (CA), les syndicats d'agglomération nouvelle (SAN, supprimés par la loi NOTRE), les communautés de communes (CC) et les métropoles (autres que la métropole de Lyon).
- les syndicats de communes, i.e. la forme sans fiscalité propre, financée par les contributions des communes qui en sont membres, dont les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU) et les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), regroupés sous la dénomination de syndicats de communes. Les 11 établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole de Grand Paris sont une forme particulière de syndicat intercommunal.

Forment la catégorie des **groupements de collectivités territoriales** les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les syndicats mixtes fermés et certains syndicats mixtes ouverts (ceux visés à l'article L. 5721-8 du CGCT), les pôles métropolitains, les pôles d'équilibre territorial et rural (PETR), les agences départementales, les institutions ou organismes interdépartementaux et les ententes interrégionales.

#### ► La communauté de communes (CC)

Créée par la loi du 6 février 1992 et renforcée par la loi du 12 juillet 1999, la communauté de communes est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes, associées au sein d'un espace de solidarité, autour d'un projet commun de développement économique et d'aménagement de l'espace.

### ► La communauté d'agglomération (CA)

Créée par la loi du 12 juillet 1999 et modifiée par la loi du 16 décembre 2010, la communauté d'agglomération est un EPCI à fiscalité propre regroupant plusieurs communes formant, à la date de sa création, un ensemble de plus de 50 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave, autour d'une ou plusieurs communes-centre de plus de 15 000 habitants (des dérogations existent pour ces deux seuils démographiques).

### ► La communauté urbaine (CU)

La communauté urbaine regroupe depuis la loi du 16 décembre 2010 plusieurs communes formant un ensemble de plus de 450 000 habitants, d'un seul tenant et sans enclave. La loi du 27 janvier 2014 abaisse ce seuil de création de la CU à 250 000 habitants. Les communautés existant antérieurement à la loi de 1999 peuvent avoir des effectifs inférieurs à ce seuil. Forme de coopération plus intégrée que la communauté d'agglomération, la communauté urbaine dispose de compétences plus larges que celle-ci.

### ► La métropole

Créée par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, la métropole était initialement un EPCI regroupant des communes, formant à la date de sa création un ensemble de plus de 500 000 habitants d'un seul tenant et sans enclave. La loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) a redéfini les métropoles de droit commun et leurs compétences. Au 1<sup>er</sup> janvier 2015, ont été transformés automatiquement en métropole huit EPCI à fiscalité propre qui formaient un ensemble de plus de 400 000 habitants dans une aire urbaine, au sens de l'Insee, de plus de 650 000 habitants. Deux autres EPCI à fiscalité propre ont été transformés en métropole selon un dispositif de transformation facultative. Cette loi comporte également des dispositions spécifiques sur la métropole d'Aix-Marseille-Provence et la métropole du Grand Paris, qui ont été mises en place le 1<sup>er</sup> janvier 2016. La loi n° 2017-257 du 28 février 2017 relative au statut de Paris et à l'aménagement métropolitain a assoupli les conditions de création d'une métropole et a ouvert la possibilité à de nouveaux EPCI de se transformer en métropoles.

### ► La métropole de Lyon

Contrairement aux autres métropoles, la métropole de Lyon est une collectivité territoriale à part entière et non un EPCI. La métropole de Lyon est une collectivité à statut particulier, au sens de l'article 72 de la Constitution, qui exerce à la fois les compétences dévolues aux conseils départementaux et celles dévolues aux métropoles. On ne comptabilise pas la métropole de Lyon comme un EPCI à fiscalité propre, mais elle est prise en compte dans la détermination du nombre de communes et du nombre d'habitants couverts par une intercommunalité à fiscalité propre.

### ► Le syndicat d'agglomération nouvelle (SAN)

Le syndicat d'agglomération nouvelle est une structure de coopération intercommunale mise en place pour organiser les villes nouvelles. Il n'existe plus de SAN depuis l'instauration de la loi NOTRE.

### ► Les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)

Les SIVOM sont des EPCI. Leur objet n'est pas limité à une seule œuvre ou à seul objet d'intérêt intercommunal, mais comprend de multiples compétences. Le SIVOM exerce des responsabilités variées qui lui ont été confiées par les différentes communes. Ces dernières participent étroitement au pilotage du SIVOM.

### ► Les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)

Les SIVU sont des EPCI. Leur fonctionnement est similaire à celui d'un syndicat intercommunal à vocation multiple (SIVOM) à la différence près qu'un SIVU ne dispose que d'une unique compétence

fixée dans ses statuts : c'est un syndicat spécialisé. Historiquement c'est la plus ancienne structure intercommunale puisqu'elle a été créée par la loi du 22 mars 1890 sur les syndicats de communes. SIVU et SIVOM ne forment qu'une catégorie juridique, celle des syndicats de communes.

### ► Les syndicats mixtes

Ils ont été créés par un décret de 1935 pour donner aux collectivités la capacité de s'associer entre elles ou avec des établissements publics. Plusieurs constructions sont possibles : le syndicat mixte fermé qui associe (sauf exceptions prévues par l'article L. 5711-4) uniquement des communes et des EPCI, et le syndicat mixte ouvert qui inclut parmi ses membres différents échelons de collectivités territoriales ou des établissements publics tels qu'une chambre de commerce et d'industrie (CCI). Bien que soumis aux règles applicables aux EPCI, les syndicats mixtes ne sont pas au sens propre des EPCI, cette qualité étant réservée aux groupements de communes.

### ► L'établissement public territorial (EPT)

L'EPT est un établissement public à statut particulier. La métropole du Grand Paris (MGP) comprend Paris et onze territoires (établissements publics territoriaux, EPT), d'un seul tenant et sans enclave d'au moins 300 000 habitants. Les EPT exercent un certain nombre de compétences de proximité en lieu et place des communes.

### ► Le pôle métropolitain

Il a été créé par la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010. Les conditions d'éligibilité ont été modifiées par la loi du 27 janvier 2014. Actuellement, le pôle métropolitain regroupe des EPCI à fiscalité propre dont au moins un comptant plus de 100 000 habitants. Par dérogation, le pôle métropolitain peut regrouper, sur un territoire d'un seul tenant et sans enclave, des EPCI à fiscalité propre comprenant au moins un EPCI de plus de 50 000 habitants limitrophe d'un état étranger. Les départements et régions peuvent également adhérer à un pôle métropolitain.

### ► Le pôle d'équilibre territorial et rural (PETR)

Créé par la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014, le pôle d'équilibre territorial et rural est un établissement public constitué par accord entre plusieurs EPCI à fiscalité propre, au sein d'un périmètre d'un seul tenant et sans enclave. Un EPCI à fiscalité propre ne peut appartenir à plus d'un pôle d'équilibre territorial et rural. Le PETR est soumis aux règles applicables aux syndicats mixtes. Lorsqu'une commune nouvelle est issue de la fusion de toutes les communes d'un EPCI à fiscalité propre membre d'un PETR, cette commune nouvelle peut rester membre de ce PETR jusqu'à son adhésion à un EPCI à fiscalité propre.

## 3) Populations

### ► Le recensement de la population

La nouvelle méthode de recensement (voir loi du 27 février 2002) repose sur deux principes :

- les communes de moins de 10 000 habitants réalisent désormais une enquête de recensement exhaustive tous les cinq ans, à raison d'un cinquième des communes chaque année ;
- les communes de 10 000 habitants ou plus réalisent tous les ans une enquête par sondage auprès d'un échantillon de 8 % des logements.

Le recensement de la population des collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie relève, selon les cas, des articles 156 ou 157 du titre V de la loi n° 2002-276 du 27 février 2002. Les populations légales de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, dont le recensement est réalisé dans le cadre général du recensement rénové (article 156), sont actualisées chaque année.

# Les collectivités locales et leur population

Les autres COM ainsi que la Nouvelle-Calédonie procèdent, par dérogation (article 157), à des recensements généraux de la population tous les cinq ans. Pour Mayotte, le dernier recensement général a eu lieu en 2017, sous la forme d'une enquête exhaustive dans toutes les communes. À la suite de la loi n° 2017-256 du 28 février 2017 relative à l'égalité réelle outre-mer, Mayotte intègre progressivement le même protocole de collecte annuelle que les autres départements français.

► **La population légale** authentifiée par décret regroupe, pour chaque commune, sa population totale, sa population municipale et sa population comptée à part. Le décret n° 2003-485 publié au Journal officiel du 8 juin 2003, relatif au recensement de la population fixe les différentes catégories de population et leur composition.

► **La population municipale** comprend les personnes ayant leur résidence habituelle (au sens du décret) sur le territoire de la commune, dans un logement ou une communauté, les personnes détenues dans les établissements pénitentiaires de la commune, les personnes sans-abri recensées sur le territoire de la commune et les personnes résidant habituellement dans une habitation mobile recensée sur le territoire de la commune.

► **La population comptée à part** comprend certaines personnes dont la résidence habituelle (au sens du décret) est dans une autre commune mais qui ont conservé une résidence sur le territoire de la commune.

► **La population totale** d'une commune est égale à la somme de la population municipale et de la population comptée à part de la commune.

Le découpage administratif de la République  
(en nombre)

|                                                                                 | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          |
|---------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Communes</b>                                                                 | <b>35 051</b> | <b>35 048</b> | <b>35 038</b> | <b>35 028</b> | <b>35 018</b> |
| dont : France métropolitaine                                                    | 34 839        | 34 836        | 34 826        | 34 816        | 34 806        |
| DOM                                                                             | 129           | 129           | 129           | 129           | 129           |
| COM et Nouvelle-Calédonie <sup>(a)</sup>                                        | 83            | 83            | 83            | 83            | 83            |
| <b>Arrondissements (suidivisions des départements)</b>                          | <b>332</b>    | <b>332</b>    | <b>332</b>    | <b>333</b>    | <b>333</b>    |
| dont : France métropolitaine                                                    | 320           | 320           | 320           | 320           | 320           |
| DOM                                                                             | 12            | 12            | 12            | 13            | 13            |
| <b>Départements<br/>(à distinguer des conseils départementaux)</b>              | <b>101</b>    | <b>101</b>    | <b>101</b>    | <b>101</b>    | <b>101</b>    |
| dont : France métropolitaine                                                    | 96            | 96            | 96            | 96            | 96            |
| DOM                                                                             | 5             | 5             | 5             | 5             | 5             |
| <b>Régions (à distinguer des conseils régionaux)</b>                            | <b>18</b>     | <b>18</b>     | <b>18</b>     | <b>18</b>     | <b>18</b>     |
| dont : France métropolitaine                                                    | 13            | 13            | 13            | 13            | 13            |
| ROM                                                                             | 5             | 5             | 5             | 5             | 5             |
| <b>Collectivités d'outre-mer, TAAF<br/>et Nouvelle Calédonie <sup>(a)</sup></b> | <b>8</b>      | <b>8</b>      | <b>8</b>      | <b>8</b>      | <b>8</b>      |

Source : Insee, Code officiel géographique.  
(a) Saint-Pierre-et-Miquelon (2 communes) ; Saint-Barthélemy ; Saint-Martin ; Polynésie française (48 communes). Nouvelle-Calédonie (33 communes). Wallis-et-Futuna (Territoire, découpé en trois circonscriptions territoriales). Terres australes et antarctiques françaises (TAAF, sans population), découpées en cinq districts. Île de Clipperton (sans population), rattachée directement au gouvernement.

Population municipale  
(en nombre d'habitants)

| Au 1 <sup>er</sup> janvier                             | 2020              | 2021              | 2022              | 2023              | 2024              |
|--------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|
| <b>France métropolitaine et d'outre-mer</b>            | <b>66 780 857</b> | <b>66 989 056</b> | <b>67 244 921</b> | <b>67 418 672</b> | <b>67 664 570</b> |
| dont : France métropolitaine                           | 64 639 133        | 64 844 037        | 65 096 768        | 65 269 154        | 65 505 213        |
| DOM                                                    | 2 141 724         | 2 145 019         | 2 148 153         | 2 149 518         | 2 159 357         |
| <b>Collectivités d'outre-mer et Nouvelle-Calédonie</b> |                   |                   |                   |                   |                   |
| Saint-Pierre-et-Miquelon                               | 5 997             | 5 985             | 5 974             | 5 925             | 5 873             |
| Saint-Barthélemy                                       | 9 961             | 10 124            | 10 289            | 10 457            | 10 464            |
| Saint-Martin                                           | 35 334            | 34 065            | 32 489            | 31 801            | 31 477            |
| Polynésie française (recensements 2017 et 2022)        | 275 918           | 275 918           | 278 786           | 278 786           | 278 786           |
| Wallis-et-Futuna (dernier recensement en 2023)         | 11 558            | 11 558            | 11 558            | 11 558            | 11 151            |
| Nouvelle-Calédonie (dernier recensement en août 2019)  | 271 407           | 271 407           | 271 407           | 271 407           | 271 407           |
| <b>Ensemble République française</b>                   | <b>67 391 032</b> | <b>67 598 113</b> | <b>67 852 556</b> | <b>68 025 738</b> | <b>68 273 728</b> |

Source : Insee, Recensements de la population.

## Les collectivités territoriales en France métropolitaine et dans les départements d'outre-mer (en nombre de collectivités)

|                                              | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          |
|----------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Ensemble des collectivités locales</b>    | <b>45 802</b> | <b>45 397</b> | <b>45 205</b> | <b>45 090</b> | <b>44 932</b> |
| <b>Collectivité territoriale</b>             | <b>35 083</b> | <b>35 079</b> | <b>35 069</b> | <b>35 059</b> | <b>35 049</b> |
| <b>Communes</b>                              | <b>34 968</b> | <b>34 965</b> | <b>34 955</b> | <b>34 945</b> | <b>34 935</b> |
| dont : France métropolitaine                 | 34 839        | 34 836        | 34 826        | 34 816        | 34 806        |
| Outre-mer                                    | 129           | 129           | 129           | 129           | 129           |
| <b>Conseils départementaux<sup>(a)</sup></b> | <b>96</b>     | <b>95</b>     | <b>95</b>     | <b>95</b>     | <b>95</b>     |
| dont : France métropolitaine                 | 94            | 93            | 93            | 93            | 93            |
| Outre-mer                                    | 2             | 2             | 2             | 2             | 2             |
| <b>Conseils régionaux</b>                    | <b>14</b>     | <b>14</b>     | <b>14</b>     | <b>14</b>     | <b>14</b>     |
| dont : France métropolitaine                 | 12            | 12            | 12            | 12            | 12            |
| Outre-mer                                    | 2             | 2             | 2             | 2             | 2             |
| <b>Collectivités à statut particulier</b>    | <b>6</b>      | <b>6</b>      | <b>6</b>      | <b>6</b>      | <b>6</b>      |
| Collectivité de Corse                        | 1             | 1             | 1             | 1             | 1             |
| Métropole de Lyon                            | 1             | 1             | 1             | 1             | 1             |
| Ville de Paris                               | 1             | 1             | 1             | 1             | 1             |
| Martinique                                   | 1             | 1             | 1             | 1             | 1             |
| Guyane                                       | 1             | 1             | 1             | 1             | 1             |
| Département de Mayotte                       | 1             | 1             | 1             | 1             | 1             |
| <b>Groupements de communes</b>               | <b>10 719</b> | <b>10 318</b> | <b>10 136</b> | <b>10 031</b> | <b>9 883</b>  |
| Groupements de communes à fiscalité propre   | 1 254         | 1 253         | 1 254         | 1 254         | 1 254         |
| Syndicats <sup>(b)</sup>                     | 9 465         | 9 065         | 8 882         | 8 777         | 8 629         |

Source : Insee, Code officiel géographique ; DGCL, Banatic.

(a) Le passage en 2021 de 96 à 95 conseils départementaux est lié à la création de la Collectivité européenne d'Alsace, département de droit commun, par le décret n° 2019-142 du 27 février 2019 portant regroupement des départements du Bas-Rhin et du Haut-Rhin.

(b) Y compris syndicats en arrêt de compétence.

# 2-3a Les communes par taille

Nombre de communes et population municipale au 1<sup>er</sup> janvier 2024, selon la taille des communes

| Taille des communes         | France métropolitaine |                       | DOM                |                       | France métropolitaine + DOM |                       |
|-----------------------------|-----------------------|-----------------------|--------------------|-----------------------|-----------------------------|-----------------------|
|                             | Nombre de communes    | Population municipale | Nombre de communes | Population municipale | Nombre de communes          | Population municipale |
| Moins de 50 habitants       | 897                   | 30 566                | 0                  | 0                     | 897                         | 30 566                |
| 50 à 99 habitants           | 2 507                 | 189 715               | 0                  | 0                     | 2 507                       | 189 715               |
| 100 à 199 habitants         | 5 436                 | 800 678               | 0                  | 0                     | 5 436                       | 800 678               |
| 200 à 299 habitants         | 4 205                 | 1 035 392             | 2                  | 492                   | 4 207                       | 1 035 884             |
| 300 à 399 habitants         | 3 117                 | 1 079 633             | 1                  | 317                   | 3 118                       | 1 079 950             |
| 400 à 499 habitants         | 2 189                 | 981 157               | 0                  | 0                     | 2 189                       | 981 157               |
| 500 à 699 habitants         | 3 508                 | 2 075 280             | 2                  | 1 172                 | 3 510                       | 2 076 452             |
| 700 à 999 habitants         | 3 089                 | 2 576 902             | 1                  | 917                   | 3 090                       | 2 577 819             |
| 1 000 à 1 499 habitants     | 2 934                 | 3 571 625             | 4                  | 5 281                 | 2 938                       | 3 576 906             |
| 1 500 à 1 999 habitants     | 1 580                 | 2 724 731             | 7                  | 12 059                | 1 587                       | 2 736 790             |
| 2 000 à 2 499 habitants     | 1 030                 | 2 293 387             | 1                  | 2 146                 | 1 031                       | 2 295 533             |
| 2 500 à 2 999 habitants     | 685                   | 1 869 514             | 3                  | 8 126                 | 688                         | 1 877 640             |
| 3 000 à 3 499 habitants     | 529                   | 1 712 090             | 4                  | 12 936                | 533                         | 1 725 026             |
| 3 500 à 3 999 habitants     | 393                   | 1 467 533             | 3                  | 11 191                | 396                         | 1 478 724             |
| 4 000 à 4 999 habitants     | 576                   | 2 563 803             | 7                  | 30 914                | 583                         | 2 594 717             |
| 5 000 à 5 999 habitants     | 380                   | 2 085 821             | 9                  | 48 955                | 389                         | 2 134 776             |
| 6 000 à 7 999 habitants     | 497                   | 3 419 071             | 15                 | 104 768               | 512                         | 3 523 839             |
| 8 000 à 9 999 habitants     | 286                   | 2 557 329             | 11                 | 99 596                | 297                         | 2 656 925             |
| 10 000 à 19 999 habitants   | 514                   | 6 998 444             | 30                 | 424 153               | 544                         | 7 422 597             |
| 20 000 à 29 999 habitants   | 191                   | 4 599 818             | 8                  | 195 866               | 199                         | 4 795 684             |
| 30 000 à 49 999 habitants   | 144                   | 5 582 233             | 10                 | 351 164               | 154                         | 5 933 397             |
| 50 000 à 79 999 habitants   | 64                    | 3 965 858             | 7                  | 423 279               | 71                          | 4 389 137             |
| 80 000 à 99 999 habitants   | 15                    | 1 351 988             | 2                  | 166 020               | 17                          | 1 518 008             |
| 100 000 à 199 999 habitants | 29                    | 3 951 479             | 2                  | 260 005               | 31                          | 4 211 484             |
| 200 000 à 299 999 habitants | 4                     | 1 014 908             | 0                  | 0                     | 4                           | 1 014 908             |
| 300 000 habitants et plus   | 7                     | 5 006 258             | 0                  | 0                     | 7                           | 5 006 258             |
| Total                       | 34 806                | 65 505 213            | 129                | 2 159 357             | 34 935                      | 67 664 570            |

Source : Insee, Recensement de la population. Population municipale en vigueur en 2024 (millésimée 2021)  
Champ : France métropolitaine + DOM.  
Le département de Mayotte a été recensé en 2017.

# Les communes par taille 2-3b

## Répartition (en % et en % cumulés) du nombre de communes et de la population municipale au 1<sup>er</sup> janvier 2024, selon la taille des communes

| Taille des communes         | Nombre de communes | Population | Taille des communes        | Nombre de communes | Population |
|-----------------------------|--------------------|------------|----------------------------|--------------------|------------|
|                             | en %               |            |                            | en % cumulés       |            |
| Moins de 50 habitants       | 2,6 %              | 0,0 %      | Moins de 50 habitants      | 2,6 %              | 0,0 %      |
| 50 à 99 habitants           | 7,2 %              | 0,3 %      | Moins de 100 habitants     | 9,7 %              | 0,3 %      |
| 100 à 199 habitants         | 15,6 %             | 1,2 %      | Moins de 200 habitants     | 25,3 %             | 1,5 %      |
| 200 à 299 habitants         | 12,0 %             | 1,5 %      | Moins de 300 habitants     | 37,3 %             | 3,0 %      |
| 300 à 399 habitants         | 8,9 %              | 1,6 %      | Moins de 400 habitants     | 46,3 %             | 4,6 %      |
| 400 à 499 habitants         | 6,3 %              | 1,5 %      | Moins de 500 habitants     | 52,5 %             | 6,1 %      |
| 500 à 699 habitants         | 10,0 %             | 3,1 %      | Moins de 700 habitants     | 62,6 %             | 9,2 %      |
| 700 à 999 habitants         | 8,8 %              | 3,8 %      | Moins de 1 000 habitants   | 71,4 %             | 13,0 %     |
| 1 000 à 1 499 habitants     | 8,4 %              | 5,3 %      | Moins de 1 500 habitants   | 79,8 %             | 18,3 %     |
| 1 500 à 1 999 habitants     | 4,5 %              | 4,0 %      | Moins de 2 000 habitants   | 84,4 %             | 22,3 %     |
| 2 000 à 2 499 habitants     | 3,0 %              | 3,4 %      | Moins de 2 500 habitants   | 87,3 %             | 25,7 %     |
| 2 500 à 2 999 habitants     | 2,0 %              | 2,8 %      | Moins de 3 000 habitants   | 89,3 %             | 28,5 %     |
| 3 000 à 3 499 habitants     | 1,5 %              | 2,5 %      | Moins de 3 500 habitants   | 90,8 %             | 31,0 %     |
| 3 500 à 3 999 habitants     | 1,1 %              | 2,2 %      | Moins de 4 000 habitants   | 92,0 %             | 33,2 %     |
| 4 000 à 4 999 habitants     | 1,7 %              | 3,8 %      | Moins de 5 000 habitants   | 93,6 %             | 37,0 %     |
| 5 000 à 5 999 habitants     | 1,1 %              | 3,2 %      | Moins de 6 000 habitants   | 94,7 %             | 40,2 %     |
| 6 000 à 7 999 habitants     | 1,5 %              | 5,2 %      | Moins de 8 000 habitants   | 96,2 %             | 45,4 %     |
| 8 000 à 9 999 habitants     | 0,9 %              | 3,9 %      | Moins de 10 000 habitants  | 97,1 %             | 49,3 %     |
| 10 000 à 19 999 habitants   | 1,6 %              | 11,0 %     | Moins de 20 000 habitants  | 98,6 %             | 60,3 %     |
| 20 000 à 29 999 habitants   | 0,6 %              | 7,1 %      | Moins de 30 000 habitants  | 99,2 %             | 67,4 %     |
| 30 000 à 49 999 habitants   | 0,4 %              | 8,8 %      | Moins de 50 000 habitants  | 99,6 %             | 76,1 %     |
| 50 000 à 79 999 habitants   | 0,2 %              | 6,5 %      | Moins de 80 000 habitants  | 99,8 %             | 82,6 %     |
| 80 000 à 99 999 habitants   | 0,0 %              | 2,2 %      | Moins de 100 000 habitants | 99,9 %             | 84,9 %     |
| 100 000 à 199 999 habitants | 0,1 %              | 6,2 %      | Moins de 200 000 habitants | 100,0 %            | 91,1 %     |
| 200 000 à 299 999 habitants | 0,0 %              | 1,5 %      | Moins de 300 000 habitants | 100,0 %            | 92,6 %     |
| 300 000 habitants et plus   | 0,0 %              | 7,4 %      |                            |                    |            |
| Total                       | 100,0 %            | 100,0 %    | Toutes tailles confondues  | 100,0 %            | 100,0 %    |

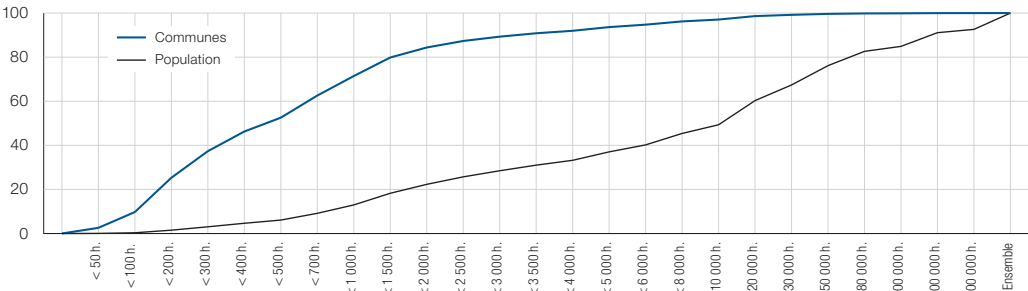
Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France métropolitaine + DOM.

Le département de Mayotte a été recensé en 2017.

Lecture : 2,6 % des communes ont moins de 50 habitants et 7,2 % des communes ont entre 50 et 99 habitants. Ces dernières regroupent 0,3 % de la population. Cumulées, les communes de moins de 100 habitants regroupent 0,3 % de la population et représentent 9,7 % des communes.

## Répartition (en % cumulés) du nombre de communes et de la population municipale au 1<sup>er</sup> janvier 2024, selon la taille des communes



Source : Insee, Recensement de la population.

Champ : France métropolitaine + DOM.

Lecture : les communes de moins de 3 000 habitants regroupent 89,3 % des communes ; elles regroupent 28,5 % de la population.

# 2-4 Les communes de plus de 100 000 habitants

## Les communes de plus de 100 000 habitants (en nombre d'habitants)

| Rang | Commune (n° du département) | Population municipale     |                           | Taux d'évolution sur 6 ans |
|------|-----------------------------|---------------------------|---------------------------|----------------------------|
|      |                             | 2018<br>(millésimée 2015) | 2024<br>(millésimée 2021) |                            |
| 1    | Paris (75)                  | 2 206 488                 | 2 133 111                 | - 3,3 %                    |
| 2    | Marseille (13)              | 861 635                   | 873 076                   | + 1,3 %                    |
| 3    | Lyon (69)                   | 513 275                   | 522 250                   | + 1,7 %                    |
| 4    | Toulouse (31)               | 471 941                   | 504 078                   | + 6,8 %                    |
| 5    | Nice (06)                   | 342 522                   | 348 085                   | + 1,6 %                    |
| 6    | Nantes (44)                 | 303 382                   | 323 204                   | + 6,5 %                    |
| 7    | Montpellier (34)            | 277 639                   | 302 454                   | + 8,9 %                    |
| 8    | Strasbourg (67)             | 277 270                   | 291 313                   | + 5,1 %                    |
| 9    | Bordeaux (33)               | 249 712                   | 261 804                   | + 4,8 %                    |
| 10   | Lille (59)                  | 232 741                   | 236 710                   | + 1,7 %                    |
| 11   | Rennes (35)                 | 215 366                   | 225 081                   | + 4,5 %                    |
| 12   | Toulon (83)                 | 167 479                   | 180 452                   | + 7,7 %                    |
| 13   | Reims (51)                  | 184 076                   | 179 380                   | - 2,6 %                    |
| 14   | Saint-Étienne (42)          | 171 057                   | 172 718                   | + 1,0 %                    |
| 15   | Le Havre (76)               | 172 366                   | 166 058                   | - 3,7 %                    |
| 16   | Dijon (21)                  | 155 114                   | 159 346                   | + 2,7 %                    |
| 17   | Grenoble (38)               | 160 649                   | 157 477                   | - 2,0 %                    |
| 18   | Angers (49)                 | 151 520                   | 157 175                   | + 3,7 %                    |
| 19   | Villeurbanne (69)           | 148 665                   | 156 928                   | + 5,6 %                    |
| 20   | Saint-Denis (974)           | 146 985                   | 154 765                   | + 5,3 %                    |
| 21   | Nîmes (30)                  | 150 672                   | 148 104                   | - 1,7 %                    |
| 22   | Aix-en-Provence (13)        | 142 668                   | 147 478                   | + 3,4 %                    |
| 23   | Clermont-Ferrand (63)       | 141 398                   | 147 327                   | + 4,2 %                    |
| 24   | Le Mans (72)                | 143 325                   | 145 004                   | + 1,2 %                    |
| 25   | Brest (29)                  | 139 163                   | 139 619                   | + 0,3 %                    |
| 26   | Tours (37)                  | 136 252                   | 137 658                   | + 1,0 %                    |
| 27   | Amiens (80)                 | 132 874                   | 133 625                   | + 0,6 %                    |
| 28   | Annecy (74)                 | 125 694                   | 131 715                   | + 4,8 %                    |
| 29   | Limoges (87)                | 133 627                   | 129 760                   | - 2,9 %                    |
| 30   | Metz (57)                   | 117 492                   | 120 874                   | + 2,9 %                    |
| 31   | Boulogne-Billancourt (92)   | 117 931                   | 119 808                   | + 1,6 %                    |
| 32   | Perpignan (66)              | 121 934                   | 119 656                   | - 1,9 %                    |
| 33   | Besançon (25)               | 116 676                   | 119 198                   | + 2,2 %                    |
| 34   | Orléans (45)                | 114 644                   | 116 617                   | + 1,7 %                    |
| 35   | Rouen (76)                  | 110 169                   | 114 083                   | + 3,6 %                    |
| 36   | Saint-Denis (93)            | 111 103                   | 113 942                   | + 2,6 %                    |
| 37   | Montreuil (93)              | 106 691                   | 111 455                   | + 4,5 %                    |
| 38   | Caen (14)                   | 106 260                   | 108 200                   | + 1,8 %                    |
| 39   | Argenteuil (95)             | 110 388                   | 107 221                   | - 2,9 %                    |
| 40   | Mulhouse (68)               | 110 370                   | 106 341                   | - 3,7 %                    |
| 41   | Saint-Paul (974)            | 105 967                   | 105 240                   | - 0,7 %                    |
| 42   | Nancy (54)                  | 105 162                   | 104 260                   | - 0,9 %                    |

Source : Insee, Recensement de la population.  
Champ : France métropolitaine + DOM.

# Les groupements de collectivités territoriales 2-5a

## Nombre de groupements de communes à fiscalité propre

|                                                          | Au 1 <sup>er</sup> janvier | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          | 2024          | Variation 2024-2023 |
|----------------------------------------------------------|----------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------------|
| Métropoles                                               |                            | 21            | 21            | 21            | 21            | 21            | + 0                 |
| Communautés urbaines (CU)                                |                            | 14            | 14            | 14            | 14            | 14            | + 0                 |
| Communautés d'agglomération (CA)                         |                            | 222           | 223           | 227           | 227           | 229           | + 2                 |
| Communautés de communes (CC)                             |                            | 997           | 995           | 992           | 992           | 990           | - 2                 |
| <b>Nombre d'EPCI à fiscalité propre</b>                  |                            | <b>1 254</b>  | <b>1 253</b>  | <b>1 254</b>  | <b>1 254</b>  | <b>1 254</b>  | <b>+ 0</b>          |
| Métropole de Lyon                                        |                            | 1             | 1             | 1             | 1             | 1             | + 0                 |
| <b>Nombre total de communes regroupées<sup>(a)</sup></b> |                            | <b>34 964</b> | <b>34 961</b> | <b>34 951</b> | <b>34 941</b> | <b>34 931</b> | <b>- 10</b>         |
| <b>Nombre de communes isolées</b>                        |                            | <b>4</b>      | <b>4</b>      | <b>4</b>      | <b>4</b>      | <b>4</b>      | <b>+ 0</b>          |
| <b>Nombre de communes</b>                                |                            | <b>34 968</b> | <b>34 965</b> | <b>34 955</b> | <b>34 945</b> | <b>34 935</b> | <b>- 10</b>         |
| <i>EPCI à fiscalité professionnelle unique :</i>         |                            |               |               |               |               |               |                     |
| Nombre de groupements                                    |                            | 1 074         | 1 075         | 1 084         | 1 090         | 1 093         | + 3                 |
| Nombre de communes regroupées <sup>(a)</sup>             |                            | 29 905        | 30 089        | 30 231        | 30 329        | 30 446        | + 117               |

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensements de la population.

Champ : France métropolitaine + DOM.

(a) Y compris les communes de la métropole de Lyon à partir de 2015.

## Population<sup>(a)</sup> regroupée dans des groupements à fiscalité propre

|                                                      | Au 1 <sup>er</sup> janvier | 2020              | 2021              | 2022              | 2023              | 2024              | Évolution 2024/2023 |
|------------------------------------------------------|----------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|-------------------|---------------------|
| Métropoles                                           |                            | 18 031 028        | 18 154 555        | 18 273 350        | 18 331 597        | 18 420 395        | + 0,5 %             |
| Communauté urbaines (CU)                             |                            | 3 119 780         | 3 128 086         | 3 138 765         | 3 146 023         | 3 156 307         | + 0,3 %             |
| Communautés d'agglomération (CA)                     |                            | 23 370 289        | 23 492 290        | 23 777 483        | 23 835 713        | 24 081 689        | + 1,0 %             |
| Communautés de communes (CC)                         |                            | 22 094 182        | 22 039 498        | 21 867 973        | 21 898 670        | 21 770 332        | - 0,6 %             |
| <b>Population totale des EPCI à fiscalité propre</b> |                            | <b>66 615 279</b> | <b>66 814 429</b> | <b>67 057 571</b> | <b>67 212 003</b> | <b>67 428 723</b> | <b>+ 0,3 %</b>      |
| Métropole de Lyon                                    |                            | 1 402 326         | 1 415 357         | 1 428 062         | 1 432 690         | 1 439 981         | + 0,5 %             |
| <b>Population totale regroupée</b>                   |                            | <b>68 017 605</b> | <b>68 229 786</b> | <b>68 485 633</b> | <b>68 644 693</b> | <b>68 868 704</b> | <b>+ 0,3 %</b>      |
| <b>Population totale des communes isolées</b>        |                            | <b>6 382</b>      | <b>6 439</b>      | <b>6 460</b>      | <b>6 509</b>      | <b>6 557</b>      | <b>+ 0,7 %</b>      |
| <i>Population regroupée des EPCI à FPU</i>           |                            | <i>65 017 316</i> | <i>65 289 845</i> | <i>65 733 519</i> | <i>65 994 743</i> | <i>66 486 964</i> | <i>+ 0,7 %</i>      |

Sources : DGCL, Banatic ; Insee, Recensements de la population.

Champ : France métropolitaine + DOM.

(a) Population totale, en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année, des communes composant les groupements.

## Nombre de syndicats<sup>(a)</sup>

|                                                      | Au 1 <sup>er</sup> janvier | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         | 2024         | Variation 2024-2023 |
|------------------------------------------------------|----------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|---------------------|
| Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)    |                            | 5 212        | 4 872        | 4 738        | 4 637        | 4 533        | - 104               |
| Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) |                            | 1 291        | 1 233        | 1 214        | 1 207        | 1 199        | - 8                 |
| Établissements publics territoriaux (EPT)            |                            | 11           | 11           | 11           | 11           | 11           | + 0                 |
| Syndicats mixtes                                     |                            | 2 803        | 2 800        | 2 770        | 2 771        | 2 739        | - 32                |
| Pôles métropolitains                                 |                            | 25           | 25           | 25           | 26           | 25           | - 1                 |
| Pôles d'équilibre territorial et rural (PETR)        |                            | 123          | 124          | 124          | 125          | 122          | - 3                 |
| <b>Total</b>                                         |                            | <b>9 465</b> | <b>9 065</b> | <b>8 882</b> | <b>8 777</b> | <b>8 629</b> | <b>- 148</b>        |

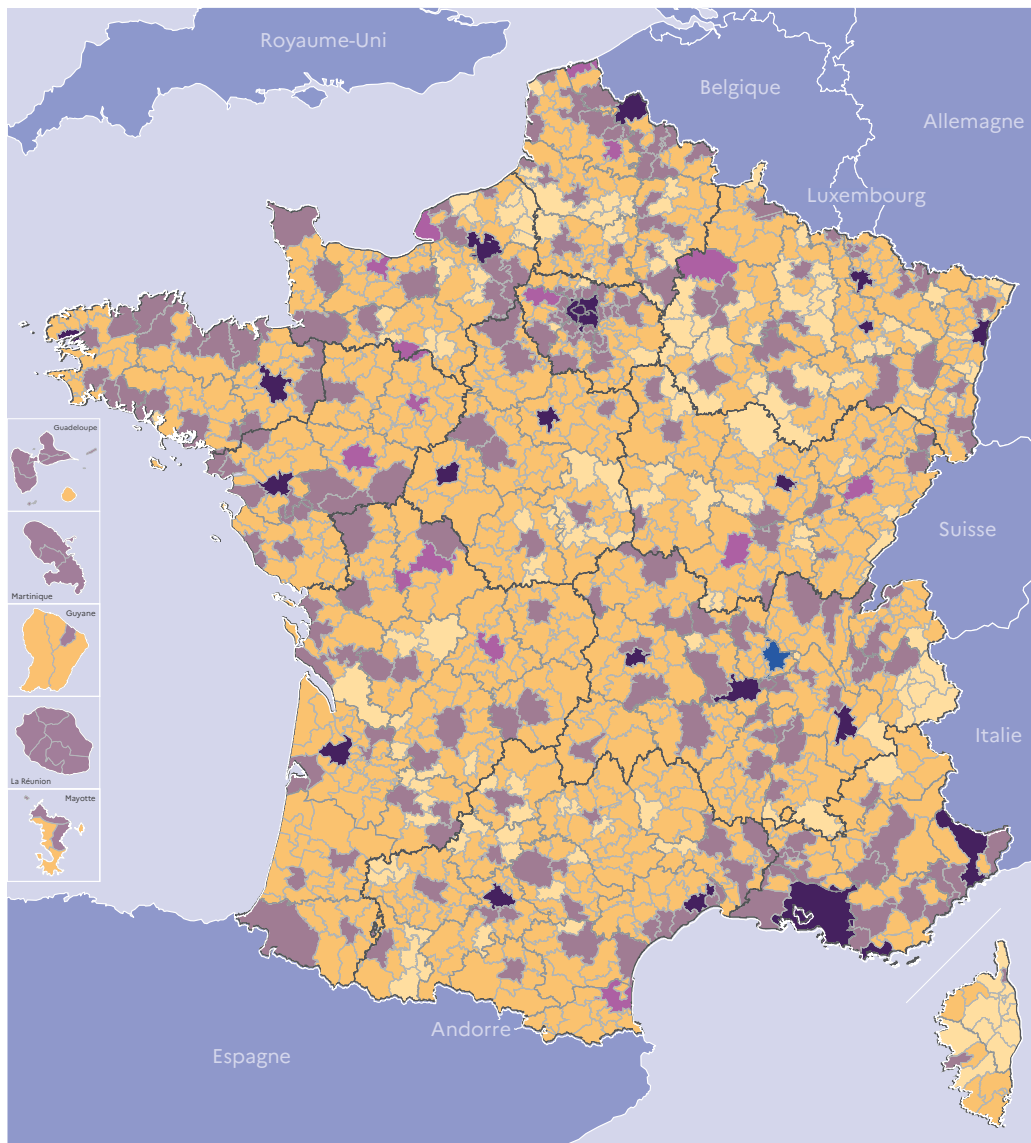
Source : DGCL, Banatic.

Champ : France métropolitaine + DOM.

(a) Y compris syndicats en arrêt de compétence.

# 2-5b Les groupements de collectivités territoriales

## L'intercommunalité à fiscalité propre au 1<sup>er</sup> janvier 2024



### LES DIFFERENTS TYPES DE GROUPEMENTS A FISCALITE PROPRE

|                                                                                                                                                              |                                                                                                                                                   |                                                                                                                              |                                                                                                              |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Métropoles</b><br>Nombre : 21<br>Nombre de communes : 912<br>Population totale regroupée : 18 420 395                                                     | <b>Communautés urbaines</b><br>Nombre : 14<br>Nombre de communes : 659<br>Population totale regroupée : 3 157 842                                 | <b>Communautés d'agglomération</b><br>Nombre : 229<br>Nombre de communes : 7 586<br>Population totale regroupée : 24 081 689 | <b>Métropole de Lyon</b><br>Nombre : 1<br>Nombre de communes : 59<br>Population totale regroupée : 1 428 062 |
| <b>Communautés de communes à fiscalité professionnelle unique</b><br>Nombre : 829<br>Nombre de communes : 21 231<br>Population totale regroupée : 19 387 057 | <b>Communautés de communes à fiscalité additionnelle</b><br>Nombre : 161<br>Nombre de communes : 4 485<br>Population totale regroupée : 2 389 939 |                                                                                                                              | <b>Communes isolées</b><br>Nombre de communes : 4<br>Population totale regroupée : 6 557                     |

Sources : Direction générale des collectivités locales, ministère de la Cohésion des territoires et des Relations avec les collectivités territoriales

Insee (population totale en vigueur en 2024 - millésimée 2021).

Cartographie : DGCL - DESL, janvier 2024.

Fond de carte : © IGN - 2023. Tous droits réservés.

Répartition des groupements de communes à fiscalité propre par taille démographique  
au 1<sup>er</sup> janvier 2024

| En nombre de groupements<br>comportant <sup>(a)</sup> :       | Métropoles | CU        |    | CA         | CC         |            | EPCI à FP             |                       |
|---------------------------------------------------------------|------------|-----------|----|------------|------------|------------|-----------------------|-----------------------|
|                                                               |            | FPU       | FA |            | FPU        | FA         | Total                 | dont FPU              |
| moins de 5 000 habitants                                      |            |           |    |            | 3          | 3          | 6                     | 3                     |
| de 5 000 à 15 000 habitants                                   |            |           |    |            | 251        | 94         | 345                   | 251                   |
| de 15 000 à 30 000 habitants                                  |            |           |    | 2          | 375        | 53         | 430                   | 377                   |
| de 30 000 à 50 000 habitants                                  |            |           |    | 17         | 160        | 10         | 187                   | 177                   |
| de 50 000 à 100 000 habitants                                 |            | 2         |    | 116        | 38         | 1          | 157                   | 156                   |
| de 100 000 à 300 000 habitants                                | 5          | 9         |    | 89         | 2          |            | 105                   | 105                   |
| 300 000 habitants et plus                                     | 16         | 3         |    | 5          |            |            | 24                    | 24                    |
| <b>Total</b>                                                  | <b>21</b>  | <b>14</b> |    | <b>229</b> | <b>829</b> | <b>161</b> | <b>1 254</b>          | <b>1 093</b>          |
| Nombre total<br>de communes regroupées                        | 912        | 659       |    | 7 586      | 21 231     | 4 485      | 34 931 <sup>(b)</sup> | 30 446 <sup>(b)</sup> |
| Population totale<br>(en millions d'habitants) <sup>(a)</sup> | 18,4       | 3,2       |    | 24,1       | 19,4       | 2,4        | 68,9 <sup>(b)</sup>   | 66,5 <sup>(b)</sup>   |

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.  
Champ : France métropolitaine + DOM.  
FPU : fiscalité professionnelle unique ; FA : fiscalité additionnelle.  
(a) Population totale en vigueur en 2024 (millésimée 2021).  
(b) Bien qu'elle soit une collectivité territoriale, la métropole de Lyon est ici prise en compte dans le nombre de communes et dans le nombre d'habitants couverts par un EPCI à fiscalité propre car elle en exerce les compétences.

Population moyenne par nature juridique  
(en nombre moyen d'habitants)

|                                  | Au 1 <sup>er</sup> janvier | 2020      | 2021      | 2022      | 2023      | 2024      |
|----------------------------------|----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Communautés de communes (CC)     |                            | 22 161    | 22 150    | 22 044    | 22 075    | 21 997    |
| Communautés d'agglomération (CA) |                            | 105 272   | 105 347   | 104 747   | 105 003   | 105 160   |
| Communautés urbaines (CU)        |                            | 222 841   | 223 435   | 224 198   | 224 716   | 225 560   |
| Métropoles                       |                            | 858 620   | 864 503   | 870 160   | 872 933   | 877 162   |
| Métropole de Lyon                |                            | 1 402 326 | 1 415 357 | 1 428 062 | 1 432 690 | 1 439 981 |
| Ensemble                         |                            | 54 197    | 54 410    | 54 570    | 54 697    | 54 882    |

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.  
Champ : France métropolitaine + DOM.

Population moyenne par nature juridique  
(en nombre moyen d'habitants)

|                                                      | Au 1 <sup>er</sup> janvier | 2020    | 2021    | 2022    | 2023    | 2024    |
|------------------------------------------------------|----------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)    |                            | 12 902  | 12 943  | 12 908  | 12 871  | 12 793  |
| Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM) |                            | 12 447  | 14 418  | 14 184  | 14 137  | 14 183  |
| Etablissements publics territoriaux (EPT)            |                            | 445 899 | 448 450 | 451 160 | 452 160 | 454 847 |
| Syndicats mixtes                                     |                            | 213 211 | 218 386 | 221 862 | 227 704 | 226 595 |
| Pôles métropolitains                                 |                            | 599 644 | 606 494 | 611 266 | 605 935 | 550 160 |
| Pôles d'équilibre territorial et rural (PETR)        |                            | 85 634  | 85 299  | 86 137  | 86 056  | 85 439  |
| Ensemble                                             |                            | 75 143  | 79 756  | 81 445  | 84 239  | 83 998  |

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.  
Champ : France métropolitaine + DOM.

# 2-7a Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

## Les 21 métropoles au 1<sup>er</sup> janvier 2024

| N° du département | Dénomination                           | Nombre total de communes | Population totale <sup>(a)</sup> |
|-------------------|----------------------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| 75                | Métropole du Grand Paris               | 131                      | 7 152 537                        |
| 13                | Métropole d'Aix-Marseille-Provence     | 92                       | 1 933 030                        |
| 59                | Métropole Européenne de Lille          | 95                       | 1 198 654                        |
| 33                | Bordeaux Métropole                     | 28                       | 842 622                          |
| 31                | Toulouse Métropole                     | 37                       | 828 373                          |
| 44                | Nantes Métropole                       | 24                       | 689 424                          |
| 06                | Métropole Nice Côte d'Azur             | 51                       | 565 867                          |
| 67                | Eurométropole de Strasbourg            | 33                       | 520 036                          |
| 34                | Montpellier Méditerranée Métropole     | 31                       | 513 734                          |
| 76                | Métropole Rouen Normandie              | 71                       | 504 301                          |
| 35                | Rennes Métropole                       | 43                       | 476 936                          |
| 38                | Grenoble-Alpes-Métropole               | 49                       | 455 590                          |
| 83                | Métropole Toulon-Provence-Méditerranée | 12                       | 453 407                          |
| 42                | Saint-Etienne Métropole                | 53                       | 411 009                          |
| 37                | Tours Métropole Val de Loire           | 22                       | 302 825                          |
| 63                | Clermont Auvergne Métropole            | 21                       | 301 376                          |
| 45                | Orléans Métropole                      | 22                       | 297 846                          |
| 21                | Dijon Métropole                        | 23                       | 262 311                          |
| 54                | Métropole du Grand Nancy               | 20                       | 261 643                          |
| 57                | Metz Métropole                         | 46                       | 232 797                          |
| 29                | Brest Métropole                        | 8                        | 216 077                          |
| Total             |                                        | 912                      | 18 420 395                       |

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.  
(a) Population totale en vigueur en 2024 (millésimée 2021).

## Les 14 communautés urbaines au 1<sup>er</sup> janvier 2024

| N° du département | Dénomination                        | Régime fiscal | Nombre total de communes | Population totale <sup>(a)</sup> |
|-------------------|-------------------------------------|---------------|--------------------------|----------------------------------|
| 78                | CU Grand Paris Seine et Oise        | FPU           | 73                       | 432 248                          |
| 49                | CU Angers Loire Métropole           | FPU           | 29                       | 313 686                          |
| 51                | CU du Grand Reims                   | FPU           | 143                      | 301 938                          |
| 14                | CU Caen la Mer                      | FPU           | 48                       | 279 420                          |
| 66                | CU Perpignan Méditerranée Métropole | FPU           | 36                       | 276 919                          |
| 76                | CU Le Havre Seine Métropole         | FPU           | 54                       | 269 354                          |
| 72                | CU Le Mans Métropole                | FPU           | 20                       | 213 615                          |
| 87                | CU Limoges Métropole                | FPU           | 20                       | 209 926                          |
| 25                | CU Grand Besançon Métropole         | FPU           | 68                       | 202 447                          |
| 86                | CU du Grand Poitiers                | FPU           | 40                       | 201 860                          |
| 59                | CU de Dunkerque                     | FPU           | 17                       | 195 245                          |
| 62                | CU d'Arras                          | FPU           | 46                       | 111 727                          |
| 71                | CU Le Creusot Montceau-les-Mines    | FPU           | 34                       | 92 202                           |
| 61                | CU d'Alençon                        | FPU           | 31                       | 57 255                           |
| Total             |                                     |               | 659                      | 3 157 842                        |

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.  
(a) Population totale en vigueur en 2024 (millésimée 2021).

# Les principaux groupements de communes à fiscalité propre

# 2-7b

## Les 94 communautés d'agglomération de plus de 100 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2024

| N° du département | Dénomination                                               | Nombre total de communes | Population totale <sup>(a)</sup> |
|-------------------|------------------------------------------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| 95                | CA Roissy Pays de France                                   | 42                       | 361 855                          |
| 91                | CA Grand Paris Sud Seine Essonne Sénart                    | 23                       | 360 248                          |
| 78                | CA Saint Germain Boucles de Seine                          | 19                       | 342 792                          |
| 64                | CA du Pays Basque                                          | 158                      | 330 533                          |
| 91                | CA Communauté Paris-Saclay                                 | 27                       | 320 051                          |
| 95                | CA Val Parisis                                             | 15                       | 288 575                          |
| 62                | CA de Béthune-Bruay, Artois-Lys Romane                     | 100                      | 278 431                          |
| 68                | CA Mulhouse Alsace Agglomération                           | 39                       | 276 696                          |
| 78                | CA Versailles Grand Parc (CAVGP)                           | 18                       | 273 207                          |
| 30                | CA de Nîmes Métropole                                      | 39                       | 262 935                          |
| 62                | CA de Lens - Liévin                                        | 36                       | 244 525                          |
| 78                | CA de Saint Quentin en Yvelines                            | 12                       | 232 895                          |
| 77                | CA Paris - Vallée de la Marne                              | 12                       | 230 151                          |
| 26                | CA Valence Romans Agglo                                    | 54                       | 228 725                          |
| 974               | CA Territoire de la Côte Ouest (TCO)                       | 5                        | 218 184                          |
| 95                | CA de Cergy-Pontoise                                       | 13                       | 216 320                          |
| 74                | CA du Grand Annecy                                         | 34                       | 216 125                          |
| 974               | CA Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR)            | 3                        | 215 588                          |
| 56                | CA Lorient Agglomération                                   | 25                       | 211 834                          |
| 91                | CA Coeur d'Essonne Agglomération                           | 21                       | 208 858                          |
| 84                | CA du Grand Avignon (COGA)                                 | 16                       | 198 487                          |
| 59                | CA Valenciennes Métropole                                  | 35                       | 193 856                          |
| 95                | CA Plaine Vallée                                           | 18                       | 186 594                          |
| 80                | CA Amiens Métropole                                        | 39                       | 184 918                          |
| 06                | CA de Sophia Antipolis                                     | 24                       | 184 775                          |
| 974               | CA CIVIS (Communauté Intercommunale des Villes Solidaires) | 6                        | 183 407                          |
| 50                | CA du Cotentin                                             | 129                      | 182 702                          |
| 17                | CA de La Rochelle                                          | 28                       | 182 238                          |
| 56                | CA Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération                | 34                       | 180 111                          |
| 10                | CA Troyes Champagne Métropole                              | 81                       | 179 084                          |
| 91                | CA Val d'Yerres Val de Seine                               | 9                        | 178 586                          |
| 64                | CA Pau Béarn Pyrénées                                      | 31                       | 168 379                          |
| 59                | CA de la Porte du Hainaut                                  | 47                       | 159 883                          |
| 06                | CA Cannes Pays de Lérins                                   | 5                        | 159 274                          |
| 22                | CA Saint-Brieuc Armor Agglomération                        | 32                       | 157 697                          |
| 973               | CA du Centre Littoral                                      | 6                        | 152 186                          |
| 972               | CA du Centre de la Martinique                              | 4                        | 151 587                          |
| 59                | CA Douaisis Agglo                                          | 35                       | 150 500                          |
| 16                | CA du Grand Angoulême                                      | 38                       | 146 013                          |
| 73                | CA du Grand Chambéry                                       | 38                       | 144 085                          |
| 25                | CA Pays de Montbéliard Agglomération                       | 73                       | 142 396                          |
| 28                | CA Chartres Métropole                                      | 66                       | 140 271                          |
| 01                | CA du Bassin de Bourg-en-Bresse                            | 74                       | 138 158                          |
| 77                | CA Melun Val de Seine                                      | 20                       | 137 725                          |
| 30                | CA Alès Agglomération                                      | 72                       | 136 510                          |
| 11                | CA Le Grand Narbonne                                       | 37                       | 134 654                          |
| 974               | CA du Sud                                                  | 4                        | 134 549                          |
| 44                | CA de la Région Nazairienne et de l'Estuaire (CARENE)      | 10                       | 132 232                          |
| 34                | CA de Béziers-Méditerranée                                 | 17                       | 131 867                          |

2-7b

Les principaux groupements  
de communes à fiscalité propre

| N° du département | Dénomination                                 | Nombre total de communes | Population totale <sup>(a)</sup> |
|-------------------|----------------------------------------------|--------------------------|----------------------------------|
| 34                | CA Sète Agglopôle Méditerranée               | 14                       | 130 502                          |
| 65                | CA Tarbes-Lourdes-Pyrénées                   | 86                       | 130 127                          |
| 974               | CA Intercommunale de la Réunion Est (CIREST) | 6                        | 129 147                          |
| 31                | CA Le Muretain Agglo                         | 26                       | 128 773                          |
| 62                | CA d'Hénin-Carvin                            | 14                       | 127 765                          |
| 79                | CA du Niortais                               | 40                       | 125 784                          |
| 59                | CA Maubeuge Val de Sambre                    | 43                       | 124 830                          |
| 49                | CA Mauges Communauté                         | 6                        | 124 682                          |
| 08                | CA Ardenne Métropole                         | 57                       | 124 014                          |
| 83                | CA Estérel Côte d'Azur Agglomération         | 5                        | 120 338                          |
| 53                | CA Laval Agglomération                       | 34                       | 118 899                          |
| 71                | CA Le Grand Chalons                          | 51                       | 117 686                          |
| 28                | CA Agglo du Pays de Dreux                    | 81                       | 117 534                          |
| 972               | CA de l'Espace Sud de la Martinique          | 12                       | 116 523                          |
| 11                | CA Carcassonne Agglo                         | 83                       | 116 510                          |
| 68                | CA Colmar Agglomération                      | 20                       | 115 921                          |
| 42                | CA Loire Forez Agglomération (LFA)           | 87                       | 114 631                          |
| 62                | CA du Boulonnais                             | 22                       | 113 742                          |
| 88                | CA d'Epinal                                  | 78                       | 113 625                          |
| 27                | CA Evreux Portes de Normandie                | 74                       | 113 592                          |
| 83                | CA Dracénie Provence Verdon Agglomération    | 23                       | 112 972                          |
| 38                | CA Porte de l'Isère (CAPI)                   | 22                       | 112 905                          |
| 19                | CA du Bassin de Brive                        | 48                       | 110 932                          |
| 77                | CA du Pays de Meaux                          | 26                       | 109 718                          |
| 77                | CA Marne et Gondoire                         | 20                       | 109 578                          |
| 41                | CA de Blois "Agglopolys"                     | 43                       | 109 224                          |
| 49                | CA Cholet Agglomération                      | 26                       | 107 610                          |
| 62                | CA du Pays de Saint-Omer                     | 53                       | 107 574                          |
| 24                | CA Le Grand Périgueux                        | 43                       | 107 330                          |
| 60                | CA du Beauvaisis                             | 53                       | 106 357                          |
| 22                | CA Dinan Agglomération                       | 65                       | 106 227                          |
| 29                | CA Quimper Bretagne Occidentale              | 14                       | 104 761                          |
| 27                | CA Seine-Eure                                | 60                       | 104 704                          |
| 18                | CA Bourges Plus                              | 17                       | 104 700                          |
| 01                | CA du Pays de Gex                            | 27                       | 104 355                          |
| 59                | CA Coeur de Flandre                          | 50                       | 104 275                          |
| 83                | CA de la Provence Verte                      | 28                       | 104 050                          |
| 47                | CA Agglomération d'Agen                      | 44                       | 104 049                          |
| 22                | CA Lannion-Trégor Communauté                 | 57                       | 103 934                          |
| 42                | CA Roannais Agglomération                    | 40                       | 103 731                          |
| 90                | CA Grand Belfort                             | 52                       | 103 192                          |
| 06                | CA du Pays de Grasse                         | 23                       | 102 366                          |
| 85                | CA La Roche sur Yon - Agglomération          | 13                       | 102 226                          |
| 49                | CA Saumur Val de Loire                       | 45                       | 100 790                          |
| 62                | CA Grand Calais Terres et Mers               | 14                       | 100 079                          |

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.  
Champ : France.

(a) Population totale en vigueur en 2024 (millésimée 2021).

## Les 41 communautés de communes de plus de 50 000 habitants au 1<sup>er</sup> janvier 2024

| N° du département | Dénomination                                           | Régime fiscal | Nombre total de communes | Population totale <sup>(a)</sup> |
|-------------------|--------------------------------------------------------|---------------|--------------------------|----------------------------------|
| 38                | CC Le Grésivaudan                                      | FPU           | 43                       | 105 771                          |
| 59                | CC Pévèle-Carembault                                   | FPU           | 38                       | 100 011                          |
| 973               | CC de l'Ouest Guyanais                                 | FPU           | 8                        | 98 174                           |
| 56                | CC Auray Quiberon Terre Atlantique                     | FPU           | 24                       | 92 384                           |
| 01                | CC de la Plaine de l'Ain                               | FPU           | 53                       | 83 033                           |
| 38                | CC Les Balcons du Dauphiné                             | FPU           | 47                       | 79 815                           |
| 40                | CC Marenne Adour Côte Sud                              | FPU           | 23                       | 71 929                           |
| 59                | CC Cœur d'Ostrevent (CCCO)                             | FPU           | 20                       | 71 293                           |
| 38                | CC Entre Bièvre et Rhône                               | FPU           | 37                       | 70 597                           |
| 44                | CC du Pays d'Ancenis                                   | FPU           | 20                       | 70 474                           |
| 17                | CC de la Haute Saintonge                               | FA            | 129                      | 70 297                           |
| 44                | CC d'Erdre et Gesvres                                  | FPU           | 12                       | 68 269                           |
| 38                | CC Les Vals du Dauphiné                                | FPU           | 36                       | 65 629                           |
| 42                | CC de Forez-Est                                        | FPU           | 42                       | 65 592                           |
| 91                | CC du Val d'Essonne (CCVE)                             | FPU           | 21                       | 62 779                           |
| 60                | CC Thelloise                                           | FPU           | 41                       | 62 528                           |
| 83                | CC du Golfe de Saint-Tropez                            | FPU           | 12                       | 58 331                           |
| 66                | CC des Albères, de la Côte Vermeille et de l'Illobérès | FPU           | 15                       | 58 147                           |
| 49                | CC Loire Layon Aubance                                 | FPU           | 19                       | 58 027                           |
| 38                | CC Bièvre Isère                                        | FPU           | 50                       | 57 041                           |
| 76                | CC inter-Caux-Vexin                                    | FPU           | 64                       | 56 668                           |
| 85                | CC Sud Vendée Littoral                                 | FPU           | 43                       | 56 646                           |
| 69                | CC Beaujolais Pierres Dorées                           | FPU           | 32                       | 56 442                           |
| 60                | CC du Pays de Valois                                   | FPU           | 62                       | 56 422                           |
| 27                | CC Intercom Bernay Terres de Normandie                 | FPU           | 75                       | 55 523                           |
| 37                | CC Touraine Vallée de l'Indre                          | FPU           | 22                       | 55 033                           |
| 64                | CC de Lacq-Orthez                                      | FPU           | 60                       | 54 650                           |
| 59                | CC des Hauts de Flandre                                | FPU           | 40                       | 54 594                           |
| 54                | CC Orne Lorraine Confluences                           | FPU           | 41                       | 53 779                           |
| 57                | CC Rives de Moselle                                    | FPU           | 20                       | 53 748                           |
| 17                | CC Vals de Saintonge Communauté                        | FPU           | 110                      | 53 530                           |
| 57                | CC du Pays Orne Moselle                                | FPU           | 12                       | 53 361                           |
| 22                | CC Loudéac Communauté - Bretagne Centre                | FPU           | 41                       | 52 946                           |
| 78                | CC Cœur d'Yvelines                                     | FPU           | 31                       | 52 156                           |
| 34                | CC du Grand Pic Saint-Loup                             | FPU           | 36                       | 52 095                           |
| 37                | CC Loches Sud Touraine                                 | FPU           | 67                       | 52 028                           |
| 976               | CC du Centre-Ouest                                     | FPU           | 5                        | 51 449                           |
| 85                | CC Challans-Gois Communauté                            | FPU           | 11                       | 50 972                           |
| 45                | CC des Terres du Val de Loire                          | FPU           | 25                       | 50 730                           |
| 44                | CC Sèvre et Loire                                      | FPU           | 11                       | 50 696                           |
| 29                | CC du Pays d'Iroise                                    | FPU           | 19                       | 50 568                           |

Source : DGCL, Banatic ; Insee, Recensement de la population.

Champ : France.

(a) Population totale en vigueur en 2024 (millésimée 2021).





# 3

## LES FINANCES DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES LOCALES

|                                                                                  |    |
|----------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Présentation - définitions</b>                                                | 32 |
| <b>3-1</b> Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation   | 34 |
| <b>3-2</b> Les comptes des administrations publiques locales                     | 35 |
| <b>3-3</b> La formation brute de capital fixe des administrations publiques      | 36 |
| <b>3-4</b> Les prélèvements obligatoires                                         | 37 |
| <b>3-5</b> Les capacités ou besoins de financement des administrations publiques | 38 |
| <b>3-6</b> Les dépenses des administrations publiques par fonction               | 39 |

## PRÉSENTATION

Le montant des dépenses des administrations publiques locales progresse en 2023 pour atteindre 315,6 Md€ (+ 7,0 %) après une hausse de + 5,5 % en 2022. Pour les seules collectivités locales, c'est-à-dire en excluant les ODAL (*définitions*), les dépenses s'accroissent en 2023 à un rythme comparable (+ 7,1 % après + 5,6 % en 2022), supérieur à l'inflation (+ 3,7 %). Les dépenses de l'ensemble des administrations publiques évoluant en 2023 moins vite que celles des APUL, le poids des dépenses des APUL dans les dépenses de l'ensemble des administrations publiques passe de 19,2 % en 2022 à 19,6 % en 2023 (*fiche 3.1*).

Les dépenses des APUL se répartissent entre 153,7 Md€ de dépenses de fonctionnement, 88,8 Md€ de prestations et transferts versés, 7,1 Md€ d'intérêts versés et 63,6 Md€ de dépenses d'investissement (*fiche 3.2*). Ces dépenses d'investissement (FBCF) des APUL augmentent très fortement en 2023 (+ 12,2 %), mais intègrent encore cette année une forte composante « prix » en raison de l'inflation qui demeure marquée (*fiche 3.3*). Les dépenses d'investissement des seules collectivités locales progressent de + 11,8 %.

Concernant la ventilation par fonction des dépenses des APUL, hors services généraux, les principaux postes demeurent les affaires économiques, la protection sociale, l'enseignement qui représentent chacun entre 13,7 % et 19,3 % des dépenses (*fiche 3.6*). La part des APUL dans les dépenses publiques atteint 84,4 % dans la fonction protection de l'environnement, 78,4 % dans la fonction logement-équipements collectifs, et 72,6 % dans la fonction loisirs-culture.

Le total des recettes des APUL (305,7 Md€) est en hausse de + 4,0 % en 2023, soit une progression plus faible que pour les dépenses (*fiche 3.2*). Les prélèvements obligatoires perçus par les APUL augmentent en 2023 (+ 2,7 %) après une hausse de +4,9 % en 2022. La hausse des prélèvements obligatoires reçus par les APUL est légèrement plus forte que l'augmentation de l'ensemble des prélèvements obligatoires (+ 2,0 %), soit dans les deux cas des rythmes de progression inférieurs à celui de l'activité en valeur (+ 6,3 %). Globalement, les impôts perçus par les APUL s'établissent à 178,2 Md€ et représentent 6,3 % du PIB, et près de 14,6 % de l'ensemble des prélèvements obligatoires (*fiche 3.4*).

Selon les normes de la comptabilité nationale, le besoin de financement de l'ensemble des administrations publiques se dégrade : il atteint - 5,5 % du PIB en 2023 après - 4,7 % en 2022 (*fiche 3.5*). Le déficit des administrations publiques centrales atteint - 157,2 Md€ (- 5,6 % du PIB), soit une aggravation de - 24,3 Md€ par rapport à 2022 (+ 0,6 point de PIB) alors que les administrations de sécurité sociale dégagent une capacité de financement de + 13,2 Md€ (+ 0,5 % du PIB) soit une amélioration de + 5,0 Md€ par rapport à 2022.

Le déficit des administrations publiques locales (APUL) représente en 2023 - 0,4 % du PIB après - 0,0 % en 2022. Il se dégrade donc en passant de - 1,1 Md€ en 2022 à -9,9 Md€ en 2023, porté par le déficit des collectivités locales (- 5,5 Md€ soit - 0,2 % du PIB) et celui des organismes divers d'administration locale (- 4,4 Md€, soit aussi - 0,2 % du PIB). Le bloc communal est à l'équilibre (+ 0,1 Md€, après + 2,7 Md€ en 2022), les départements deviennent déficitaires (- 3,3 Md€, après + 1,5 Md€ en 2022) et le solde des régions se dégrade à - 1,9 Md€ (après - 1,4 Md€ en 2022). Le déficit des organismes divers d'administration locale (unités à compétence spécialisée, comprenant par exemple l'opérateur Île-de-France Mobilités et la Société des Grands Projets, ex-Société du Grand Paris) se creuse légèrement, passant de - 4,0 Md€ en 2022 à - 4,4 Md€ en 2023.

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Les données figurant dans ce chapitre sont établies par l'INSEE, selon les concepts de la comptabilité nationale. Elles correspondent aux résultats publiés par l'INSEE fin mai 2024. Les valeurs sont exprimées en « base 2020 » suite au changement de base des comptes nationaux instauré à partir de ce millésime 2023 (NB : seule, la partie 3-6 est encore en base 2014, les dépenses par fonction des APU seront en effet calculées ultérieurement en base 2020).

Les données détaillées sont disponibles sur le site de l'INSEE : [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans le thème « Les comptes de la Nation en 2023 », rubrique « Finances publiques ».

## DÉFINITIONS

► **Les administrations publiques (APU)** représentent l'ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales (État, Organismes divers d'administration centrale), les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociale.

► **Les administrations publiques locales (APUL)** comprennent les collectivités locales et les organismes divers d'administration locale (ODAL).

► **Les collectivités locales** au sens de la comptabilité nationale correspondent aux collectivités territoriales (communes, départements, régions), aux groupements à fiscalité propre (métropoles, communautés urbaines, communautés d'agglomération, communautés de communes et syndicats d'agglomération nouvelle jusqu'en 2015) et à certaines activités des syndicats de communes. En comptabilité nationale, les comptes des collectivités locales présentent des résultats différents de ceux diffusés à partir des comptes de gestion ou des comptes administratifs.

► **Les organismes divers d'administration locale (ODAL)** correspondent principalement aux établissements publics locaux (centres communaux ou intercommunaux d'action sociale [CCAS, CIAS], caisses des écoles, services départementaux d'incendie et de secours [SDIS],...) aux établissements publics locaux d'enseignement (collèges, lycées d'enseignement général et professionnel – hors masse salariale des enseignants), aux associations récréatives et culturelles financées majoritairement par les collectivités territoriales et aux chambres consulaires (commerce et industrie, agriculture et métiers). À noter que deux structures de taille conséquente sont classées en ODAL : Ile-de-France Mobilités et la Société du Grand Paris (SGP).

► **Les Organismes divers d'administration centrale (ODAC)** sont des organismes auxquels l'État a confié une compétence fonctionnelle, spécialisée, au niveau national : Pôle emploi, Météo-France ou encore l'Inserm sont des ODAC. Ils possèdent des statuts juridiques variés – souvent des établissements publics à caractère administratif (EPA), en général dotés de la personnalité juridique. Il existe plus de 700 organismes de ce type.

► **Valeur ajoutée**

Solde du compte de production. Elle est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire. La valeur ajoutée des services non marchands est égale à la différence entre

le coût total de production de ces services et la valeur des consommations intermédiaires.

► **Formation brute de capital fixe (FBCF)**

La FBCF ou formation brute de capital fixe est l'agrégat qui mesure en comptabilité nationale l'investissement (acquisitions moins cessions) en capital fixe des différents agents économiques résidents.

► **Les prélèvements obligatoires** sont les impôts et cotisations sociales effectives reçus par les administrations publiques et les institutions européennes. Les prélèvements obligatoires sont nets des montants dus non recouvrables.

► **Les prélèvements obligatoires revenant aux APUL** comportent :

- les impôts directement perçus par les APUL à savoir l'ensemble des impôts traditionnels directs et indirects, à l'exception de certains impôts considérés comme un service à l'instar de la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères ;
- les transferts de recettes fiscales en provenance de l'État correspondant aux compensations de dégrèvements et exonérations au titre des taxes directes locales. Les compensations intégrées aux dotations de l'État (compensation de la part salaire de la taxe professionnelle) ne font pas partie des prélèvements obligatoires.

► **Capacité ou besoin de financement**

La capacité de financement est le solde du compte de capital. Ce solde est égal à l'épargne brute augmentée des transferts nets en capital et diminuée des dépenses faites à des fins d'accumulation : FBCF, variations de stocks, acquisitions nettes d'objets de valeur et d'actifs non financiers non produits (terrains, actifs incorporels...). On parle de capacité de financement si le solde est positif, et de besoin de financement s'il est négatif.

► **Produit intérieur brut aux prix du marché / PIB**

Agrégat représentant le résultat final de l'activité de production des unités productrices résidentes. Il peut se définir de trois manières :

- le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées brutes des différents secteurs institutionnels ou des différentes branches d'activité, augmentée des impôts moins les subventions sur les produits (lesquels ne sont pas affectés aux secteurs et aux branches d'activité) ;
- le PIB est égal à la somme des emplois finals intérieurs de biens et de services (consommation finale effective, formation brute de capital fixe, variations de stocks), plus les exportations, moins les importations ;
- le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnels : rémunération des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédent brut d'exploitation et revenu mixte.

Les administrations publiques locales dans les comptes de la Nation  
(en milliards d'euros)

|                                 |                                     | 2019    | 2020    | 2021    | 2022    | 2023    |
|---------------------------------|-------------------------------------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Valeur ajoutée                  | Valeur ajoutée brute des APUL       | 125,1   | 127,2   | 131,9   | 141,0   | 147,6   |
|                                 | Produit intérieur brut de la Nation | 2 432,2 | 2 318,3 | 2 508,1 | 2 655,4 | 2 822,5 |
| Formation brute de capital fixe | FBCF des APUL                       | 53,4    | 48,5    | 52,6    | 56,7    | 63,6    |
|                                 | FBCF de la Nation                   | 545,2   | 520,1   | 589,0   | 628,0   | 651,8   |

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Les comptes des administrations publiques en 2023  
(en milliards d'euros)

|                                                             | État  | Organismes<br>divers d'adminis-<br>tration centrale | Administrations<br>publiques<br>locales | Administrations<br>de sécurité<br>sociale | Ensemble des<br>administrations<br>publiques <sup>(a)</sup> |
|-------------------------------------------------------------|-------|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| Dépenses totales                                            | 598,1 | 137,3                                               | 315,6                                   | 735,3                                     | 1 608,5                                                     |
| Rémunérations des salariés                                  | 142,2 | 28,9                                                | 92,6                                    | 82,5                                      | 346,2                                                       |
| Prestations sociales en espèce et en nature                 | 123,4 | 1,9                                                 | 30,2                                    | 554,3                                     | 709,9                                                       |
| Formation brute de capital fixe                             | 15,4  | 31,8                                                | 63,6                                    | 10,0                                      | 120,8                                                       |
| Production des branches marchandes<br>et ventes résiduelles | 6,5   | 8,8                                                 | 41,1                                    | 19,0                                      | 75,4                                                        |
| Valeur ajoutée brute                                        | 159,3 | 60,1                                                | 147,6                                   | 98,5                                      | 465,5                                                       |

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

(a) Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés ; ainsi la somme des dépenses des sous-secteurs est supérieure à celles des APU dans leur ensemble.

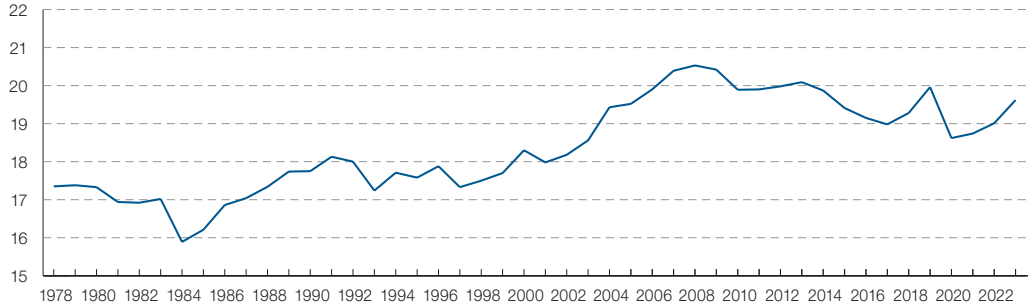
Les dépenses des administrations publiques locales parmi les dépenses publiques  
(en milliards d'euros)

|                                                             | 2019           | 2020           | 2021           | 2022           | 2023           |
|-------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| État                                                        | 483,8          | 562,8          | 567,7          | 609,3          | 598,1          |
| Organismes divers d'administration centrale                 | 112,3          | 119,5          | 130,0          | 133,0          | 137,3          |
| <b>Administrations publiques locales</b>                    | <b>268,7</b>   | <b>266,3</b>   | <b>279,5</b>   | <b>294,9</b>   | <b>315,6</b>   |
| <b>dont collectivités locales</b>                           | <b>234,1</b>   | <b>243,2</b>   | <b>253,4</b>   | <b>267,7</b>   | <b>286,7</b>   |
| Administrations de sécurité sociale                         | 623,5          | 661,8          | 685,9          | 707,3          | 735,3          |
| <b>Ensemble des administrations publiques<sup>(a)</sup></b> | <b>1 346,2</b> | <b>1 430,4</b> | <b>1 491,4</b> | <b>1 550,7</b> | <b>1 608,5</b> |

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

(a) Les transferts au sein d'un même secteur sont consolidés ; ainsi la somme des dépenses des sous-secteurs est supérieure à celles des APU dans leur ensemble.

Poids des dépenses des administrations publiques locales dans les dépenses publiques  
(en %)



Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

## Les comptes des administrations publiques locales

(en milliards d'euros)

|                                                                           | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         |
|---------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>DÉPENSES<sup>(a)</sup></b>                                             |              |              |              |              |              |
| <b>Dépenses de fonctionnement</b>                                         | <b>133,6</b> | <b>132,9</b> | <b>138,1</b> | <b>147,5</b> | <b>153,7</b> |
| Consommations intermédiaires (P2)                                         | 51,0         | 48,9         | 51,7         | 56,4         | 58,3         |
| Rémunération des salariés (D1)                                            | 80,3         | 81,6         | 84,0         | 88,4         | 92,6         |
| Autres dépenses <sup>(b)</sup>                                            | 2,3          | 2,4          | 2,4          | 2,7          | 2,8          |
| <b>Intérêts versés (D41)</b>                                              | <b>2,1</b>   | <b>1,8</b>   | <b>1,8</b>   | <b>2,5</b>   | <b>7,1</b>   |
| <b>Prestations et autres transferts</b>                                   | <b>76,9</b>  | <b>80,9</b>  | <b>84,9</b>  | <b>85,7</b>  | <b>88,8</b>  |
| Prestations sociales autres que transferts sociaux en nature (D62)        | 15,5         | 17,8         | 16,6         | 16,2         | 15,7         |
| Transferts sociaux en nature de biens et services marchands (D632)        | 12,9         | 11,0         | 12,8         | 13,0         | 14,6         |
| Subventions versées (D3)                                                  | 15,2         | 15,8         | 16,1         | 15,9         | 16,1         |
| Transferts courants (D7)                                                  | 23,4         | 24,6         | 26,1         | 27,6         | 28,4         |
| Transferts en capital à payer (D9p hors D995p)                            | 9,8          | 11,7         | 13,2         | 13,1         | 14,2         |
| <b>Acquisitions moins cessions d'actifs non financiers</b>                | <b>56,1</b>  | <b>50,7</b>  | <b>54,7</b>  | <b>59,2</b>  | <b>66,0</b>  |
| Formation brute de capital fixe (P51g)                                    | 53,4         | 48,5         | 52,6         | 56,7         | 63,6         |
| Autres acquisitions moins cessions d'actifs non financiers (P52, P53, NP) | 2,8          | 2,2          | 2,1          | 2,5          | 2,4          |
| <b>Total des dépenses</b>                                                 | <b>268,7</b> | <b>266,3</b> | <b>279,5</b> | <b>294,9</b> | <b>315,6</b> |
| <i>Total des dépenses hors éléments imputés<sup>(c)</sup></i>             | <i>266,8</i> | <i>264,5</i> | <i>277,6</i> | <i>292,8</i> | <i>313,3</i> |
| <b>RECETTES<sup>(a)</sup></b>                                             |              |              |              |              |              |
| <b>Recettes de production</b>                                             | <b>39,9</b>  | <b>36,6</b>  | <b>40,1</b>  | <b>43,8</b>  | <b>46,7</b>  |
| Production des branches marchandes et ventes résiduelles (P11)            | 34,8         | 32,9         | 35,8         | 38,6         | 41,1         |
| Autres recettes <sup>(d)</sup>                                            | 5,1          | 3,7          | 4,3          | 5,2          | 5,6          |
| <b>Revenus de la propriété (D4)</b>                                       | <b>3,2</b>   | <b>2,7</b>   | <b>3,2</b>   | <b>3,7</b>   | <b>4,0</b>   |
| <b>Impôts et cotisations sociales</b>                                     | <b>156,2</b> | <b>154,0</b> | <b>166,2</b> | <b>174,3</b> | <b>179,1</b> |
| Impôts sur la production et les importations (D2)                         | 127,1        | 123,0        | 152,9        | 163,2        | 164,8        |
| Impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5)                       | 14,4         | 11,0         | 2,9          | 3,0          | 3,4          |
| Transferts de recettes fiscales (D733)                                    | 13,9         | 19,2         | 9,6          | 7,2          | 9,9          |
| Cotisations sociales nettes (D61)                                         | 0,8          | 0,8          | 0,8          | 0,9          | 0,9          |
| <b>Autres transferts</b>                                                  | <b>66,8</b>  | <b>69,1</b>  | <b>69,1</b>  | <b>72,0</b>  | <b>75,9</b>  |
| Transferts courants (D7)                                                  | 54,2         | 55,7         | 54,6         | 56,5         | 59,2         |
| Transferts en capital (D9r hors D91r, D995r)                              | 12,6         | 13,4         | 14,5         | 15,6         | 16,7         |
| <b>Total des recettes</b>                                                 | <b>266,1</b> | <b>262,4</b> | <b>278,6</b> | <b>293,8</b> | <b>305,7</b> |
| <i>Total des recettes hors éléments imputés<sup>(c)</sup></i>             | <i>264,3</i> | <i>260,6</i> | <i>276,7</i> | <i>291,8</i> | <i>303,4</i> |
| <b>Capacité (+) ou besoin (-) de financement (B9NF)</b>                   | <b>- 2,5</b> | <b>- 3,9</b> | <b>- 0,9</b> | <b>- 1,1</b> | <b>- 9,9</b> |

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Les intitulés sont suivis de la codification correspondante dans la nomenclature SEC2010.

(a) Les intérêts (D41), les transferts courants entre administrations (D73 hors D733) et les transferts en capital (D9 hors D91 et D995) sont consolidés des transferts internes aux sous-secteurs.

(b) Autres impôts sur la production (D29), revenus de la propriété autres que les intérêts (D4 hors D41) et impôts courants sur le revenu et le patrimoine (D5).

(c) L'enregistrement en comptabilité nationale des cotisations sociales imputées et de la production pour emploi final propre entraîne un double compte de certaines recettes et dépenses.

(d) Production pour emploi final propre (P12), paiements partiels des ménages (partie de P13) et autres subventions sur la production (D39).

## Formation brute de capital fixe des administrations publiques (en milliards d'euros)

|                                                    | 2019         | 2020        | 2021         | 2022         | 2023         |
|----------------------------------------------------|--------------|-------------|--------------|--------------|--------------|
| Administrations publiques centrales                | 39,2         | 39,9        | 41,2         | 45,2         | 47,2         |
| • État                                             | 10,3         | 12,2        | 11,9         | 14,9         | 15,4         |
| • Organismes divers d'administration centrale      | 28,9         | 27,7        | 29,3         | 30,4         | 31,8         |
| <b>Administrations publiques locales</b>           | <b>53,4</b>  | <b>48,5</b> | <b>52,6</b>  | <b>56,7</b>  | <b>63,6</b>  |
| • <b>dont collectivités locales</b>                | <b>48,8</b>  | <b>43,6</b> | <b>47,2</b>  | <b>51,1</b>  | <b>57,2</b>  |
| Secteur communal                                   | 34,2         | 29,5        | 30,8         | 34,0         | n. d.        |
| Départements                                       | 6,7          | 6,8         | 7,5          | 8,5          | n. d.        |
| Régions                                            | 3,3          | 3,0         | 4,0          | 3,8          | n. d.        |
| Syndicats                                          | 4,6          | 4,3         | 4,9          | 4,8          | n. d.        |
| • <b>Organismes divers d'administration locale</b> | <b>4,5</b>   | <b>4,9</b>  | <b>5,4</b>   | <b>5,6</b>   | <b>6,5</b>   |
| Administrations de sécurité sociale                | 8,5          | 7,8         | 8,4          | 8,4          | 10,0         |
| <b>Ensemble des administrations publiques</b>      | <b>101,1</b> | <b>96,3</b> | <b>102,2</b> | <b>110,3</b> | <b>120,8</b> |

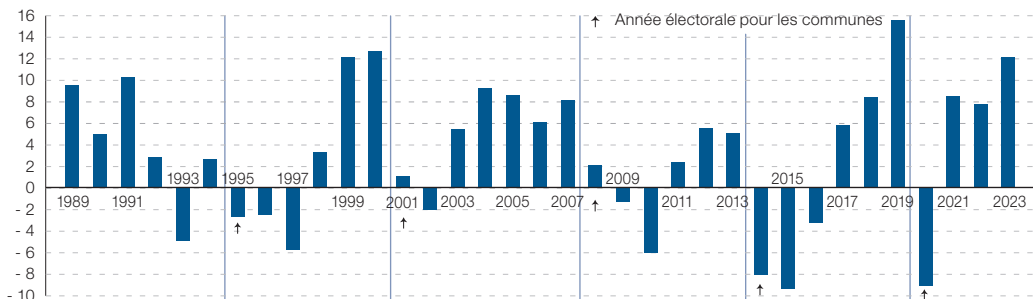
Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.  
n. d. : non disponible.

## Taux de croissance annuels de la formation brute de capital fixe des administrations publiques (en %)

|                                                    | 2019          | 2020          | 2021         | 2022         | 2023          |
|----------------------------------------------------|---------------|---------------|--------------|--------------|---------------|
| Administrations publiques centrales                | + 2,7         | + 1,8         | + 3,1        | + 9,9        | + 4,3         |
| • État                                             | - 4,1         | + 18,2        | - 2,6        | + 25,0       | + 3,4         |
| • Organismes divers d'administration centrale      | + 5,4         | - 4,1         | + 5,6        | + 3,7        | + 4,7         |
| <b>Administrations publiques locales</b>           | <b>+ 15,6</b> | <b>- 9,2</b>  | <b>+ 8,5</b> | <b>+ 7,8</b> | <b>+ 12,2</b> |
| • <b>dont collectivités locales</b>                | <b>n.d.</b>   | <b>- 10,8</b> | <b>+ 8,4</b> | <b>+ 8,2</b> | <b>+ 11,8</b> |
| Secteur communal                                   | n. d.         | - 14,0        | + 4,6        | + 10,3       | n. d.         |
| Départements                                       | n. d.         | + 1,9         | + 10,4       | + 12,7       | n. d.         |
| Régions                                            | n. d.         | - 10,1        | + 32,6       | - 4,0        | n. d.         |
| Syndicats                                          | n. d.         | - 6,1         | + 14,7       | - 2,1        | n. d.         |
| • <b>Organismes divers d'administration locale</b> | <b>n. d.</b>  | <b>+ 8,5</b>  | <b>+ 8,9</b> | <b>+ 4,4</b> | <b>+ 15,1</b> |
| Administrations de sécurité sociale                | + 8,3         | - 7,3         | + 6,8        | - 0,3        | + 20,1        |
| <b>Ensemble des administrations publiques</b>      | <b>+ 9,6</b>  | <b>- 4,8</b>  | <b>+ 6,1</b> | <b>+ 8,0</b> | <b>+ 9,5</b>  |

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.  
n. d. : non disponible.

## Taux de croissance annuel de la formation brute de capital fixe des administrations publiques locales (en %)



Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

## Prélèvements obligatoires

(en milliards d'euros)

|                                                   | 2019           | 2020           | 2021           | 2022           | 2023           |
|---------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Ensemble des prélèvements obligatoires</b>     | <b>1 069,2</b> | <b>1 026,8</b> | <b>1 108,5</b> | <b>1 194,0</b> | <b>1 218,4</b> |
| <b>Impôts</b>                                     | <b>709,8</b>   | <b>687,3</b>   | <b>740,1</b>   | <b>801,1</b>   | <b>807,8</b>   |
| dont perçus par :                                 |                |                |                |                |                |
| • l'État                                          | 296,4          | 275,4          | 297,0          | 330,5          | 320,7          |
| • les organismes divers d'administration centrale | 21,2           | 22,0           | 19,5           | 18,5           | 19,7           |
| • <b>les administrations publiques locales</b>    | <b>155,4</b>   | <b>153,2</b>   | <b>165,4</b>   | <b>173,4</b>   | <b>178,2</b>   |
| • les administrations de sécurité sociale         | 232,1          | 231,6          | 252,7          | 271,8          | 282,7          |
| • les institutions de l'Union européenne          | 4,6            | 5,1            | 5,5            | 6,9            | 6,6            |
| <b>Cotisations sociales</b>                       | <b>359,4</b>   | <b>339,6</b>   | <b>368,4</b>   | <b>392,8</b>   | <b>410,5</b>   |
| dont perçus par :                                 |                |                |                |                |                |
| • l'État                                          | 8,1            | 8,2            | 8,0            | 7,9            | 8,0            |
| • les administrations de sécurité sociale         | 351,3          | 331,4          | 360,4          | 385,0          | 402,6          |

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Les impôts sont comptabilisés après transferts de recettes fiscales et sont nets des crédits d'impôts et des impôts dus non recouvrables. Les cotisations sociales sont nettes des cotisations dues non recouvrables.

## Taux de prélèvement obligatoire

(en % du PIB)

|                                                   | 2019        | 2020        | 2021        | 2022        | 2023        |
|---------------------------------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| <b>Ensemble des prélèvements obligatoires</b>     | <b>44,0</b> | <b>44,3</b> | <b>44,2</b> | <b>45,0</b> | <b>43,2</b> |
| <b>Impôts</b>                                     | <b>29,2</b> | <b>29,6</b> | <b>29,5</b> | <b>30,2</b> | <b>28,6</b> |
| dont perçus par :                                 |             |             |             |             |             |
| • l'État                                          | 12,2        | 11,9        | 11,8        | 12,4        | 11,4        |
| • les organismes divers d'administration centrale | 0,9         | 1,0         | 0,8         | 0,7         | 0,7         |
| • <b>les administrations publiques locales</b>    | <b>6,4</b>  | <b>6,6</b>  | <b>6,6</b>  | <b>6,5</b>  | <b>6,3</b>  |
| • les administrations de sécurité sociale         | 9,5         | 10,0        | 10,1        | 10,2        | 10,0        |
| • les institutions de l'Union européenne          | 0,2         | 0,2         | 0,2         | 0,3         | 0,2         |
| <b>Cotisations sociales</b>                       | <b>14,8</b> | <b>14,6</b> | <b>14,7</b> | <b>14,8</b> | <b>14,5</b> |
| dont perçus par :                                 |             |             |             |             |             |
| • l'État                                          | 0,3         | 0,4         | 0,3         | 0,3         | 0,3         |
| • les administrations de sécurité sociale         | 14,4        | 14,3        | 14,4        | 14,5        | 14,3        |

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Les impôts sont comptabilisés après transferts de recettes fiscales et sont nets des crédits d'impôts et des impôts dus non recouvrables. Les cotisations sociales sont nettes des cotisations dues non recouvrables.

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques  
(en milliards d'euros)

|                                               | 2019          | 2020           | 2021           | 2022           | 2023           |
|-----------------------------------------------|---------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| Administrations publiques centrales           | - 67,8        | - 154,9        | - 144,5        | - 133,0        | - 157,2        |
| • État                                        | - 65,9        | - 177,0        | - 144,1        | - 148,4        | - 155,7        |
| • Organismes divers d'administration centrale | - 1,9         | + 22,1         | - 0,5          | + 15,5         | - 1,5          |
| <b>Administrations publiques locales</b>      | <b>- 2,5</b>  | <b>- 3,9</b>   | <b>- 0,9</b>   | <b>- 1,1</b>   | <b>- 9,9</b>   |
| • <b>dont collectivités locales</b>           | <b>- 0,0</b>  | <b>- 0,1</b>   | <b>+ 4,5</b>   | <b>+ 3,0</b>   | <b>- 5,5</b>   |
| Administrations de sécurité sociale           | + 12,1        | - 48,3         | - 19,7         | + 8,2          | + 13,2         |
| <b>Ensemble des administrations publiques</b> | <b>- 58,2</b> | <b>- 207,1</b> | <b>- 165,1</b> | <b>- 125,8</b> | <b>- 153,9</b> |

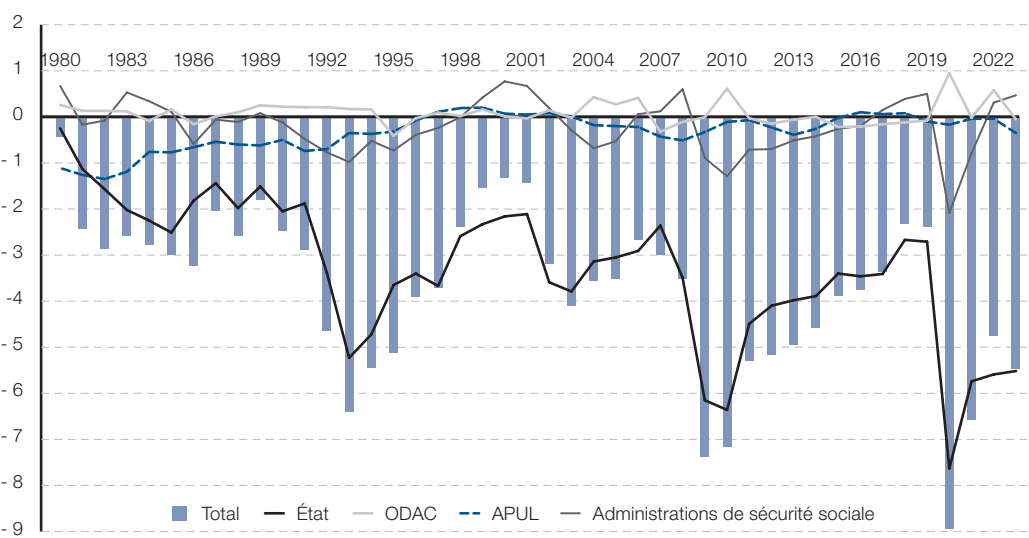
Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques  
(en % du PIB)

|                                               | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         |
|-----------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Administrations publiques centrales           | - 2,8        | - 6,7        | - 5,8        | - 5,0        | - 5,6        |
| • État                                        | - 2,7        | - 7,6        | - 5,7        | - 5,6        | - 5,5        |
| • Organismes divers d'administration centrale | - 0,1        | + 1,0        | + 0,0        | + 0,6        | - 0,1        |
| <b>Administrations publiques locales</b>      | <b>- 0,1</b> | <b>- 0,2</b> | <b>+ 0,0</b> | <b>+ 0,0</b> | <b>- 0,4</b> |
| • <b>dont collectivités locales</b>           | <b>- 0,0</b> | <b>- 0,0</b> | <b>+ 0,2</b> | <b>+ 0,1</b> | <b>- 0,2</b> |
| Administrations de sécurité sociale           | + 0,5        | - 2,1        | - 0,8        | + 0,3        | + 0,5        |
| <b>Ensemble des administrations publiques</b> | <b>- 2,4</b> | <b>- 8,9</b> | <b>- 6,6</b> | <b>- 4,7</b> | <b>- 5,5</b> |

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

Capacités (+) ou besoins (-) de financement des administrations publiques  
(en % du PIB)



Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2020.

## Les dépenses<sup>(a)</sup> des administrations publiques en 2022 (en milliards d'euros)

|                                     | Administrations<br>publiques<br>centrales | Administrations<br>publiques<br>locales | Administrations<br>de sécurité<br>sociale | Ensemble des<br>administrations<br>publiques <sup>(b)</sup> |
|-------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|
| <b>Total des dépenses</b>           | <b>641,5</b>                              | <b>295,3</b>                            | <b>704,3</b>                              | <b>1 538,9</b>                                              |
| Services généraux                   | 152,5                                     | 54,6                                    | 4,5                                       | 163,6                                                       |
| Défense                             | 48,3                                      | –                                       | –                                         | 48,3                                                        |
| Ordre et sûreté publics             | 36,6                                      | 9,2                                     | –                                         | 45,5                                                        |
| Affaires économiques                | 131,5                                     | 56,9                                    | 0,1                                       | 176,9                                                       |
| Protection de l'environnement       | 5,8                                       | 24,2                                    | –                                         | 28,6                                                        |
| Logements et équipements collectifs | 8,0                                       | 25,5                                    | –                                         | 32,5                                                        |
| Santé                               | 17,1                                      | 2,0                                     | 230,2                                     | 240,1                                                       |
| Loisirs, culture et culte           | 11,3                                      | 27,4                                    | –                                         | 37,8                                                        |
| Enseignement                        | 100,2                                     | 40,4                                    | –                                         | 137,8                                                       |
| Protection sociale                  | 130,2                                     | 55,2                                    | 469,6                                     | 627,8                                                       |

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2014 (à la différence des autres parties de ce chapitre, les dépenses par fonction des APU en base 2020 ne seront disponibles qu'en décembre 2024).

(a) Il s'agit des dépenses consolidées : les flux internes aux sous-secteurs et entre sous-secteurs ne sont pas comptés dans les dépenses.

(b) Montants neutralisés des flux entre administrations. Par exemple, la dotation globale de fonctionnement (DGF) versée par l'État aux collectivités locales figure conventionnellement dans les « services généraux des administrations publiques ».

## Poids relatif des dépenses par fonction en 2022 (en %)

|                                     | Administrations<br>publiques<br>centrales | Administrations<br>publiques<br>locales | Administrations<br>de sécurité<br>sociale | Ensemble des<br>administrations<br>publiques |
|-------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------------|
| <b>Total des dépenses</b>           | <b>100,0</b>                              | <b>100,0</b>                            | <b>100,0</b>                              | <b>100,0</b>                                 |
| Services généraux                   | 23,8                                      | 18,5                                    | 0,6                                       | 10,6                                         |
| Défense                             | 7,5                                       | –                                       | –                                         | 3,1                                          |
| Ordre et sûreté publics             | 5,7                                       | 3,1                                     | –                                         | 3,0                                          |
| Affaires économiques                | 20,5                                      | 19,3                                    | 0,0                                       | 11,5                                         |
| Protection de l'environnement       | 0,9                                       | 8,2                                     | –                                         | 1,9                                          |
| Logements et équipements collectifs | 1,3                                       | 8,6                                     | –                                         | 2,1                                          |
| Santé                               | 2,7                                       | 0,7                                     | 32,7                                      | 15,6                                         |
| Loisirs, culture et culte           | 1,8                                       | 9,3                                     | –                                         | 2,5                                          |
| Enseignement                        | 15,6                                      | 13,7                                    | –                                         | 9,0                                          |
| Protection sociale                  | 20,3                                      | 18,7                                    | 66,7                                      | 40,8                                         |

Source : DGCL. Données : Insee, Comptes nationaux - Base 2014 (à la différence des autres parties de ce chapitre, les dépenses par fonction des APU en base 2020 ne seront disponibles qu'en décembre 2024).





# 4

## LES FINANCES DES COLLECTIVITÉS LOCALES

### Présentation - Définitions

|                                                                                                                     |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
|                                                                                                                     | 42 |
| <b>4-1</b> Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre                   | 45 |
| <b>4-2</b> Les comptes des communes                                                                                 | 46 |
| <b>4-2a</b> Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants                                                   | 47 |
| <b>4-2b</b> Les comptes des communes de 10 000 habitants ou plus                                                    | 48 |
| <b>4-3</b> Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre                                               | 49 |
| <b>4-4</b> Les comptes du secteur communal                                                                          | 50 |
| <b>4-5</b> Les comptes des départements                                                                             | 51 |
| <b>4-6</b> Les comptes des régions et des collectivités territoriales uniques (CTU)                                 | 52 |
| <b>4-7a</b> Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes                                   | 53 |
| <b>4-7b</b> Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les communes, selon leur type                  | 54 |
| <b>4-7c</b> Les ratios financiers obligatoires du secteur communal : les groupements de communes à fiscalité propre | 55 |
| <b>4-8</b> Les ratios financiers obligatoires des départements et des régions                                       | 56 |
| <b>4-9</b> Les comptes des syndicats                                                                                | 57 |
| <b>4-10</b> Les comptes des collectivités locales y compris syndicats                                               | 58 |
| <b>4-11</b> Les comptes des budgets annexes                                                                         | 59 |
| <b>4-12</b> Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition par région                       | 60 |
| <b>4-13a - 4-13f</b> Ventilation fonctionnelle des dépenses                                                         | 61 |

## PRÉSENTATION

En 2023, la situation financière des collectivités locales est marquée par une hausse des recettes de fonctionnement (+ 3,3 %) plus faible que celle des dépenses de fonctionnement (+ 5,8 %). Cela induit un repli de l'épargne brute et de l'épargne nette alors que le taux d'endettement augmente et que le délai de désendettement est moins favorable, tout en restant inférieur à cinq ans.

Les dépenses de fonctionnement enregistrées dans les budgets principaux des collectivités locales progressent de + 5,8 % en 2023, après + 4,5 % en 2022 dans un contexte d'inflation marquée, notamment pour les produits alimentaires (+ 7,2 %) et l'énergie (+ 12,1 %). Les dépenses d'intervention, représentant un peu moins de 40 % des dépenses de fonctionnement, ont augmenté en 2023 (+ 4,4 %) plus vite qu'en 2022 (+ 2,6 %). À noter toutefois, que pour les régions et CTU, elles sont stables en 2023. Les frais de personnel dont la part dans les dépenses de fonctionnement est de 37 % ont progressé en 2023 (+ 4,7 %) un peu moins rapidement qu'en 2022 (+ 5,1 %). L'augmentation du point d'indice de la fonction publique (+ 1,5 % à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 après + 3,5 % à la même date l'an dernier) ainsi que les dépenses liées aux apprentis (+ 12,6 %) et celle pour les non titulaires (+ 9,4 %) expliquent ces évolutions. Les dépenses liées aux contrats aidés (- 27,9 %) reculent après deux années de nette hausse. Conséquence de la forte augmentation de certains prix, les achats et charges externes progressent nettement de + 9,6 %. Ainsi, la hausse des dépenses en énergie- électricité (+ 29,3 %) des communes de plus de 500 habitants a été particulièrement forte cette année, comme celles liées à l'alimentation (+12 %), ou aux transports (+9,6 % en 2023 après + 28,2 % en 2022 et + 19,0 % en 2021). Dans le contexte de hausse des taux d'intérêt, les charges financières progressent nettement en 2023 (+ 29,4 %) après une petite décennie de baisse continue et ceci pour tous les niveaux de collectivités. Elles restent toutefois à un niveau limité, ne représentant que 9 % de l'épargne brute.

Les recettes de fonctionnement ont augmenté de + 3,3 % après 4,7 % en 2022, les impôts et taxes ayant progressé plus faiblement que les années passées (+ 2,9 % après +4,8 % en 2022). Les ventes de biens et services gardent un rythme soutenu, mais en ralentissement (+ 6,9 % après + 12,5 % en 2022). Les concours financiers de l'État progressent de + 1,9 %.

Par conséquent, l'épargne brute recule de - 9 % à 35,1 Mds d'euros. Compte tenu de la hausse toujours marquée des investissements (+ 6,7 % après + 6,8 % en 2022), les collectivités locales affichent globalement un besoin de financement à hauteur de - 4 Md€, après une capacité de financement de + 1,6 Md€ en 2022. Parallèlement, le délai de désendettement passe de 4,1 à 4,6 ans.

Aux résultats fournis par les budgets principaux des collectivités, on peut ajouter ceux des syndicats (*fiche 4.9*), dont les dépenses de fonctionnement progressent de + 8,5 % cette année, donc plus vite que pour les collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre comme depuis deux ans. L'ensemble des dépenses de fonctionnement des budgets principaux des collectivités locales (y compris les syndicats) augmente alors de + 6 % en 2023 (*fiche 4.10*). On peut ajouter aussi les budgets annexes, dont les dépenses de fonctionnement connaissent une hausse plus vive à + 8,7 % sur la même période (*fiche 4.11*). En sommant les budgets principaux et les budgets annexes de l'ensemble des collectivités locales (y compris syndicats), et en neutralisant les flux internes entre les différents budgets (remboursements de personnels, prise en charge des déficits des budgets annexes, subventions de fonctionnement ou d'investissement entre différents niveaux de collectivités, etc.), on obtient un compte consolidé de l'ensemble des collectivités locales (*fiche 4.12*). Selon ce compte consolidé, les dépenses de fonctionnement augmentent de + 6,3 % en 2023 (*cf. la méthodologie de la consolidation dans la version en ligne de « Collectivités locales en chiffres »*). Ces comptes sont décomposés par région (dépenses et recettes consolidées de l'ensemble des collectivités d'une région), et l'on compare les montants régionaux par habitant (*fiche 4.12R*).

En termes fonctionnels (finalité de la dépense), les dépenses liées à l'aménagement des territoires et habitat (+ 18,2 %) et à l'ensemble « Culture, vie sociale, sport et jeunesse » (+ 8 %) sont celles qui ont le plus augmenté en 2023 comme l'an dernier. Celles qui ont moins progressé en 2023 (Transports, routes et voiries) augmentent de + 1,2 % et représentent 13,5 % du total des dépenses des collectivités locales y compris syndicats. À noter que les dépenses dans le domaine de l'action économique fléchissent de - 1,1 % en 2023 mais ne représentent que 3,1 % des dépenses totales (*fiches 4.13*).

# Les finances des collectivités locales

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Publications annuelles relatives à l'exploitation des comptes de gestion des communes, des EPCI, des régions et des départements.

Publications annuelles relatives à l'exploitation des budgets primitifs des régions et des départements.

Mise en ligne des comptes individuels des collectivités par la direction générale des finances publiques (DGFiP).

Tous ces documents sont disponibles sur le site : [www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales](http://www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales).

## DÉFINITIONS

### ► Délai de désendettement :

Cet indicateur (dette au 31/12 rapportée à l'épargne brute) répond à la question : en combien d'années une collectivité peut-elle rembourser sa dette si elle utilise pour cela la totalité de son épargne brute ? Un indicateur qui augmente indique donc une situation qui se dégrade.

### ► Les ratios financiers obligatoires

Pour les communes de 3500 habitants ou plus, les données synthétiques sur la situation financière de la collectivité, prévues par l'article L. 2313-1 du code général des collectivités territoriales (CGCT) comprennent onze ratios définis à l'article R. 2313-1. Ces ratios sont aussi calculés pour les groupements à fiscalité propre, les départements (articles L. 3313-1 et R. 3313-1) et les régions (articles L. 4313-2 et R. 4313-1). Toutefois, le ratio 8, qui correspond au coefficient de mobilisation du potentiel fiscal, n'est plus calculé.

**À noter :** Pour la détermination des montants de dépenses ou recettes réelles de fonctionnement à retenir pour le calcul des ratios, les reversements de fiscalité liés au FNGIR et aux différents fonds de péréquation horizontale sont comptabilisés en moindres recettes.

**Ratio 1 = Dépenses réelles de fonctionnement (DRF)/population :** montant total des dépenses de fonctionnement en mouvement réels. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72) sont soustraites aux DRF.

**Ratio 2 = Produit des impositions directes/population** (recettes hors fiscalité reversée).

**Ratio 2 bis = Produit des impositions directes/population.** En plus des impositions directes, ce ratio intègre les prélèvements pour reversements de fiscalité et la fiscalité reversée aux communes par les groupements à fiscalité propre.

**Ratio 3 = Recettes réelles de fonctionnement (RRF)/population :** montant total des recettes de fonctionnement en mouvement réels. Ressources dont dispose la collectivité, à comparer aux dépenses de fonctionnement dans leur rythme de croissance.

**Ratio 4 = Dépenses brutes d'équipement/population :** débit des comptes 20 (immobilisations incorporelles) sauf 204 (subventions d'équipement versées), 21 (immobilisations corporelles), 23 (immobilisations en cours) sauf 2324 (subventions), 454 (travaux effectués d'office pour le compte de tiers), 455 ou 456 selon les nomenclatures (opérations d'investissement sur établissement d'enseignement) et 458 (opérations d'investissement sous mandat). Les travaux en régie sont ajoutés au calcul.

**Ratio 5 = Dette/population :** capital restant dû au 31 décembre de l'exercice. Endettement d'une collectivité à compléter avec un ratio de capacité de désendettement (dette/épargne brute) et le taux d'endettement (ratio 11).

**Ratio 6 = DGF/population :** recettes du compte 741 en mouvements réels, part de la contribution de l'État au fonctionnement de la collectivité.

**Ratio 7 = Dépenses de personnel/DRF :** mesure la charge de personnel de la collectivité ; c'est un coefficient de rigidité car c'est une dépense incompressible à court terme, quelle que soit la population de la collectivité.

**Ratio 9 = Marge d'autofinancement courant (MAC) = (DRF + Remboursement de dette)/RRF :** capacité de la collectivité à financer l'investissement une fois les charges obligatoires payées. Les remboursements de dette sont calculés hors gestion active de la dette. Plus le ratio est faible, plus la capacité à financer l'investissement est élevée ; a contrario, un ratio supérieur à 100 % indique un recours nécessaire à l'emprunt pour financer l'investissement. Les dépenses liées à des travaux en régie (crédit du compte 72 en opérations budgétaires) sont soustraites des DRF.

**Ratio 10 = Dépenses brutes d'équipement/RRF = taux d'équipement :** effort d'équipement de la collectivité au regard de sa richesse. À relativiser sur une année donnée car les programmes d'équipement se jouent souvent sur plusieurs années. Les dépenses liées à des travaux en régie, ainsi que celles pour compte de tiers sont ajoutées aux dépenses d'équipement brut.

**Ratio 11 = Dette/RRF = taux d'endettement :** mesure la charge de la dette d'une collectivité relativement à sa richesse.

**Population « municipale », « comptée à part », « totale », et population « DGF »**

Dans le recensement de la population, la « population totale » est égale à la « population municipale » augmentée de la « population comptée à part », c'est-à-dire les personnes recensées sur d'autres communes mais qui ont conservé un lien avec une résidence sur la commune (par exemple les étudiants). Pour le calcul des dotations on inclut ces habitants comptés à part ; on considère en effet que ces personnes pèsent sur le budget de fonctionnement de la commune même si elles résident habituellement dans une autre commune.

Pour tenir compte des conditions particulières de certaines communes, qui pèsent sur leur fonctionnement, cette population totale est, en plus, majorée en fonction de deux critères particuliers. Il ne s'agit plus d'habitants « réels » recensés, mais d'une attribution forfaitaire exprimée en nombre d'habitants par commodité de calcul.

– majoration en fonction du nombre de résidences secondaires : la population totale issue du recensement est forfaitairement majorée d'un habitant par résidence secondaire. Elles sont particulièrement nombreuses dans les zones touristiques. Cela aboutit à majorer la population nationale à ce titre d'un forfait de plus de 3 millions « d'habitants ».

– majoration pour places de caravanes dans les aires d'accueil des gens du voyage. Selon la même logique, la population totale est majorée d'un habitant par place de caravane située sur une aire d'accueil des gens du voyage. La majoration de population est portée à deux habitants par place de caravane pour les communes éligibles l'année précédente à la dotation de solidarité urbaine (DSU) ou à la première fraction (bourg-centre) de la dotation de solidarité rurale (DSR). Les caravanes de campings dans le cadre de l'hôtellerie de plein air ne sont pas concernées.

Une fois effectuées ces deux majorations de la population totale, on obtient une population forfaitaire, dite « population DGF », car utilisée pour calculer la principale dotation que lui verse l'État pour son fonctionnement, la dotation globale de fonctionnement (DGF). Dans les tableaux du chapitre 4.7b, les ratios relatifs aux communes touristiques sont calculés par rapport à la population DGF. Les ratios des autres chapitres sont calculés par rapport à la population totale.

#### ► Les communes touristiques

Au sein de l'article L. 2334-7 du CGCT, la dénomination « commune touristique » désigne les collectivités qui étaient bénéficiaires de la

dotation supplémentaire touristique, aujourd'hui intégrée au sein de la dotation forfaitaire (loi n° 93-1436 du 31 décembre 1993) dans la dotation globale de fonctionnement. La dotation touristique se fondait sur la capacité d'accueil et d'hébergement de la commune. Parmi les communes touristiques, on distingue les catégories suivantes :

– les communes touristiques du littoral maritime (source : Service de la donnée et des études statistiques (SDES) du ministère en charge de l'environnement) ;

– les communes touristiques de montagne, repérées à l'aide du classement en zone défavorisée réalisé par le ministère de l'Agriculture (cf. ci-dessous). Les communes retenues sont celles qui sont entièrement classées « montagne » ou « haute montagne » et en France métropolitaine (source : Ministère chargé de l'agriculture) ;

– les communes touristiques « supports de station de sports d'hiver », définies à partir de la capacité d'hébergement et de la présence de remontées mécaniques (source : Service d'études d'aménagement touristique de la montagne-2005).

#### ► Les communes classées en zone de montagne

Le classement des communes en zone de montagne repose sur les dispositions du règlement n° 1257/1999 du Conseil de l'UE du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural et plus particulièrement sur son article 18 pour la montagne, et la directive 76/401/CEE du Conseil du 6 avril 1976 (détermination précise des critères pour le classement en France en zone de montagne).

## Les comptes des collectivités territoriales et de leurs groupements à fiscalité propre<sup>(a)</sup> - Opérations réelles (en milliards d'euros)

| Budgets principaux                                          | Valeurs provisoires |                              |               |                |               |                 |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------|----------------|---------------|-----------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021/<br>2020 <sup>(c)</sup> | 2021          | 2022/<br>2021  | 2022          | 2023/<br>2022   | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>175,12</b>       | <b>+ 2,5 %</b>               | <b>179,44</b> | <b>+ 4,5 %</b> | <b>187,52</b> | <b>+ 5,8 %</b>  | <b>198,45</b> |
| Achats et charges externes                                  | 30,61               | + 5,6 %                      | 32,31         | + 8,8 %        | 35,17         | + 9,6 %         | 38,54         |
| Frais de personnel                                          | 64,61               | + 2,9 %                      | 66,46         | + 5,1 %        | 69,86         | + 4,7 %         | 73,15         |
| Charges financières                                         | 3,29                | - 6,1 %                      | 3,09          | - 3,0 %        | 3,00          | + 29,5 %        | 3,88          |
| Dépenses d'intervention                                     | 70,78               | + 1,1 %                      | 71,55         | + 2,6 %        | 73,42         | + 4,4 %         | 76,64         |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 5,82                | + 3,5 %                      | 6,02          | + 0,7 %        | 6,07          | + 2,7 %         | 6,24          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>205,69</b>       | <b>+ 4,9 %</b>               | <b>215,87</b> | <b>+ 4,7 %</b> | <b>226,04</b> | <b>+ 3,3 %</b>  | <b>233,52</b> |
| Impôts et taxes                                             | 143,52              | + 4,0 %                      | 149,20        | + 4,8 %        | 156,40        | + 2,9 %         | 160,97        |
| - Impôts locaux                                             | 91,13               | - 35,7 %                     | 58,57         | + 3,8 %        | 60,77         | - 5,8 %         | 57,24         |
| - Autres impôts et taxes                                    | 52,40               | + 73,0 %                     | 90,63         | + 5,5 %        | 95,62         | + 8,5 %         | 103,73        |
| Concours de l'État                                          | 34,94               | + 5,6 %                      | 36,90         | + 0,6 %        | 37,11         | + 1,9 %         | 37,80         |
| - Dotations globales de fonctionnement (DGF)                | 26,61               | + 0,0 %                      | 26,62         | - 0,6 %        | 26,46         | + 1,2 %         | 26,77         |
| - Autres dotations                                          | 1,90                | + 3,1 %                      | 1,96          | + 2,3 %        | 2,01          | + 1,2 %         | 2,03          |
| - Péréquations et compensations fiscales                    | 6,42                | + 29,5 %                     | 8,32          | + 4,0 %        | 8,65          | + 4,1 %         | 9,00          |
| Subventions reçues et participations                        | 12,36               | + 4,8 %                      | 12,96         | + 8,4 %        | 14,04         | + 8,0 %         | 15,17         |
| Ventes de biens et services                                 | 8,57                | + 13,9 %                     | 9,76          | + 12,6 %       | 10,99         | + 6,9 %         | 11,75         |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 6,30                | + 11,9 %                     | 7,05          | + 6,2 %        | 7,49          | + 4,5 %         | 7,83          |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>30,58</b>        | <b>+ 19,2 %</b>              | <b>36,44</b>  | <b>+ 5,7 %</b> | <b>38,52</b>  | <b>- 9,0 %</b>  | <b>35,06</b>  |
| <b>Épargne nette = (3) - (8)</b>                            | <b>16,24</b>        | <b>+ 36,0 %</b>              | <b>22,08</b>  | <b>+ 8,8 %</b> | <b>24,02</b>  | <b>- 15,4 %</b> | <b>20,32</b>  |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>54,56</b>        | <b>+ 5,8 %</b>               | <b>57,71</b>  | <b>+ 6,8 %</b> | <b>61,65</b>  | <b>+ 6,7 %</b>  | <b>65,81</b>  |
| Dépenses d'équipement                                       | 35,89               | + 8,5 %                      | 38,95         | + 9,0 %        | 42,44         | + 8,1 %         | 45,88         |
| Subventions d'équipement versées                            | 15,84               | + 0,9 %                      | 15,99         | + 2,0 %        | 16,30         | + 4,8 %         | 17,09         |
| Autres dépenses d'investissement                            | 2,83                | - 1,7 %                      | 2,78          | + 4,9 %        | 2,91          | - 2,6 %         | 2,84          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>22,88</b>        | <b>+ 4,1 %</b>               | <b>23,82</b>  | <b>+ 3,9 %</b> | <b>24,76</b>  | <b>+ 7,9 %</b>  | <b>26,70</b>  |
| FCTVA                                                       | 5,52                | + 3,3 %                      | 5,70          | - 4,0 %        | 5,47          | + 4,4 %         | 5,71          |
| Dotations et subventions d'équipement                       | 13,09               | + 5,4 %                      | 13,79         | + 5,9 %        | 14,60         | + 12,0 %        | 16,36         |
| Autres recettes d'investissement                            | 4,28                | + 1,0 %                      | 4,32          | + 8,3 %        | 4,68          | - 1,0 %         | 4,63          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>229,67</b>       | <b>+ 3,3 %</b>               | <b>237,15</b> | <b>+ 5,1 %</b> | <b>249,17</b> | <b>+ 6,1 %</b>  | <b>264,26</b> |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>228,58</b>       | <b>+ 4,9 %</b>               | <b>239,69</b> | <b>+ 4,6 %</b> | <b>250,79</b> | <b>+ 3,8 %</b>  | <b>260,22</b> |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>- 1,09</b>       |                              | <b>+ 2,54</b> |                | <b>+ 1,62</b> |                 | <b>- 4,04</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 14,34               | + 0,1 %                      | 14,35         | + 1,0 %        | 14,50         | + 1,7 %         | 14,75         |
| Emprunts (9)                                                | 18,38               | - 11,2 %                     | 16,32         | + 1,6 %        | 16,59         | - 2,9 %         | 16,11         |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | + 4,04              |                              | + 1,97        |                | + 2,09        |                 | + 1,36        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>244,01</b>       | <b>+ 3,1 %</b>               | <b>251,51</b> | <b>+ 4,8 %</b> | <b>263,67</b> | <b>+ 5,8 %</b>  | <b>279,01</b> |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>246,95</b>       | <b>+ 3,7 %</b>               | <b>256,01</b> | <b>+ 4,4 %</b> | <b>267,38</b> | <b>+ 3,3 %</b>  | <b>276,33</b> |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | + 2,95              |                              | + 4,51        |                | + 3,71        |                 | - 2,68        |
| <b>Dette au 31 décembre (12)<sup>(b)</sup></b>              | <b>155,05</b>       | <b>+ 1,7 %</b>               | <b>157,71</b> | <b>+ 1,1 %</b> | <b>159,37</b> | <b>+ 1,0 %</b>  | <b>160,95</b> |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                              |               |                |               |                 |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 14,9 %              | + 2,0 pt                     | 16,9 %        | + 0,2 pt       | 17,0 %        | - 2,0 pt        | 15,0 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 7,9 %               | + 2,3 pt                     | 10,2 %        | + 0,4 pt       | 10,6 %        | - 1,9 pt        | 8,7 %         |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 75,4 %              | - 2,3 pt                     | 73,1 %        | - 2,6 pt       | 70,5 %        | - 1,6 pt        | 68,9 %        |
| Délai de désendettement = (12) / (3)                        | 5,1 ans             | - 0,7 an                     | 4,3 ans       | - 0,2 an       | 4,1 ans       | + 0,5 an        | 4,6 ans       |

(a) Y compris les établissements publics territoriaux (EPT) de la métropole du grand Paris (MGPP).

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(c) En 2021, un certain nombre de recettes fiscales directes ont été compensées par des fractions du produit de la TVA et par certaines dotations.

Source : DGCL - Données DGFI, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités, sauf reversements fiscaux.

# 4-2 Les comptes des communes

## Les comptes des communes - Opérations réelles (en milliards d'euros)

| Budgets principaux                                          | Valeurs provisoires |                 |                     |                 |               |                 |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------|---------------------|-----------------|---------------|-----------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021/<br>2020   | 2021 <sup>(b)</sup> | 2022/<br>2021   | 2022          | 2023/<br>2022   | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>69,62</b>        | <b>+ 2,7 %</b>  | <b>71,52</b>        | <b>+ 5,9 %</b>  | <b>75,73</b>  | <b>+ 4,9 %</b>  | <b>79,46</b>  |
| Achats et charges externes                                  | 16,14               | + 6,5 %         | 17,19               | + 11,1 %        | 19,10         | + 8,4 %         | 20,71         |
| Frais de personnel                                          | 38,41               | + 2,5 %         | 39,39               | + 4,9 %         | 41,31         | + 3,6 %         | 42,81         |
| Charges financières                                         | 1,54                | - 7,4 %         | 1,43                | - 6,1 %         | 1,34          | + 16,7 %        | 1,57          |
| Dépenses d'intervention                                     | 10,27               | - 0,3 %         | 10,24               | + 3,1 %         | 10,56         | + 4,7 %         | 11,06         |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 3,25                | + 0,8 %         | 3,28                | + 4,0 %         | 3,41          | - 2,6 %         | 3,32          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>81,61</b>        | <b>+ 3,8 %</b>  | <b>84,69</b>        | <b>+ 5,3 %</b>  | <b>89,18</b>  | <b>+ 5,6 %</b>  | <b>94,13</b>  |
| Impôts et taxes                                             | 55,16               | + 2,6 %         | 56,57               | + 4,6 %         | 59,17         | + 6,4 %         | 62,97         |
| – Impôts locaux                                             | 47,27               | - 0,3 %         | 47,15               | + 3,6 %         | 48,87         | + 7,4 %         | 52,51         |
| (dont : fiscalité reversée)                                 | 10,76               | + 0,5 %         | 10,82               | - 0,1 %         | 10,80         | + 0,4 %         | 10,84         |
| – Autres impôts et taxes                                    | 7,89                | + 19,4 %        | 9,42                | + 9,3 %         | 10,30         | + 1,6 %         | 10,46         |
| (dont : fraction de TVA)                                    | -                   | -               | 0,68                | + 10,8 %        | 0,75          | + 76,6 %        | 1,32          |
| Concours de l'État                                          | 14,38               | + 3,8 %         | 14,92               | + 2,3 %         | 15,26         | + 3,0 %         | 15,71         |
| – Dotations globales de fonctionnement (DGF)                | 11,76               | + 0,5 %         | 11,82               | + 0,6 %         | 11,90         | + 2,6 %         | 12,21         |
| – Autres dotations                                          | 0,34                | + 4,8 %         | 0,36                | + 8,0 %         | 0,39          | + 5,7 %         | 0,41          |
| – Péréquations et compensations fiscales                    | 2,28                | + 20,2 %        | 2,74                | + 8,5 %         | 2,97          | + 4,0 %         | 3,09          |
| Subventions reçues et participations                        | 3,75                | - 2,8 %         | 3,64                | + 7,2 %         | 3,91          | + 6,6 %         | 4,16          |
| Ventes de biens et services                                 | 5,11                | + 18,2 %        | 6,04                | + 13,5 %        | 6,86          | + 5,7 %         | 7,25          |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 3,20                | + 9,6 %         | 3,51                | + 13,4 %        | 3,98          | + 1,3 %         | 4,03          |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>11,98</b>        | <b>+ 9,9 %</b>  | <b>13,17</b>        | <b>+ 2,1 %</b>  | <b>13,45</b>  | <b>+ 9,0 %</b>  | <b>14,67</b>  |
| <b>Épargne nette = (3) - (8)</b>                            | <b>5,69</b>         | <b>+ 19,4 %</b> | <b>6,80</b>         | <b>+ 4,7 %</b>  | <b>7,12</b>   | <b>+ 14,7 %</b> | <b>8,16</b>   |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>21,22</b>        | <b>+ 6,0 %</b>  | <b>22,50</b>        | <b>+ 10,7 %</b> | <b>24,91</b>  | <b>+ 9,4 %</b>  | <b>27,25</b>  |
| Dépenses d'équipement                                       | 18,87               | + 5,7 %         | 19,95               | + 12,5 %        | 22,45         | + 10,0 %        | 24,69         |
| Subventions d'équipement versées                            | 1,49                | + 7,8 %         | 1,60                | - 3,4 %         | 1,55          | + 7,5 %         | 1,66          |
| Autres dépenses d'investissement                            | 0,87                | + 9,7 %         | 0,95                | - 3,1 %         | 0,92          | - 2,9 %         | 0,89          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>11,13</b>        | <b>+ 2,0 %</b>  | <b>11,35</b>        | <b>+ 5,3 %</b>  | <b>11,95</b>  | <b>+ 5,0 %</b>  | <b>12,55</b>  |
| FCTVA                                                       | 3,01                | - 2,8 %         | 2,93                | - 4,9 %         | 2,79          | + 2,8 %         | 2,87          |
| Dotations et subventions d'équipement                       | 5,68                | + 6,6 %         | 6,06                | + 5,9 %         | 6,41          | + 10,2 %        | 7,07          |
| Autres recettes d'investissement                            | 2,43                | - 2,8 %         | 2,36                | + 16,3 %        | 2,75          | - 4,8 %         | 2,62          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>90,84</b>        | <b>+ 3,5 %</b>  | <b>94,02</b>        | <b>+ 7,0 %</b>  | <b>100,64</b> | <b>+ 6,0 %</b>  | <b>106,71</b> |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>92,74</b>        | <b>+ 3,6 %</b>  | <b>96,04</b>        | <b>+ 5,3 %</b>  | <b>101,13</b> | <b>+ 5,5 %</b>  | <b>106,68</b> |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>+ 1,90</b>       |                 | <b>+ 2,02</b>       |                 | <b>+ 0,49</b> |                 | <b>- 0,03</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 6,29                | + 1,3 %         | 6,37                | - 0,6 %         | 6,33          | + 2,7 %         | 6,50          |
| Emprunts (9)                                                | 5,86                | + 9,8 %         | 6,43                | + 15,7 %        | 7,44          | - 12,7 %        | 6,50          |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | - 0,44              |                 | + 0,06              |                 | + 1,11        |                 | - 0,01        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>97,13</b>        | <b>+ 3,4 %</b>  | <b>100,39</b>       | <b>+ 6,6 %</b>  | <b>106,97</b> | <b>+ 5,8 %</b>  | <b>113,21</b> |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>98,59</b>        | <b>+ 3,9 %</b>  | <b>102,48</b>       | <b>+ 5,9 %</b>  | <b>108,57</b> | <b>+ 4,2 %</b>  | <b>113,17</b> |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | + 1,46              |                 | + 2,08              |                 | + 1,60        |                 | - 0,04        |
| <b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(a)</sup></b>             | <b>64,89</b>        | <b>- 0,1 %</b>  | <b>64,84</b>        | <b>+ 1,3 %</b>  | <b>65,66</b>  | <b>- 0,1 %</b>  | <b>65,61</b>  |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                 |                     |                 |               |                 |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 14,7 %              | + 0,9 pt        | 15,6 %              | - 0,5 pt        | 15,1 %        | + 0,5 pt        | 15,6 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 7,0 %               | + 1,1 pt        | 8,0 %               | - 0,0 pt        | 8,0 %         | + 0,7 pt        | 8,7 %         |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 79,5 %              | - 3,0 pt        | 76,6 %              | - 2,9 pt        | 73,6 %        | - 3,9 pt        | 69,7 %        |
| Délai de désendettement = (12) / (3)                        | 5,4 ans             | - 0,5 an        | 4,9 ans             | - 0,0 an        | 4,9 ans       | - 0,4 an        | 4,5 ans       |

(a) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(b) À partir de 2021 la Ville de Paris perçoit une fraction des produits de la TVA en compensation de la perte de recettes fiscales directes.

Source : DGCL - Données DGFI, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

## Les comptes des communes de moins de 10 000 habitants - Opérations réelles (en milliards d'euros)

| Budgets principaux                                          | Valeurs provisoires |                |               |                 |               |                |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|----------------|---------------|-----------------|---------------|----------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021/<br>2020  | 2021          | 2022/<br>2021   | 2022          | 2023/<br>2022  | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>24,91</b>        | <b>+ 3,9 %</b> | <b>25,88</b>  | <b>+ 6,9 %</b>  | <b>27,59</b>  | <b>+ 5,9 %</b> | <b>29,19</b>  |
| Achats et charges externes                                  | 7,25                | + 7,8 %        | 7,81          | + 11,2 %        | 8,66          | + 8,5 %        | 9,39          |
| Frais de personnel                                          | 12,53               | + 3,5 %        | 12,96         | + 6,3 %         | 13,73         | + 4,6 %        | 14,36         |
| Charges financières                                         | 0,60                | - 9,1 %        | 0,54          | - 7,5 %         | 0,50          | + 6,3 %        | 0,53          |
| Dépenses d'intervention                                     | 2,70                | - 0,2 %        | 2,69          | + 4,6 %         | 2,81          | + 4,2 %        | 2,93          |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 1,83                | + 2,1 %        | 1,87          | + 0,9 %         | 1,88          | + 5,5 %        | 1,99          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>31,22</b>        | <b>+ 3,5 %</b> | <b>32,27</b>  | <b>+ 6,4 %</b>  | <b>34,25</b>  | <b>+ 5,7 %</b> | <b>36,18</b>  |
| Impôts et taxes                                             | 19,70               | - 0,1 %        | 19,67         | + 6,2 %         | 20,83         | + 6,5 %        | 22,18         |
| – Impôts locaux                                             | 17,50               | - 1,2 %        | 17,29         | + 4,2 %         | 17,97         | + 6,8 %        | 19,19         |
| (dont : fiscalité reversée)                                 | 3,66                | + 0,3 %        | 3,67          | + 0,7 %         | 3,68          | + 0,9 %        | 3,71          |
| – Autres impôts et taxes                                    | 2,19                | + 8,7 %        | 2,38          | + 20,1 %        | 2,86          | + 4,6 %        | 2,99          |
| Concours de l'État                                          | 6,48                | + 10,1 %       | 7,14          | + 2,4 %         | 7,29          | + 3,7 %        | 7,55          |
| – Dotations globales de fonctionnement (DGF)                | 5,28                | + 0,6 %        | 5,32          | + 0,9 %         | 5,34          | + 3,5 %        | 5,53          |
| – Autres dotations                                          | 0,18                | + 7,0 %        | 0,19          | + 8,4 %         | 0,21          | + 8,0 %        | 0,22          |
| – Péréquations et compensations fiscales                    | 1,02                | + 59,3 %       | 1,63          | + 6,5 %         | 1,74          | + 3,6 %        | 1,80          |
| Subventions reçues et participations                        | 1,30                | - 1,4 %        | 1,27          | + 11,5 %        | 1,41          | + 0,8 %        | 1,42          |
| Ventes de biens et services                                 | 2,00                | + 19,4 %       | 2,39          | + 13,5 %        | 2,70          | + 6,3 %        | 2,87          |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 1,74                | + 4,0 %        | 1,81          | + 11,9 %        | 2,02          | + 6,7 %        | 2,15          |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>6,31</b>         | <b>+ 1,5 %</b> | <b>6,40</b>   | <b>+ 4,3 %</b>  | <b>6,65</b>   | <b>+ 4,9 %</b> | <b>6,98</b>   |
| <b>Épargne nette = (3) - (8)</b>                            | <b>3,61</b>         | <b>+ 3,4 %</b> | <b>3,73</b>   | <b>+ 8,6 %</b>  | <b>4,04</b>   | <b>+ 7,6 %</b> | <b>4,34</b>   |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>9,86</b>         | <b>+ 8,7 %</b> | <b>10,70</b>  | <b>+ 10,6 %</b> | <b>11,81</b>  | <b>+ 9,5 %</b> | <b>12,93</b>  |
| Dépenses d'équipement                                       | 9,24                | + 8,5 %        | 10,01         | + 11,4 %        | 11,13         | + 9,1 %        | 12,14         |
| Subventions d'équipement versées                            | 0,37                | + 6,4 %        | 0,40          | + 1,3 %         | 0,40          | + 15,4 %       | 0,46          |
| Autres dépenses d'investissement                            | 0,25                | + 17,6 %       | 0,30          | - 6,0 %         | 0,28          | + 16,7 %       | 0,33          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>5,66</b>         | <b>+ 5,5 %</b> | <b>5,95</b>   | <b>+ 4,7 %</b>  | <b>6,22</b>   | <b>+ 6,5 %</b> | <b>6,62</b>   |
| FCTVA                                                       | 1,50                | - 1,2 %        | 1,48          | - 4,6 %         | 1,41          | + 3,1 %        | 1,45          |
| Dotations et Subventions d'équipement                       | 3,28                | + 7,2 %        | 3,51          | + 6,3 %         | 3,72          | + 10,1 %       | 4,10          |
| Autres recettes d'investissement                            | 0,88                | + 10,8 %       | 0,97          | + 13,1 %        | 1,09          | - 1,7 %        | 1,07          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>34,78</b>        | <b>+ 5,3 %</b> | <b>36,58</b>  | <b>+ 8,0 %</b>  | <b>39,40</b>  | <b>+ 6,9 %</b> | <b>42,12</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>36,88</b>        | <b>+ 3,8 %</b> | <b>38,23</b>  | <b>+ 6,1 %</b>  | <b>40,46</b>  | <b>+ 5,8 %</b> | <b>42,80</b>  |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>+ 2,10</b>       |                | <b>+ 1,65</b> |                 | <b>+ 1,07</b> |                | <b>+ 0,68</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 2,70                | - 1,0 %        | 2,67          | - 1,8 %         | 2,62          | + 0,9 %        | 2,64          |
| Emprunts (9)                                                | 1,84                | + 27,5 %       | 2,34          | + 25,0 %        | 2,92          | - 24,8 %       | 2,20          |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | - 0,86              |                | - 0,33        |                 | + 0,30        |                | - 0,44        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>37,47</b>        | <b>+ 4,8 %</b> | <b>39,25</b>  | <b>+ 7,3 %</b>  | <b>42,01</b>  | <b>+ 6,6 %</b> | <b>44,76</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>38,72</b>        | <b>+ 4,9 %</b> | <b>40,57</b>  | <b>+ 7,2 %</b>  | <b>43,38</b>  | <b>+ 3,7 %</b> | <b>44,99</b>  |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | + 1,24              |                | + 1,32        |                 | + 1,37        |                | + 0,24        |
| <b>Dettes au 31 décembre (12) <sup>(a)</sup></b>            | <b>23,09</b>        | <b>- 2,1 %</b> | <b>22,60</b>  | <b>+ 1,0 %</b>  | <b>22,79</b>  | <b>- 1,9 %</b> | <b>22,35</b>  |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                |               |                 |               |                |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 20,2 %              | - 0,4 pt       | 19,8 %        | - 0,4 pt        | 19,4 %        | - 0,1 pt       | 19,3 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 11,6 %              | - 0,0 pt       | 11,6 %        | + 0,2 pt        | 11,8 %        | + 0,2 pt       | 12,0 %        |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 74,0 %              | - 4,0 pt       | 70,0 %        | - 3,5 pt        | 66,6 %        | - 4,7 pt       | 61,8 %        |
| Capacité de désendettement = (12) / (3)                     | 3,7 ans             | - 0,1 an       | 3,5 ans       | - 0,1 an        | 3,4 ans       | - 0,2 an       | 3,2 ans       |

Variations calculées à champ constant, c'est-à-dire sur les communes ayant le même numéro Siren sur deux années consécutives (et qui n'ont donc a priori pas changé significativement de contour). Communes ayant moins de 10 000 habitants en population totale l'année N pour les variations entre les années N - 1 et N.

(a) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

# 4-2b Les comptes des communes

**Les comptes des communes de 10 000 habitants et plus - Opérations réelles**  
(en milliards d'euros)

| Budgets principaux                                          | Valeurs provisoires |                 |               |                 |               |                 |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------|---------------|-----------------|---------------|-----------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021 / 2020     | 2021          | 2021 / 2020     | 2022          | 2023 / 2022     | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>44,71</b>        | <b>+ 2,1 %</b>  | <b>45,64</b>  | <b>+ 5,3 %</b>  | <b>48,13</b>  | <b>+ 4,4 %</b>  | <b>50,27</b>  |
| Achats et charges externes                                  | 8,89                | + 5,4 %         | 9,38          | + 11,1 %        | 10,44         | + 8,4 %         | 11,32         |
| Frais de personnel                                          | 25,88               | + 2,1 %         | 26,42         | + 4,2 %         | 27,58         | + 3,1 %         | 28,45         |
| Charges financières                                         | 0,95                | - 6,4 %         | 0,89          | - 5,2 %         | 0,84          | + 22,8 %        | 1,03          |
| Dépenses d'intervention                                     | 7,57                | - 0,3 %         | 7,55          | + 2,6 %         | 7,75          | + 4,9 %         | 8,13          |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 1,42                | - 0,9 %         | 1,41          | + 8,1 %         | 1,52          | - 12,7 %        | 1,33          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>50,38</b>        | <b>+ 4,0 %</b>  | <b>52,42</b>  | <b>+ 4,6 %</b>  | <b>54,93</b>  | <b>+ 5,5 %</b>  | <b>57,95</b>  |
| Impôts et taxes                                             | 35,47               | + 4,0 %         | 36,90         | + 3,8 %         | 38,34         | + 6,4 %         | 40,79         |
| – Impôts locaux                                             | 29,77               | + 0,3 %         | 29,86         | + 3,3 %         | 30,90         | + 7,8 %         | 33,32         |
| (dont : fiscalité reversée)                                 | 7,11                | + 0,6 %         | 7,15          | - 0,6 %         | 7,13          | + 0,1 %         | 7,13          |
| – Autres impôts et taxes                                    | 5,70                | + 23,6 %        | 7,04          | + 5,7 %         | 7,45          | + 0,4 %         | 7,48          |
| (dont : fraction de TVA)                                    | -                   | -               | 0,68          | + 10,8 %        | 0,75          | + 76,6 %        | 1,32          |
| Concours de l'État                                          | 7,90                | - 1,4 %         | 7,79          | + 2,2 %         | 7,97          | + 2,3 %         | 8,16          |
| – Dotations globales de fonctionnement (DGF)                | 6,48                | + 0,5 %         | 6,51          | + 0,5 %         | 6,55          | + 1,9 %         | 6,68          |
| – Autres dotations                                          | 0,17                | + 2,5 %         | 0,17          | + 7,5 %         | 0,18          | + 3,1 %         | 0,19          |
| – Péréquations et compensations fiscales                    | 1,26                | - 11,7 %        | 1,11          | + 11,4 %        | 1,24          | + 4,5 %         | 1,30          |
| Subventions reçues et participations                        | 2,45                | - 3,5 %         | 2,37          | + 4,9 %         | 2,49          | + 9,8 %         | 2,74          |
| Ventes de biens et services                                 | 3,11                | + 17,5 %        | 3,65          | + 13,5 %        | 4,16          | + 5,3 %         | 4,38          |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 1,46                | + 16,4 %        | 1,71          | + 15,0 %        | 1,97          | - 4,3 %         | 1,88          |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>5,68</b>         | <b>+ 19,2 %</b> | <b>6,77</b>   | <b>+ 0,1 %</b>  | <b>6,80</b>   | <b>+ 13,1 %</b> | <b>7,68</b>   |
| <b>Épargne nette = (3) - (8)</b>                            | <b>2,08</b>         | <b>+ 47,1 %</b> | <b>3,07</b>   | <b>- 0,0 %</b>  | <b>3,08</b>   | <b>+ 24,1 %</b> | <b>3,82</b>   |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>11,35</b>        | <b>+ 3,8 %</b>  | <b>11,80</b>  | <b>+ 10,8 %</b> | <b>13,11</b>  | <b>+ 9,3 %</b>  | <b>14,32</b>  |
| Dépenses d'équipement                                       | 9,63                | + 3,1 %         | 9,94          | + 13,6 %        | 11,32         | + 10,9 %        | 12,55         |
| Subventions d'équipement versées                            | 1,12                | + 8,2 %         | 1,20          | - 4,9 %         | 1,15          | + 4,8 %         | 1,20          |
| Autres dépenses d'investissement                            | 0,61                | + 6,4 %         | 0,65          | - 1,8 %         | 0,64          | - 11,5 %        | 0,57          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>5,47</b>         | <b>- 1,6 %</b>  | <b>5,40</b>   | <b>+ 5,9 %</b>  | <b>5,73</b>   | <b>+ 3,4 %</b>  | <b>5,93</b>   |
| FCTVA                                                       | 1,51                | - 4,3 %         | 1,45          | - 5,3 %         | 1,38          | + 2,4 %         | 1,41          |
| Dotations et Subventions d'équipement                       | 2,40                | + 5,7 %         | 2,55          | + 5,3 %         | 2,69          | + 10,3 %        | 2,97          |
| Autres recettes d'investissement                            | 1,56                | - 10,4 %        | 1,40          | + 18,5 %        | 1,66          | - 6,9 %         | 1,55          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>56,06</b>        | <b>+ 2,4 %</b>  | <b>57,44</b>  | <b>+ 6,4 %</b>  | <b>61,24</b>  | <b>+ 5,4 %</b>  | <b>64,59</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>55,86</b>        | <b>+ 3,4 %</b>  | <b>57,82</b>  | <b>+ 4,7 %</b>  | <b>60,66</b>  | <b>+ 5,3 %</b>  | <b>63,88</b>  |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>- 0,20</b>       |                 | <b>+ 0,38</b> |                 | <b>- 0,58</b> |                 | <b>- 0,71</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 3,60                | + 2,9 %         | 3,71          | + 0,2 %         | 3,72          | + 4,0 %         | 3,87          |
| Emprunts (9)                                                | 4,02                | + 1,7 %         | 4,09          | + 10,4 %        | 4,53          | - 4,9 %         | 4,30          |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | + 0,42              |                 | + 0,39        |                 | + 0,81        |                 | + 0,43        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>59,66</b>        | <b>+ 2,4 %</b>  | <b>61,14</b>  | <b>+ 6,1 %</b>  | <b>64,96</b>  | <b>+ 5,4 %</b>  | <b>68,45</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>59,88</b>        | <b>+ 3,3 %</b>  | <b>61,91</b>  | <b>+ 5,1 %</b>  | <b>65,19</b>  | <b>+ 4,6 %</b>  | <b>68,18</b>  |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | + 0,22              |                 | + 0,76        |                 | + 0,23        |                 | - 0,28        |
| <b>Dettes au 31 décembre (12) <sup>(a)</sup></b>            | <b>41,80</b>        | <b>+ 1,0 %</b>  | <b>42,23</b>  | <b>+ 1,4 %</b>  | <b>42,86</b>  | <b>+ 0,9 %</b>  | <b>43,27</b>  |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                 |               |                 |               |                 |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 11,3 %              | + 1,6 pt        | 12,9 %        | - 0,6 pt        | 12,4 %        | + 0,9 pt        | 13,3 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 4,1 %               | + 1,7 pt        | 5,9 %         | - 0,3 pt        | 5,6 %         | + 1,0 pt        | 6,6 %         |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 83,0 %              | - 2,4 pt        | 80,6 %        | - 2,5 pt        | 78,0 %        | - 3,4 pt        | 74,7 %        |
| Capacité de désendettement = (12) / (3)                     | 7,4 ans             | - 1,1 an        | 6,2 ans       | + 0,1 an        | 6,3 ans       | - 0,7 an        | 5,6 ans       |

Variations calculées à champ constant, c'est-à-dire sur les communes ayant le même numéro Siren sur deux années consécutives (et qui n'ont donc a priori pas changé significativement de contour). Communes ayant 10 000 habitants ou plus en population totale l'année N pour les variations entre les années N - 1 et N.

(a) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

(b) En 2021, la Ville de Paris perçoit une fraction des produits de la TVA en compensation de la perte de recettes fiscales directes.

Source : DGCL - Données DGFP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

## Les comptes des groupements de communes à fiscalité propre<sup>(a)</sup> - Opérations réelles (en milliards d'euros)

| Budgets principaux                                          | Valeurs provisoires |                              |               |                 |               |                |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------|-----------------|---------------|----------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021/<br>2020 <sup>(b)</sup> | 2021          | 2022/<br>2021   | 2022          | 2023/<br>2022  | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>26,65</b>        | <b>+ 3,2 %</b>               | <b>27,52</b>  | <b>+ 5,6 %</b>  | <b>29,05</b>  | <b>+ 7,7 %</b> | <b>31,28</b>  |
| Achats et charges externes                                  | 6,95                | + 4,2 %                      | 7,24          | + 6,2 %         | 7,69          | + 9,4 %        | 8,42          |
| Frais de personnel                                          | 10,04               | + 4,2 %                      | 10,46         | + 6,7 %         | 11,17         | + 6,3 %        | 11,87         |
| Charges financières                                         | 0,55                | - 5,1 %                      | 0,52          | - 0,1 %         | 0,52          | + 35,6 %       | 0,71          |
| Dépenses d'intervention                                     | 7,70                | + 3,0 %                      | 7,93          | + 4,1 %         | 8,25          | + 5,2 %        | 8,69          |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 1,42                | - 3,7 %                      | 1,36          | + 3,6 %         | 1,41          | + 13,1 %       | 1,60          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>32,34</b>        | <b>+ 4,2 %</b>               | <b>33,70</b>  | <b>+ 6,8 %</b>  | <b>35,99</b>  | <b>+ 7,3 %</b> | <b>38,62</b>  |
| Impôts et taxes                                             | 18,67               | - 1,2 %                      | 18,44         | + 8,8 %         | 20,06         | + 9,7 %        | 22,00         |
| - Impôts locaux                                             | 13,50               | - 60,2 %                     | 5,38          | + 9,5 %         | 5,88          | - 62,7 %       | 2,19          |
| - Autres impôts et taxes                                    | 5,17                | + 152,6 %                    | 13,06         | + 8,5 %         | 14,17         | + 39,8 %       | 19,81         |
| (dont : fraction de TVA)                                    | -                   | -                            | 7,44          | + 10,3 %        | 8,21          | + 55,6 %       | 12,77         |
| Concours de l'État                                          | 8,35                | + 14,4 %                     | 9,55          | + 0,2 %         | 9,57          | + 2,2 %        | 9,78          |
| - Dotations globales de fonctionnement (DGF)                | 6,54                | - 0,5 %                      | 6,51          | - 1,0 %         | 6,45          | + 0,1 %        | 6,46          |
| - Autres dotations                                          | 0,10                | + 17,0 %                     | 0,12          | - 0,1 %         | 0,12          | + 0,9 %        | 0,12          |
| - Péréquations et compensations fiscales                    | 1,71                | + 71,3 %                     | 2,92          | + 2,8 %         | 3,01          | + 6,6 %        | 3,20          |
| Subventions reçues et participations                        | 1,60                | + 4,0 %                      | 1,66          | + 7,3 %         | 1,78          | + 10,8 %       | 1,97          |
| Ventes de biens et services                                 | 2,88                | + 8,9 %                      | 3,14          | + 11,5 %        | 3,50          | + 5,9 %        | 3,71          |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 0,84                | + 7,8 %                      | 0,91          | + 18,7 %        | 1,08          | + 7,1 %        | 1,16          |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>5,69</b>         | <b>+ 8,7 %</b>               | <b>6,18</b>   | <b>+ 12,2 %</b> | <b>6,94</b>   | <b>+ 5,8 %</b> | <b>7,34</b>   |
| <b>Épargne nette = (3) - (8)</b>                            | <b>3,31</b>         | <b>+ 4,9 %</b>               | <b>3,47</b>   | <b>+ 20,8 %</b> | <b>4,20</b>   | <b>+ 9,5 %</b> | <b>4,60</b>   |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>10,26</b>        | <b>+ 3,3 %</b>               | <b>10,60</b>  | <b>+ 7,6 %</b>  | <b>11,40</b>  | <b>+ 7,9 %</b> | <b>12,30</b>  |
| Dépenses d'équipement                                       | 7,27                | + 6,2 %                      | 7,72          | + 4,9 %         | 8,10          | + 9,6 %        | 8,87          |
| Subventions d'équipement versées                            | 2,16                | - 6,2 %                      | 2,03          | + 9,9 %         | 2,22          | + 7,0 %        | 2,38          |
| Autres dépenses d'investissement                            | 0,83                | + 2,7 %                      | 0,85          | + 26,6 %        | 1,08          | - 2,6 %        | 1,05          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>4,04</b>         | <b>+ 11,6 %</b>              | <b>4,50</b>   | <b>+ 2,0 %</b>  | <b>4,59</b>   | <b>+ 4,6 %</b> | <b>4,80</b>   |
| FCTVA                                                       | 1,01                | + 18,8 %                     | 1,19          | - 15,4 %        | 1,01          | + 5,7 %        | 1,07          |
| Dotations et Subventions d'équipement                       | 2,08                | + 11,1 %                     | 2,31          | + 9,9 %         | 2,53          | + 2,8 %        | 2,61          |
| Autres recettes d'investissement                            | 0,95                | + 5,0 %                      | 1,00          | + 4,5 %         | 1,05          | + 8,1 %        | 1,13          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>36,92</b>        | <b>+ 3,3 %</b>               | <b>38,12</b>  | <b>+ 6,1 %</b>  | <b>40,45</b>  | <b>+ 7,7 %</b> | <b>43,58</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>36,38</b>        | <b>+ 5,0 %</b>               | <b>38,21</b>  | <b>+ 6,2 %</b>  | <b>40,58</b>  | <b>+ 7,0 %</b> | <b>43,43</b>  |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>- 0,54</b>       |                              | <b>+ 0,09</b> |                 | <b>+ 0,13</b> |                | <b>- 0,16</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 2,38                | + 14,0 %                     | 2,71          | + 1,2 %         | 2,74          | + 0,1 %        | 2,74          |
| Emprunts (9)                                                | 3,52                | - 16,5 %                     | 2,94          | + 13,8 %        | 3,34          | - 3,3 %        | 3,23          |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | + 1,14              |                              | + 0,23        |                 | + 0,60        |                | + 0,49        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>39,29</b>        | <b>+ 3,9 %</b>               | <b>40,83</b>  | <b>+ 5,8 %</b>  | <b>43,20</b>  | <b>+ 7,3 %</b> | <b>46,33</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>39,90</b>        | <b>+ 3,1 %</b>               | <b>41,15</b>  | <b>+ 6,8 %</b>  | <b>43,93</b>  | <b>+ 6,2 %</b> | <b>46,66</b>  |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | + 0,61              |                              | + 0,32        |                 | + 0,73        |                | + 0,33        |
| <b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(c)</sup></b>             | <b>27,26</b>        | <b>+ 3,3 %</b>               | <b>28,16</b>  | <b>+ 2,0 %</b>  | <b>28,71</b>  | <b>+ 2,4 %</b> | <b>29,40</b>  |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                              |               |                 |               |                |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 17,6 %              | + 0,8 pt                     | 18,3 %        | + 0,9 pt        | 19,3 %        | - 0,3 pt       | 19,0 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 10,2 %              | + 0,1 pt                     | 10,3 %        | + 1,4 pt        | 11,7 %        | + 0,2 pt       | 11,9 %        |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 84,3 %              | - 0,7 pt                     | 83,5 %        | - 3,8 pt        | 79,8 %        | - 3,6 pt       | 76,1 %        |
| Délai de désendettement = (12) / (3)                        | 4,8 ans             | - 0,2 an                     | 4,6 ans       | - 0,4 an        | 4,1 ans       | - 0,1 an       | 4,0 ans       |

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) À partir de 2021, les GFP cessent de percevoir la taxe d'habitation sur les résidences principales et perçoivent en compensation une fraction du produit de la TVA.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

Les comptes des communes et de leurs groupements à fiscalité propre<sup>(a)</sup> - Opérations réelles

(en milliards d'euros)

| Budgets principaux                                          | Valeurs provisoires |                              |               |                 |               |                 |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------|-----------------|---------------|-----------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021/<br>2020 <sup>(b)</sup> | 2021          | 2022/<br>2021   | 2022          | 2023/<br>2022   | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>96,27</b>        | <b>+ 2,9%</b>                | <b>99,04</b>  | <b>+ 5,8 %</b>  | <b>104,78</b> | <b>+ 5,7 %</b>  | <b>110,74</b> |
| Achats et charges externes                                  | 23,09               | + 5,8%                       | 24,43         | + 9,7 %         | 26,79         | + 8,7 %         | 29,13         |
| Frais de personnel                                          | 48,45               | + 2,9%                       | 49,85         | + 5,3 %         | 52,48         | + 4,2 %         | 54,68         |
| Charges financières                                         | 2,10                | - 6,8%                       | 1,95          | - 4,5 %         | 1,87          | + 22,0 %        | 2,28          |
| Dépenses d'intervention                                     | 17,97               | + 1,1%                       | 18,17         | + 3,6 %         | 18,82         | + 4,9 %         | 19,74         |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 4,67                | - 0,6%                       | 4,64          | + 3,9 %         | 4,82          | + 2,0 %         | 4,91          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>113,95</b>       | <b>+ 3,9%</b>                | <b>118,39</b> | <b>+ 5,7 %</b>  | <b>125,17</b> | <b>+ 6,1 %</b>  | <b>132,75</b> |
| Impôts et taxes                                             | 73,83               | + 1,6%                       | 75,01         | + 5,6 %         | 79,23         | + 7,3 %         | 84,97         |
| – Impôts locaux                                             | 60,77               | - 13,6%                      | 52,52         | + 4,2 %         | 54,75         | - 0,1 %         | 54,70         |
| – Autres impôts et taxes                                    | 13,06               | + 72,2%                      | 22,49         | + 8,8 %         | 24,47         | + 23,7 %        | 30,28         |
| (dont : fraction de TVA)                                    | -                   | -                            | 8,12          | + 10,3 %        | 8,96          | + 57,4 %        | 14,09         |
| Concours de l'État                                          | 22,74               | + 7,7%                       | 24,48         | + 1,5 %         | 24,83         | + 2,7 %         | 25,49         |
| – Dotations globales de fonctionnement (DGF)                | 18,30               | + 0,2%                       | 18,33         | + 0,1 %         | 18,35         | + 1,7 %         | 18,67         |
| – Autres dotations                                          | 0,45                | + 7,6%                       | 0,48          | + 6,0 %         | 0,51          | + 4,6 %         | 0,53          |
| – Péréquations et compensations fiscales                    | 3,99                | + 42,1%                      | 5,66          | + 5,6 %         | 5,98          | + 5,3 %         | 6,30          |
| Subventions reçues et participations                        | 5,34                | - 0,7%                       | 5,30          | + 7,2 %         | 5,69          | + 7,9 %         | 6,14          |
| Ventes de biens et services                                 | 7,99                | + 14,9%                      | 9,18          | + 12,8 %        | 10,36         | + 5,8 %         | 10,96         |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 4,05                | + 9,3%                       | 4,42          | + 14,5 %        | 5,06          | + 2,5 %         | 5,19          |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>17,67</b>        | <b>+ 9,5%</b>                | <b>19,35</b>  | <b>+ 5,4 %</b>  | <b>20,39</b>  | <b>+ 7,9 %</b>  | <b>22,01</b>  |
| <b>Épargne nette = (3) - (8)</b>                            | <b>9,00</b>         | <b>+ 14,1%</b>               | <b>10,27</b>  | <b>+ 10,1 %</b> | <b>11,31</b>  | <b>+ 12,8 %</b> | <b>12,76</b>  |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>31,48</b>        | <b>+ 5,1%</b>                | <b>33,10</b>  | <b>+ 9,7 %</b>  | <b>36,31</b>  | <b>+ 8,9 %</b>  | <b>39,55</b>  |
| Dépenses d'équipement                                       | 26,14               | + 5,9%                       | 27,67         | + 10,4 %        | 30,55         | + 9,9 %         | 33,57         |
| Subventions d'équipement versées                            | 3,64                | - 0,5%                       | 3,63          | + 4,0 %         | 3,77          | + 7,2 %         | 4,04          |
| Autres dépenses d'investissement                            | 1,69                | + 6,3%                       | 1,80          | + 10,9 %        | 2,00          | - 2,8 %         | 1,94          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>15,17</b>        | <b>+ 4,5%</b>                | <b>15,86</b>  | <b>+ 4,3 %</b>  | <b>16,54</b>  | <b>+ 4,9 %</b>  | <b>17,35</b>  |
| FCTVA                                                       | 4,02                | + 2,6%                       | 4,13          | - 7,9 %         | 3,80          | + 3,6 %         | 3,93          |
| Dotations et subventions d'équipement                       | 7,76                | + 7,8%                       | 8,36          | + 7,0 %         | 8,95          | + 8,1 %         | 9,67          |
| Autres recettes d'investissement                            | 3,39                | - 0,6%                       | 3,37          | + 12,8 %        | 3,80          | - 1,3 %         | 3,75          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>127,75</b>       | <b>+ 3,4%</b>                | <b>132,14</b> | <b>+ 6,8 %</b>  | <b>141,09</b> | <b>+ 6,5 %</b>  | <b>150,29</b> |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>129,12</b>       | <b>+ 4,0%</b>                | <b>134,25</b> | <b>+ 5,6 %</b>  | <b>141,71</b> | <b>+ 5,9 %</b>  | <b>150,11</b> |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>+ 1,36</b>       |                              | <b>+ 2,11</b> |                 | <b>+ 0,62</b> |                 | <b>- 0,19</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 8,67                | + 4,7%                       | 9,08          | - 0,1 %         | 9,08          | + 1,9 %         | 9,25          |
| Emprunts (9)                                                | 9,38                | - 0,1%                       | 9,37          | + 15,1 %        | 10,79         | - 9,8 %         | 9,73          |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | + 0,70              |                              | 0,29          |                 | + 1,71        |                 | + 0,48        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>136,42</b>       | <b>+ 3,5%</b>                | <b>141,22</b> | <b>+ 6,3 %</b>  | <b>150,17</b> | <b>+ 6,2 %</b>  | <b>159,54</b> |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>138,49</b>       | <b>+ 3,7%</b>                | <b>143,62</b> | <b>+ 6,2 %</b>  | <b>152,50</b> | <b>+ 4,8 %</b>  | <b>159,83</b> |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | + 2,07              |                              | + 2,40        |                 | + 2,33        |                 | + 0,29        |
| <b>Dettes au 31 décembre (12)<sup>(c)</sup></b>             | <b>92,15</b>        | <b>+ 0,9%</b>                | <b>92,99</b>  | <b>+ 1,5 %</b>  | <b>94,36</b>  | <b>+ 0,7 %</b>  | <b>95,02</b>  |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                              |               |                 |               |                 |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 15,5 %              | + 0,8 pt                     | 16,3 %        | - 0,1 pt        | 16,3 %        | + 0,3 pt        | 16,6 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 7,9 %               | + 0,8 pt                     | 8,7 %         | + 0,4 pt        | 9,0 %         | + 0,6 pt        | 9,6 %         |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 80,9 %              | - 2,3 pt                     | 78,5 %        | - 3,2 pt        | 75,4 %        | - 3,8 pt        | 71,6 %        |
| Délai de désendettement = (12) / (3)                        | 5,2 ans             | - 0,4 an                     | 4,8 ans       | - 0,2 an        | 4,6 ans       | - 0,3 an        | 4,3 ans       |

(a) Y compris métropole de Lyon, métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

(b) À partir de 2021, les GFP cessent de percevoir la taxe d'habitation sur les résidences principales et perçoivent en compensation une fraction du produit de la TVA.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

## Les comptes des départements<sup>(a)</sup> - Opérations réelles (en milliards d'euros)

| Budgets principaux                                          | Valeurs provisoires |                              |              |                              |              |                              |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|------------------------------|--------------|------------------------------|--------------|------------------------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021/<br>2020 <sup>(b)</sup> | 2021         | 2022/<br>2021 <sup>(c)</sup> | 2022         | 2023/<br>2022 <sup>(d)</sup> | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>57,03</b>        | <b>+ 1,4 %</b>               | <b>57,84</b> | <b>+ 3,9 %</b>               | <b>59,50</b> | <b>+ 6,5 %</b>               | <b>63,33</b>  |
| Achats et charges externes                                  | 3,69                | + 1,0 %                      | 3,73         | + 8,3 %                      | 4,04         | + 9,6 %                      | 4,43          |
| Frais de personnel                                          | 12,04               | + 2,5 %                      | 12,34        | + 5,1 %                      | 12,96        | + 7,0 %                      | 13,87         |
| Charges financières                                         | 0,63                | - 8,4 %                      | 0,58         | - 1,2 %                      | 0,57         | + 30,7 %                     | 0,75          |
| Dépenses d'intervention                                     | 39,90               | + 1,3 %                      | 40,42        | + 3,2 %                      | 41,10        | + 5,7 %                      | 43,39         |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 0,77                | - 0,6 %                      | 0,77         | + 8,2 %                      | 0,83         | + 7,0 %                      | 0,89          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>64,88</b>        | <b>+ 6,6 %</b>               | <b>69,16</b> | <b>+ 4,1 %</b>               | <b>71,41</b> | <b>- 1,2 %</b>               | <b>70,53</b>  |
| Impôts et taxes                                             | 47,65               | + 8,2 %                      | 51,55        | + 4,3 %                      | 53,28        | - 3,2 %                      | 51,54         |
| – Impôts locaux                                             | 21,62               | - 66,1 %                     | 7,33         | - 1,2 %                      | 7,20         | - 48,3 %                     | 3,72          |
| – Autres impôts et taxes                                    | 26,03               | + 69,9 %                     | 44,23        | + 5,2 %                      | 46,08        | + 3,8 %                      | 47,82         |
| (Dont : fraction de TVA)                                    |                     | -                            | 14,70        | + 9,5 %                      | 16,09        | + 26,7 %                     | 20,38         |
| (DMTO)                                                      | 11,31               | + 27,0 %                     | 14,35        | + 2,4 %                      | 14,60        | - 21,8 %                     | 11,40         |
| (TICPE)                                                     | 5,35                | + 1,6 %                      | 5,44         | + 0,8 %                      | 5,18         | - 0,3 %                      | 5,15          |
| (TSCA)                                                      | 7,52                | + 5,5 %                      | 7,93         | + 4,7 %                      | 8,30         | + 7,3 %                      | 8,91          |
| Concours de l'État                                          | 10,27               | - 0,6 %                      | 10,21        | - 0,1 %                      | 10,02        | - 0,6 %                      | 9,95          |
| – Dotations globales de fonctionnement (DGF)                | 8,01                | - 0,4 %                      | 7,98         | + 0,2 %                      | 7,81         | - 0,0 %                      | 7,80          |
| – Autres dotations                                          | 0,46                | + 0,4 %                      | 0,46         | + 1,7 %                      | 0,47         | - 1,0 %                      | 0,46          |
| – Péréquations et compensations fiscales                    | 1,81                | - 1,7 %                      | 1,78         | - 1,8 %                      | 1,75         | - 3,2 %                      | 1,69          |
| Subventions reçues et participations                        | 4,68                | + 6,5 %                      | 4,98         | + 13,0 %                     | 5,59         | + 14,5 %                     | 6,40          |
| Ventes de biens et services                                 | 0,43                | - 3,2 %                      | 0,42         | + 7,1 %                      | 0,45         | + 4,7 %                      | 0,47          |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 1,86                | + 7,5 %                      | 1,99         | - 0,2 %                      | 2,07         | + 5,1 %                      | 2,17          |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>7,85</b>         | <b>+ 44,2 %</b>              | <b>11,33</b> | <b>+ 5,1 %</b>               | <b>11,91</b> | <b>- 39,6 %</b>              | <b>7,20</b>   |
| <b>Épargne nette = (3) - (8)</b>                            | <b>4,57</b>         | <b>+ 70,7 %</b>              | <b>7,81</b>  | <b>+ 10,8 %</b>              | <b>8,59</b>  | <b>- 54,3 %</b>              | <b>3,94</b>   |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>10,41</b>        | <b>+ 9,4 %</b>               | <b>11,39</b> | <b>+ 7,1 %</b>               | <b>12,25</b> | <b>+ 2,4 %</b>               | <b>12,54</b>  |
| Dépenses d'équipement                                       | 6,50                | + 13,5 %                     | 7,39         | + 8,0 %                      | 7,99         | + 2,7 %                      | 8,21          |
| Subventions d'équipement versées                            | 3,64                | + 2,7 %                      | 3,73         | + 4,9 %                      | 3,93         | + 2,2 %                      | 4,03          |
| Autres dépenses d'investissement                            | 0,27                | + 0,8 %                      | 0,27         | + 12,4 %                     | 0,32         | - 3,7 %                      | 0,31          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>2,44</b>         | <b>+ 7,5 %</b>               | <b>2,63</b>  | <b>+ 8,0 %</b>               | <b>2,86</b>  | <b>+ 12,4 %</b>              | <b>3,22</b>   |
| FCTVA                                                       | 0,98                | + 2,6 %                      | 1,00         | + 6,9 %                      | 1,07         | + 11,0 %                     | 1,19          |
| Dotations et subventions d'investissement                   | 1,13                | + 8,2 %                      | 1,23         | + 14,0 %                     | 1,42         | + 19,1 %                     | 1,70          |
| Autres recettes d'investissement                            | 0,33                | + 19,6 %                     | 0,40         | - 6,5 %                      | 0,37         | - 9,2 %                      | 0,33          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>67,44</b>        | <b>+ 2,6 %</b>               | <b>69,22</b> | <b>+ 4,5 %</b>               | <b>71,75</b> | <b>+ 5,8 %</b>               | <b>75,88</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>67,33</b>        | <b>+ 6,6 %</b>               | <b>71,79</b> | <b>+ 4,3 %</b>               | <b>74,27</b> | <b>- 0,7 %</b>               | <b>73,75</b>  |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>- 0,11</b>       |                              | <b>2,56</b>  |                              | <b>2,52</b>  |                              | <b>- 2,13</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 3,28                | + 7,3 %                      | 3,52         | - 7,5 %                      | 3,32         | - 2,1 %                      | 3,26          |
| Emprunts (9)                                                | 4,20                | - 31,2 %                     | 2,89         | - 19,1 %                     | 2,38         | + 22,0 %                     | 2,90          |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | 0,92                |                              | - 0,63       |                              | - 0,94       |                              | - 0,36        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>70,72</b>        | <b>+ 2,9 %</b>               | <b>72,74</b> | <b>+ 3,9 %</b>               | <b>75,07</b> | <b>+ 5,4 %</b>               | <b>79,14</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>71,53</b>        | <b>+ 4,4 %</b>               | <b>74,68</b> | <b>+ 3,4 %</b>               | <b>76,65</b> | <b>+ 0,0 %</b>               | <b>76,65</b>  |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | 0,81                |                              | 1,93         |                              | 1,58         |                              | - 2,48        |
| <b>Dettes au 31 décembre (12)<sup>(e)</sup></b>             | <b>32,40</b>        | <b>- 1,9%</b>                | <b>31,78</b> | <b>- 3,1%</b>                | <b>30,81</b> | <b>- 0,9%</b>                | <b>30,51</b>  |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                              |              |                              |              |                              |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 12,1 %              | + 4,3 pt                     | 16,4 %       | + 0,2 pt                     | 16,7 %       | - 8,4 pt                     | 10,2 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 7,0 %               | + 4,2 pt                     | 11,3 %       | + 1,0 pt                     | 12,0 %       | - 8,5 pt                     | 5,6 %         |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 49,9 %              | - 4,0 pt                     | 45,9 %       | - 4,3 pt                     | 43,1 %       | + 1,4 pt                     | 43,3 %        |
| Délai de désendettement = (12) / (3)                        | 4,1 ans             | - 1,3 an                     | 2,8 ans      | - 0,2 an                     | 2,6 ans      | + 1,7 an                     | 4,2 ans       |

(a) Hors collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane et collectivité de Corse et hors Ville de Paris.

(b) En 2021, les départements perdent le produit de la taxe foncière sur le foncier bâti (au profit des communes) et perçoivent en compensation une fraction du produit de la TVA.

(c) Hors Pyrénées-Orientales et Seine-Saint-Denis dont le RSA a été recentralisé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2022.

(d) Hors Ariège dont le RSA a été recentralisé à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2023.

(e) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N-1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

# 4-6 Les comptes des régions et des CTU

## Les comptes des régions et des collectivités territoriales uniques (CTU) <sup>(a)</sup> - Opérations réelles (en milliards d'euros)

| Budgets principaux                                          | Valeurs provisoires |                              |               |                |               |                 |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------|----------------|---------------|-----------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021/<br>2020 <sup>(b)</sup> | 2021          | 2022/<br>2021  | 2022          | 2023/<br>2022   | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>21,81</b>        | <b>+ 3,5 %</b>               | <b>22,56</b>  | <b>+ 3,0 %</b> | <b>23,24</b>  | <b>+ 4,9 %</b>  | <b>24,38</b>  |
| Achats et charges externes                                  | 3,83                | + 8,4 %                      | 4,15          | + 4,4 %        | 4,34          | + 15,0 %        | 4,99          |
| Frais de personnel                                          | 4,12                | + 3,7 %                      | 4,28          | + 3,5 %        | 4,43          | + 4,0 %         | 4,61          |
| Charges financières                                         | 0,56                | - 0,7 %                      | 0,56          | + 0,1 %        | 0,56          | + 52,9 %        | 0,86          |
| Dépenses d'intervention                                     | 12,91               | + 0,4 %                      | 12,96         | + 4,2 %        | 13,50         | - 0,0 %         | 13,50         |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 0,38                | + 62,5 %                     | 0,62          | - 32,7 %       | 0,41          | + 3,2 %         | 0,43          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>26,86</b>        | <b>+ 5,4 %</b>               | <b>28,32</b>  | <b>+ 4,0 %</b> | <b>29,46</b>  | <b>+ 2,6 %</b>  | <b>30,23</b>  |
| Impôts et taxes                                             | 22,04               | + 2,7 %                      | 22,64         | + 5,5 %        | 23,88         | + 2,4 %         | 24,46         |
| - Impôts locaux                                             | 8,74                | - 114,6 %                    | - 1,28        | - 7,6 %        | - 1,18        | - 0,6 %         | - 1,17        |
| - Autres impôts et taxes                                    | 13,30               | + 79,8 %                     | 23,92         | + 4,8 %        | 25,06         | + 2,3 %         | 25,63         |
| - dont : fraction de TVA                                    | 4,03                | + 263,8 %                    | 14,65         | + 8,3 %        | 15,86         | + 3,0 %         | 16,34         |
| - dont : cartes grises                                      | 2,09                | + 3,5 %                      | 2,16          | - 12,6 %       | 1,89          | + 7,6 %         | 2,03          |
| - dont : TICPE                                              | 5,03                | + 2,2 %                      | 5,14          | + 3,7 %        | 5,33          | + 2,2 %         | 5,45          |
| Concours de l'État                                          | 1,93                | + 14,2 %                     | 2,21          | + 2,4 %        | 2,26          | + 4,3 %         | 2,36          |
| - Dotations globales de fonctionnement (DGF)                | 0,30                | + 0,4 %                      | 0,31          | - 0,2 %        | 0,30          | + 0,0 %         | 0,30          |
| - Autres dotations                                          | 1,00                | + 2,3 %                      | 1,03          | + 0,8 %        | 1,03          | + 0,6 %         | 1,04          |
| - Péréquations et compensations fiscales                    | 0,62                | + 40,1 %                     | 0,87          | + 5,3 %        | 0,92          | + 9,9 %         | 1,01          |
| Subventions reçues et participations                        | 2,34                | + 14,1 %                     | 2,67          | + 3,7 %        | 2,77          | - 4,7 %         | 2,64          |
| Ventes de biens et services                                 | 0,15                | + 14,6 %                     | 0,17          | + 13,7 %       | 0,19          | + 69,2 %        | 0,32          |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 0,40                | + 58,9 %                     | 0,64          | - 43,5 %       | 0,36          | + 27,3 %        | 0,46          |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>5,05</b>         | <b>+ 13,9 %</b>              | <b>5,76</b>   | <b>+ 8,1 %</b> | <b>6,22</b>   | <b>- 5,9 %</b>  | <b>5,86</b>   |
| <b>Épargne nette = (3) - (8)</b>                            | <b>2,67</b>         | <b>+ 50,2 %</b>              | <b>4,01</b>   | <b>+ 3,0 %</b> | <b>4,12</b>   | <b>- 12,3 %</b> | <b>3,62</b>   |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>12,67</b>        | <b>+ 4,4 %</b>               | <b>13,23</b>  | <b>- 1,0 %</b> | <b>13,09</b>  | <b>+ 4,7 %</b>  | <b>13,71</b>  |
| Dépenses d'équipement                                       | 3,24                | + 20,1 %                     | 3,89          | + 0,2 %        | 3,90          | + 5,3 %         | 4,11          |
| Subventions d'équipement versées                            | 8,56                | + 0,8 %                      | 8,63          | - 0,3 %        | 8,60          | + 4,9 %         | 9,02          |
| Autres dépenses d'investissement                            | 0,86                | - 18,2 %                     | 0,71          | - 16,0 %       | 0,59          | - 1,7 %         | 0,58          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>5,27</b>         | <b>+ 1,2 %</b>               | <b>5,33</b>   | <b>+ 0,4 %</b> | <b>5,35</b>   | <b>+ 14,5 %</b> | <b>6,13</b>   |
| FCTVA                                                       | 0,52                | + 10,2 %                     | 0,57          | + 5,5 %        | 0,60          | - 1,7 %         | 0,59          |
| Dotations et subventions d'investissement                   | 4,19                | + 0,3 %                      | 4,20          | + 0,7 %        | 4,23          | + 17,8 %        | 4,99          |
| Autres recettes d'investissement                            | 0,56                | - 0,1 %                      | 0,56          | - 7,2 %        | 0,52          | + 6,8 %         | 0,55          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>34,48</b>        | <b>+ 3,8 %</b>               | <b>35,79</b>  | <b>+ 1,5 %</b> | <b>36,33</b>  | <b>+ 4,8 %</b>  | <b>38,09</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>32,13</b>        | <b>+ 4,7 %</b>               | <b>33,65</b>  | <b>+ 3,5 %</b> | <b>34,82</b>  | <b>+ 4,4 %</b>  | <b>36,37</b>  |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>- 2,34</b>       |                              | <b>- 2,14</b> |                | <b>- 1,52</b> |                 | <b>- 1,72</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 2,39                | - 26,6 %                     | 1,75          | + 19,9 %       | 2,10          | + 6,7 %         | 2,24          |
| Emprunts (9)                                                | 4,80                | - 15,4 %                     | 4,06          | - 15,7 %       | 3,42          | + 1,7 %         | 3,48          |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | + 2,41              |                              | + 2,31        |                | + 1,32        |                 | + 1,24        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>36,86</b>        | <b>+ 1,8 %</b>               | <b>37,54</b>  | <b>+ 2,4 %</b> | <b>38,43</b>  | <b>+ 4,9 %</b>  | <b>40,33</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>36,93</b>        | <b>+ 2,1 %</b>               | <b>37,71</b>  | <b>+ 1,4 %</b> | <b>38,24</b>  | <b>+ 4,2 %</b>  | <b>39,84</b>  |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | + 0,07              |                              | + 0,17        |                | - 0,19        |                 | - 0,48        |
| <b>Dettes au 31 décembre (12) <sup>(c)</sup></b>            | <b>30,50</b>        | <b>+ 8,0 %</b>               | <b>32,93</b>  | <b>+ 3,8 %</b> | <b>34,19</b>  | <b>+ 3,6 %</b>  | <b>35,42</b>  |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                              |               |                |               |                 |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 18,8 %              | + 1,5 pt                     | 20,3 %        | + 0,8 pt       | 21,1 %        | - 1,8 pt        | 19,4 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 9,9 %               | + 4,2 pt                     | 14,1 %        | - 0,1 pt       | 14,0 %        | - 2,0 pt        | 12,0 %        |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 113,5 %             | + 2,7 pt                     | 116,3 %       | - 0,2 pt       | 116,1 %       | + 1,1 pt        | 117,2 %       |
| Délai de désendettement = (12) / (3)                        | 6,0 ans             | - 0,3 an                     | 5,7 ans       | - 0,2 an       | 5,5 ans       | + 0,6 an        | 6,0 ans       |

(a) Y compris collectivités territoriales uniques (CTU) de Martinique et Guyane à partir de 2016 et de Corse à partir de 2018.

(b) En 2021, la suppression de la part régionale de CVAE est compensée par une nouvelle fraction de TVA. Les reversements de fiscalité sont pour certaines régions supérieurs aux contributions directes, ce qui entraîne un montant total d'impôts locaux négatifs.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL - Données DGFI, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants en opérations réelles calculés hors gestion active de la dette.

# Les ratios financiers obligatoires du secteur communal

# 4-7a

## Ratios financiers des communes par strate de population en 2023

|                                          | Ratio 1<br>€/h | Ratio 2<br>€/h | Ratio 2 bis<br>€/h | Ratio 3<br>€/h | Ratio 4<br>€/h | Ratio 5<br>€/h | Ratio 6<br>€/h | Ratio 7<br>% | Ratio 9<br>% | Ratio 10<br>% | Ratio 11<br>% |
|------------------------------------------|----------------|----------------|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| France métropolitaine hors Paris         | 1 077          | 610            | 758                | 1 290          | 356            | 841            | 181            | 55,0         | 90,7         | 27,6          | 65,2          |
| France métropolitaine y compris Paris    | 1 147          | 628            | 772                | 1 364          | 364            | 960            | 175            | 53,4         | 91,0         | 26,7          | 70,4          |
| Outre-mer                                | 1 397          | 462            | 533                | 1 582          | 443            | 811            | 262            | 64,7         | 93,7         | 28,0          | 51,3          |
| <b>France</b>                            | <b>1 155</b>   | <b>623</b>     | <b>765</b>         | <b>1 371</b>   | <b>367</b>     | <b>956</b>     | <b>178</b>     | <b>53,9</b>  | <b>91,1</b>  | <b>26,7</b>   | <b>69,7</b>   |
| <b>Communes en France métropolitaine</b> |                |                |                    |                |                |                |                |              |              |               |               |
| Moins de 3 500 hab.                      | 754            | 407            | 475                | 959            | 357            | 602            | 165            | 43,9         | 86,6         | 37,2          | 62,8          |
| 3 500 à 10 000 hab.                      | 1 023          | 569            | 730                | 1 240          | 369            | 764            | 158            | 55,2         | 89,1         | 29,7          | 61,6          |
| Moins de 10 000 hab.                     | 853            | 467            | 569                | 1 062          | 361            | 662            | 162            | 48,9         | 87,7         | 34,0          | 62,3          |
| 10 000 hab. ou plus hors Paris           | 1 321          | 767            | 964                | 1 538          | 350            | 1 036          | 201            | 59,4         | 93,0         | 22,7          | 67,3          |

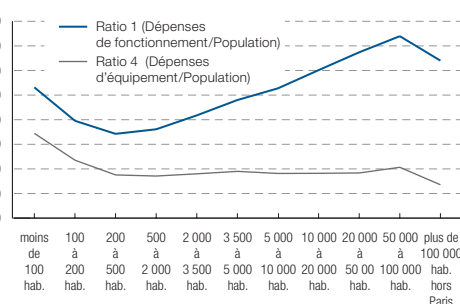
Source : DGCL - Donnée DGFiP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2020).  
Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.

| Communes en France métropolitaine | Ratio 1<br>€/h | Ratio 2<br>€/h | Ratio 2 bis<br>€/h | Ratio 3<br>€/h | Ratio 4<br>€/h | Ratio 5<br>€/h | Ratio 6<br>€/h | Ratio 7<br>% | Ratio 9<br>% | Ratio 10<br>% | Ratio 11<br>% |
|-----------------------------------|----------------|----------------|--------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| Moins de 100 hab.                 | 1 063          | 414            | 429                | 1 534          | 689            | 675            | 277            | 23,3         | 76,6         | 44,9          | 44,0          |
| 100 à 200 hab.                    | 791            | 355            | 375                | 1 087          | 471            | 607            | 212            | 28,1         | 81,5         | 43,3          | 55,8          |
| 200 à 500 hab.                    | 685            | 353            | 368                | 900            | 351            | 525            | 171            | 35,0         | 84,9         | 39,0          | 58,3          |
| 500 à 2 000 hab.                  | 722            | 394            | 455                | 912            | 342            | 587            | 161            | 44,1         | 87,2         | 37,5          | 64,4          |
| 2 000 à 3 500 hab.                | 835            | 467            | 580                | 1 039          | 360            | 666            | 158            | 50,1         | 87,7         | 34,7          | 64,1          |
| 3 500 à 5 000 hab.                | 960            | 529            | 669                | 1 179          | 380            | 726            | 160            | 52,7         | 87,9         | 32,3          | 61,6          |
| 5 000 à 10 000 hab.               | 1 055          | 588            | 760                | 1 270          | 363            | 782            | 157            | 56,4         | 89,6         | 28,6          | 61,6          |
| 10 000 à 20 000 hab.              | 1 203          | 661            | 867                | 1 415          | 364            | 820            | 175            | 58,9         | 91,2         | 25,7          | 57,9          |
| 20 000 à 50 000 hab.              | 1 348          | 777            | 987                | 1 562          | 367            | 990            | 200            | 60,5         | 92,9         | 23,5          | 63,3          |
| 50 000 à 100 000 hab.             | 1 479          | 835            | 1 095              | 1 714          | 413            | 1 347          | 216            | 59,9         | 94,4         | 24,1          | 78,6          |
| 100 000 hab. ou plus hors Paris   | 1 280          | 802            | 928                | 1 495          | 271            | 1 070          | 217            | 57,7         | 93,6         | 18,1          | 71,6          |

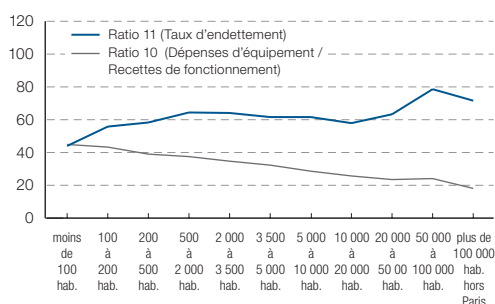
Source : DGCL - Donnée DGFiP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2020).  
Les montants sont calculés hors gestion active de la dette.  
Champ : France métropolitaine.

## Ratios financiers des communes par strate de population en 2023

en €/hab.



en %



Source : DGCL - Donnée DGFiP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2020).  
Hors gestion active de la dette.  
Champ : France métropolitaine.

## Ratios financiers des communes en 2023 selon le type de communes et leur population

| (France métropolitaine)                         | Nombre de communes | Ratio 1<br>€/h DGF | Ratio 2<br>€/h DGF | Ratio 2 bis<br>€/h DGF | Ratio 3<br>€/h DGF | Ratio 4<br>€/h DGF | Ratio 5<br>€/h DGF | Ratio 6<br>€/h DGF | Ratio 7<br>% | Ratio 9<br>% | Ratio 10<br>% | Ratio 11<br>% |
|-------------------------------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|------------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| <b>Communes touristiques et de montagne</b>     | <b>1 282</b>       | <b>1 085</b>       | <b>588</b>         | <b>654</b>             | <b>1 357</b>       | <b>489</b>         | <b>1 058</b>       | <b>188</b>         | <b>41,4</b>  | <b>88,8</b>  | <b>36,0</b>   | <b>78,0</b>   |
| Moins de 100 hab.                               | 159                | 919                | 310                | 416                    | 1 281              | 570                | 606                | 233                | 29,0         | 77,6         | 44,5          | 47,3          |
| 100 à 200 hab.                                  | 180                | 956                | 414                | 490                    | 1 312              | 566                | 1 033              | 209                | 35,6         | 82,3         | 43,2          | 78,7          |
| 200 à 500 hab.                                  | 321                | 931                | 442                | 497                    | 1 218              | 466                | 875                | 195                | 35,7         | 87,2         | 38,2          | 71,9          |
| 500 à 2000 hab.                                 | 451                | 1 025              | 545                | 605                    | 1 296              | 478                | 1 056              | 197                | 38,3         | 88,3         | 36,8          | 81,5          |
| 2000 à 3500 hab.                                | 98                 | 1 189              | 685                | 753                    | 1 418              | 453                | 1 002              | 184                | 41,4         | 92,1         | 31,9          | 70,6          |
| 3500 à 10 000 hab.                              | 65                 | 1 118              | 624                | 699                    | 1 416              | 517                | 1 145              | 179                | 44,7         | 87,5         | 36,5          | 80,9          |
| 10 000 à 50 000 hab.                            | 8                  | 1 319              | 772                | 835                    | 1 562              | 552                | 1 278              | 158                | 53,7         | 92,3         | 35,3          | 81,8          |
| <b>Communes touristiques hors montagne</b>      | <b>843</b>         | <b>1 043</b>       | <b>681</b>         | <b>738</b>             | <b>1 279</b>       | <b>395</b>         | <b>890</b>         | <b>133</b>         | <b>55,2</b>  | <b>89,0</b>  | <b>30,9</b>   | <b>69,6</b>   |
| Moins de 100 hab.                               | 8                  | 2 349              | 633                | 1 097                  | 3 331              | 2 320              | 1 552              | 319                | 58,3         | 89,4         | 69,6          | 46,6          |
| 100 à 200 hab.                                  | 24                 | 695                | 307                | 322                    | 930                | 229                | 658                | 196                | 34,5         | 82,2         | 24,6          | 70,7          |
| 200 à 500 hab.                                  | 85                 | 741                | 341                | 397                    | 967                | 461                | 733                | 153                | 42,8         | 84,2         | 47,6          | 75,8          |
| 500 à 2000 hab.                                 | 302                | 752                | 440                | 473                    | 949                | 372                | 579                | 162                | 48,2         | 86,3         | 39,2          | 61,0          |
| 2000 à 3500 hab.                                | 166                | 876                | 537                | 592                    | 1 097              | 384                | 748                | 160                | 52,1         | 87,5         | 35,0          | 68,2          |
| 3500 à 10 000 hab.                              | 189                | 1 061              | 679                | 740                    | 1 313              | 407                | 831                | 134                | 55,6         | 87,5         | 31,0          | 63,3          |
| 10 000 à 20 000 hab.                            | 46                 | 1 121              | 771                | 860                    | 1 378              | 375                | 847                | 107                | 58,2         | 88,1         | 27,2          | 61,5          |
| 20 000 à 50 000 hab.                            | 20                 | 1 183              | 835                | 874                    | 1 428              | 438                | 1 164              | 127                | 54,8         | 91,4         | 30,6          | 81,5          |
| 50 000 hab. et plus                             | 3                  | 1 274              | 800                | 845                    | 1 414              | 304                | 1 531              | 108                | 61,0         | 101,2        | 21,5          | 108,3         |
| <b>Communes de montagne non touristiques</b>    | <b>4 754</b>       | <b>870</b>         | <b>434</b>         | <b>563</b>             | <b>1 087</b>       | <b>385</b>         | <b>773</b>         | <b>170</b>         | <b>49,5</b>  | <b>88,5</b>  | <b>35,4</b>   | <b>71,2</b>   |
| Moins de 100 hab.                               | 889                | 947                | 312                | 358                    | 1 416              | 796                | 689                | 312                | 26,3         | 75,0         | 56,2          | 48,6          |
| 100 à 200 hab.                                  | 964                | 787                | 276                | 331                    | 1 089              | 586                | 656                | 254                | 32,2         | 81,5         | 53,9          | 60,3          |
| 200 à 500 hab.                                  | 1 338              | 717                | 310                | 339                    | 955                | 411                | 642                | 203                | 37,8         | 84,5         | 43,1          | 67,3          |
| 500 à 2000 hab.                                 | 1 212              | 677                | 336                | 414                    | 870                | 360                | 651                | 165                | 43,8         | 87,5         | 41,4          | 74,9          |
| 2000 à 3500 hab.                                | 164                | 737                | 390                | 521                    | 942                | 410                | 715                | 133                | 48,7         | 86,6         | 43,5          | 75,9          |
| 3500 à 10 000 hab.                              | 150                | 950                | 501                | 684                    | 1 171              | 381                | 858                | 132                | 54,2         | 89,2         | 32,5          | 73,3          |
| 10 000 à 20 000 hab.                            | 28                 | 1 130              | 607                | 818                    | 1 319              | 353                | 1 075              | 165                | 55,5         | 94,0         | 26,7          | 81,5          |
| 20 000 hab. et plus                             | 9                  | 1 278              | 656                | 889                    | 1 484              | 291                | 924                | 198                | 60,3         | 92,4         | 19,6          | 62,3          |
| <b>Communes ni touristiques, ni de montagne</b> | <b>27 937</b>      | <b>1 108</b>       | <b>602</b>         | <b>748</b>             | <b>1 310</b>       | <b>334</b>         | <b>919</b>         | <b>168</b>         | <b>53,9</b>  | <b>91,4</b>  | <b>25,5</b>   | <b>70,2</b>   |
| Moins de 100 hab.                               | 2 208              | 765                | 332                | 315                    | 1 085              | 405                | 440                | 170                | 20,1         | 77,3         | 37,3          | 40,6          |
| 100 à 200 hab.                                  | 4 225              | 621                | 301                | 304                    | 853                | 339                | 439                | 158                | 25,7         | 81,4         | 39,8          | 51,5          |
| 200 à 500 hab.                                  | 7 723              | 572                | 309                | 317                    | 749                | 284                | 406                | 142                | 34,1         | 84,7         | 38,0          | 54,2          |
| 500 à 2000 hab.                                 | 9 293              | 638                | 352                | 408                    | 805                | 297                | 491                | 143                | 44,7         | 87,1         | 36,9          | 61,0          |
| 2000 à 3500 hab.                                | 1 853              | 749                | 414                | 527                    | 933                | 319                | 576                | 147                | 50,9         | 87,3         | 34,2          | 61,7          |
| 3500 à 10 000 hab.                              | 1 767              | 949                | 516                | 683                    | 1 141              | 330                | 676                | 152                | 55,8         | 89,4         | 28,9          | 59,2          |
| 10 000 à 20 000 hab.                            | 441                | 1 160              | 617                | 832                    | 1 357              | 342                | 753                | 177                | 59,4         | 91,4         | 25,2          | 55,5          |
| 20 000 à 50 000 hab.                            | 309                | 1 328              | 752                | 971                    | 1 533              | 352                | 950                | 200                | 60,8         | 93,1         | 22,9          | 62,0          |
| 50 000 hab. et plus                             | 118                | 1 578              | 839                | 999                    | 1 813              | 359                | 1 609              | 182                | 52,7         | 94,0         | 19,8          | 88,7          |

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2020).

Hors gestion active de la dette.

Champ : France métropolitaine.

Ratios financiers des groupements de communes à fiscalité propre en 2022<sup>(a)</sup>

|                                                                          | Ratio 1<br>€/h | Ratio 2<br>€/h | Ratio<br>2 bis<br>€/h | Ratio 3<br>€/h | Ratio 4<br>€/h | Ratio 5<br>€/h | Ratio 6<br>€/h | Ratio 7<br>% | Ratio 9<br>% | Ratio 10<br>% | Ratio 11<br>% |
|--------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| France métropolitaine                                                    | 431            | 188            | 27                    | 538            | 133            | 420            | 91             | 39,9         | 87,5         | 24,8          | 78,2          |
| Outre-Mer                                                                | 451            | 135            | 71                    | 530            | 88             | 257            | 60             | 24,7         | 88,9         | 16,6          | 48,6          |
| <b>France</b>                                                            | <b>432</b>     | <b>186</b>     | <b>28</b>             | <b>537</b>     | <b>132</b>     | <b>415</b>     | <b>90</b>      | <b>39,4</b>  | <b>87,5</b>  | <b>24,6</b>   | <b>77,2</b>   |
| <b>Groupements de communes à fiscalité propre<sup>(a)</sup> (France)</b> |                |                |                       |                |                |                |                |              |              |               |               |
| Métropoles et communautés urbaines <sup>(a)</sup>                        | 476            | 198            | 4                     | 610            | 194            | 676            | 141            | 37,9         | 87,8         | 31,7          | 110,7         |
| Communautés d'agglomération                                              | 446            | 187            | 27                    | 550            | 111            | 380            | 86             | 39,4         | 87,5         | 20,2          | 68,9          |
| Communautés de communes à FPU                                            | 373            | 176            | 43                    | 454            | 95             | 204            | 49             | 41,7         | 87,0         | 21,0          | 44,9          |
| Communautés de communes à FA                                             | 367            | 159            | 131                   | 437            | 84             | 157            | 25             | 37,1         | 88,5         | 19,3          | 36,0          |

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2020).  
Hors gestion active de la dette.

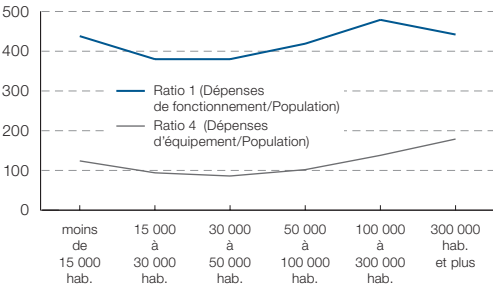
(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

| Groupements de communes à fiscalité propre <sup>(a)</sup> (France) | Ratio 1<br>€/h | Ratio 2<br>€/h | Ratio<br>2 bis<br>€/h | Ratio 3<br>€/h | Ratio 4<br>€/h | Ratio 5<br>€/h | Ratio 6<br>€/h | Ratio 7<br>% | Ratio 9<br>% | Ratio 10<br>% | Ratio 11<br>% |
|--------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| Moins de 15 000 hab.                                               | 438            | 212            | 116                   | 524            | 124            | 238            | 47             | 40,8         | 88,9         | 23,7          | 45,4          |
| 15 000 à 30 000 hab.                                               | 380            | 175            | 55                    | 459            | 94             | 209            | 45             | 41,0         | 87,6         | 20,4          | 45,6          |
| 30 000 à 50 000 hab.                                               | 380            | 168            | 40                    | 456            | 86             | 201            | 52             | 43,6         | 87,7         | 18,9          | 44,0          |
| 50 000 à 100 000 hab.                                              | 419            | 176            | 38                    | 511            | 102            | 268            | 72             | 40,6         | 87,0         | 20,0          | 52,4          |
| 100 000 à 300 000 hab.                                             | 479            | 190            | 49                    | 603            | 138            | 484            | 92             | 39,8         | 87,0         | 23,0          | 80,3          |
| 300 000 hab. et plus <sup>(a)</sup>                                | 442            | 196            | - 26                  | 567            | 179            | 644            | 142            | 36,2         | 88,0         | 31,6          | 113,6         |

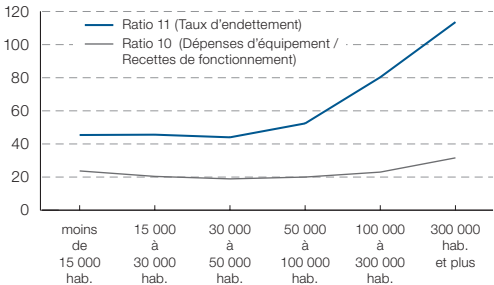
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2020).  
Hors gestion active de la dette.

(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

Ratios financiers R1, R4, R10 et R11 des groupements de communes à fiscalité propre<sup>(a)</sup>  
par strate de population en 2023  
en €/hab.



en %



Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2020).  
Hors gestion active de la dette.

(a) Hors métropole de Lyon, mais y compris métropole du grand Paris (MGP) et établissements publics territoriaux (EPT) de la MGP.

Ratios financiers des conseils départementaux par strate de population en 2023

|                              | Ratio 1<br>€/h | Ratio 2<br>€/h | Ratio<br>2 bis<br>€/h | Ratio 3<br>€/h | Ratio 4<br>€/h | Ratio 5<br>€/h | Ratio 6<br>€/h | Ratio 7<br>% | Ratio 9<br>% | Ratio 10<br>% | Ratio 11<br>% |
|------------------------------|----------------|----------------|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| France métropolitaine        | 979            | 47             | 59                    | 1 091          | 129            | 479            | 119            | 21,7         | 94,4         | 11,8          | 43,9          |
| Outre-mer                    | 1 356          | 4              | 15                    | 1 529          | 177            | 358            | 253            | 29,0         | 91,0         | 11,6          | 23,4          |
| <b>France</b>                | <b>988</b>     | <b>46</b>      | <b>58</b>             | <b>1 101</b>   | <b>130</b>     | <b>476</b>     | <b>122</b>     | <b>21,9</b>  | <b>94,3</b>  | <b>11,8</b>   | <b>43,3</b>   |
| <b>France métropolitaine</b> |                |                |                       |                |                |                |                |              |              |               |               |
| Moins de 250 000 hab.        | 1 152          | 49             | 58                    | 1 359          | 182            | 566            | 228            | 27,4         | 90,2         | 13,4          | 41,6          |
| 250 000 à 500 000 hab.       | 1 047          | 32             | 53                    | 1 192          | 139            | 494            | 153            | 23,4         | 92,4         | 11,6          | 41,5          |
| 500 000 à 1 000 000 hab.     | 920            | 23             | 39                    | 1 036          | 122            | 391            | 121            | 21,9         | 93,3         | 11,8          | 37,7          |
| Plus de 1 000 000 hab.       | 976            | 66             | 73                    | 1 066          | 125            | 520            | 96             | 20,2         | 96,3         | 11,8          | 48,7          |

Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2020).  
Champ : France y compris Mayotte et Collectivité européenne d'Alsace. Hors métropole de Lyon et Ville de Paris (comptées avec le secteur communal).  
Hors gestion active de la dette.

Ratios financiers des conseils régionaux et des collectivités territoriales uniques (CTU) en 2023

|                                                            | Ratio 1<br>€/h | Ratio 2<br>€/h | Ratio<br>2 bis<br>€/h | Ratio 3<br>€/h | Ratio 4<br>€/h | Ratio 5<br>€/h | Ratio 6<br>€/h | Ratio 7<br>% | Ratio 9<br>% | Ratio 10<br>% | Ratio 11<br>% |
|------------------------------------------------------------|----------------|----------------|-----------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|--------------|--------------|---------------|---------------|
| <b>Régions</b>                                             |                |                |                       |                |                |                |                |              |              |               |               |
| Auvergne-Rhône-Alpes                                       | 286            | 16             | - 6                   | 391            | 47             | 319            | 0              | 16,9         | 80,7         | 12,1          | 81,6          |
| Bourgogne-Franche-Comté                                    | 383            | 26             | 20                    | 472            | 51             | 476            | 0              | 18,7         | 86,7         | 10,7          | 101,0         |
| Bretagne                                                   | 305            | 9              | 1                     | 393            | 53             | 421            | 0              | 18,0         | 84,0         | 13,5          | 107,1         |
| Centre-Val de Loire                                        | 384            | 12             | 0                     | 454            | 49             | 444            | 0              | 15,5         | 92,0         | 10,8          | 97,8          |
| Grand Est                                                  | 354            | 10             | - 2                   | 444            | 47             | 479            | 0              | 17,3         | 87,9         | 10,6          | 107,9         |
| Hauts-de-France                                            | 411            | 10             | 3                     | 460            | 35             | 553            | 0              | 16,2         | 95,8         | 7,6           | 120,3         |
| Île-de-France                                              | 247            | 10             | - 101                 | 328            | 56             | 523            | 0              | 16,4         | 87,0         | 17,1          | 159,5         |
| Normandie                                                  | 374            | 9              | - 1                   | 444            | 68             | 274            | 0              | 18,4         | 88,2         | 15,3          | 61,8          |
| Nouvelle-Aquitaine                                         | 339            | 13             | 4                     | 399            | 52             | 509            | 0              | 19,9         | 92,1         | 13,0          | 127,7         |
| Occitanie                                                  | 337            | 9              | 5                     | 418            | 59             | 575            | 0              | 18,4         | 86,9         | 14,2          | 137,8         |
| Pays de la Loire                                           | 281            | 10             | - 4                   | 354            | 39             | 537            | 0              | 16,8         | 88,4         | 11,1          | 151,7         |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur                                 | 326            | 9              | - 13                  | 408            | 35             | 533            | 0              | 18,2         | 86,5         | 8,5           | 130,7         |
| Ensemble des régions<br>métropolitaines                    | 322            | 12             | - 19                  | 401            | 49             | 478            | 0              | 17,5         | 87,9         | 12,3          | 119,2         |
| <b>Régions d'outre-mer (ROM)</b>                           |                |                |                       |                |                |                |                |              |              |               |               |
| Guadeloupe                                                 | 670            | 6              | 5                     | 896            | 601            | 1 149          | -              | 31,0         | 83,1         | 67,0          | 128,3         |
| La Réunion                                                 | 504            | 11             | 12                    | 712            | 269            | 1 370          | -              | 36,1         | 81,6         | 37,8          | 192,6         |
| <b>Ensemble régions</b>                                    | <b>326</b>     | <b>11</b>      | <b>- 19</b>           | <b>408</b>     | <b>55</b>      | <b>494</b>     | <b>0</b>       | <b>18,0</b>  | <b>87,7</b>  | <b>13,6</b>   | <b>121,0</b>  |
| <b>Collectivités territoriales<br/>uniques et de Corse</b> |                |                |                       |                |                |                |                |              |              |               |               |
| Corse                                                      | 2 976          | 24             | 69                    | 3 527          | 518            | 3 003          | 307            | 23,7         | 88,6         | 14,7          | 85,1          |
| Martinique                                                 | 2 539          | 51             | 105                   | 2 730          | 384            | 2 516          | 395            | 23,5         | 99,6         | 14,1          | 92,2          |
| Guyane                                                     | 1 404          | 7              | 37                    | 1 757          | 460            | 607            | 184            | 43,2         | 82,7         | 26,2          | 34,5          |
| <b>Régions et CTU</b>                                      | <b>356</b>     | <b>12</b>      | <b>- 17</b>           | <b>442</b>     | <b>61</b>      | <b>518</b>     | <b>4</b>       | <b>18,9</b>  | <b>88,0</b>  | <b>13,8</b>   | <b>117,2</b>  |

En 2021, la CVAE régionale est supprimée, compensée par une nouvelle fraction de TVA. Les reversements de fiscalité sont pour certaines régions supérieurs aux contributions directes, d'où certains montants d'impôts locaux négatifs.  
Source : DGCL - Donnée DGFIP, comptes de gestion, budgets principaux - opérations réelles ; INSEE (population totale en 2023 - année de référence 2020).  
Champ : France hors Mayotte.  
Hors gestion active de la dette.

## Les comptes des syndicats <sup>(a)</sup> - Opérations réelles (en milliards d'euros)

| Budgets principaux                                          | Valeurs provisoires |                 |               |                              |               |                |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------|---------------|------------------------------|---------------|----------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021/<br>2020   | 2021          | 2022/<br>2021 <sup>(b)</sup> | 2022          | 2023/<br>2022  | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>9,70</b>         | <b>+ 6,4 %</b>  | <b>10,32</b>  | <b>+ 6,4 %</b>               | <b>10,40</b>  | <b>+ 8,5 %</b> | <b>11,28</b>  |
| Achats et charges externes                                  | 5,02                | + 8,6 %         | 5,45          | + 7,7 %                      | 5,34          | + 7,0 %        | 5,72          |
| Frais de personnel                                          | 2,57                | + 3,1 %         | 2,65          | + 6,2 %                      | 2,80          | + 5,9 %        | 2,96          |
| Charges financières                                         | 0,40                | - 7,7 %         | 0,37          | - 6,1 %                      | 0,33          | + 10,7 %       | 0,36          |
| Dépenses d'intervention                                     | 0,88                | + 10,0 %        | 0,97          | + 2,1 %                      | 0,99          | + 10,9 %       | 1,10          |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 0,83                | + 5,7 %         | 0,87          | + 9,3 %                      | 0,94          | + 21,4 %       | 1,14          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>12,69</b>        | <b>+ 7,1 %</b>  | <b>13,59</b>  | <b>+ 5,1 %</b>               | <b>13,47</b>  | <b>+ 7,3 %</b> | <b>14,46</b>  |
| Impôts et taxes                                             | 2,01                | + 7,2 %         | 2,15          | + 6,5 %                      | 1,89          | + 15,3 %       | 2,17          |
| - Impôts locaux                                             | 0,18                | + 3,7 %         | 0,19          | + 1,4 %                      | 0,19          | + 2,2 %        | 0,19          |
| - Autres impôts et taxes                                    | 1,83                | + 7,5 %         | 1,97          | + 7,1 %                      | 1,70          | + 16,8 %       | 1,98          |
| Concours de l'État                                          | 0,04                | + 21,8 %        | 0,05          | - 17,8 %                     | 0,04          | + 22,1 %       | 0,05          |
| - Dotations globales de fonctionnement (DGF)                | 0,02                | + 0,3 %         | 0,02          | - 68,0 %                     | 0,01          | + 7,9 %        | 0,01          |
| - Autres dotations                                          | 0,02                | + 16,9 %        | 0,02          | + 19,1 %                     | 0,03          | + 22,5 %       | 0,03          |
| - Péréquations et compensations fiscales                    | 0,00                | + 335,8 %       | 0,01          | + 0,4 %                      | 0,01          | + 32,6 %       | 0,01          |
| Subventions reçues et participations                        | 5,12                | + 5,6 %         | 5,41          | + 4,5 %                      | 5,47          | + 5,0 %        | 5,74          |
| Ventes de biens et services                                 | 4,45                | + 8,4 %         | 4,83          | + 5,8 %                      | 4,90          | + 4,7 %        | 5,13          |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 1,06                | + 8,3 %         | 1,15          | + 3,2 %                      | 1,18          | + 15,1 %       | 1,36          |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>2,99</b>         | <b>+ 9,5 %</b>  | <b>3,28</b>   | <b>+ 0,8 %</b>               | <b>3,07</b>   | <b>+ 3,3 %</b> | <b>3,17</b>   |
| <b>Épargne nette = (3) - (8)</b>                            | <b>1,76</b>         | <b>+ 13,0 %</b> | <b>1,98</b>   | <b>- 1,8 %</b>               | <b>1,78</b>   | <b>+ 6,7 %</b> | <b>1,90</b>   |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>5,24</b>         | <b>+ 13,1 %</b> | <b>5,93</b>   | <b>+ 10,3 %</b>              | <b>6,21</b>   | <b>+ 8,9 %</b> | <b>6,76</b>   |
| Dépenses d'équipement                                       | 4,50                | + 14,4 %        | 5,15          | + 9,0 %                      | 5,28          | + 11,7 %       | 5,90          |
| Subventions d'équipement versées                            | 0,32                | - 11,0 %        | 0,28          | + 7,1 %                      | 0,30          | + 4,8 %        | 0,32          |
| Autres dépenses d'investissement                            | 0,43                | + 16,9 %        | 0,50          | + 24,2 %                     | 0,62          | - 12,5 %       | 0,55          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>2,54</b>         | <b>+ 11,0 %</b> | <b>2,82</b>   | <b>+ 4,4 %</b>               | <b>2,93</b>   | <b>+ 3,6 %</b> | <b>3,03</b>   |
| FCTVA                                                       | 0,22                | + 17,8 %        | 0,26          | - 12,0 %                     | 0,23          | + 10,3 %       | 0,25          |
| Dotations et subventions d'investissement                   | 1,78                | + 11,4 %        | 1,98          | + 7,7 %                      | 2,12          | + 0,7 %        | 2,13          |
| Autres recettes d'investissement                            | 0,55                | + 6,9 %         | 0,58          | + 0,3 %                      | 0,59          | + 11,6 %       | 0,65          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>14,95</b>        | <b>+ 8,7 %</b>  | <b>16,25</b>  | <b>+ 7,8 %</b>               | <b>16,61</b>  | <b>+ 8,6 %</b> | <b>18,05</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>15,23</b>        | <b>+ 7,7 %</b>  | <b>16,41</b>  | <b>+ 4,9 %</b>               | <b>16,40</b>  | <b>+ 6,6 %</b> | <b>17,49</b>  |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>+ 0,29</b>       |                 | <b>+ 0,17</b> |                              | <b>- 0,21</b> |                | <b>- 0,55</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 1,23                | + 4,6 %         | 1,29          | + 4,7 %                      | 1,30          | - 1,4 %        | 1,28          |
| Emprunts (9)                                                | 1,36                | + 21,7 %        | 1,65          | + 8,3 %                      | 1,76          | + 4,4 %        | 1,84          |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | + 0,12              |                 | + 0,36        |                              | + 0,46        |                | + 0,56        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>16,18</b>        | <b>+ 8,4 %</b>  | <b>17,54</b>  | <b>+ 7,6 %</b>               | <b>17,91</b>  | <b>+ 7,9 %</b> | <b>19,32</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>16,59</b>        | <b>+ 8,9 %</b>  | <b>18,07</b>  | <b>+ 5,3 %</b>               | <b>18,16</b>  | <b>+ 6,4 %</b> | <b>19,33</b>  |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | + 0,41              |                 | + 0,53        |                              | + 0,25        |                | + 0,00        |
| <b>Dettes au 31 décembre (12) <sup>(c)</sup></b>            | <b>13,56</b>        | <b>+ 2,5 %</b>  | <b>13,91</b>  | <b>+ 2,5 %</b>               | <b>13,45</b>  | <b>+ 3,9 %</b> | <b>13,98</b>  |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                 |               |                              |               |                |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 23,6 %              | + 0,5 pt        | 24,1 %        | - 1,0 pt                     | 22,8 %        | - 0,9 pt       | 22,0 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 13,8 %              | + 0,8 pt        | 14,6 %        | - 0,9 pt                     | 13,2 %        | - 0,1 pt       | 13,1 %        |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 106,8 %             | - 4,5 pt        | 102,3 %       | - 2,5 pt                     | 99,8 %        | - 3,1 pt       | 96,7 %        |
| Délai de désendettement = (12) / (3)                        | 4,5 ans             | - 0,3 an        | 4,2 ans       | + 0,1 an                     | 4,4 ans       | + 0,0 an       | 4,4 ans       |

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(b) Les évolutions sont calculées en 2022 en neutralisant les effets de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants calculés hors gestion active de la dette.

# 4-10 Les comptes des collectivités locales y compris les syndicats

## Les comptes des collectivités locales y compris syndicats <sup>(a)</sup> - Opérations réelles (en milliards d'euros)

| Budgets principaux                                          | Valeurs provisoires |                 |               |                              |               |                 |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------|---------------|------------------------------|---------------|-----------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021/<br>2020   | 2021          | 2022/<br>2021 <sup>(b)</sup> | 2022          | 2023/<br>2022   | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>184,82</b>       | <b>+ 2,7 %</b>  | <b>189,76</b> | <b>+ 4,6 %</b>               | <b>197,92</b> | <b>+ 6,0 %</b>  | <b>209,74</b> |
| Achats et charges externes                                  | 35,63               | + 6,0 %         | 37,77         | + 8,6 %                      | 40,51         | + 9,2 %         | 44,26         |
| Frais de personnel                                          | 67,18               | + 2,9 %         | 69,11         | + 5,2 %                      | 72,66         | + 4,8 %         | 76,12         |
| Charges financières                                         | 3,70                | - 6,3 %         | 3,46          | - 3,4 %                      | 3,33          | + 27,6 %        | 4,25          |
| Dépenses d'intervention                                     | 71,66               | + 1,2 %         | 72,52         | + 2,6 %                      | 74,41         | + 4,5 %         | 77,74         |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 6,64                | + 3,8 %         | 6,90          | + 1,4 %                      | 7,01          | + 5,3 %         | 7,38          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>218,39</b>       | <b>+ 5,1 %</b>  | <b>229,47</b> | <b>+ 4,7 %</b>               | <b>239,51</b> | <b>+ 3,5 %</b>  | <b>247,98</b> |
| Impôts et taxes                                             | 145,53              | + 4,0 %         | 151,36        | + 4,8 %                      | 158,28        | + 3,1 %         | 163,14        |
| - Impôts locaux                                             | 91,31               | - 35,6 %        | 58,76         | + 3,8 %                      | 60,96         | - 5,8 %         | 57,44         |
| - Autres impôts et taxes                                    | 54,23               | + 70,8 %        | 92,60         | + 5,5 %                      | 97,32         | + 8,6 %         | 105,71        |
| Concours de l'État                                          | 34,98               | + 5,6 %         | 36,94         | + 0,6 %                      | 37,15         | + 1,9 %         | 37,85         |
| - Dotations globales de fonctionnement (DGF)                | 26,63               | + 0,0 %         | 26,63         | - 0,7 %                      | 26,46         | + 1,2 %         | 26,78         |
| - Autres dotations                                          | 1,92                | + 3,2 %         | 1,99          | + 2,4 %                      | 2,03          | + 1,5 %         | 2,06          |
| - Péréquations et compensations fiscales                    | 6,42                | + 29,6 %        | 8,32          | + 4,0 %                      | 8,66          | + 4,1 %         | 9,01          |
| Subventions reçues et participations                        | 17,48               | + 5,0 %         | 18,37         | + 7,4 %                      | 19,51         | + 7,2 %         | 20,91         |
| Ventes de biens et services                                 | 13,02               | + 12,1 %        | 14,60         | + 10,3 %                     | 15,89         | + 6,2 %         | 16,88         |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 7,37                | + 11,4 %        | 8,21          | + 5,6 %                      | 8,67          | + 5,9 %         | 9,19          |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>33,57</b>        | <b>+ 18,3 %</b> | <b>39,71</b>  | <b>+ 5,5 %</b>               | <b>41,59</b>  | <b>- 8,1 %</b>  | <b>38,24</b>  |
| <b>Épargne nette = (3) - (8)</b>                            | <b>18,00</b>        | <b>+ 33,7 %</b> | <b>24,07</b>  | <b>+ 8,2 %</b>               | <b>25,80</b>  | <b>- 13,9 %</b> | <b>22,21</b>  |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>59,80</b>        | <b>+ 6,4 %</b>  | <b>63,64</b>  | <b>+ 7,1 %</b>               | <b>67,86</b>  | <b>+ 6,9 %</b>  | <b>72,57</b>  |
| Dépenses d'équipement                                       | 40,38               | + 9,2 %         | 44,09         | + 9,0 %                      | 47,72         | + 8,5 %         | 51,78         |
| Subventions d'équipement versées                            | 16,16               | + 0,7 %         | 16,27         | + 2,0 %                      | 16,60         | + 4,8 %         | 17,40         |
| Autres dépenses d'investissement                            | 3,26                | + 0,7 %         | 3,28          | + 7,9 %                      | 3,54          | - 4,4 %         | 3,38          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>25,42</b>        | <b>+ 4,8 %</b>  | <b>26,64</b>  | <b>+ 3,9 %</b>               | <b>27,68</b>  | <b>+ 7,4 %</b>  | <b>29,74</b>  |
| FCTVA                                                       | 5,73                | + 3,9 %         | 5,96          | - 4,4 %                      | 5,70          | + 4,7 %         | 5,96          |
| Dotations et subventions d'investissement                   | 14,87               | + 6,1 %         | 15,78         | + 6,1 %                      | 16,72         | + 10,6 %        | 18,49         |
| Autres recettes d'investissement                            | 4,82                | + 1,7 %         | 4,90          | + 7,2 %                      | 5,27          | + 0,4 %         | 5,29          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>244,62</b>       | <b>+ 3,6 %</b>  | <b>253,40</b> | <b>+ 5,2 %</b>               | <b>265,78</b> | <b>+ 6,2 %</b>  | <b>282,31</b> |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>243,81</b>       | <b>+ 5,0 %</b>  | <b>256,11</b> | <b>+ 4,6 %</b>               | <b>267,20</b> | <b>+ 3,9 %</b>  | <b>277,71</b> |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>- 0,81</b>       |                 | <b>+ 2,70</b> |                              | <b>+ 1,41</b> |                 | <b>- 4,59</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 15,57               | + 0,5 %         | 15,64         | + 1,3 %                      | 15,79         | + 1,5 %         | 16,03         |
| Emprunts (9)                                                | 19,74               | - 8,9 %         | 17,97         | + 2,0 %                      | 18,35         | - 2,2 %         | 17,95         |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | + 4,16              |                 | + 2,33        |                              | + 2,55        |                 | + 1,92        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>260,19</b>       | <b>+ 3,4 %</b>  | <b>269,05</b> | <b>+ 5,0 %</b>               | <b>281,58</b> | <b>+ 6,0 %</b>  | <b>298,33</b> |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>263,55</b>       | <b>+ 4,0 %</b>  | <b>274,08</b> | <b>+ 4,5 %</b>               | <b>285,54</b> | <b>+ 3,5 %</b>  | <b>295,66</b> |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | + 3,36              |                 | + 5,03        |                              | + 3,97        |                 | - 2,67        |
| <b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(c)</sup></b>             | <b>168,61</b>       | <b>+ 1,8 %</b>  | <b>171,61</b> | <b>+ 1,1 %</b>               | <b>172,82</b> | <b>+ 1,2 %</b>  | <b>174,94</b> |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                 |               |                              |               |                 |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 15,4 %              | + 1,9 pt        | 17,3 %        | + 0,1 pt                     | 17,4 %        | - 1,9 pt        | 15,4 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 8,2 %               | + 2,2 pt        | 10,5 %        | + 0,3 pt                     | 10,8 %        | - 1,8 pt        | 9,0 %         |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 77,2 %              | - 2,4 pt        | 74,8 %        | - 2,6 pt                     | 72,2 %        | - 1,6 pt        | 70,5 %        |
| Délai de désendettement = (12) / (3)                        | 5,0 ans             | - 0,7 an        | 4,3 ans       | - 0,2 an                     | 4,2 ans       | + 0,4 an        | 4,6 ans       |

(a) Types 421 à 424 dans les comptes de gestion, c'est-à-dire y compris les syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), les syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), les pôles métropolitains et les PETR, mais hors EPT (assimilés à des EPCI à fiscalité propre dans nos statistiques).

(b) Les évolutions sont calculées en 2022 en neutralisant les effets de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux. Montants calculés hors gestion active de la dette.  
Données non consolidées entre les différents niveaux de collectivités, sauf reversements fiscaux.

# Les budgets annexes 4-11

## Ensemble des collectivités locales (y compris syndicats) <sup>(a)</sup> - Opérations réelles (en milliards d'euros)

| Budgets annexes                                             | Valeurs provisoires |                 |               |                |               |                |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------|---------------|----------------|---------------|----------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021/<br>2020   | 2021          | 2022/<br>2021  | 2022          | 2023/<br>2022  | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>17,99</b>        | <b>+ 4,4 %</b>  | <b>18,77</b>  | <b>+ 8,9 %</b> | <b>20,44</b>  | <b>+ 8,7 %</b> | <b>22,22</b>  |
| Achats et charges externes                                  | 9,78                | + 6,7 %         | 10,43         | + 12,0 %       | 11,68         | + 9,1 %        | 12,74         |
| Frais de personnel                                          | 4,03                | + 3,4 %         | 4,17          | + 6,7 %        | 4,45          | + 5,9 %        | 4,71          |
| Charges financières                                         | 0,72                | - 8,6 %         | 0,66          | - 3,0 %        | 0,64          | + 26,4 %       | 0,81          |
| Dépenses d'intervention                                     | 1,67                | + 2,8 %         | 1,71          | + 3,8 %        | 1,78          | + 11,8 %       | 1,99          |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 1,79                | + 0,7 %         | 1,80          | + 5,6 %        | 1,90          | + 3,8 %        | 1,97          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>23,05</b>        | <b>+ 6,4 %</b>  | <b>24,52</b>  | <b>+ 7,5 %</b> | <b>26,36</b>  | <b>+ 5,3 %</b> | <b>27,77</b>  |
| Impôts et taxes                                             | 5,17                | + 7,6 %         | 5,56          | + 18,7 %       | 6,60          | + 11,0 %       | 7,33          |
| Concours de l'État                                          | 0,04                | + 13,5 %        | 0,05          | + 14,2 %       | 0,05          | + 4,4 %        | 0,06          |
| Subventions reçues et participations                        | 4,59                | + 2,0 %         | 4,69          | - 2,2 %        | 4,58          | - 1,3 %        | 4,52          |
| Ventes de biens et services                                 | 10,72               | + 8,0 %         | 11,58         | + 7,6 %        | 12,46         | + 2,1 %        | 12,72         |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 2,52                | + 4,9 %         | 2,65          | + 0,7 %        | 2,66          | + 17,9 %       | 3,14          |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>5,06</b>         | <b>+ 13,6 %</b> | <b>5,75</b>   | <b>+ 3,0 %</b> | <b>5,92</b>   | <b>- 6,2 %</b> | <b>5,55</b>   |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>8,12</b>         | <b>+ 9,8 %</b>  | <b>8,92</b>   | <b>+ 6,7 %</b> | <b>9,51</b>   | <b>+ 5,8 %</b> | <b>10,06</b>  |
| Dépenses d'équipement                                       | 7,12                | + 11,5 %        | 7,94          | + 7,3 %        | 8,52          | + 6,1 %        | 9,04          |
| Subventions d'équipement versées                            | 0,32                | + 6,9 %         | 0,34          | + 15,4 %       | 0,40          | + 62,5 %       | 0,64          |
| Autres dépenses d'investissement                            | 0,68                | - 6,5 %         | 0,64          | - 6,4 %        | 0,60          | - 36,1 %       | 0,38          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>3,46</b>         | <b>+ 11,9 %</b> | <b>3,87</b>   | <b>+ 1,8 %</b> | <b>3,94</b>   | <b>- 0,0 %</b> | <b>3,94</b>   |
| FCTVA                                                       | 0,21                | + 28,7 %        | 0,27          | - 8,0 %        | 0,25          | + 3,8 %        | 0,26          |
| Dotations et subventions d'investissement                   | 2,32                | + 12,5 %        | 2,61          | + 4,9 %        | 2,74          | + 12,5 %       | 3,08          |
| Autres recettes d'investissement                            | 0,93                | + 6,6 %         | 0,99          | - 3,8 %        | 0,95          | - 37,2 %       | 0,60          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>26,11</b>        | <b>+ 6,1 %</b>  | <b>27,69</b>  | <b>+ 8,2 %</b> | <b>29,96</b>  | <b>+ 7,8 %</b> | <b>32,28</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>26,50</b>        | <b>+ 7,1 %</b>  | <b>28,39</b>  | <b>+ 6,7 %</b> | <b>30,30</b>  | <b>+ 4,6 %</b> | <b>31,71</b>  |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>+ 0,39</b>       |                 | <b>+ 0,70</b> |                | <b>+ 0,34</b> |                | <b>- 0,57</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 2,70                | + 4,2 %         | 2,81          | + 7,1 %        | 3,01          | + 1,5 %        | 3,06          |
| Emprunts (9)                                                | 3,35                | - 7,1 %         | 3,11          | + 17,5 %       | 3,66          | - 7,8 %        | 3,37          |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | + 0,65              |                 | + 0,30        |                | + 0,64        |                | + 0,31        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>28,81</b>        | <b>+ 5,9 %</b>  | <b>30,50</b>  | <b>+ 8,1 %</b> | <b>32,97</b>  | <b>+ 7,2 %</b> | <b>35,34</b>  |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>29,85</b>        | <b>+ 5,5 %</b>  | <b>31,50</b>  | <b>+ 7,8 %</b> | <b>33,96</b>  | <b>+ 3,3 %</b> | <b>35,08</b>  |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | + 1,04              |                 | + 1,00        |                | + 0,99        |                | - 0,26        |
| <b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(b)</sup></b>             | <b>32,44</b>        | <b>- 0,3 %</b>  | <b>32,34</b>  | <b>+ 3,1 %</b> | <b>33,34</b>  | <b>+ 0,7 %</b> | <b>33,59</b>  |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                 |               |                |               |                |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 22,0 %              | + 1,5 pt        | 23,4 %        | - 1,0 pt       | 22,5 %        | - 2,5 pt       | 20,0 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 10,2 %              | + 1,7 pt        | 12,0 %        | - 0,9 pt       | 11,0 %        | - 2,0 pt       | 9,0 %         |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 140,8 %             | - 8,9 pt        | 131,9 %       | - 5,4 pt       | 126,5 %       | - 5,5 pt       | 121,0 %       |
| Délai de désendettement = (12) / (3)                        | 6,4 ans             | - 0,8 an        | 5,6 ans       | + 0,0 an       | 5,6 ans       | + 0,4 an       | 6,0 ans       |

(a) Non compris les établissements publics locaux.

(b) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets annexes, y compris les EPSM (M22). Montants calculés hors gestion active de la dette, non consolidés entre les différents niveaux de collectivités.

# 4-12a Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition

**Consolidation de l'ensemble des collectivités (y compris syndicats) <sup>(a)</sup> - Opérations réelles**  
(en milliards d'euros)

| Comptes et niveaux consolidés                               | Valeurs provisoires |                 |               |                              |               |                |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------|---------------|------------------------------|---------------|----------------|---------------|
|                                                             | 2020                | 2021/<br>2020   | 2021          | 2022/<br>2021 <sup>(b)</sup> | 2022          | 2023/<br>2022  | 2023          |
| <b>DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT (1)</b>                       | <b>195,45</b>       | <b>+ 2,9 %</b>  | <b>201,09</b> | <b>+ 5,0 %</b>               | <b>210,68</b> | <b>+ 6,3 %</b> | <b>224,00</b> |
| Achats et charges externes                                  | 44,63               | + 6,2 %         | 47,39         | + 9,4 %                      | 51,32         | + 9,2 %        | 56,03         |
| Frais de personnel                                          | 69,39               | + 2,8 %         | 71,34         | + 5,3 %                      | 75,10         | + 4,8 %        | 78,70         |
| Charges financières                                         | 4,40                | - 6,7 %         | 4,11          | - 3,3 %                      | 3,96          | + 27,5 %       | 5,04          |
| Dépenses d'intervention                                     | 69,82               | + 1,3 %         | 70,71         | + 2,6 %                      | 72,65         | + 4,6 %        | 75,99         |
| Autres dépenses de fonctionnement                           | 7,21                | + 4,5 %         | 7,54          | + 1,6 %                      | 7,66          | + 7,5 %        | 8,23          |
| <b>RECETTES DE FONCTIONNEMENT (2)</b>                       | <b>234,09</b>       | <b>+ 5,3 %</b>  | <b>246,57</b> | <b>+ 5,0 %</b>               | <b>258,22</b> | <b>+ 3,7 %</b> | <b>267,82</b> |
| Impôts et taxes                                             | 150,70              | + 4,1 %         | 156,92        | + 5,3 %                      | 164,88        | + 3,4 %        | 170,48        |
| Concours de l'État                                          | 35,02               | + 5,6 %         | 36,99         | + 0,6 %                      | 37,21         | + 1,9 %        | 37,91         |
| Subventions reçues et participations                        | 18,57               | + 5,2 %         | 19,54         | + 5,8 %                      | 20,58         | + 5,6 %        | 21,73         |
| Ventes de biens et services                                 | 21,14               | + 10,9 %        | 23,44         | + 9,5 %                      | 25,47         | + 4,1 %        | 26,51         |
| Autres recettes de fonctionnement                           | 8,66                | + 11,8 %        | 9,68          | + 3,9 %                      | 10,08         | + 11,2 %       | 11,20         |
| <b>Épargne brute (3) = (2) - (1)</b>                        | <b>38,64</b>        | <b>+ 17,7 %</b> | <b>45,47</b>  | <b>+ 5,0 %</b>               | <b>47,54</b>  | <b>- 7,8 %</b> | <b>43,82</b>  |
| <b>DÉPENSES D'INVESTISSEMENT hors remboursements (4)</b>    | <b>63,14</b>        | <b>+ 6,9 %</b>  | <b>67,49</b>  | <b>+ 7,5 %</b>               | <b>72,23</b>  | <b>+ 6,9 %</b> | <b>77,25</b>  |
| Dépenses d'équipement                                       | 47,50               | + 9,5 %         | 52,03         | + 8,7 %                      | 56,24         | + 8,1 %        | 60,82         |
| Subventions d'équipement versées                            | 11,80               | - 1,2 %         | 11,65         | + 3,0 %                      | 12,00         | + 6,6 %        | 12,79         |
| Autres dépenses d'investissement                            | 3,84                | - 0,8 %         | 3,81          | + 4,8 %                      | 3,99          | - 8,8 %        | 3,64          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT hors emprunts (5)</b>          | <b>23,99</b>        | <b>+ 5,7 %</b>  | <b>25,35</b>  | <b>+ 4,1 %</b>               | <b>26,39</b>  | <b>+ 6,8 %</b> | <b>28,18</b>  |
| FCTVA                                                       | 5,95                | + 4,8 %         | 6,23          | - 4,5 %                      | 5,95          | + 4,6 %        | 6,22          |
| Dotations et subventions d'équipement                       | 12,50               | + 7,4 %         | 13,42         | + 7,8 %                      | 14,46         | + 12,8 %       | 16,31         |
| Autres recettes d'investissement                            | 5,54                | + 2,7 %         | 5,69          | + 4,9 %                      | 5,98          | - 5,6 %        | 5,65          |
| <b>DÉPENSES TOTALES hors remboursements (6) = (1) + (4)</b> | <b>258,59</b>       | <b>+ 3,9 %</b>  | <b>268,59</b> | <b>+ 5,6 %</b>               | <b>282,91</b> | <b>+ 6,5 %</b> | <b>301,25</b> |
| <b>RECETTES TOTALES hors emprunts (7) = (2) + (5)</b>       | <b>258,08</b>       | <b>+ 5,4 %</b>  | <b>271,91</b> | <b>+ 4,9 %</b>               | <b>284,61</b> | <b>+ 4,0 %</b> | <b>296,00</b> |
| <b>Capacité ou besoin de financement = (7) - (6)</b>        | <b>- 0,51</b>       |                 | <b>+ 3,33</b> |                              | <b>+ 1,70</b> |                | <b>- 5,25</b> |
| Remboursements de dette (8)                                 | 18,07               | + 1,1 %         | 18,26         | + 2,0 %                      | 18,58         | + 1,5 %        | 18,85         |
| Emprunts (9)                                                | 22,99               | - 8,8 %         | 20,98         | + 4,1 %                      | 21,86         | - 3,0 %        | 21,20         |
| Flux net de dette = (9) - (8)                               | + 4,92              |                 | + 2,72        |                              | + 3,29        |                | + 2,35        |
| <b>DÉPENSES TOTALES (10) = (6) + (8)</b>                    | <b>276,66</b>       | <b>+ 3,7 %</b>  | <b>286,85</b> | <b>+ 5,4 %</b>               | <b>301,49</b> | <b>+ 6,2 %</b> | <b>320,10</b> |
| <b>RECETTES TOTALES (11) = (7) + (9)</b>                    | <b>281,06</b>       | <b>+ 4,2 %</b>  | <b>292,89</b> | <b>+ 4,8 %</b>               | <b>306,47</b> | <b>+ 3,5 %</b> | <b>317,20</b> |
| Variation du fonds de roulement = (11) - (10)               | + 4,41              |                 | + 6,04        |                              | + 4,99        |                | - 2,90        |
| <b>Dette au 31 décembre (12) <sup>(c)</sup></b>             | <b>201,06</b>       | <b>+ 1,4 %</b>  | <b>203,95</b> | <b>+ 1,4 %</b>               | <b>206,16</b> | <b>+ 1,1 %</b> | <b>208,53</b> |
| <b>Ratios</b>                                               |                     |                 |               |                              |               |                |               |
| Taux d'épargne brute = (3) / (2)                            | 16,5 %              | + 1,9 pt        | 18,4 %        | + 0,0 pt                     | 18,4 %        | - 2,0 pt       | 16,4 %        |
| Taux d'épargne nette = [(3) - (8)] / (2)                    | 8,8 %               | + 2,2 pt        | 11,0 %        | + 0,2 pt                     | 11,2 %        | - 1,9 pt       | 9,3 %         |
| Taux d'endettement = (12) / (2)                             | 85,9 %              | - 3,2 pt        | 82,7 %        | - 2,8 pt                     | 79,8 %        | - 2,0 pt       | 77,9 %        |
| Délai de désendettement = (12) / (3)                        | 5,2 ans             | - 0,7 an        | 4,5 ans       | - 0,2 an                     | 4,3 ans       | + 0,4 an       | 4,8 ans       |

(a) Non compris les établissements publics locaux.

(b) Les évolutions sont calculées en 2022 en neutralisant les effet de la sortie du Sytral (syndicat transport pour le Rhône et l'agglomération lyonnaise) du périmètre des collectivités locales. Le Sytral prend la forme d'un établissement public local.

(c) La dette de l'année N n'est pas exactement égale à la dette de l'année N - 1 augmentée du flux net de dette de l'année N, du fait de certaines différences conceptuelles entre le stock et les flux reportés ici.

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes. Montants consolidés des flux croisés et calculés hors gestion active de la dette.

# Les comptes consolidés des collectivités locales et leur décomposition par région 4-12b

Consolidation de l'ensemble des collectivités (y compris syndicats) <sup>(a)</sup> par région

| 2023                                             | Dépenses de fonctionnement | Recettes de fonctionnement | Épargne brute  | Dépenses d'investissement (hors remboursement de dette) | Recettes d'investissement (hors emprunts) | Dette au 31/12 | Besoin (+) ou capacité (-) de financement (en € / hab. DGF) | Taux d'épargne brute (EB / RF) | Délai de désendettement (Dette / EB) |
|--------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------|----------------|---------------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------|-------------------------------------------------------------|--------------------------------|--------------------------------------|
| Montants en € / habitant                         |                            |                            |                |                                                         |                                           |                | Soldes et ratios comptables                                 |                                |                                      |
| <b>France métropolitaine + DOM</b>               | <b>3 263</b>               | <b>3 901</b>               | <b>638</b>     | <b>1 125</b>                                            | <b>410</b>                                | <b>3 037</b>   | <b>- 76</b>                                                 | <b>16,4 %</b>                  | <b>4,8 ans</b>                       |
| Auvergne-Rhône-Alpes                             | 3 145                      | 3 896                      | 751            | 1 218                                                   | 456                                       | 2 926          | - 11                                                        | 19,3 %                         | 3,9 ans                              |
| Bourgogne-Franche-Comté                          | 3 085                      | 3 731                      | 646            | 1 055                                                   | 400                                       | 2 688          | - 9                                                         | 17,3 %                         | 4,2 ans                              |
| Bretagne                                         | 2 963                      | 3 619                      | 656            | 1 115                                                   | 369                                       | 2 608          | - 91                                                        | 18,1 %                         | 4,0 ans                              |
| Centre-Val de Loire                              | 3 042                      | 3 627                      | 585            | 990                                                     | 390                                       | 2 736          | - 15                                                        | 16,1 %                         | 4,7 ans                              |
| Corse                                            | 5 263                      | 6 246                      | 983            | 2 014                                                   | 901                                       | 4 912          | - 130                                                       | 15,7 %                         | 5,0 ans                              |
| Grand Est                                        | 3 038                      | 3 646                      | 608            | 998                                                     | 376                                       | 2 494          | - 15                                                        | 16,7 %                         | 4,1 ans                              |
| Hauts-de-France                                  | 3 289                      | 3 832                      | 543            | 926                                                     | 375                                       | 2 880          | - 8                                                         | 14,2 %                         | 5,3 ans                              |
| Île-de-France <sup>(b)</sup>                     | 3 218                      | 3 765                      | 547            | 1 058                                                   | 344                                       | 3 400          | - 167                                                       | 14,5 %                         | 6,2 ans                              |
| Normandie                                        | 3 214                      | 3 883                      | 669            | 1 159                                                   | 416                                       | 2 491          | - 74                                                        | 17,2 %                         | 3,7 ans                              |
| Nouvelle-Aquitaine                               | 3 289                      | 3 926                      | 637            | 1 188                                                   | 423                                       | 3 013          | - 127                                                       | 16,2 %                         | 4,7 ans                              |
| Occitanie                                        | 3 467                      | 4 174                      | 707            | 1 306                                                   | 435                                       | 3 526          | - 163                                                       | 16,9 %                         | 5,0 ans                              |
| Pays-de-la-Loire                                 | 2 931                      | 3 581                      | 650            | 1 054                                                   | 348                                       | 2 531          | - 55                                                        | 18,2 %                         | 3,9 ans                              |
| PACA                                             | 3 752                      | 4 473                      | 721            | 1 097                                                   | 371                                       | 3 850          | - 5                                                         | 16,1 %                         | 5,3 ans                              |
| Guadeloupe                                       | 4 764                      | 5 476                      | 712            | 1 547                                                   | 1 153                                     | 2 561          | + 318                                                       | 13,0 %                         | 3,6 ans                              |
| Guyane                                           | 3 036                      | 3 601                      | 565            | 1 702                                                   | 956                                       | 1 084          | - 181                                                       | 15,7 %                         | 1,9 ans                              |
| Martinique                                       | 4 844                      | 5 290                      | 446            | 1 192                                                   | 574                                       | 3 832          | - 171                                                       | 8,4 %                          | 8,6 ans                              |
| La Réunion                                       | 3 950                      | 4 617                      | 666            | 1 827                                                   | 948                                       | 4 148          | - 213                                                       | 14,4 %                         | 6,2 ans                              |
| Mayotte                                          | 2 940                      | 3 344                      | 404            | 1 682                                                   | 975                                       | 780            | - 303                                                       | 12,1 %                         | 1,9 ans                              |
| Taux de croissance <sup>(c)</sup> en 2023 (en %) |                            |                            |                |                                                         |                                           |                | Écart <sup>(c)</sup> 2023 - 2022                            |                                |                                      |
| <b>France métropolitaine + DOM</b>               | <b>+ 6,1 %</b>             | <b>+ 3,5 %</b>             | <b>- 8,0 %</b> | <b>+ 6,7 %</b>                                          | <b>+ 6,5 %</b>                            | <b>+ 0,9 %</b> | <b>- 101</b>                                                | <b>- 2,0 pt</b>                | <b>+ 0,4 an</b>                      |
| Auvergne-Rhône-Alpes                             | + 6,4 %                    | + 3,0 %                    | - 9,1 %        | + 4,9 %                                                 | - 1,4 %                                   | - 1,1 %        | - 139                                                       | - 2,6 pt                       | + 0,3 an                             |
| Bourgogne-Franche-Comté                          | + 6,6 %                    | + 4,0 %                    | - 7,2 %        | + 3,9 %                                                 | + 16,0 %                                  | + 0,3 %        | - 34                                                        | - 2,1 pt                       | + 0,3 an                             |
| Bretagne                                         | + 7,4 %                    | + 3,6 %                    | - 10,7 %       | + 3,5 %                                                 | + 6,4 %                                   | + 1,3 %        | - 94                                                        | - 2,9 pt                       | + 0,5 an                             |
| Centre-Val de Loire                              | + 5,4 %                    | + 3,0 %                    | - 7,6 %        | - 3,8 %                                                 | + 2,8 %                                   | + 0,2 %        | + 2                                                         | - 1,8 pt                       | + 0,4 an                             |
| Corse                                            | - 1,5 %                    | + 2,3 %                    | + 28,4 %       | + 10,2 %                                                | + 9,0 %                                   | + 2,8 %        | + 105                                                       | + 3,2 pt                       | - 1,2 an                             |
| Grand Est                                        | + 7,9 %                    | + 5,1 %                    | - 7,1 %        | + 11,0 %                                                | + 9,8 %                                   | - 0,8 %        | - 112                                                       | - 2,2 pt                       | + 0,3 an                             |
| Hauts-de-France                                  | + 6,2 %                    | + 3,3 %                    | - 11,1 %       | + 5,6 %                                                 | + 14,5 %                                  | - 0,2 %        | - 69                                                        | - 2,3 pt                       | + 0,6 an                             |
| Île-de-France <sup>(b)</sup>                     | + 5,8 %                    | + 4,1 %                    | - 4,7 %        | + 2,8 %                                                 | - 1,7 %                                   | + 2,5 %        | - 62                                                        | - 1,3 pt                       | + 0,4 an                             |
| Normandie                                        | + 5,9 %                    | + 3,8 %                    | - 5,5 %        | + 14,3 %                                                | + 15,0 %                                  | + 2,3 %        | - 130                                                       | - 1,7 pt                       | + 0,3 an                             |
| Nouvelle-Aquitaine                               | + 6,7 %                    | + 3,0 %                    | - 12,3 %       | + 6,0 %                                                 | + 6,1 %                                   | + 3,1 %        | - 132                                                       | - 2,8 pt                       | + 0,7 an                             |
| Occitanie                                        | + 4,2 %                    | + 2,0 %                    | - 7,7 %        | + 10,6 %                                                | + 7,7 %                                   | + 3,0 %        | - 153                                                       | - 1,8 pt                       | + 0,5 an                             |
| Pays-de-la-Loire                                 | + 6,5 %                    | + 3,1 %                    | - 9,8 %        | + 5,9 %                                                 | - 0,5 %                                   | - 1,2 %        | - 131                                                       | - 2,6 pt                       | + 0,3 an                             |
| PACA                                             | + 6,0 %                    | + 2,8 %                    | - 11,3 %       | + 1,7 %                                                 | - 5,9 %                                   | - 1,4 %        | - 133                                                       | - 2,6 pt                       | + 0,5 an                             |
| Guadeloupe                                       | + 6,0 %                    | + 6,5 %                    | + 9,9 %        | + 35,3 %                                                | + 111,1 %                                 | - 1,6 %        | + 268                                                       | + 0,4 pt                       | - 0,4 an                             |
| Guyane                                           | + 2,2 %                    | + 6,4 %                    | + 36,8 %       | + 65,0 %                                                | - 4,2 %                                   | + 12,4 %       | - 561                                                       | + 3,5 pt                       | - 0,4 an                             |
| Martinique                                       | + 3,1 %                    | - 0,3 %                    | - 26,5 %       | + 15,9 %                                                | + 10,8 %                                  | + 2,9 %        | - 269                                                       | - 3,0 pt                       | 2,5 ans                              |
| La Réunion                                       | + 7,1 %                    | + 5,2 %                    | - 4,9 %        | + 31,3 %                                                | + 57,5 %                                  | + 1,0 %        | - 123                                                       | - 1,5 pt                       | + 0,4 an                             |
| Mayotte                                          | + 15,0 %                   | + 24,1 %                   | + 192,4 %      | + 55,8 %                                                | + 118,8 %                                 | + 7,2 %        | + 193                                                       | + 7,0 pt                       | - 3,3 ans                            |

(a) Non compris les établissements publics locaux.

(b) La source utilisée n'inclut pas Île-de-France mobilité.

(c) Évolutions des montants par habitant, donc compte tenu de la croissance de la population totale (municipale et comptée à part).

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux et annexes, consolidés des flux croisés. Insee, recensement de la population.

# 4-13a Ventilation fonctionnelle des dépenses des communes

## Communes de 3 500 habitants ou plus

(en millions d'euros)

| 2023                                                 | Fonctionnement<br>(hors charges fi.) | Investissement<br>(hors remb.) | Total         | en € /<br>habitant <sup>(a)</sup> | Part dans<br>le budget | Évolution       |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|---------------|-----------------------------------|------------------------|-----------------|
| <b>Services généraux</b>                             | <b>19 853</b>                        | <b>3 703</b>                   | <b>23 557</b> | <b>497</b>                        | <b>29,0 %</b>          | <b>+ 4,7 %</b>  |
| Opérations non ventilables                           | 873                                  | 645                            | 1 518         | 32                                | 1,9 %                  | + 4,6 %         |
| Administration générale                              | 18 343                               | 2 988                          | 21 331        | 450                               | 26,2 %                 | + 4,7 %         |
| Conseils, assemblée locale                           | 605                                  | 69                             | 673           | 14                                | 0,8 %                  | + 5,0 %         |
| Coopération décentralisée et actions internationales | 33                                   | 2                              | 35            | 1                                 | 0,0 %                  | + 54,6 %        |
| <b>Sécurité et salubrité publiques</b>               | <b>3 109</b>                         | <b>409</b>                     | <b>3 518</b>  | <b>74</b>                         | <b>4,3 %</b>           | <b>+ 7,0 %</b>  |
| Services communs (sécurité)                          | 184                                  | 50                             | 234           | 5                                 | 0,3 %                  | - 4,1 %         |
| Police, sécurité, justice                            | 1 820                                | 249                            | 2 070         | 44                                | 2,5 %                  | + 10,3 %        |
| Incendie et secours                                  | 748                                  | 55                             | 803           | 17                                | 1,0 %                  | + 3,4 %         |
| Hygiène et salubrité publique                        | 119                                  | 18                             | 137           | 3                                 | 0,2 %                  | + 6,7 %         |
| Autres interventions de protection civile            | 237                                  | 38                             | 274           | 6                                 | 0,3 %                  | + 4,3 %         |
| <b>Enseignement, formation et apprentissage</b>      | <b>10 273</b>                        | <b>2 920</b>                   | <b>13 193</b> | <b>278</b>                        | <b>16,2 %</b>          | <b>+ 7,5 %</b>  |
| Services communs (enseignement)                      | 1 437                                | 264                            | 1 701         | 36                                | 2,1 %                  | + 1,9 %         |
| Enseignement du premier degré                        | 5 290                                | 2 375                          | 7 664         | 162                               | 9,4 %                  | + 7,9 %         |
| Enseignement du second degré                         | 91                                   | 23                             | 114           | 2                                 | 0,1 %                  | + 7,4 %         |
| Enseignement supérieur, professionnel et continu     | 125                                  | 21                             | 146           | 3                                 | 0,2 %                  | - 9,0 %         |
| Hébergement et restauration scolaires                | 2 832                                | 219                            | 3 051         | 64                                | 3,7 %                  | + 9,9 %         |
| Autres services annexes de l'enseignement            | 499                                  | 18                             | 517           | 11                                | 0,6 %                  | + 12,6 %        |
| <b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>       | <b>11 048</b>                        | <b>3 921</b>                   | <b>14 969</b> | <b>316</b>                        | <b>18,4 %</b>          | <b>+ 7,7 %</b>  |
| Services communs et vie sociale                      | 1 367                                | 169                            | 1 536         | 32                                | 1,9 %                  | + 6,8 %         |
| Culture                                              | 4 433                                | 1 243                          | 5 677         | 120                               | 7,0 %                  | + 1,8 %         |
| dont : – expression et action culturelles            | 2 832                                | 551                            | 3 383         | 71                                | 4,2 %                  | - 0,9 %         |
| – conservation et diffusion du patrimoine            | 1 601                                | 692                            | 2 294         | 48                                | 2,8 %                  | + 6,1 %         |
| Sports                                               | 2 347                                | 2 270                          | 4 617         | 97                                | 5,7 %                  | + 17,2 %        |
| Jeunesse et loisirs                                  | 2 901                                | 239                            | 3 139         | 66                                | 3,9 %                  | + 6,4 %         |
| <b>Santé, action sociale</b>                         | <b>8 361</b>                         | <b>599</b>                     | <b>8 960</b>  | <b>189</b>                        | <b>11,0 %</b>          | <b>+ 4,3 %</b>  |
| Services communs (y compris APA et RSA)              | 609                                  | 10                             | 619           | 13                                | 0,8 %                  | + 3,3 %         |
| Santé                                                | 481                                  | 90                             | 571           | 12                                | 0,7 %                  | + 13,9 %        |
| Action sociale (hors APA et RSA)                     | 7 272                                | 499                            | 7 770         | 164                               | 9,5 %                  | + 3,7 %         |
| dont : – services communs action sociale             | 1 810                                | 70                             | 1 880         | 40                                | 2,3 %                  | + 5,8 %         |
| – famille et enfance                                 | 3 977                                | 309                            | 4 286         | 90                                | 5,3 %                  | + 2,3 %         |
| – personnes âgées                                    | 342                                  | 44                             | 386           | 8                                 | 0,5 %                  | + 2,7 %         |
| – personnes handicapées                              | 299                                  | 33                             | 332           | 7                                 | 0,4 %                  | + 6,8 %         |
| – autres interventions sociales                      | 843                                  | 43                             | 886           | 19                                | 1,1 %                  | + 5,9 %         |
| <b>Aménagement des territoires et habitat</b>        | <b>4 355</b>                         | <b>3 271</b>                   | <b>7 625</b>  | <b>161</b>                        | <b>9,4 %</b>           | <b>+ 21,7 %</b> |
| Services communs et sécurité                         | 114                                  | 30                             | 145           | 3                                 | 0,2 %                  | + 95,0 %        |
| Aménagement des territoires                          | 4 008                                | 2 729                          | 6 737         | 142                               | 8,3 %                  | + 25,2 %        |
| dont : – espaces verts urbains                       | 2 055                                | 572                            | 2 626         | 55                                | 3,2 %                  | + 5,9 %         |
| – éclairage public                                   | 623                                  | 474                            | 1 097         | 23                                | 1,3 %                  | + 11,5 %        |
| – autres aménagements urbains et ruraux              | 1 330                                | 1 684                          | 3 014         | 64                                | 3,7 %                  | + 57,4 %        |
| Habitat                                              | 232                                  | 511                            | 743           | 16                                | 0,9 %                  | - 8,7 %         |
| <b>Environnement</b>                                 | <b>2 079</b>                         | <b>459</b>                     | <b>2 537</b>  | <b>54</b>                         | <b>3,1 %</b>           | <b>- 6,4 %</b>  |
| Services communs et actions transversales            | 325                                  | 171                            | 496           | 10                                | 0,6 %                  | - 11,7 %        |
| Collecte et traitement des déchets                   | 643                                  | 29                             | 672           | 14                                | 0,8 %                  | + 7,8 %         |
| Propreté urbaine                                     | 889                                  | 64                             | 953           | 20                                | 1,2 %                  | + 6,9 %         |
| Actions en matière de gestion des eaux               | 89                                   | 74                             | 163           | 3                                 | 0,2 %                  | + 6,5 %         |
| Autres actions environnementales                     | 133                                  | 120                            | 253           | 5                                 | 0,3 %                  | - 47,3 %        |
| <b>Transports, routes et voiries</b>                 | <b>2 418</b>                         | <b>3 681</b>                   | <b>6 099</b>  | <b>129</b>                        | <b>7,5 %</b>           | <b>- 6,9 %</b>  |
| Services communs                                     | 341                                  | 200                            | 541           | 11                                | 0,7 %                  | - 39,6 %        |
| Transports scolaires                                 | 64                                   | 1                              | 64            | 1                                 | 0,1 %                  | + 9,5 %         |
| Transports publics (hors scolaire)                   | 587                                  | 186                            | 773           | 16                                | 1,0 %                  | + 11,5 %        |
| Routes et voiries                                    | 1 300                                | 2 478                          | 3 778         | 80                                | 4,6 %                  | + 6,3 %         |
| Infrastructures                                      | 126                                  | 816                            | 942           | 20                                | 1,2 %                  | - 30,2 %        |
| <b>Action économique</b>                             | <b>594</b>                           | <b>315</b>                     | <b>910</b>    | <b>19</b>                         | <b>1,1 %</b>           | <b>+ 6,4 %</b>  |
| Services communs (y compris R & D)                   | 261                                  | 114                            | 375           | 8                                 | 0,5 %                  | + 9,5 %         |
| Foires et marchés                                    | 69                                   | 41                             | 110           | 2                                 | 0,1 %                  | - 24,0 %        |
| Agriculture, pêche et agro-alimentaire               | 15                                   | 17                             | 31            | 1                                 | 0,0 %                  | + 1,3 %         |
| Industrie, commerce et artisanat                     | 96                                   | 90                             | 186           | 4                                 | 0,2 %                  | + 40,9 %        |
| Développement touristique                            | 154                                  | 54                             | 207           | 4                                 | 0,3 %                  | + 1,0 %         |
| <b>TOTAL (communes ≥ 3 500 h.)</b>                   | <b>62 091</b>                        | <b>19 278</b>                  | <b>81 369</b> | <b>1 716</b>                      | <b>100,0 %</b>         | <b>+ 5,7 %</b>  |
| Charges financières (communes ≥ 3500 h.)             | 1 269                                |                                |               | 27                                |                        | + 19,9 %        |
| Communes hors champ (< 3500 habitants)               | 16 100                               | 7 970                          | 24 070        | 1 134                             |                        | + 6,4 %         |

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1<sup>er</sup> janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des communes.

Champ : communes de 3 500 habitants ou plus. La Ville de Paris est considérée comme une commune.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles.

# Ventilation fonctionnelle des dépenses des groupements de communes à FP 4-13b

**GFP ayant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus**  
(en millions d'euros)

| 2023                                                 | Fonctionnement<br>(hors charges fi.) | Investissement<br>(hors remb.) | Total         | en € /<br>habitant <sup>(a)</sup> | Part dans<br>le budget | Évolution       |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|---------------|-----------------------------------|------------------------|-----------------|
| <b>Services généraux</b>                             | <b>7 647</b>                         | <b>1 782</b>                   | <b>9 429</b>  | <b>147</b>                        | <b>23,3 %</b>          | <b>+ 4,6 %</b>  |
| Opérations non ventilables                           | 614                                  | 463                            | 1 077         | 17                                | 2,7 %                  | - 17,5 %        |
| Administration générale                              | 6 760                                | 1 305                          | 8 065         | 126                               | 19,9 %                 | + 8,3 %         |
| Conseils, assemblée locale                           | 234                                  | 1                              | 234           | 4                                 | 0,6 %                  | + 6,4 %         |
| Coopération décentralisée et actions internationales | 39                                   | 14                             | 53            | 1                                 | 0,1 %                  | + 24,5 %        |
| <b>Sécurité et salubrité publiques</b>               | <b>1 448</b>                         | <b>74</b>                      | <b>1 522</b>  | <b>24</b>                         | <b>3,8 %</b>           | <b>+ 5,7 %</b>  |
| Services communs (sécurité)                          | 29                                   | 17                             | 46            | 1                                 | 0,1 %                  | - 2,8 %         |
| Police, sécurité, justice                            | 59                                   | 11                             | 70            | 1                                 | 0,2 %                  | + 23,1 %        |
| Incendie et secours                                  | 1 319                                | 31                             | 1 350         | 21                                | 3,3 %                  | + 5,4 %         |
| Hygiène et salubrité publique                        | 16                                   | 5                              | 21            | 0                                 | 0,1 %                  | + 3,4 %         |
| Autres interventions de protection civile            | 25                                   | 9                              | 34            | 1                                 | 0,1 %                  | + 1,8 %         |
| <b>Enseignement, formation et apprentissage</b>      | <b>718</b>                           | <b>376</b>                     | <b>1 094</b>  | <b>17</b>                         | <b>2,7 %</b>           | <b>+ 4,7 %</b>  |
| Services communs (enseignement)                      | 65                                   | 7                              | 72            | 1                                 | 0,2 %                  | + 18,6 %        |
| Enseignement du premier degré                        | 187                                  | 127                            | 314           | 5                                 | 0,8 %                  | + 5,6 %         |
| Enseignement du second degré                         | 78                                   | 44                             | 122           | 2                                 | 0,3 %                  | - 12,8 %        |
| Enseignement supérieur, professionnel et continu     | 117                                  | 170                            | 287           | 4                                 | 0,7 %                  | + 5,8 %         |
| Hébergement et restauration scolaires                | 223                                  | 19                             | 242           | 4                                 | 0,6 %                  | + 10,0 %        |
| Autres services annexes de l'enseignement            | 48                                   | 8                              | 57            | 1                                 | 0,1 %                  | + 1,9 %         |
| <b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>       | <b>3 889</b>                         | <b>1 355</b>                   | <b>5 244</b>  | <b>82</b>                         | <b>12,9 %</b>          | <b>+ 9,2 %</b>  |
| Services communs et vie sociale                      | 266                                  | 22                             | 288           | 5                                 | 0,7 %                  | + 12,2 %        |
| Culture                                              | 1 780                                | 430                            | 2 209         | 35                                | 5,5 %                  | + 8,7 %         |
| dont : – expression et action culturelles            | 1 145                                | 243                            | 1 389         | 22                                | 3,4 %                  | + 7,2 %         |
| – conservation et diffusion du patrimoine            | 634                                  | 186                            | 821           | 13                                | 2,0 %                  | + 11,5 %        |
| Sports                                               | 1 325                                | 852                            | 2 178         | 34                                | 5,4 %                  | + 9,1 %         |
| Jeunesse et loisirs                                  | 518                                  | 51                             | 569           | 9                                 | 1,4 %                  | + 9,4 %         |
| <b>Santé, action sociale</b>                         | <b>2 591</b>                         | <b>233</b>                     | <b>2 824</b>  | <b>44</b>                         | <b>7,0 %</b>           | <b>+ 5,0 %</b>  |
| Services communs (y compris APA et RSA)              | 432                                  | 12                             | 444           | 7                                 | 1,1 %                  | + 6,3 %         |
| Santé                                                | 95                                   | 43                             | 138           | 2                                 | 0,3 %                  | + 2,2 %         |
| Action sociale (hors APA et RSA)                     | 2 064                                | 178                            | 2 242         | 35                                | 5,5 %                  | + 4,9 %         |
| dont : – services communs action sociale             | 247                                  | 12                             | 259           | 4                                 | 0,6 %                  | + 2,7 %         |
| – famille et enfance                                 | 1 179                                | 105                            | 1 283         | 20                                | 3,2 %                  | + 9,0 %         |
| – personnes âgées                                    | 147                                  | 11                             | 158           | 2                                 | 0,4 %                  | + 9,8 %         |
| – personnes handicapées                              | 257                                  | 7                              | 264           | 4                                 | 0,7 %                  | + 2,6 %         |
| – autres interventions sociales                      | 234                                  | 44                             | 278           | 4                                 | 0,7 %                  | - 9,6 %         |
| <b>Aménagement des territoires et habitat</b>        | <b>1 622</b>                         | <b>2 352</b>                   | <b>3 974</b>  | <b>62</b>                         | <b>9,8 %</b>           | <b>+ 24,4 %</b> |
| Services communs et sécurité                         | 160                                  | 91                             | 251           | 4                                 | 0,6 %                  | + 63,9 %        |
| Aménagement des territoires                          | 1 201                                | 1 508                          | 2 708         | 42                                | 6,7 %                  | + 33,0 %        |
| dont : – espaces verts urbains                       | 276                                  | 71                             | 347           | 5                                 | 0,9 %                  | + 8,1 %         |
| – éclairage public                                   | 222                                  | 197                            | 419           | 7                                 | 1,0 %                  | + 10,8 %        |
| – autres aménagements urbains et ruraux              | 703                                  | 1 239                          | 1 942         | 30                                | 4,8 %                  | + 45,3 %        |
| Habitat                                              | 262                                  | 753                            | 1 015         | 16                                | 2,5 %                  | + 0,8 %         |
| <b>Environnement</b>                                 | <b>6 181</b>                         | <b>1 227</b>                   | <b>7 407</b>  | <b>116</b>                        | <b>18,3 %</b>          | <b>+ 8,0 %</b>  |
| Services communs et actions transversales            | 280                                  | 95                             | 375           | 6                                 | 0,9 %                  | - 2,3 %         |
| Collecte et traitement des déchets                   | 4 412                                | 395                            | 4 806         | 75                                | 11,9 %                 | + 5,5 %         |
| Propreté urbaine                                     | 571                                  | 31                             | 602           | 9                                 | 1,5 %                  | + 15,7 %        |
| Actions en matière de gestion des eaux               | 682                                  | 450                            | 1 131         | 18                                | 2,8 %                  | + 18,0 %        |
| Autres actions environnementales                     | 236                                  | 257                            | 493           | 8                                 | 1,2 %                  | + 11,5 %        |
| <b>Transports, routes et voiries</b>                 | <b>3 178</b>                         | <b>3 248</b>                   | <b>6 426</b>  | <b>100</b>                        | <b>15,9 %</b>          | <b>+ 6,1 %</b>  |
| Services communs                                     | 302                                  | 111                            | 413           | 6                                 | 1,0 %                  | - 18,7 %        |
| Transports scolaires                                 | 219                                  | 1                              | 221           | 3                                 | 0,5 %                  | + 31,4 %        |
| Transports publics (hors scolaire)                   | 1 508                                | 375                            | 1 883         | 29                                | 4,6 %                  | + 11,5 %        |
| Routes et voiries                                    | 1 017                                | 2 322                          | 3 339         | 52                                | 8,2 %                  | + 10,9 %        |
| Infrastructures de transport                         | 132                                  | 439                            | 571           | 9                                 | 1,4 %                  | - 16,4 %        |
| <b>Action économique</b>                             | <b>1 494</b>                         | <b>1 090</b>                   | <b>2 583</b>  | <b>40</b>                         | <b>6,4 %</b>           | <b>+ 0,6 %</b>  |
| Services communs (y compris R & D)                   | 925                                  | 866                            | 1 791         | 28                                | 4,4 %                  | - 1,3 %         |
| Foires et marchés                                    | 53                                   | 32                             | 85            | 1                                 | 0,2 %                  | + 59,1 %        |
| Agriculture, pêche et agro-alimentaire               | 32                                   | 23                             | 56            | 1                                 | 0,1 %                  | + 30,0 %        |
| Industrie, commerce et artisanat                     | 34                                   | 42                             | 76            | 1                                 | 0,2 %                  | - 21,2 %        |
| Développement touristique                            | 450                                  | 126                            | 576           | 9                                 | 1,4 %                  | + 2,7 %         |
| <b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>             |                                      |                                |               |                                   |                        |                 |
| <b>TOTAL (GFP dans le champ)</b>                     | <b>28 768</b>                        | <b>11 735</b>                  | <b>40 503</b> | <b>633</b>                        | <b>100,0 %</b>         | <b>+ 7,5 %</b>  |
| Charges financières (GFP dans le champ)              | 687                                  |                                |               | 11                                |                        | + 36,2 %        |
| GFP hors champ                                       | 1 827                                | 568                            | 2 395         | 512                               |                        | + 5,6 %         |

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1<sup>er</sup> janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des GFP (donc hors communes isolées).  
Champ : GFP ayant au moins une commune de 3 500 habitants ou plus. La métropole de Lyon est considérée comme un GFP.  
Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux - opérations réelles.

# 4-13C Ventilation fonctionnelle des dépenses des départements

## Départements

(en millions d'euros)

| 2023                                                 | Fonctionnement<br>(hors charges fi.) | Investissement<br>(hors remb.) | Total         | en € /<br>habitant <sup>(a)</sup> | Part dans<br>le budget | Évolution      |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|---------------|-----------------------------------|------------------------|----------------|
| <b>Services généraux</b>                             | <b>5 843</b>                         | <b>1 394</b>                   | <b>7 238</b>  | <b>113</b>                        | <b>9,6 %</b>           | <b>+ 8,9 %</b> |
| Opérations non ventilables                           | 252                                  | 249                            | 501           | 8                                 | 0,7 %                  | + 9,5 %        |
| Administration générale                              | 5 265                                | 1 142                          | 6 408         | 100                               | 8,5 %                  | + 8,9 %        |
| Conseils, assemblée locale                           | 214                                  | 0                              | 215           | 3                                 | 0,3 %                  | + 2,9 %        |
| Coopération décentralisée et actions internationales | 112                                  | 3                              | 115           | 2                                 | 0,2 %                  | + 17,7 %       |
| <b>Sécurité et salubrité publiques</b>               | <b>2 963</b>                         | <b>266</b>                     | <b>3 228</b>  | <b>50</b>                         | <b>4,3 %</b>           | <b>+ 6,0 %</b> |
| Incendie et secours                                  | 2 879                                | 238                            | 3 117         | 49                                | 4,1 %                  | + 4,7 %        |
| Autres sécurité et salubrité                         | 83                                   | 28                             | 111           | 2                                 | 0,1 %                  | + 60,8 %       |
| <b>Enseignement, formation et apprentissage</b>      | <b>3 943</b>                         | <b>2 691</b>                   | <b>6 634</b>  | <b>104</b>                        | <b>8,8 %</b>           | <b>+ 6,7 %</b> |
| Services communs                                     | 604                                  | 5                              | 609           | 10                                | 0,8 %                  | - 6,5 %        |
| Enseignement du premier degré                        | 3                                    | 77                             | 80            | 1                                 | 0,1 %                  | + 1,7 %        |
| Enseignement du second degré                         | 3 135                                | 2 516                          | 5 651         | 88                                | 7,5 %                  | + 8,0 %        |
| Enseignement supérieur, professionnel et continu     | 93                                   | 70                             | 163           | 3                                 | 0,2 %                  | + 12,7 %       |
| Autres services annexes de l'enseignement            | 109                                  | 23                             | 132           | 2                                 | 0,2 %                  | + 17,3 %       |
| <b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>       | <b>1 484</b>                         | <b>770</b>                     | <b>2 254</b>  | <b>35</b>                         | <b>3,0 %</b>           | <b>+ 9,6 %</b> |
| Services communs et vie sociale                      | 346                                  | 21                             | 367           | 6                                 | 0,5 %                  | + 6,6 %        |
| Culture                                              | 735                                  | 380                            | 1 116         | 17                                | 1,5 %                  | + 6,8 %        |
| Sports                                               | 315                                  | 345                            | 660           | 10                                | 0,9 %                  | + 18,7 %       |
| Jeunesse et loisirs                                  | 87                                   | 24                             | 111           | 2                                 | 0,1 %                  | + 0,2 %        |
| <b>Santé, action sociale</b>                         | <b>43 899</b>                        | <b>540</b>                     | <b>44 440</b> | <b>694</b>                        | <b>59,2 %</b>          | <b>+ 5,9 %</b> |
| Santé (y compris PMI et planification familiale)     | 965                                  | 41                             | 1 005         | 16                                | 1,3 %                  | + 12,1 %       |
| Action sociale (hors APA et RSA)                     | 25 800                               | 463                            | 26 263        | 410                               | 35,0 %                 | + 7,8 %        |
| dont : - services communs action sociale             | 2 773                                | 150                            | 2 922         | 46                                | 3,9 %                  | + 6,2 %        |
| - famille et enfance                                 | 10 209                               | 107                            | 10 317        | 161                               | 13,7 %                 | + 10,5 %       |
| - personnes âgées                                    | 2 477                                | 136                            | 2 612         | 41                                | 3,5 %                  | + 4,9 %        |
| - personnes handicapées                              | 9 692                                | 48                             | 9 740         | 152                               | 13,0 %                 | + 6,1 %        |
| - autres interventions sociales                      | 649                                  | 22                             | 672           | 10                                | 0,9 %                  | + 11,6 %       |
| Personnes dépendantes (APA)                          | 6 789                                | 0                              | 6 790         | 106                               | 9,0 %                  | + 5,6 %        |
| dont : - services communs APA                        | 132                                  |                                |               |                                   |                        |                |
| - à domicile                                         | 4 062                                | 0                              | 4 062         | 63                                | 5,4 %                  | + 6,7 %        |
| - versée aux bénéficiaires en établissement          | 212                                  | 0                              | 212           | 3                                 | 0,3 %                  | + 3,8 %        |
| - versée aux établissements                          | 2 384                                |                                |               |                                   |                        |                |
| RSA et RMI                                           | 10 345                               | 37                             | 10 382        | 162                               | 13,8 %                 | + 1,2 %        |
| dont : - RSA-insertion sociale                       | 582                                  | 3                              | 585           | 9                                 | 0,8 %                  | - 0,7 %        |
| - RSA-insertion professionnelle                      | 528                                  | 3                              | 531           | 8                                 | 0,7 %                  | + 3,9 %        |
| - RSA-allocations                                    | 8 902                                | 0                              | 8 902         | 139                               | 11,8 %                 | + 1,3 %        |
| - RSA-autres                                         | 333                                  | 31                             | 364           | 6                                 | 0,5 %                  | - 2,1 %        |
| <b>Aménagement des territoires et habitat</b>        | <b>253</b>                           | <b>1 486</b>                   | <b>1 739</b>  | <b>27</b>                         | <b>2,3 %</b>           | <b>+ 6,1 %</b> |
| Services communs et sécurité                         | 35                                   | 24                             | 59            | 1                                 | 0,1 %                  | + 89,2 %       |
| Aménagement des territoires                          | 127                                  | 1 001                          | 1 129         | 18                                | 1,5 %                  | + 9,1 %        |
| Habitat                                              | 90                                   | 461                            | 551           | 9                                 | 0,7 %                  | - 3,9 %        |
| <b>Environnement</b>                                 | <b>551</b>                           | <b>609</b>                     | <b>1 160</b>  | <b>18</b>                         | <b>1,5 %</b>           | <b>+ 3,7 %</b> |
| Services communs et actions transversales            | 292                                  | 150                            | 442           | 7                                 | 0,6 %                  | + 17,2 %       |
| Actions en matière de déchets et propreté urbaine    | 7                                    | 7                              | 14            | 0                                 | 0,0 %                  | - 11,6 %       |
| Actions en matière de gestion des eaux               | 66                                   | 218                            | 284           | 4                                 | 0,4 %                  | + 13,9 %       |
| Autres actions environnementales                     | 187                                  | 233                            | 420           | 7                                 | 0,6 %                  | - 11,8 %       |
| <b>Transports, routes et voiries</b>                 | <b>3 002</b>                         | <b>4 306</b>                   | <b>7 309</b>  | <b>114</b>                        | <b>9,7 %</b>           | <b>+ 1,6 %</b> |
| Services communs                                     | 379                                  | 23                             | 401           | 6                                 | 0,5 %                  | + 114,3 %      |
| Transports scolaires                                 | 270                                  | 0                              | 270           | 4                                 | 0,4 %                  | + 6,2 %        |
| Transports publics (hors scolaire)                   | 438                                  | 166                            | 604           | 9                                 | 0,8 %                  | - 13,4 %       |
| Routes et voiries                                    | 1 852                                | 3 902                          | 5 754         | 90                                | 7,7 %                  | - 1,4 %        |
| dont : - voirie départementale                       | 1 251                                | 3 482                          | 4 733         | 74                                | 6,3 %                  | + 3,2 %        |
| - autres services                                    | 601                                  | 420                            | 1 021         | 16                                | 1,4 %                  | - 18,2 %       |
| Infrastructures de transport (gares, ports, etc.)    | 63                                   | 216                            | 279           | 4                                 | 0,4 %                  | + 27,6 %       |
| <b>Action économique</b>                             | <b>645</b>                           | <b>481</b>                     | <b>1 127</b>  | <b>18</b>                         | <b>1,5 %</b>           | <b>- 0,9 %</b> |
| Services communs (y compris R & D)                   | 201                                  | 139                            | 340           | 5                                 | 0,5 %                  | - 0,8 %        |
| Agriculture, pêche et agro-alimentaire               | 191                                  | 118                            | 309           | 5                                 | 0,4 %                  | + 0,5 %        |
| Industrie, commerce et artisanat                     | 24                                   | 75                             | 99            | 2                                 | 0,1 %                  | - 10,5 %       |
| Développement touristique                            | 229                                  | 149                            | 378           | 6                                 | 0,5 %                  | + 0,5 %        |
| <b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>             |                                      |                                |               |                                   |                        |                |
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>62 584</b>                        | <b>12 544</b>                  | <b>75 128</b> | <b>1 173</b>                      | <b>100,0 %</b>         | <b>+ 5,6 %</b> |
| Charges financières (fonctionnement)                 | 749                                  |                                | 749           | 12                                |                        | + 30,8 %       |

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1<sup>er</sup> janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des conseils départementaux : hors Paris, Guyane, Martinique, Corse et communes de la métropole de Lyon.

Source : DGCL. Données DGFiP, comptes de gestion ; budgets principaux.

# Ventilation fonctionnelle des dépenses des régions et des CTU 4-13d

## Régions et CTU

(en millions d'euros)

| 2023                                                 | Fonctionnement<br>(hors charges fi.) | Investissement<br>(hors remb.) | Total         | en € /<br>habitant <sup>(a)</sup> | Part dans<br>le budget | Évolution       |
|------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|---------------|-----------------------------------|------------------------|-----------------|
| <b>Services généraux</b>                             | <b>3 170</b>                         | <b>2 601</b>                   | <b>5 771</b>  | <b>84</b>                         | <b>15,5 %</b>          | <b>+ 11,3 %</b> |
| Opérations non ventilables                           | 42                                   | 22                             | 64            | 1                                 | 0,2 %                  | - 39,5 %        |
| Administration générale                              | 2 392                                | 240                            | 2 631         | 38                                | 7,1 %                  | + 6,0 %         |
| Conseils, assemblée locale                           | 143                                  | 0                              | 143           | 2                                 | 0,4 %                  | + 3,0 %         |
| Coopération décentralisée et actions internationales | 593                                  | 2 339                          | 2 932         | 43                                | 7,9 %                  | + 19,4 %        |
| dont : gestion des fonds européens                   | 522                                  | 2 326                          | 2 847         | 42                                | 7,6 %                  | + 19,2 %        |
| <b>Sécurité et salubrité publiques</b>               | <b>93</b>                            | <b>42</b>                      | <b>135</b>    | <b>2</b>                          | <b>0,4 %</b>           | <b>+ 21,7 %</b> |
| <b>Enseignement, formation et apprentissage</b>      | <b>9 004</b>                         | <b>3 548</b>                   | <b>12 552</b> | <b>184</b>                        | <b>33,7 %</b>          | <b>+ 4,5 %</b>  |
| Services communs (enseignement)                      | 54                                   | 19                             | 73            | 1                                 | 0,2 %                  | - 15,2 %        |
| Enseignement du premier degré                        | 1                                    | 13                             | 14            | 0                                 | 0,0 %                  | + 57,4 %        |
| Enseignement du second degré                         | 4 322                                | 2 776                          | 7 097         | 104                               | 19,1 %                 | + 7,4 %         |
| Enseignement supérieur, professionnel et continu     | 4 461                                | 519                            | 4 980         | 73                                | 13,4 %                 | + 0,8 %         |
| dont : – enseignement supérieur                      | 103                                  | 259                            | 362           | 5                                 | 1,0 %                  | + 5,6 %         |
| – formation professionnelle                          | 2 890                                | 17                             | 2 907         | 43                                | 7,8 %                  | - 2,3 %         |
| – apprentissage                                      | 112                                  | 191                            | 303           | 4                                 | 0,8 %                  | + 1,9 %         |
| – formation sanitaire et sociale                     | 1 355                                | 53                             | 1 408         | 21                                | 3,8 %                  | + 6,5 %         |
| Autres services annexes de l'enseignement            | 166                                  | 221                            | 387           | 6                                 | 1,0 %                  | + 3,6 %         |
| <b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>       | <b>799</b>                           | <b>537</b>                     | <b>1 336</b>  | <b>20</b>                         | <b>3,6 %</b>           | <b>+ 5,4 %</b>  |
| Services communs et vie sociale                      | 36                                   | 11                             | 47            | 1                                 | 0,1 %                  | + 53,3 %        |
| Culture                                              | 545                                  | 236                            | 781           | 11                                | 2,1 %                  | - 0,5 %         |
| Sports                                               | 164                                  | 279                            | 443           | 6                                 | 1,2 %                  | + 11,7 %        |
| Jeunesse et loisirs                                  | 55                                   | 9                              | 64            | 1                                 | 0,2 %                  | + 16,9 %        |
| <b>Santé, action sociale</b>                         | <b>920</b>                           | <b>72</b>                      | <b>991</b>    | <b>14</b>                         | <b>2,7 %</b>           | <b>+ 14,7 %</b> |
| Services communs (santé, social)                     | 409                                  |                                |               |                                   |                        |                 |
| Santé                                                | 54                                   | 51                             | 105           | 2                                 | 0,3 %                  | + 17,7 %        |
| Action sociale                                       | 457                                  | 20                             | 477           | 7                                 | 1,3 %                  | + 32,6 %        |
| <b>Aménagement des territoires et habitat</b>        | <b>117</b>                           | <b>1 205</b>                   | <b>1 321</b>  | <b>19</b>                         | <b>3,5 %</b>           | <b>+ 1,5 %</b>  |
| Services communs et sécurité                         | 14                                   | 38                             | 52            | 1                                 | 0,1 %                  | - 23,5 %        |
| Aménagement des territoires                          | 98                                   | 1 040                          | 1 137         | 17                                | 3,1 %                  | + 2,3 %         |
| Habitat                                              | 5                                    | 127                            | 132           | 2                                 | 0,4 %                  | + 8,3 %         |
| <b>Environnement</b>                                 | <b>275</b>                           | <b>432</b>                     | <b>707</b>    | <b>10</b>                         | <b>1,9 %</b>           | <b>+ 6,6 %</b>  |
| Services communs et actions transversales            | 74                                   | 23                             | 97            | 1                                 | 0,3 %                  | + 1,4 %         |
| Actions en matière de déchets et propreté urbaine    | 7                                    | 30                             | 37            | 1                                 | 0,1 %                  | + 3,7 %         |
| Actions en matière de gestion des eaux               | 29                                   | 84                             | 113           | 2                                 | 0,3 %                  | + 13,4 %        |
| Autres actions environnementales                     | 164                                  | 295                            | 459           | 7                                 | 1,2 %                  | + 6,4 %         |
| <b>Transports, routes et voiries</b>                 | <b>8 195</b>                         | <b>3 627</b>                   | <b>11 822</b> | <b>173</b>                        | <b>31,8 %</b>          | <b>+ 2,9 %</b>  |
| Services communs                                     | 40                                   | 84                             | 124           | 2                                 | 0,3 %                  | - 47,4 %        |
| Transports scolaires                                 | 1 547                                | 3                              | 1 550         | 23                                | 4,2 %                  | + 7,2 %         |
| Transports publics (hors scolaire)                   | 6 231                                | 2 217                          | 8 448         | 124                               | 22,7 %                 | + 4,8 %         |
| dont : – transports ferroviaire de voyageurs         | 3 761                                | 2 000                          | 5 761         | 84                                | 15,5 %                 | + 4,2 %         |
| – autres transports de voyageurs                     | 2 448                                | 161                            | 2 609         | 38                                | 7,0 %                  | + 6,7 %         |
| – transports de marchandises                         | 22                                   | 56                             | 79            | 1                                 | 0,2 %                  | - 8,4 %         |
| Routes et voiries                                    | 74                                   | 594                            | 669           | 10                                | 1,8 %                  | + 2,2 %         |
| dont : – voirie nationale                            | 0                                    | 150                            | 150           | 2                                 | 0,4 %                  | - 20,8 %        |
| – voirie régionale                                   | 62                                   | 301                            | 363           | 5                                 | 1,0 %                  | + 17,8 %        |
| Infrastructures de transport                         | 302                                  | 729                            | 1 031         | 15                                | 2,8 %                  | - 6,3 %         |
| dont : – gares et infrastructures ferroviaires       | 18                                   | 504                            | 523           | 8                                 | 1,4 %                  | + 12,6 %        |
| – infrastructures portuaires et aéroportuaires       | 53                                   | 216                            | 270           | 4                                 | 0,7 %                  | - 33,2 %        |
| – liaisons multimodales                              | 231                                  | 8                              | 239           | 3                                 | 0,6 %                  | + 2,9 %         |
| <b>Action économique</b>                             | <b>948</b>                           | <b>1 649</b>                   | <b>2 597</b>  | <b>38</b>                         | <b>7,0 %</b>           | <b>- 5,1 %</b>  |
| Services communs (y compris R & D)                   | 445                                  | 688                            | 1 132         | 17                                | 3,0 %                  | + 1,1 %         |
| dont : R & D                                         | 177                                  | 352                            | 529           | 8                                 | 1,4 %                  | - 3,1 %         |
| Agriculture, pêche et agro-alimentaire               | 160                                  | 366                            | 526           | 8                                 | 1,4 %                  | - 1,4 %         |
| Industrie, commerce et artisanat                     | 208                                  | 459                            | 667           | 10                                | 1,8 %                  | - 16,9 %        |
| Développement touristique                            | 135                                  | 136                            | 271           | 4                                 | 0,7 %                  | - 3,2 %         |
| <b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>             |                                      |                                |               |                                   |                        |                 |
| <b>TOTAL</b>                                         | <b>23 521</b>                        | <b>13 712</b>                  | <b>37 233</b> | <b>544</b>                        | <b>100,0 %</b>         | <b>+ 4,1 %</b>  |
| Charges financières (fonctionnement)                 | 857                                  |                                | 857           | 13                                |                        | + 52,9 %        |

(a) Population totale au sens de l'Insee (= municipale + comptée à part), au 1<sup>er</sup> janvier, résidant dans le champ retenu pour les dépenses des conseils régionaux et des collectivités territoriales uniques, donc hors Mayotte.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

# 4-13e Ventilation fonctionnelle des dépenses des CT et de leurs groupements à FP

## Collectivités territoriales et leurs groupements à fiscalité propre

(en millions d'euros)

| 2023                                                  | Fonctionnement<br>(hors charges fi.) | Investissement (hors remb.) | Total          | Part dans le budget | Évolution       |
|-------------------------------------------------------|--------------------------------------|-----------------------------|----------------|---------------------|-----------------|
| <b>Services généraux</b>                              | <b>36 514</b>                        | <b>9 481</b>                | <b>45 994</b>  | <b>19,6 %</b>       | <b>+ 6,1 %</b>  |
| Opérations non ventilables                            | 1 781                                | 1 378                       | 3 160          | 1,3 %               | - 4,8 %         |
| Administration générale                               | 32 760                               | 5 675                       | 38 435         | 16,4 %              | + 6,2 %         |
| Conseils, assemblée locale                            | 1 196                                | 70                          | 1 265          | 0,5 %               | + 4,7 %         |
| Coopération décentralisée et actions internationales  | 776                                  | 2 358                       | 3 134          | 1,3 %               | + 19,7 %        |
| <b>Sécurité et salubrité publiques</b>                | <b>7 612</b>                         | <b>791</b>                  | <b>8 403</b>   | <b>3,6 %</b>        | <b>+ 6,6 %</b>  |
| <b>Enseignement, formation et apprentissage</b>       | <b>23 939</b>                        | <b>9 534</b>                | <b>33 473</b>  | <b>14,3 %</b>       | <b>+ 6,1 %</b>  |
| Services communs (enseignement)                       | 2 160                                | 295                         | 2 455          | 1,0 %               | - 0,5 %         |
| Enseignement du premier degré                         | 5 481                                | 2 592                       | 8 073          | 3,4 %               | + 7,8 %         |
| Enseignement du second degré                          | 7 626                                | 5 358                       | 12 984         | 5,5 %               | + 7,4 %         |
| Enseignement supérieur, professionnel et continu      | 4 795                                | 780                         | 5 576          | 2,4 %               | + 1,1 %         |
| Autres services annexes de l'enseignement             | 3 877                                | 509                         | 4 386          | 1,9 %               | + 338,2 %       |
| <b>Culture, vie sociale, sport et jeunesse</b>        | <b>17 220</b>                        | <b>6 583</b>                | <b>23 803</b>  | <b>10,2 %</b>       | <b>+ 8,0 %</b>  |
| Services communs et vie sociale                       | 2 015                                | 223                         | 2 238          | 1,0 %               | + 8,1 %         |
| Culture                                               | 7 494                                | 2 289                       | 9 783          | 4,2 %               | + 3,7 %         |
| Sports                                                | 4 152                                | 3 747                       | 7 898          | 3,4 %               | + 14,7 %        |
| Jeunesse et loisirs                                   | 3 560                                | 322                         | 3 883          | 1,7 %               | + 6,8 %         |
| <b>Santé, action sociale</b>                          | <b>55 771</b>                        | <b>1 444</b>                | <b>57 215</b>  | <b>24,4 %</b>       | <b>+ 5,8 %</b>  |
| Services communs (santé, social)                      | 18 584                               | 59                          | 18 234         | 7,8 %               | + 335,9 %       |
| Santé                                                 | 1 595                                | 225                         | 1 820          | 0,8 %               | + 12,1 %        |
| Action sociale                                        | 35 592                               | 1 160                       | 36 752         | 15,7 %              | - 23,9 %        |
| <b>Aménagement des territoires et habitat</b>         | <b>6 347</b>                         | <b>8 313</b>                | <b>14 660</b>  | <b>6,3 %</b>        | <b>+ 18,2 %</b> |
| Services communs et sécurité                          | 324                                  | 183                         | 507            | 0,2 %               | + 55,2 %        |
| Aménagement des territoires                           | 5 433                                | 6 278                       | 11 711         | 5,0 %               | + 22,5 %        |
| Habitat                                               | 589                                  | 1 852                       | 2 441          | 1,0 %               | - 3,0 %         |
| <b>Environnement</b>                                  | <b>9 086</b>                         | <b>2 726</b>                | <b>11 812</b>  | <b>5,0 %</b>        | <b>+ 4,1 %</b>  |
| Services communs et actions transversales             | 971                                  | 439                         | 1 410          | 0,6 %               | - 0,6 %         |
| Actions en matière de déchets et propreté urbaine     | 6 529                                | 555                         | 7 084          | 3,0 %               | + 28,9 %        |
| Actions en matière de gestion des eaux                | 866                                  | 827                         | 1 692          | 0,7 %               | + 65,4 %        |
| Autres actions environnementales                      | 720                                  | 905                         | 1 625          | 0,7 %               | - 11,2 %        |
| <b>Transports, routes et voiries</b>                  | <b>16 794</b>                        | <b>14 862</b>               | <b>31 655</b>  | <b>13,5 %</b>       | <b>+ 1,2 %</b>  |
| Services communs                                      | 1 061                                | 418                         | 1 479          | 0,6 %               | - 19,0 %        |
| Transports scolaires                                  | 2 100                                | 5                           | 2 105          | 0,9 %               | + 9,3 %         |
| Transports publics (hors scolaire)                    | 8 765                                | 2 943                       | 11 709         | 5,0 %               | + 5,1 %         |
| Routes et voiries                                     | 4 244                                | 9 295                       | 13 539         | 5,8 %               | + 3,7 %         |
| Infrastructures de transport                          | 623                                  | 2 200                       | 2 824          | 1,2 %               | - 15,7 %        |
| <b>Action économique</b>                              | <b>3 681</b>                         | <b>3 535</b>                | <b>7 217</b>   | <b>3,1 %</b>        | <b>- 1,1 %</b>  |
| Services communs (y compris R & D, foires et marchés) | 1 953                                | 1 880                       | 3 834          | 1,6 %               | + 5,9 %         |
| Agriculture, pêche et agro-alimentaire                | 398                                  | 524                         | 922            | 0,4 %               | + 0,8 %         |
| Industrie, commerce et artisanat                      | 363                                  | 666                         | 1 029          | 0,4 %               | - 9,9 %         |
| Développement touristique                             | 968                                  | 464                         | 1 432          | 0,6 %               | + 0,7 %         |
| <b>Plan de relance (crise sanitaire)</b>              | <b>0</b>                             | <b>0</b>                    | <b>0</b>       |                     |                 |
| <b>TOTAL</b>                                          | <b>176 964</b>                       | <b>57 269</b>               | <b>234 233</b> | <b>100,0 %</b>      | <b>+ 5,7 %</b>  |
| Charges financières (fonctionnement)                  | 3 563                                | 0                           | 1 607          |                     | - 40,4 %        |
| Communes et GFP hors champ                            | 17 927                               | 8 538                       | 26 465         |                     | + 51,3 %        |

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion ; budgets principaux.

# Ventilation fonctionnelle des dépenses des budgets annexes et des syndicats 4-13f

## Budgets annexes<sup>(a)</sup>

(en millions d'euros)

| 2023                                                       | Fonctionnement<br>(hors charges fi.) | Investissement<br>(hors remb.) | Total         | Part dans le budget | Évolution      |
|------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|---------------|---------------------|----------------|
| Services généraux                                          | 1 089                                | 1 008                          | 2 097         | 7,7 %               | - 1,2 %        |
| Sécurité (incendie)                                        | 0                                    | 0                              | 0             | 0,0 %               | - 38,4 %       |
| Enseignement, formation et apprentissage                   | 113                                  | 10                             | 123           | 0,5 %               | + 10,9 %       |
| Culture, vie sociale, sport et jeunesse                    | 664                                  | 212                            | 876           | 3,2 %               | - 0,9 %        |
| Santé, action sociale                                      | 1 233                                | 130                            | 1 363         | 5,0 %               | + 12,7 %       |
| Aménagement des territoires et habitat                     | 972                                  | 411                            | 1 382         | 5,1 %               | - 2,5 %        |
| Environnement                                              | 8 444                                | 4 716                          | 13 160        | 48,3 %              | + 9,6 %        |
| dont : – actions en matière de déchets et propreté urbaine | 4 454                                | 537                            | 4 991         | 18,3 %              | + 14,3 %       |
| – actions en matière de gestion des eaux                   | 3 712                                | 3 980                          | 7 693         | 28,2 %              | + 6,5 %        |
| – autres actions environnementales (y compris énergie)     | 278                                  | 199                            | 477           | 1,7 %               | + 14,2 %       |
| Transports, routes et voiries                              | 5 732                                | 1 429                          | 7 161         | 26,3 %              | + 10,6 %       |
| Action économique                                          | 780                                  | 297                            | 1 077         | 4,0 %               | + 6,4 %        |
| <b>Ensemble des activités<sup>(b)</sup></b>                | <b>19 027</b>                        | <b>8 213</b>                   | <b>27 240</b> | <b>100,0 %</b>      | <b>+ 7,9 %</b> |
| Charges financières (fonctionnement)                       | 655                                  |                                | 655           |                     | + 23,6 %       |

(a) Communes, EPCI à fiscalité propre, y compris les EPT de la MGP et la métropole de Lyon, départements, régions et CTU. Y compris les budgets annexes en M22 de ces collectivités.

(b) Voir la note du tableau des syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP ; comptes de gestion.

## Syndicats<sup>(a)</sup>

(en millions d'euros)

| 2023                                                   | Fonctionnement<br>(hors charges fi.) | Investissement<br>(hors remb.) | Total         | Part dans le budget | Évolution      |
|--------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------|---------------|---------------------|----------------|
| Services généraux                                      | 901                                  | 1 100                          | 2 002         | 9,5 %               | + 10,7 %       |
| Sécurité (incendie)                                    | 32                                   | 4                              | 36            | 0,2 %               | + 9,5 %        |
| Enseignement, formation et apprentissage               | 442                                  | 63                             | 506           | 2,4 %               | + 4,1 %        |
| Culture, vie sociale, sport et jeunesse                | 299                                  | 66                             | 365           | 1,7 %               | + 8,5 %        |
| Santé, action sociale                                  | 511                                  | 23                             | 535           | 2,5 %               | + 8,0 %        |
| Aménagement des territoires et habitat                 | 157                                  | 699                            | 856           | 4,1 %               | - 3,5 %        |
| Environnement                                          | 8 249                                | 5 324                          | 13 573        | 64,5 %              | + 6,0 %        |
| dont : – actions en matière de déchets                 | 4 644                                | 844                            | 5 487         | 26,1 %              | + 8,3 %        |
| – actions en matière de gestion des eaux               | 2 346                                | 2 376                          | 4 721         | 22,4 %              | + 6,0 %        |
| – autres actions environnementales (y compris énergie) | 1 260                                | 2 105                          | 3 365         | 16,0 %              | + 2,5 %        |
| Transports, routes et voiries                          | 1 941                                | 972                            | 2 913         | 13,8 %              | + 21,4 %       |
| Action économique                                      | 185                                  | 68                             | 253           | 1,2 %               | + 4,0 %        |
| <b>Ensemble des activités<sup>(b)</sup></b>            | <b>12 718</b>                        | <b>8 320</b>                   | <b>21 038</b> | <b>100,0 %</b>      | <b>+ 7,9 %</b> |
| Charges financières (fonctionnement)                   | 503                                  |                                | 503           |                     | + 18,6 %       |

(a) Budgets principaux des syndicats à vocation unique, et ensemble des budgets annexes des syndicats, y compris en M22. Les budgets principaux des SIVOM ne sont pas inclus. Montants non consolidés entre BP et BA.

(b) La ventilation est faite selon le code d'activité de l'établissement, codée dans le fichier des comptes de gestion. Les comptes des budgets annexes, comme ceux des syndicats et ceux des EPL, ne sont pas codés selon la ventilation fonctionnelle utilisée pour ventiler les dépenses des budgets principaux.

Codes d'activités : Services généraux = 11, 27, 38, 39, 40 ; Sécurité = 26 ; Enseignement = 03, 23 ; Culture = 07 ; Sports = 08 ; Santé-social = 05, 06, 31, 32, 33, 50, 51 ; Aménagement des territoires = 15, 28, 34, 36 ; Déchets = 10 ; Eau = 01, OA, OE ; Autres environnement = 02, 19, 25, 35 ; Transports = 04, 13, 14, 17, 21 ; Action économique = 09, 12, 16, 18, 20, 22, 24, 29, 30, 37.

Source : DGCL. Données DGFIP ; comptes de gestion.





# 5

## LA FISCALITÉ LOCALE

|                                                                                         |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Présentation - Définitions</b>                                                       | 70 |
| <b>5-1</b> Vue d'ensemble de la fiscalité locale                                        | 73 |
| <b>5-2</b> Les recettes de la fiscalité locale                                          | 74 |
| <b>5-3</b> Bases nettes et taux moyens d'imposition                                     | 75 |
| <b>5-4</b> Décomposition de l'évolution du produit des taxes : effet base et effet taux | 76 |
| <b>5-5</b> Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale                    | 78 |
| <b>5-6</b> Redevances et recettes tarifaires                                            | 79 |

## PRÉSENTATION

Les recettes fiscales des collectivités locales se composent pour 41 % d'impôts directs locaux et pour 59 % d'autres impôts et taxes locales. Ces recettes fiscales comportent également des fractions de TVA qui viennent compenser les suppressions ou réaffectations de certaines taxes locales.

– Dans les **impôts directs**, on distingue traditionnellement, d'une part, les **taxes dites « ménages »** (même si une partie est versée au titre de locaux commerciaux ou industriels) : taxe d'habitation, essentiellement sur les résidences secondaires (THRS), taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV), taxe sur le foncier bâti (FB) et non-bâti (FNB) et, d'autre part, les **impôts dits « économiques »**, car versés par les entreprises : cotisation foncière des entreprises (CFE), cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE), imposition forfaitaire des entreprises de réseaux (IFER) et taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM). La fiscalité directe englobe aussi la **taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)** et le produit des **taxes annexes** mises en place en 2015 : la taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA), à destination de la région Île-de-France, et la taxe de gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI), à destination du bloc communal.

– L'année 2023 est la troisième et dernière année d'application du nouveau schéma de financement des collectivités locales faisant suite à la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales (THRP) et à la baisse des impôts de production. Ces réductions de taxation locale pour les ménages et les entreprises ont fait l'objet de compensations dans les recettes des collectivités locales.

– Le produit de la fiscalité directe locale s'élève à 65,2 Md€ en 2023. Il baisse de - 3,2 Md€, soit - 4,6 %, par rapport à l'année précédente, après + 4,2 % entre 2021 et 2022. En incluant les transferts de fraction de TVA, les ressources des collectivités s'élèvent à 112 Md€ en 2023 (+ 7,1 %).

– Pour 2023, le produit des taxes « ménages » augmente de + 11,5 %, après + 5,5 % en 2022 et - 35,5 % en 2021. Il représente 45,7 Md€ et est perçu depuis 2021 par le secteur communal uniquement. Pour les communes, il constitue même la plus grande partie de leurs recettes d'origine fiscale : 41,8 Md€ sur un total de 43 Md€.

– Le produit des impôts économiques est quant à lui en forte baisse, suite à la suppression de la part de la cotisation sur la valeur ajoutée qui en représentait près de la moitié du montant en 2022. Le produit de la CFE affiche une hausse marquée à + 7,1 % entre 2022 et 2023. Cette baisse des recettes issues des impôts économique est contrebalancée par une nouvelle fraction de TVA allouée aux collectivités.

– Aux impôts directs s'ajoutent d'autres taxes locales, dont les plus importantes sont les droits de mutation à titre onéreux (DMTO), la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) et la taxe spéciale sur les conventions d'assurances (TSCA). D'après les comptes de gestion des collectivités, l'ensemble de ces autres taxes représente 104,1 Md€ en 2023 (y compris les impôts et taxes de la section d'investissement), dont 50,8 Md€ de transferts de TVA (*tableau 1*). Les recettes de ces taxes augmentent de 9,1 % par rapport à 2022, en raison essentiellement de la hausse des transferts de TVA (+ 24 %), les DMTO fléchissant (- 20,6 % soit une perte de 4,2 Md€ de ressources) après plusieurs années de forte augmentation.

– À ces recettes fiscales, viennent s'ajouter des recettes tarifaires ou provenant de la vente de biens ou de services (fiche 5.6). Ces recettes étant généralement liées à l'activité économique, elles ont globalement légèrement progressé en 2023.

## POUR EN SAVOIR PLUS

« Guide statistique de la fiscalité directe locale 2021 », DGCL, octobre 2022.

« La fiscalité directe locale en 2022 », DGCL, BIS n° 175, mai 2023.

## DÉFINITIONS

### Taxes « ménages »

#### ► Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS)

Perçue par le bloc communal, elle est due par l'occupant – au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition – d'un immeuble au titre de la résidence secondaire, et quelle que soit sa qualité : propriétaire ou locataire.

#### ► Taxe d'habitation des logements vacants (THLV)

Impôt direct facultatif. Depuis 2007, sous réserve que la taxe annuelle sur les logements vacants (TLV) ne soit pas applicable sur leur territoire, les communes peuvent assujettir à la taxe d'habitation des logements vacants (THLV) depuis plus de 5 ans au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition. À compter de 2012, ce dispositif est étendu aux établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) à fiscalité propre lorsqu'ils remplissent certaines conditions.

#### ► Majoration de 20 % de la THRS

Afin d'inciter à l'affectation des locaux d'habitation à la résidence principale de leurs occupants dans les zones où existe un déséquilibre marqué entre l'offre et la demande de logements, l'article 31 de la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014 a institué la possibilité pour les communes de majorer de 20 % la part communale de la taxe d'habitation des logements meublés non affectés à l'habitation principale. Les personnes contraintes de disposer d'un deuxième logement proche de l'endroit où elles exercent leur activité professionnelle bénéficient d'un dégrèvement. Il en est de même des personnes de condition modeste qui s'installent durablement dans une maison de retraite ou un établissement de soins de longue durée et qui bénéficient, pour leur ancienne résidence principale, en application de l'article 1391 B bis du CGI ou de l'article 1414 B du CGI, du maintien des allègements de taxe foncière ou de taxe d'habitation ainsi que, plus généralement, de toute autre personne établissant qu'elle ne peut, pour une cause étrangère à sa volonté, affecter son logement à un usage d'habitation principale. Cette majoration de taxe d'habitation est codifiée à l'article 1407 ter du CGI et peut être instituée à compter de 2015.

#### ► Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFB)

Impôt direct qui était, jusqu'en 2020, perçu au profit du bloc communal, des départements et des CTU. Son produit est désormais affecté au seul bloc communal, suite à la suppression de la taxe d'habitation. Cette taxe est due par le propriétaire d'immeuble au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition et est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée des éventuels abattements.

#### ► Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFNB)

Impôt direct perçu au profit de toutes les collectivités territoriales (hors le département de Paris) et tous les EPCI à fiscalité additionnelle ou mixte jusqu'en 2010, et à partir de 2011 au profit du seul secteur communal. Elle est due par le propriétaire du terrain au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'imposition. La taxe est assise sur la valeur locative cadastrale de la propriété diminuée d'un abattement forfaitaire de 20 %.

#### ► Taxe foncière additionnelle sur les propriétés non bâties (TAFNB)

Impôt direct, créé en 2011, perçu au profit du seul secteur communal y compris les EPCI à FPU. Elle résulte du transfert de produit de la TFNB des régions et départements vers le secteur communal. Son taux est définitivement fixé en 2011 à partir des taux 2010 votés par les départements et les régions. Seules les bases évoluent.

### Impôts économiques

#### ► Contribution économique territoriale (CET)

Impôt créé en 2010 qui concerne toutes les entreprises. Il est composé de la cotisation foncière des entreprises (CFE) et de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE).

#### ► Cotisation foncière des entreprises (CFE)

Impôt destiné à partir de 2011 aux communes et aux groupements à fiscalité propre. La CFE est assise sur les valeurs locatives des propriétés bâties et non bâties des entreprises.

#### ► Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)

Impôt dont le produit est partagé depuis 2017 conformément à la nouvelle répartition des compétences entre les collectivités issues de la loi portant nouvelle organisation territoriale de la République (NOTRe), à hauteur de 26,5 % pour le secteur communal, 23,5 % pour les départements et 50 % pour les régions. Cette répartition est modifiée en 2021 : le secteur communal en bénéficie désormais 53 % et les départements 47 %.

#### ► Imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux (IFER)

Impôt qui taxe les grandes entreprises des réseaux d'énergie, de télécommunications et des transports. Son produit est perçu par l'État en 2010, puis à compter de 2011 réparti entre les différentes collectivités selon les catégories d'installation.

#### ► Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)

Impôt perçu au profit des collectivités du secteur communal à compter de 2011. Jusqu'en 2010, cette taxe était perçue au profit de l'État. Elle est due par tous les commerces exploitant une surface de vente au détail dépassant 400 m<sup>2</sup>. Elle peut faire l'objet d'une modulation de coefficients à partir de 2012.

### Autres taxes locales

#### ► Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)

Impôt direct facultatif, additionnel à la taxe foncière sur les propriétés bâties. La TEOM est due par tout propriétaire d'une propriété imposable à la taxe foncière sur les propriétés bâties dans une zone où les déchets sont collectés. Adossée à l'impôt sur le foncier bâti, la TEOM est destinée à pourvoir aux dépenses du service de collecte et de traitement des ordures ménagères. À partir de 2014, certaines collectivités locales ont mis en œuvre une part incitative à la TEOM. Elle a pour but d'encourager la réduction et le tri des déchets des ménages en permettant de compléter l'assiette de la TEOM par une partie calculée en fonction du volume, du poids, du nombre d'enlèvements ou, le cas échéant, à titre transitoire pendant cinq ans, du nombre de personnes composant le foyer.

#### ► Taxe Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations (GEMAPI)

Instaurée en 2015, à la suite de la loi MAPTAM, au profit des communes et des EPCI, cette taxe est facultative et permet de répondre aux dépenses d'investissements liées à la prévention contre les inondations et à la protection des biens et des personnes. Elle est acquittée par les assujettis aux taxes foncières sur les propriétés bâties et non bâties, à la taxe d'habitation et à la cotisation foncière des entreprises. Elle est plafonnée à 40 € par habitant et par année.

#### ► Taxe additionnelle spéciale annuelle (TASA)

Instaurée en 2015 au profit de la région Île-de-France, elle permet de financer les dépenses d'investissements en faveur des transports

en commun de la région. Cette taxe prend la forme de deux taxes additionnelles : une à la taxe foncière sur les propriétés bâties et une à la cotisation foncière des entreprises.

#### Autres impôts et taxes

- Droits de mutation à titre onéreux (DMTO)
- Taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE)
- Taxe sur les conventions d'assurance (TSCA)
- Versement mobilité (ex-versement transport)
- Taxe sur la consommation finale d'électricité (TCFE)

#### Compensations et dégrèvements

##### ► Compensations

Allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales. Les dotations de compensation dont bénéficient les collectivités locales ne sont pas comptabilisées dans les compensations.

##### ► Dégrèvements législatifs

Prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État verse l'intégralité du produit correspondant au coût des dégrèvements aux collectivités locales.

##### ► Contributions brutes de l'État

Somme des compensations et des dégrèvements législatifs.

#### ► Part des recettes fiscales prises en charge par l'État

Pour une taxe donnée, c'est le rapport de la somme des compensations et dégrèvements accordés au titre de cette taxe sur la somme des recettes fiscales des collectivités locales perçues au titre de cette taxe.

#### Taux d'imposition

##### ► Taux d'imposition moyen pour une taxe et un type de collectivité

Les «taux statistiques moyens» publiés ici rapportent le produit réellement perçu aux bases. Ainsi, les produits comprennent le cas échéant les «gains et pertes», le lissage depuis 2017, et ils intègrent divers produits supplémentaires : majoration sur les résidences secondaires pour la TH, taxe additionnelle sur le non-bâti, part incitative de la TEOM. Le taux moyen qui en résulte diffère donc légèrement du taux moyen calculé par l'administration fiscale pour déterminer les taux plafonds, et qui se rapproche de la «moyenne des taux de taxe». Contrairement à cette approche réglementaire, les taux statistiques publiés ici permettent le bouclage entre les bases, les produits et les taux.

##### ► Effet base, effet taux

L'effet base correspond à l'évolution que les produits auraient connue à taux d'imposition constants, c'est-à-dire si les bases avaient été les seules à évoluer ; l'effet taux explique la part restante de l'évolution globale. De cette façon, quand un groupement perçoit une année une taxe alors qu'il ne la percevait pas l'année précédente, l'augmentation du produit qui en résulte est intégralement retranscrite dans l'effet taux : sa base imposable n'a pas changé (à contour du groupement identique, bien sûr) et comme l'effet base est calculé en multipliant cette base inchangée à des taux d'imposition constants, cet effet base est forcément nul. Par déduction, toute l'augmentation du produit provient de l'effet taux.

## Impôts et taxes perçus par les collectivités locales

(en millions d'euros)

| 2023                                                                | Communes <sup>(c)</sup> | Syndicats    | GFP <sup>(d)</sup> | Départements  | Régions et CTU | Ensemble 2023  | Évolution 2023/2022 |
|---------------------------------------------------------------------|-------------------------|--------------|--------------------|---------------|----------------|----------------|---------------------|
| <b>Total des impôts et taxes</b>                                    | <b>53 911</b>           | <b>2 915</b> | <b>39 075</b>      | <b>48 212</b> | <b>26 764</b>  | <b>170 877</b> | <b>+ 3,4 %</b>      |
| <b>Impôts et taxes de la section de fonctionnement</b>              | <b>52 931</b>           | <b>2 915</b> | <b>38 816</b>      | <b>48 212</b> | <b>26 466</b>  | <b>169 340</b> | <b>+ 3,4 %</b>      |
| <b>Impôts locaux<sup>(a)</sup></b>                                  | <b>43 003</b>           | <b>807</b>   | <b>20 205</b>      | <b>360</b>    | <b>833</b>     | <b>65 209</b>  | <b>- 4,6 %</b>      |
| TH <sup>(e)</sup>                                                   | 2 679                   | 16           | 1 089              | —             | —              | <b>3 784</b>   | + 34,1 %            |
| TH logements vacants                                                | 135                     | 0            | 4                  | —             | —              | <b>139</b>     | + 67,8 %            |
| Foncier bâti (FB)                                                   | 37 266                  | 170          | 2 382              | —             | —              | <b>39 818</b>  | + 9,9 %             |
| Réforme TH - Effet net des coefficients correcteurs (FB)            | 729                     | —            | —                  | —             | —              | <b>729</b>     | + 4,5 %             |
| Versements coeff. correcteurs (FB)                                  | 4 212                   | —            | —                  | —             | —              | <b>4 212</b>   | + 6,9 %             |
| Prélèvements coeff. correcteurs (FB)                                | - 3 483                 | —            | —                  | —             | —              | <b>- 3 483</b> | + 7,4 %             |
| Foncier non bâti (FnB) <sup>(f)</sup>                               | 972                     | 7            | 271                | —             | —              | <b>1 250</b>   | + 7,8 %             |
| CFE                                                                 | 563                     | 2            | 7 039              | —             | —              | <b>7 604</b>   | + 7,1 %             |
| CVAE                                                                | —                       | —            | —                  | —             | —              | <b>0</b>       | - 100,0 %           |
| IFER                                                                | 88                      | —            | 699                | 360           | 756            | <b>1 903</b>   | + 12,3 %            |
| TASCOM                                                              | 26                      | —            | 909                | —             | —              | <b>935</b>     | + 10,4 %            |
| TEOM                                                                | 545                     | 612          | 7 354              | —             | —              | <b>8 511</b>   | + 7,5 %             |
| GEMAPI et TASA                                                      | —                       | —            | 458                | —             | 77             | <b>535</b>     | + 17,1 %            |
| <b>Autres impôts et taxes<sup>(b)</sup></b>                         | <b>9 928</b>            | <b>2 107</b> | <b>18 611</b>      | <b>47 852</b> | <b>25 633</b>  | <b>104 131</b> | <b>+ 9,1 %</b>      |
| Fraction de TVA                                                     | 1 322                   | 0            | 12 771             | 20 383        | 16 336         | <b>50 812</b>  | + 24,2 %            |
| DMTO                                                                | 4 407                   | 0            | 317                | 11 402        | 182            | <b>16 308</b>  | - 20,6 %            |
| Attribution fonds de péréquation DMTO                               | - 265                   | 0            | - 42               | 249           | 59             | <b>1</b>       | - 101,2 %           |
| TICPE                                                               | 262                     | 0            | 113                | 5 147         | 5 449          | <b>10 972</b>  | + 0,8 %             |
| TSCA                                                                | 89                      | 0            | 74                 | 8 908         | 134            | <b>9 204</b>   | + 7,2 %             |
| Versement mobilité (VM)                                             | 6                       | 1 040        | 4 116              | 0             | 0              | <b>5 163</b>   | + 8,9 %             |
| TCFE                                                                | 1 191                   | 994          | 47                 | 812           | 12             | <b>3 056</b>   | + 12,1 %            |
| Certificats d'immatriculation                                       | 0                       | 0            | 0                  | 0             | 2 034          | <b>2 034</b>   | + 7,6 %             |
| Recettes liées à l'apprentissage et à la formation professionnelle  | 0                       | 0            | 0                  | 24            | 237            | <b>261</b>     | - 18,5 %            |
| Taxe d'aménagement                                                  | 1                       | 0            | 12                 | 590           | 10             | <b>613</b>     | + 1,2 %             |
| Taxe de séjour                                                      | 356                     | 9            | 398                | 35            | 1              | <b>799</b>     | + 17,6 %            |
| Corse et Outre-mer                                                  | 1 225                   | 1            | 14                 | 154           | 1 028          | <b>2 422</b>   | + 3,8 %             |
| dont : carburants                                                   | 112                     | 0            | 10                 | 102           | 342            | <b>567</b>     | + 5,9 %             |
| octroi de mer                                                       | 1 112                   | 0            | 0                  | 44            | 389            | <b>1 545</b>   | + 4,3 %             |
| Pylônes électriques                                                 | 314                     | 0            | 0                  | 0             | 0              | <b>314</b>     | + 6,3 %             |
| Balayage                                                            | 113                     | 0            | 0                  | 0             | 0              | <b>113</b>     | - 1,6 %             |
| Taxes funéraires                                                    | 0                       | 0            | 0                  | 0             | 0              | <b>0</b>       | - 23,7 %            |
| Taxes sur les passagers                                             | 5                       | 0            | 0                  | 0             | 0              | <b>6</b>       | + 18,0 %            |
| Droits de place                                                     | 162                     | 0            | 3                  | 0             | 0              | <b>166</b>     | + 5,7 %             |
| Permis de conduire                                                  | 0                       | 0            | 0                  | 0             | 0              | <b>0</b>       | + 115,3 %           |
| Véhicule de transport de marchandises                               | 0                       | 0            | 0                  | 0             | 0              | <b>0</b>       | - 56,7 %            |
| Déchets stockés                                                     | 18                      | 6            | 1                  | 0             | 0              | <b>25</b>      | + 7,4 %             |
| Locaux à usage de bureaux                                           | 0                       | 0            | 0                  | 0             | 213            | <b>213</b>     | - 0,1 %             |
| Redevance des mines                                                 | 6                       | 0            | 1                  | 11            | 0              | <b>18</b>      | - 9,8 %             |
| Eaux minérales                                                      | 19                      | 0            | 0                  | 0             | 0              | <b>19</b>      | - 12,5 %            |
| Jeux et paris                                                       | 343                     | 2            | 7                  | 0             | 0              | <b>352</b>     | + 11,3 %            |
| Remontées mécaniques                                                | 46                      | 3            | 1                  | 24            | 0              | <b>73</b>      | + 13,3 %            |
| Publicité extérieure                                                | 212                     | 0            | 3                  | 0             | 0              | <b>215</b>     | + 2,7 %             |
| <b>Solde (dont autres reversements)</b>                             | <b>95</b>               | <b>51</b>    | <b>773</b>         | <b>114</b>    | <b>- 62</b>    | <b>972</b>     | <b>- 935,1 %</b>    |
| <b>Impôts et taxes de la section d'investissement<sup>(b)</sup></b> | <b>980</b>              | <b>0</b>     | <b>259</b>         | <b>0</b>      | <b>298</b>     | <b>1 537</b>   | <b>- 0,7 %</b>      |
| Taxe d'aménagement                                                  | 975                     | 0            | 259                | 0             | 42             | <b>1 276</b>   | + 0,0 %             |
| TICPE                                                               | 0                       | 0            | 0                  | 0             | 256            | <b>257</b>     | + 0,4 %             |
| Autres                                                              | 16                      | 0            | 0                  | 0             | 0              | <b>16</b>      | + 0,0 %             |

(a) Source : Recensement des éléments d'imposition (REI).

(b) Source : comptes de gestion. Voir la partie « Définitions » pour la signification des acronymes.

(c) Y compris Ville de Paris.

(d) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP.

(e) Y compris majorations des résidences secondaires (168 M€) et hors

produit TH perçu par l'État (2,9 Md€).

(f) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti (89 M€).

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI pour les impôts locaux et comptes de gestion pour les autres.

# 5-2 Les recettes de la fiscalité locale

## Les recettes de la fiscalité locale<sup>(a)</sup> (en millions d'euros)

|                                                                      |                                              | 2018          | 2019          | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          |
|----------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Ensemble de la fiscalité locale</b>                               |                                              | <b>92 612</b> | <b>95 696</b> | <b>97 840</b> | <b>65 553</b> | <b>68 329</b> | <b>65 209</b> |
| <b>Taxe d'habitation (TH)</b>                                        | Communes                                     | 15 471        | 15 977        | 16 218        | 1 908         | 1 967         | 2 679         |
|                                                                      | dont : résidences secondaires <sup>(b)</sup> | 1 697         | 1 795         | 1 801         | 1 907         | 1 967         | 2 679         |
|                                                                      | Syndicats                                    | 90            | 91            | 82            | 30            | 20            | 16            |
|                                                                      | GFP                                          | 7 135         | 7 375         | 7 493         | 821           | 835           | 1 089         |
|                                                                      | dont : résidences secondaires                | -             | -             | 776           | 820           | 835           | 1 089         |
|                                                                      | <b>Secteur communal</b>                      | <b>22 697</b> | <b>23 443</b> | <b>23 793</b> | <b>2 759</b>  | <b>2 822</b>  | <b>3 784</b>  |
| <b>Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)</b>            | Communes                                     | 69            | 73            | 82            | 80            | 81            | 135           |
|                                                                      | Syndicats                                    | 0,2           | 0,2           | 0,2           | 0,1           | 0,1           | 0,4           |
|                                                                      | GFP                                          | 2             | 2             | 2             | 2             | 2             | 4             |
|                                                                      | <b>Secteur communal</b>                      | <b>71</b>     | <b>75</b>     | <b>84</b>     | <b>82</b>     | <b>83</b>     | <b>139</b>    |
| <b>Taxe sur le foncier bâti (FB)</b>                                 | Communes                                     | 17 527        | 18 358        | 18 775        | 32 360        | 33 945        | 37 266        |
|                                                                      | Syndicats                                    | 95            | 96            | 88            | 137           | 154           | 170           |
|                                                                      | GFP                                          | 1 773         | 1 839         | 1 907         | 1 802         | 2 127         | 2 382         |
|                                                                      | <b>Secteur communal</b>                      | <b>19 394</b> | <b>20 293</b> | <b>20 770</b> | <b>34 298</b> | <b>36 225</b> | <b>39 818</b> |
|                                                                      | Départements                                 | 14 065        | 14 059        | 14 314        | -             | -             | -             |
|                                                                      | CTU                                          | 169           | 174           | 179           | -             | -             | -             |
|                                                                      | <b>Ensemble collectivités</b>                | <b>33 628</b> | <b>34 526</b> | <b>35 264</b> | <b>34 298</b> | <b>36 225</b> | <b>39 818</b> |
| <b>Taxe sur le foncier non bâti (FnB) <sup>(c)</sup></b>             | Communes                                     | 840           | 858           | 869           | 873           | 904           | 972           |
|                                                                      | Syndicats                                    | 4             | 4             | 4             | 6             | 7             | 7             |
|                                                                      | GFP                                          | 223           | 230           | 233           | 237           | 250           | 271           |
|                                                                      | <b>Secteur communal</b>                      | <b>1 067</b>  | <b>1 092</b>  | <b>1 106</b>  | <b>1 116</b>  | <b>1 160</b>  | <b>1 250</b>  |
| <b>Cotisation foncière des entreprises (CFE)</b>                     | Communes                                     | 641           | 618           | 629           | 540           | 544           | 563           |
|                                                                      | Syndicats                                    | 2             | 2             | 2             | 2             | 3             | 2             |
|                                                                      | GFP                                          | 7 311         | 7 385         | 7 634         | 6 311         | 6 555         | 7 039         |
|                                                                      | <b>Secteur communal</b>                      | <b>7 954</b>  | <b>8 006</b>  | <b>8 265</b>  | <b>6 853</b>  | <b>7 102</b>  | <b>7 604</b>  |
| <b>Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)</b>       | Communes                                     | 126           | 624           | 654           | 650           | 623           | -             |
|                                                                      | GFP                                          | 4 701         | 5 033         | 5 193         | 5 135         | 4 978         | 567           |
|                                                                      | <b>Secteur communal</b>                      | <b>4 826</b>  | <b>5 657</b>  | <b>5 847</b>  | <b>5 785</b>  | <b>5 600</b>  | <b>1 545</b>  |
|                                                                      | Départements                                 | 4 008         | 3 776         | 3 867         | 3 823         | 3 692         | 314           |
|                                                                      | Régions et CTU                               | 8 890         | 9 492         | 9 776         | 32            | 32            | 113           |
|                                                                      | <b>Ensemble collectivités</b>                | <b>17 725</b> | <b>18 925</b> | <b>19 490</b> | <b>9 639</b>  | <b>9 324</b>  | <b>1 972</b>  |
| <b>Impositions forfaitaires des entreprises de réseaux (IFER)</b>    | Communes                                     | 71            | 71            | 73            | 78            | 82            | 88            |
|                                                                      | GFP                                          | 535           | 562           | 580           | 609           | 643           | 699           |
|                                                                      | <b>Secteur communal</b>                      | <b>605</b>    | <b>633</b>    | <b>653</b>    | <b>687</b>    | <b>725</b>    | <b>787</b>    |
|                                                                      | Départements                                 | 281           | 290           | 300           | 314           | 330           | 360           |
|                                                                      | Régions et CTU                               | 652           | 633           | 664           | 646           | 639           | 756           |
|                                                                      | <b>Ensemble collectivités</b>                | <b>1 538</b>  | <b>1 557</b>  | <b>1 617</b>  | <b>1 647</b>  | <b>1 694</b>  | <b>1 903</b>  |
| <b>Taxe sur les surfaces commerciales (TASCOM)</b>                   | Communes                                     | 28            | 21            | 26            | 26            | 25            | 26            |
|                                                                      | GFP                                          | 747           | 770           | 773           | 769           | 822           | 909           |
|                                                                      | <b>Secteur communal</b>                      | <b>774</b>    | <b>791</b>    | <b>799</b>    | <b>794</b>    | <b>847</b>    | <b>935</b>    |
| <b>Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) <sup>(d)</sup></b> | Communes                                     | 619           | 626           | 624           | 503           | 517           | 545           |
|                                                                      | Syndicats                                    | 517           | 525           | 534           | 556           | 613           | 612           |
|                                                                      | GFP                                          | 5 787         | 5 861         | 5 979         | 6 373         | 6 787         | 7 353         |
|                                                                      | <b>Secteur communal</b>                      | <b>6 924</b>  | <b>7 012</b>  | <b>7 137</b>  | <b>7 432</b>  | <b>7 918</b>  | <b>8 535</b>  |
|                                                                      | dont part incitative                         | 20,8          | 28,2          | 33,5          | 36,0          | 39,5          | 40,0          |
| <b>Taxes annexes</b>                                                 | GEMAPI (secteur communal)                    | 154           | 190           | 204           | 275           | 380           | 458           |
|                                                                      | TASA (Région)                                | 80            | 80            | 80            | 77            | 77            | 77            |

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP. (b) Y compris majoration des résidences secondaires. (c) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti. (d) Par collectivité réellement bénéficiaire, après reversement des GFP aux syndicats.  
Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

## Les bases nettes<sup>(a)</sup>

(en millions d'euros)

|                                                           |                                                | 2018          | 2019          | 2020          | 2021          | 2022          | 2023          |
|-----------------------------------------------------------|------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Taxe d'habitation (TH)<sup>(b)</sup></b>               | <i>Valeur locative des locaux d'habitation</i> | 120 368       | 124 347       | 126 482       | –             | –             | –             |
|                                                           | – Abattements pour charges de famille          | 7 577         | 7 727         | 7 720         | –             | –             | –             |
|                                                           | – Abattements facultatifs                      | 8 634         | 8 883         | 8 972         | –             | –             | –             |
|                                                           | – Exonérations                                 | 12 154        | 12 816        | 13 437        | –             | –             | –             |
|                                                           | = Bases nettes des communes                    | 92 004        | 94 921        | 96 353        | 11 291        | 11 501        | 14 303        |
|                                                           | dont : – résidences principales                | 81 791        | 84 221        | 85 614        | –             | –             | –             |
|                                                           | – résidences secondaires                       | 10 213        | 10 700        | 10 739        | 11 291        | 11 501        | 14 303        |
|                                                           | Syndicats                                      | 10 182        | 10 458        | 9 705         | 3 666         | 2 336         | 1 631         |
|                                                           | GFP                                            | 77 462        | 80 741        | 82 051        | 9 826         | 10 014        | 12 361        |
|                                                           | dont : – résidences principales                | –             | –             | 72 701        | –             | –             | –             |
|                                                           | – résidences secondaires                       | –             | –             | 9 350         | 9 826         | 10 014        | 12 361        |
| <b>Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)</b> | Communes                                       | 390           | 410           | 462           | 452           | 454           | 765           |
|                                                           | Syndicats                                      | 15            | 16            | 15            | 14            | 14            | 0             |
|                                                           | GFP                                            | 18            | 19            | 21            | 20            | 21            | 40            |
| <b>Taxe sur le foncier bâti (FB)</b>                      | Communes                                       | 90 299        | 92 742        | 94 812        | 90 904        | 94 597        | 100 998       |
|                                                           | Syndicats                                      | 9 465         | 9 662         | 9 093         | 8 972         | 9 394         | 10 043        |
|                                                           | GFP                                            | 55 044        | 57 135        | 58 656        | 57 502        | 62 103        | 67 772        |
|                                                           | Départements                                   | 85 975        | 80 599        | 82 429        | –             | –             | –             |
|                                                           | CTU                                            | 926           | 956           | 985           | –             | –             | –             |
| <b>Taxe sur le foncier non bâti (FnB)<sup>(c)</sup></b>   | Communes                                       | 1 985         | 2 027         | 2 051         | 2 056         | 2 124         | 2 273         |
|                                                           | Syndicats                                      | 111           | 113           | 112           | 113           | 118           | 122           |
|                                                           | GFP                                            | 1 954         | 1 993         | 2 017         | 2 022         | 2 094         | 2 242         |
| <b>Cotisation foncière des entreprises (CFE)</b>          | Communes                                       | 3 593         | 3 481         | 3 549         | 3 050         | 3 084         | 3 188         |
|                                                           | Syndicats                                      | 77            | 81            | 86            | 58            | 54            | 50            |
|                                                           | GFP                                            | 28 072        | 28 304        | 29 210        | 23 881        | 24 726        | 26 358        |
|                                                           | <b>Secteur communal<sup>(d)</sup></b>          | <b>30 091</b> | <b>30 271</b> | <b>31 274</b> | <b>25 881</b> | <b>26 750</b> | <b>29 542</b> |
| <b>Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)</b>     | Communes                                       | 10 690        | 10 867        | 10 994        | 8 069         | 8 309         | 8 764         |
|                                                           | Syndicats et GFP                               | 64 876        | 66 835        | 68 195        | 72 883        | 76 151        | 80 233        |
|                                                           | <b>Secteur communal</b>                        | <b>75 567</b> | <b>77 701</b> | <b>79 188</b> | <b>80 952</b> | <b>84 460</b> | <b>88 997</b> |
| <b>Taxes annexes</b>                                      | GEMAPI (secteur communal)                      | 53 738        | 104 407       | 108 594       | 87 503        | 100 828       | 109 823       |
|                                                           | TASA (région)                                  | 33 128        | 33 597        | 34 365        | 33 434        | 34 518        | 36 433        |

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.

(b) À partir de 2021, la base nette de la TH sur les résidences secondaires pour les communes et les GFP. Base nette de la TH sur tous les locaux pour les syndicats.

(c) Non compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

(d) La base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.

Source : DGCL. Données DGFI, REI.

Les taux moyens d'imposition <sup>(a)</sup>

(en %)

|                                                                     |                                   | 2018         | 2019         | 2020         | 2021         | 2022         | 2023         |
|---------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Taxe d'habitation (TH)<sup>(b)</sup></b>                         | Communes                          | 16,82        | 16,83        | 16,83        | 16,90        | 17,10        | 18,73        |
|                                                                     | Syndicats                         | 0,89         | 0,87         | 0,85         | 0,83         | 0,86         | 0,98         |
|                                                                     | GFP                               | 9,21         | 9,13         | 9,13         | 8,35         | 8,34         | 8,81         |
|                                                                     | <b>Secteur communal</b>           | <b>24,67</b> | <b>24,70</b> | <b>24,69</b> | <b>24,44</b> | <b>24,54</b> | <b>26,46</b> |
| <b>Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)</b>           | Communes                          | 17,61        | 17,71        | 17,68        | 17,68        | 17,83        | 17,65        |
|                                                                     | Syndicats                         | 1,16         | 1,13         | 0,98         | 1,05         | 1,02         | n. c.        |
|                                                                     | GFP                               | 10,04        | 10,03        | 10,06        | 9,94         | 9,86         | 10,00        |
|                                                                     | <b>Secteur communal</b>           | <b>18,13</b> | <b>18,22</b> | <b>18,17</b> | <b>18,15</b> | <b>18,31</b> | <b>18,22</b> |
| <b>Taxe sur le foncier bâti (FB)<sup>(c)</sup></b>                  | Communes                          | 19,41        | 19,79        | 19,80        | 35,60        | 35,88        | 36,90        |
|                                                                     | Syndicats                         | 1,01         | 0,99         | 0,97         | 1,52         | 1,63         | 1,69         |
|                                                                     | GFP                               | 3,22         | 3,22         | 3,25         | 3,13         | 3,43         | 3,51         |
|                                                                     | <b>Secteur communal</b>           | <b>21,48</b> | <b>21,88</b> | <b>21,91</b> | <b>37,73</b> | <b>38,29</b> | <b>39,42</b> |
|                                                                     | Départements                      | 16,36        | 17,44        | 17,37        | –            | –            | –            |
|                                                                     | CTU                               | 18,21        | 18,21        | 18,16        | –            | –            | –            |
|                                                                     | <b>Ensemble des collectivités</b> | <b>37,24</b> | <b>37,23</b> | <b>37,19</b> | <b>37,73</b> | <b>38,29</b> | <b>39,42</b> |
| <b>Taxe sur le foncier non bâti (FnB)<sup>(d)</sup></b>             | Communes                          | 42,30        | 42,32        | 42,34        | 42,46        | 42,54        | 42,76        |
|                                                                     | Syndicats                         | 3,78         | 3,63         | 3,66         | 5,76         | 5,98         | 5,74         |
|                                                                     | GFP                               | 11,42        | 11,54        | 11,57        | 11,71        | 11,92        | 12,09        |
|                                                                     | <b>Secteur communal</b>           | <b>53,75</b> | <b>53,86</b> | <b>53,92</b> | <b>54,30</b> | <b>54,62</b> | <b>54,99</b> |
| <b>Cotisation foncière des entreprises (CFE)</b>                    | Communes                          | 17,84        | 17,77        | 17,72        | 17,70        | 17,65        | 17,66        |
|                                                                     | Syndicats                         | 3,13         | 2,76         | 2,61         | 4,03         | 5,02         | 4,00         |
|                                                                     | GFP                               | 26,04        | 26,09        | 26,13        | 26,43        | 26,51        | 26,71        |
|                                                                     | <b>Secteur communal</b>           | <b>26,43</b> | <b>26,45</b> | <b>26,43</b> | <b>26,48</b> | <b>26,55</b> | <b>25,74</b> |
| <b>Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM)<sup>(e)</sup></b> | Communes                          | 5,79         | 5,76         | 5,68         | 6,23         | 6,22         | 6,22         |
|                                                                     | Syndicats et GFP                  | 9,72         | 9,55         | 9,55         | 9,51         | 9,72         | 9,88         |
|                                                                     | <b>Secteur communal</b>           | <b>9,16</b>  | <b>9,02</b>  | <b>9,01</b>  | <b>9,18</b>  | <b>9,37</b>  | <b>9,52</b>  |
| <b>Taxes annexes</b>                                                | GEMAPI (secteur communal)         | 0,29         | 0,18         | 0,19         | 0,31         | 0,38         | 0,42         |
|                                                                     | TASA (région)                     | 0,24         | 0,24         | 0,23         | 0,23         | 0,22         | 0,21         |

Pour chaque type de collectivité, les taux moyens des taxes dites « ménages » sont calculés en divisant la somme des produits réellement perçus par la somme de leurs bases. Les produits réellement perçus intègrent les « gains et pertes », les lissages depuis 2017, et les produits des taxes additionnelles ou des majorations. Pour le secteur communal et l'ensemble des collectivités, les taux moyens sont calculés en rapportant l'ensemble des produits aux bases communales.

Pour la CFE, la base du secteur communal est la somme des bases communales et intercommunales en FPU, en ZAE et en ZDE.

(a) La métropole de Lyon et les EPT de la métropole du grand Paris (MGP) sont, par convention statistique, intégralement assimilés aux GFP.

(b) Y compris majoration des résidences secondaires. À partir de 2021, taux moyen de la TH sur les résidences secondaires ; tous types de locaux pour les autres années.

(c) À partir de 2021, la part départementale de la TFPB est incluse dans le produit communal pour le calcul du taux moyen.

(d) Y compris la taxe additionnelle au foncier non bâti.

(e) Y compris la part incitative.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

# Décomposition de l'évolution des produits des taxes en 2023 : effet base et effet taux

5-4

## Décomposition de l'évolution des produits des taxes en 2023 : effet base et effet taux

(en %)

| Collectivités selon le type de fiscalité<br>(y compris les syndicats à contributions fiscalisées) |                                 | Évolution<br>du produit | Effet<br>base* | Effet<br>taux* |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------|----------------|----------------|
| <b>Taxe d'habitation (TH) <sup>(a)</sup></b>                                                      | Communes                        | + 36,2                  | + 28,1         | + 6,3          |
|                                                                                                   | dont : – membres d'un EPCI à FA | + 15,4                  | + 14,7         | + 0,6          |
|                                                                                                   | – membres d'un EPCI à FPU       | + 38,0                  | + 29,3         | + 6,7          |
|                                                                                                   | EPCI à FP (y compris MGP)       | + 30,5                  | + 26,1         | + 3,5          |
|                                                                                                   | dont : – à FA                   | + 19,8                  | + 15,8         | + 3,4          |
|                                                                                                   | – à FPU                         | + 30,9                  | + 26,6         | + 3,5          |
|                                                                                                   | <b>Secteur communal</b>         | <b>+ 34,1</b>           | <b>+ 27,6</b>  | <b>+ 5,1</b>   |
| <b>Taxe d'habitation sur les logements vacants (THLV)</b>                                         | Communes                        | + 66,7                  | + 65,9         | + 0,5          |
|                                                                                                   | dont : – membres d'un EPCI à FA | + 75,5                  | + 75,2         | + 0,2          |
|                                                                                                   | – membres d'un EPCI à FPU       | + 66,4                  | + 65,6         | + 0,5          |
|                                                                                                   | EPCI à FP (y compris MGP)       | + 115,0                 | + 25,1         | + 71,8         |
|                                                                                                   | dont : – à FA                   | –                       | –              | –              |
|                                                                                                   | – à FPU                         | + 115,0                 | + 25,1         | + 71,8         |
|                                                                                                   | <b>Secteur communal</b>         | <b>+ 68,1</b>           | <b>+ 67,1</b>  | <b>+ 0,6</b>   |
| <b>Taxe sur le foncier bâti (FB)</b>                                                              | Communes                        | + 9,8                   | + 6,8          | + 2,8          |
|                                                                                                   | dont : – membres d'un EPCI à FA | + 8,0                   | + 7,4          | + 0,5          |
|                                                                                                   | – membres d'un EPCI à FPU       | + 9,8                   | + 6,8          | + 2,8          |
|                                                                                                   | EPCI à FP (y compris MGP)       | + 11,9                  | + 7,1          | + 4,6          |
|                                                                                                   | dont : – à FA                   | + 8,7                   | + 7,3          | + 1,3          |
|                                                                                                   | – à FPU                         | + 12,3                  | + 7,0          | + 5,0          |
|                                                                                                   | <b>Secteur communal</b>         | <b>+ 9,9</b>            | <b>+ 6,9</b>   | <b>+ 2,9</b>   |
| <b>Taxe sur le foncier non bâti (FnB) <sup>(b)</sup></b>                                          | Communes                        | + 7,5                   | + 7,0          | + 0,5          |
|                                                                                                   | dont : – membres d'un EPCI à FA | + 7,3                   | + 7,1          | + 0,2          |
|                                                                                                   | – membres d'un EPCI à FPU       | + 7,6                   | + 7,0          | + 0,5          |
|                                                                                                   | EPCI à FP (y compris MGP)       | + 8,6                   | + 7,1          | + 1,4          |
|                                                                                                   | dont : – à FA                   | + 8,7                   | + 7,1          | + 1,5          |
|                                                                                                   | – à FPU                         | + 7,5                   | + 7,1          | + 0,5          |
|                                                                                                   | <b>Secteur communal</b>         | <b>+ 7,7</b>            | <b>+ 7,0</b>   | <b>+ 0,7</b>   |
| <b>Ensemble des « taxes ménages »</b>                                                             | Communes                        | + 10,5                  | + 8,1          | + 2,2          |
|                                                                                                   | dont : – membres d'un EPCI à FA | + 8,9                   | + 8,4          | + 0,5          |
|                                                                                                   | – membres d'un EPCI à FPU       | + 10,5                  | + 8,1          | + 2,3          |
|                                                                                                   | EPCI à FP (y compris MGP)       | + 16,5                  | + 12,0         | + 4,1          |
|                                                                                                   | dont : – à FA                   | + 17,2                  | + 12,4         | + 4,3          |
|                                                                                                   | – à FPU                         | + 10,1                  | + 8,5          | + 1,5          |
|                                                                                                   | <b>Secteur communal</b>         | <b>+ 11,7</b>           | <b>+ 8,4</b>   | <b>+ 3,0</b>   |
| <b>Cotisation foncière des entreprises (CFE)</b>                                                  | Communes                        | + 3,5                   | + 3,4          | + 0,0          |
|                                                                                                   | EPCI                            | + 7,4                   | + 6,6          | + 0,7          |
|                                                                                                   | dont : – à FA                   | + 7,4                   | + 6,6          | + 0,7          |
|                                                                                                   | – à FPU                         | + 9,0                   | + 7,5          | + 1,4          |
|                                                                                                   | <b>Secteur communal</b>         | <b>+ 7,1</b>            | <b>+ 6,4</b>   | <b>+ 0,6</b>   |
| <b>Taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) <sup>(c)</sup></b>                              | <b>Secteur communal</b>         | <b>+ 7,8</b>            | <b>+ 6,0</b>   | <b>+ 1,7</b>   |

\* Lorsqu'un groupement instaure une taxe qui n'existait pas l'année précédente, cette instauration est intégralement comptée dans l'effet taux. On considère que la base préexistait, mais qu'elle était affectée d'un taux nul. Cela explique les écarts entre l'évolution des bases dans le tableau 5.3 et l'effet base ici.

FA : fiscalité additionnelle ; FPU : fiscalité professionnelle unique.

(a) Y compris majoration sur les résidences secondaires.

(b) Y compris taxe additionnelle.

(c) Y compris la part incitative.

Source : DGCL. Données DGFIP, REI.

# 5-5 Les contributions de l'État à la fiscalité directe locale

## Compensations et dégrèvements législatifs au titre de la fiscalité directe locale (en millions d'euros)

|                                               | 2018          | 2019          | 2020          | 2021         | 2022         | 2023         |
|-----------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|--------------|--------------|--------------|
| <b>Compensations (1)</b>                      |               |               |               |              |              |              |
| Taxe d'habitation                             | 1 733         | 1 855         | 1 964         | 14           | 19           | 15           |
| Taxe sur le foncier bâti                      | 123           | 137           | 142           | 2 033        | 2 208        | 2 368        |
| Taxe sur le foncier non bâti                  | 117           | 118           | 117           | 117          | 117          | 115          |
| Impôts économiques                            | 58            | 216           | 240           | 1 881        | 1 995        | 2 047        |
| <b>Total</b>                                  | <b>2 031</b>  | <b>2 326</b>  | <b>2 463</b>  | <b>4 045</b> | <b>4 338</b> | <b>4 545</b> |
| <b>Dégrèvements législatifs (2)</b>           |               |               |               |              |              |              |
| Taxe d'habitation                             | 6 673         | 10 489        | 14 413        | n. d.        | n. d.        | n. d.        |
| Taxes foncières                               | 1 656         | 1 639         | 1 911         | n. d.        | n. d.        | n. d.        |
| Impôts économiques                            | 6 266         | 6 491         | 6 146         | n. d.        | n. d.        | n. d.        |
| <b>Total</b>                                  | <b>14 595</b> | <b>18 619</b> | <b>22 470</b> | <b>0</b>     | <b>0</b>     | <b>0</b>     |
| <b>Contributions brutes de l'État (1 + 2)</b> |               |               |               |              |              |              |
| Taxe d'habitation                             | 8 406         | 12 344        | 16 377        | 14           | 19           | 15           |
| Taxes foncières                               | 1 897         | 1 894         | 2 170         | 2 150        | 2 325        | 2 483        |
| Impôts économiques                            | 6 323         | 6 707         | 6 386         | 1 881        | 1 995        | 2 047        |
| <b>Total</b>                                  | <b>16 626</b> | <b>20 945</b> | <b>24 933</b> | <b>4 045</b> | <b>4 338</b> | <b>4 545</b> |

n. d. : non disponible.  
Source : DGCL. Données DGFIP.

## Recettes (produits perçus et compensations) au titre de la fiscalité directe locale (en millions d'euros)

|                                       | 2018          | 2019          | 2020           | 2021          | 2022          | 2023          |
|---------------------------------------|---------------|---------------|----------------|---------------|---------------|---------------|
| Taxe d'habitation                     | 24 500        | 25 373        | 25 841         | 2 856         | 2 924         | 3 938         |
| Taxes foncières                       | 34 935        | 35 873        | 36 629         | 37 564        | 39 711        | 43 551        |
| Impôts économiques                    | 28 049        | 29 494        | 30 411         | 20 813        | 20 961        | 14 461        |
| <b>Total contributions directes</b>   | <b>87 485</b> | <b>90 740</b> | <b>92 881</b>  | <b>61 233</b> | <b>63 596</b> | <b>61 951</b> |
| TEOM                                  | 6 924         | 7 012         | 7 137          | 7 432         | 7 918         | 8 535         |
| TASA et GEMAPI                        | 234           | 270           | 284            | 352           | 457           | 535           |
| <b>Total fiscalité directe locale</b> | <b>94 642</b> | <b>98 022</b> | <b>100 303</b> | <b>69 017</b> | <b>71 970</b> | <b>71 021</b> |

Source : DGCL. Données DGFIP.

## Part des recettes<sup>(a)</sup> prises en charge par l'État au titre de la fiscalité directe locale (en %)

|                                       | 2018        | 2019        | 2020        | 2021       | 2022       | 2023       |
|---------------------------------------|-------------|-------------|-------------|------------|------------|------------|
| Taxe d'habitation                     | 34,3        | 48,7        | 63,4        | 0,5        | 0,6        | 0,4        |
| Taxes foncières                       | 5,4         | 5,3         | 5,9         | 5,7        | 5,9        | 5,7        |
| Impôts économiques                    | 22,5        | 22,7        | 21,0        | 9,0        | 9,5        | 14,2       |
| <b>Total contributions directes</b>   | <b>19,0</b> | <b>23,1</b> | <b>26,8</b> | <b>6,6</b> | <b>6,8</b> | <b>7,3</b> |
| <b>Total fiscalité directe locale</b> | <b>17,6</b> | <b>21,4</b> | <b>24,9</b> | <b>5,9</b> | <b>6,0</b> | <b>6,4</b> |

(a) Recettes : produits perçus + compensations.  
Source : DGCL. Données DGFIP.

## Principales redevances et recettes tarifaires en 2023

(en millions d'euros)

| 2023                                          | Communes <sup>(a)</sup> | Syndicats | GFP <sup>(b)</sup> | Départements | Régions et CTU | Ensemble 2023 | Évolution 2023/2022 |
|-----------------------------------------------|-------------------------|-----------|--------------------|--------------|----------------|---------------|---------------------|
| <b>Ventes de produits finis</b>               |                         |           |                    |              |                |               |                     |
| Vente d'eau                                   | 298                     | 1 501     | 1 369              | 0            | 0              | <b>3 169</b>  | + 3,9 %             |
| Taxes et redevance d'eau                      | 67                      | 243       | 317                | 0            |                | <b>627</b>    | - 0,0 %             |
| Vente de terrains aménagés                    | 298                     | 27        | 376                | 7            |                | <b>709</b>    | - 25,8 %            |
| <b>Produits forestiers</b>                    |                         |           |                    |              |                |               |                     |
| Récoltes                                      | 3                       | 1         | 0                  | 0            |                | <b>4</b>      | - 1,6 %             |
| Coupes de bois                                | 291                     | 14        | 1                  | 4            | 0              | <b>310</b>    | - 7,6 %             |
| <b>Utilisation du domaine</b>                 |                         |           |                    |              |                |               |                     |
| Concessions et redevances funéraires          | 133                     | 3         | 3                  |              |                | <b>140</b>    | + 3,3 %             |
| Droits de stationnement, location             | 727                     | 27        | 118                | 89           | 14             | <b>976</b>    | + 7,8 %             |
| Redevance stationnement et post-stationnement | 828                     | 2         | 106                | 0            |                | <b>936</b>    | + 7,9 %             |
| Péage, passage, pesage                        | 1                       | 0         | 45                 | 5            |                | <b>51</b>     | - 1,9 %             |
| Droits de chasse et pêche                     | 31                      | 1         | 0                  | 0            | 0              | <b>33</b>     | + 2,1 %             |
| Pâturage                                      | 5                       | 2         | 0                  |              |                | <b>6</b>      | + 2,3 %             |
| Dégradation voies et chemins                  | 5                       | 0         | 1                  | 3            |                | <b>9</b>      | + 6,6 %             |
| Redevance ski de fond                         | 2                       | 1         | 3                  |              |                | <b>6</b>      | - 17,2 %            |
| Autres redevances                             | 107                     | 118       | 54                 | 30           | 6              | <b>314</b>    | - 4,7 %             |
| <b>Prestations de services</b>                |                         |           |                    |              |                |               |                     |
| Transport                                     | 16                      | 259       | 855                | 20           | 0              | <b>1 151</b>  | + 14,7 %            |
| Enlèvements ordures, déchets                  | 23                      | 246       | 325                | 1            |                | <b>596</b>    | - 0,2 %             |
| Culture                                       | 320                     | 23        | 105                | 27           | 1              | <b>476</b>    | + 11,2 %            |
| Sports et loisirs                             | 407                     | 38        | 271                | 8            | 1              | <b>725</b>    | + 9,0 %             |
| Analyse et désinfection                       | 0                       | 0         | 0                  | 47           | 3              | <b>51</b>     | + 24,2 %            |
| Droits navigation                             | 17                      | 2         | 0                  | 0            | 1              | <b>20</b>     | + 3,9 %             |
| Social                                        | 805                     | 44        | 190                | 29           | 1              | <b>1 069</b>  | + 5,1 %             |
| Périscolaire                                  | 1 998                   | 142       | 181                | 5            | 11             | <b>2 337</b>  | + 8,5 %             |
| Assainissement                                | 464                     | 1 369     | 2 787              | 108          |                | <b>4 728</b>  | + 5,2 %             |
| Location compteurs                            | 26                      | 97        | 108                |              |                | <b>231</b>    | + 7,2 %             |
| <b>Autres recettes</b>                        |                         |           |                    |              |                |               |                     |
| Ventes de marchandises                        | 110                     | 154       | 110                | 9            | 0              | <b>383</b>    | - 13,4 %            |
| Concessions, brevets, marques                 | 30                      | 75        | 18                 | 2            | 0              | <b>125</b>    | + 11,8 %            |
| Revenus des immeubles                         | 2 117                   | 81        | 462                | 109          | 21             | <b>2 790</b>  | + 5,5 %             |
| Fermiers et concessionnaires                  | 554                     | 555       | 454                | 55           | 6              | <b>1 622</b>  | - 5,7 %             |

(a) Y compris Ville de Paris.

(b) Y compris métropole de Lyon et les EPT de la MGP.

Champ : ensemble des budgets (principaux et annexes) des collectivités locales et de leurs syndicats.

Source : DGCL. Données DGFIP, comptes de gestion.





# 6

## LES CONCOURS FINANCIERS DE L'ÉTAT

|                                                                               |    |
|-------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>Présentations - Définitions</b>                                            | 82 |
| <b>6-1</b> Transferts financiers de l'État aux collectivités locales          | 84 |
| <b>6-2</b> Transferts financiers de l'État aux collectivités locales exécutés | 85 |
| <b>6-3</b> Détail des dotations et compensations, et répartition de la DGF    | 86 |

## PRÉSENTATION

Les transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales représentent 105,4 Md€ dans la loi de finances initiales pour 2024, en autorisations d'engagement (*fiche 6.1*). Ils sont en léger repli de - 0,4 Md€ par rapport à la loi de finances initiales de 2023.

Ces transferts financiers se composent de trois ensembles :

- les **concours financiers de l'État aux collectivités** (*partie I du tableau 6.1*) s'élèvent à 54,8 Md€ en 2024, soit une baisse de - 0,5 Md€ par rapport à la LFI 2023. Ils rassemblent les transferts financiers spécifiquement destinés aux collectivités et à leurs groupements : prélèvements sur recettes (PSR) de l'État au profit des collectivités territoriales (45,1 Md€), crédits de la mission « Relations avec les collectivités territoriales » (4,1 Md€), et TVA affectée aux régions en substitution de la DGF depuis 2018 (5,4 Md€), et aux départements à compter de 2021 (293 M€ pour 2024).
- les **transferts divers de l'État, hors fiscalité transférée et hors apprentissage** (*partie II du tableau 6.1*) atteignent 11,1 Md€ en 2024, en baisse de - 0,3 Md€ par rapport à l'année précédente. Ils comprennent les subventions aux collectivités territoriales des ministères autres que le ministère chargé des Collectivités territoriales (6,1 Md€), les contreparties de dégrèvements d'impositions locales décidés par voie législative (4,3 Md€) et le produit des amendes de police de la circulation et des radars (0,6 Md€). Ces transferts ont beaucoup diminué par rapport à 2020 où ils atteignaient 28 Md€, compte-tenu de la suppression des dégrèvements de la taxe d'habitation.
- la **fiscalité transférée** et le **financement de la formation professionnelle** (*parties III, IV et V du tableau 6.1*) visent à compenser les mesures de décentralisation et les transferts de compétences vers les collectivités territoriales, et s'élèvent quant à eux à 39,6 Md€ en 2024, soit une progression de + 0,5 Md€ par rapport à la LFI 2023.

Par rapport aux montants prévus en loi de finances initiale ou en projets de loi de finances, certains montants exécutés en 2022 leur ont été supérieurs (compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale, dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe), ou inférieurs (FCTVA, dotations d'investissement, produit des amendes de police de la circulation et des radars).

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Consulter l'espace dédié aux dotations sur le site [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr) :  
<http://www.dotations-dgcl.interieur.gouv.fr/consultation/accueil.php>.

## DÉFINITIONS

► **Les prélèvements sur recettes (PSR)** correspondent à la rétrocession d'un montant déterminé des recettes de l'État au profit des collectivités territoriales afin de couvrir les charges qui leur incombent ou de compenser des exonérations, des réductions ou des plafonnements d'impôts. Ces crédits ne transitent pas en tant que tels par le budget de l'État. La DGF est, en masse, le principal PSR bénéficiant aux collectivités locales.

► **Les crédits budgétaires** relèvent principalement de la mission Relations avec les collectivités territoriales (DETR, subventions spécifiques, ...). Ils constituent soit des aides automatiques (par exemple la DGE des départements, qui correspond à un taux de concours sur les dépenses d'investissement réalisées par ces derniers), soit des aides décidées par les autorités de l'État.

► **Compensations** : allocations annuelles versées par l'État aux collectivités locales pour compenser des pertes de recettes fiscales entraînées par les exonérations et allègements de bases décidés par voie législative. Le mécanisme de compensation dépend donc de décisions nationales.

► **Dégrevements législatifs** : prise en charge par l'État de tout ou partie de la contribution due par les contribuables aux collectivités locales. L'État prend intégralement à sa charge le coût des dégrevements et verse le produit correspondant aux collectivités locales.

Les **transferts de compétences** opérés depuis 1984 ont donné lieu à un transfert concomitant de ressources équivalentes au profit des collectivités territoriales concernées. Ces ressources prennent soit la forme de **fiscalité transférée** comme c'est le cas avec les fractions de taxe intérieure sur les produits pétroliers (TIPP devenue TICPE) ou de taxe spéciale sur les contrats d'assurance (TSCA) transférées aux départements et aux régions en compensation des transferts de compétences depuis 2005, soit la forme de **dotations spécifiques**, comme la dotation générale de décentralisation et la DGD formation professionnelle destinée à l'origine au financement des fonds régionaux de l'apprentissage et de la formation professionnelle. Le périmètre de ces dotations peut évoluer avec le temps ; ainsi 95 % de la DGD a été incluse dans la DGF en 2004. La DGD formation professionnelle a été remplacée en 2014 par un panier de ressources dynamiques.

► **Dotation globale de fonctionnement (DGF)** : la dotation globale de fonctionnement, instituée par la loi du 3 janvier 1979, est un prélèvement sur recettes distribué aux collectivités locales.

► **La DGF des communes** est composée d'une dotation forfaitaire et des composantes liées à la péréquation.

La dotation forfaitaire comprenait jusqu'en 2014 la dotation de base liée au nombre d'habitants, la dotation proportionnelle à la superficie, le complément de garantie mis en place en 2005 à l'occasion de la réforme de la dotation forfaitaire, la dotation pour les communes situées au cœur d'un parc national ou d'un parc naturel marin et enfin les montants correspondant à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la taxe professionnelle et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle). À compter de 2015, ces composantes historiques sont fusionnées. La dotation forfaitaire des communes

est désormais établie sur la base du montant calculé l'année précédente majoré de la part dynamique de la population.

Les dotations de péréquation sont au nombre de trois :

- la dotation de solidarité urbaine destinée aux communes urbaines défavorisées ;
- la dotation de solidarité rurale destinée aux communes rurales défavorisées ou confrontées à des charges de centralité ;
- la dotation nationale de péréquation destinée à réduire les inégalités de ressources fiscales.

► **La DGF des EPCI** est composée d'une dotation d'intercommunalité et d'une dotation de compensation.

La dotation d'intercommunalité est attribuée en fonction du nombre d'habitants du groupement, de son potentiel fiscal, du revenu de ses habitants et de son intégration fiscale. Réformée en 2019, elle comprend une part péréquation (70 % du total) et une dotation de base (30 %).

La dotation de compensation correspond à la compensation de la suppression de la part « salaires » de la TP et à la compensation des baisses de DCTP (dotation de compensation de la taxe professionnelle).

► **La DGF des départements** est composée d'une dotation forfaitaire, d'une dotation de compensation, et de deux dotations de péréquation. Les dotations de péréquation sont la dotation de péréquation urbaine destinée aux départements urbains, et la dotation de fonctionnement minimale attribuée aux départements ruraux.

► **La DGF des régions**, créée en 2004, est remplacée, à compter de 2018, par une fraction de TVA.

► **La dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)** a été créée par l'article 179 de la loi de finances pour 2011. Elle résulte de la fusion de la dotation globale d'équipement des communes et de la dotation de développement rural (DDR).

► **La dotation de soutien à l'investissement public local (DSIL)**, créée à titre exceptionnel en 2016, a été pérennisée par l'article 157 de la loi de finances pour 2018.

► **La dotation globale d'équipement (DGE) des départements** a été créée par l'article 103 de la loi du 2 mars 1982 et finance les dépenses d'aménagement foncier et d'équipement rural effectuées par les départements. Elle est remplacée à partir de 2019 pour une dotation de soutien à l'investissement des départements (DSID). Elle est composée d'une part péréquation directement versée aux conseils départementaux, et d'une part « projets » attribuée par les préfets de région.

► **La dotation politique de la ville (DPV)**, ancienne dotation de développement urbain (DDU), permet de financer des projets d'investissement ou des actions dans le domaine économique et social en lien avec les objectifs poursuivis par la politique de la ville.

► **Le fonds de compensation de la TVA (FCTVA)** assure aux collectivités locales, à leurs groupements et aux établissements publics locaux, la compensation, à un taux forfaitaire, de la TVA dont elles s'acquittent pour leurs dépenses d'investissement.

# 6-1 Transferts financiers de l'État aux collectivités locales

## Les transferts financiers de l'État aux collectivités locales (autorisations d'engagement en millions d'euros)

|                                                                                             | LFI<br>2020    | LFI<br>2021    | LFI<br>2022    | LFI<br>2023    | LFI<br>2024    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Total des transferts financiers de l'État aux collectivités territoriales</b>            | <b>116 069</b> | <b>104 238</b> | <b>106 244</b> | <b>105 870</b> | <b>105 455</b> |
| <b>I - Concours de l'État en faveur des collectivités territoriales (hors crédits DGCL)</b> | <b>49 505</b>  | <b>52 119</b>  | <b>53 080</b>  | <b>55 352</b>  | <b>54 825</b>  |
| <b>a) Prélèvements sur recettes de l'État</b>                                               | <b>41 247</b>  | <b>43 400</b>  | <b>43 226</b>  | <b>45 590</b>  | <b>45 058</b>  |
| Dotations et subventions de fonctionnement (voir détails fiche 6.3)                         | 27 596         | 28 023         | 27 621         | 27 639         | 27 966         |
| Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs (voir détails fiche 6.3)        | 6 654          | 7 835          | 8 108          | 8 324          | 8 496          |
| Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)                            | 6 000          | 6 546          | 6 500          | 6 700          | 7 104          |
| Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)                                    | 326            | 326            | 326            | 326            | 326            |
| Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)                                             | 661            | 661            | 661            | 661            | 661            |
| Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCEs)                           | 3              | 3              | 3              | 3              | 3              |
| Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires                                          | 7              | 7              | 7              | 7              | 7              |
| <b>b) Mission « Relations avec les collectivités territoriales » (hors crédits DGCL)</b>    | <b>3 829</b>   | <b>4 175</b>   | <b>4 911</b>   | <b>4 394</b>   | <b>4 096</b>   |
| Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)                                         | 1 046          | 1 046          | 1 046          | 1 046          | 1 046          |
| Dotation de soutien à l'investissement des communes et de leurs groupements (DSIL)          | 570            | 570            | 873            | 570            | 570            |
| Dotation politique de la ville (DPV, ex-DDU)                                                | 150            | 150            | 150            | 150            | 150            |
| Dotation globale d'équipement des départements (DGE-DSID)                                   | 212            | 212            | 212            | 212            | 212            |
| Dotation générale de décentralisation (DGD)                                                 | 1 546          | 1 550          | 1 710          | 1 758          | 1 481          |
| Dotations Outre-mer                                                                         | 143            | 145            | 145            | 148            | 150            |
| Dotation de compensation régions frais de gestion TH (prévus en LFI 2020)                   | 0              | 293            | 293            | 293            | 107            |
| Dotations de compensation de la réduction des taxes additionnelles de CFE et TFPB           | 0              | 17             | 19             | 21             | 19             |
| Autres                                                                                      | 162            | 192            | 463            | 197            | 361            |
| <b>c) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée aux régions (ex-DGF)</b>                  | <b>4 429</b>   | <b>4 294</b>   | <b>4 679</b>   | <b>5 090</b>   | <b>5 378</b>   |
| <b>d) Fonds de sauvegarde des départements (art 16 et 208 LFI 2020)</b>                     | <b>-</b>       | <b>250</b>     | <b>264</b>     | <b>278</b>     | <b>293</b>     |
| <b>II - Contreparties de dégrèvements et transferts financiers divers</b>                   | <b>28 060</b>  | <b>13 969</b>  | <b>12 262</b>  | <b>11 372</b>  | <b>11 071</b>  |
| Subventions de fonctionnement et d'équipement aux collectivités des autres ministères       | 4 390          | 4 356          | 4 966          | 6 114          | 6 114          |
| Contreparties de divers dégrèvements législatifs                                            | 23 049         | 8 970          | 6 695          | 4 602          | 4 291          |
| Produit des amendes de police de la circulation et des radars                               | 621            | 643            | 600            | 656            | 667            |
| <b>III - Fiscalité transférée (hors formation professionnelle et apprentissage)</b>         | <b>37 318</b>  | <b>37 263</b>  | <b>40 011</b>  | <b>38 341</b>  | <b>38 749</b>  |
| Fiscalité transférée au titre de l'acte I de la décentralisation (loi du 7 janvier 1983)    | 14 703         | 14 587         | 16 762         | 14 235         | 14 117         |
| Fiscalité transférée au titre de l'acte II de la décentralisation                           | 12 333         | 12 333         | 12 455         | 12 583         | 12 697         |
| Fiscalité transférée à la suite de la réforme de la fiscalité directe locale                | 7 943          | 7 964          | 8 431          | 8 854          | 9 094          |
| Fiscalité transférée à divers titres                                                        | 1 322          | 1 339          | 1 389          | 1 664          | 1 760          |
| Fiscalité transférée au titre du pacte de confiance et de responsabilité                    | 1 017          | 1 067          | 974            | 1 005          | 1 081          |
| <b>IV - Financement de la formation professionnelle et de l'apprentissage</b>               | <b>1 186</b>   | <b>879</b>     | <b>883</b>     | <b>797</b>     | <b>802</b>     |
| Ressources des régions au titre de la réforme de la formation professionnelle               | 1 029          | 722            | 702            | 632            | 637            |
| Ressources des régions au titre de l'apprentissage                                          | 157            | 157            | 157            | 157            | 157            |
| <b>V - TICPE-DRONISEP</b>                                                                   | <b>0</b>       | <b>8</b>       | <b>8</b>       | <b>8</b>       | <b>8</b>       |

Source : Direction du budget ; loi de finances initiales pour 1 a) et 1 b) et projets de loi de finances pour le reste.  
Pour le détail des parties III et IV, voir la version en ligne

# Transferts financiers de l'État aux collectivités locales exécutés

# 6-2

## Les transferts financiers exécutés

(autorisations d'engagement en millions d'euros)

|                                                                                                 | Exécution<br>2020 | Exécution<br>2021 | Exécution<br>2022 | Taux d'exé-<br>cution 2020 | Taux d'exé-<br>cution 2021 | Taux d'exé-<br>cution 2022 |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------|-------------------|-------------------|----------------------------|----------------------------|----------------------------|
| <b>Total des transferts financiers de l'État<br/>aux collectivités territoriales</b>            | <b>115 421</b>    | <b>107 570</b>    | <b>106 504</b>    | <b>99,4 %</b>              | <b>103,2 %</b>             | <b>100,2 %</b>             |
| <b>I - Concours de l'État en faveur des collectivités territoriales<br/>(hors crédits DGCL)</b> | <b>50 442</b>     | <b>52 843</b>     | <b>52 316</b>     | <b>101,9 %</b>             | <b>101,4 %</b>             | <b>98,6 %</b>              |
| <b>a) Prélèvements sur recettes</b>                                                             | <b>41 999</b>     | <b>43 356</b>     | <b>43 062</b>     | <b>101,8 %</b>             | <b>99,9 %</b>              | <b>99,6 %</b>              |
| Dotations et subventions de fonctionnement<br>(voir composition fiche 6.3)                      | 27 588            | 27 458            | 27 300            | 100,0 %                    | 98,0 %                     | 98,8 %                     |
| Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs<br>(voir composition fiche 6.3)     | 6 431             | 8 023             | 8 152             | 96,6 %                     | 102,4 %                    | 100,5 %                    |
| Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)                                | 6 406             | 6 704             | 6 456             | 106,8 %                    | 102,4 %                    | 99,3 %                     |
| Dotation départementale d'équipement des collèges (DDEC)                                        | 326               | 325               | 328               | 100,0 %                    | 99,7 %                     | 100,6 %                    |
| Dotation régionale d'équipement scolaire (DRES)                                                 | 661               | 661               | 661               | 100,0 %                    | 100,0 %                    | 100,0 %                    |
| Dotation globale de construction et d'équipement scolaire (DGCS)                                | 3                 | 3                 | 3                 | 100,0 %                    | 100,0 %                    | 100,0 %                    |
| Fonds de compensation des nuisances aeroportuaires                                              | 7                 | 7                 | 7                 | 100,0 %                    | 100,0 %                    | 100,0 %                    |
| PSR de soutien aux collectivités locales pendant la crise<br>économique et sanitaire            | -                 | 176               | 155               | -                          | -                          | -                          |
| <b>b) Mission Relations avec les collectivités territoriales<br/>(hors crédits DGCL)</b>        | <b>4 418</b>      | <b>4 648</b>      | <b>4 311</b>      | <b>115,4 %</b>             | <b>111,3 %</b>             | <b>87,8 %</b>              |
| Dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR)                                             | 945               | 931               | 933               | 90,3 %                     | 89,0 %                     | 89,2 %                     |
| Dotation de soutien à l'investissement des communes<br>et de leurs groupements (DSIL)           | 526               | 502               | 793               | 92,3 %                     | 88,1 %                     | 90,8 %                     |
| Dotation politique de la ville (DPV, ex-DDU)                                                    | 137               | 133               | 142               | 91,3 %                     | 88,7 %                     | 94,7 %                     |
| Dotation globale d'équipement des départements (DGE-DSID)                                       | 204               | 200               | 200               | 96,2 %                     | 94,3 %                     | 94,4 %                     |
| Dotation générale de décentralisation (DGD)                                                     | 1 545             | 1 562             | 1 674             | 99,9 %                     | 100,8 %                    | 97,9 %                     |
| Dotations Outre-mer                                                                             | 138               | 143               | 145               | 96,5 %                     | 98,6 %                     | 100,0 %                    |
| Mesures exceptionnelles (masques, DSIL exceptionnelle)                                          | 705               | 471               | 5                 | -                          | -                          | -                          |
| Autres (y compris fonds départements, absent des LFI,<br>et les fonds au titre des calamités)   | 218               | 706               | 419               | 134,6 %                    | 367,7 %                    | 90,4 %                     |
| <b>c) Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) transférée aux régions</b>                               | <b>4 025</b>      | <b>4 583</b>      | <b>4 679</b>      | <b>90,9 %</b>              | <b>106,7 %</b>             | <b>100,0 %</b>             |
| <b>II - Contreparties de dégrèvements et transferts financiers<br/>divers</b>                   | <b>27 107</b>     | <b>13 783</b>     | <b>12 880</b>     | <b>96,6 %</b>              | <b>98,7 %</b>              | <b>105,0 %</b>             |
| Subventions de fonctionnement et d'équipement aux collectivités<br>des autres ministères        | 3 530             | 5 252             | 5 345             | 80,4 %                     | 120,6 %                    | 107,6 %                    |
| Contreparties de divers dégrèvements législatifs                                                | 22 929            | 8 124             | 6 982             | 99,5 %                     | 90,6 %                     | 104,3 %                    |
| Produit des amendes de police de la circulation et des radars                                   | 656               | 414               | 556               | 105,6 %                    | 64,4 %                     | 92,7 %                     |
| Subventions pour travaux divers d'intérêt local (TDIL)                                          | - 7               | - 7               | - 3               | -                          | -                          | -                          |
| <b>III - Fiscalité transférée (hors formation professionnelle<br/>et apprentissage)</b>         | <b>36 711</b>     | <b>40 073</b>     | <b>40 432</b>     | <b>98,4 %</b>              | <b>107,5 %</b>             | <b>101,1 %</b>             |
| Fiscalité transférée au titre de l'acte I de la décentralisation<br>(loi du 7 janvier 1983)     | 14 260            | 17 347            | 17 538            | 97,0 %                     | 118,9 %                    | 104,6 %                    |
| Fiscalité transférée au titre de l'acte II de la décentralisation                               | 12 378            | 12 587            | 12 366            | 100,4 %                    | 102,1 %                    | 99,3 %                     |
| Fiscalité transférée à la suite de la réforme de la fiscalité directe locale                    | 7 763             | 7 754             | 8 113             | 97,7 %                     | 97,4 %                     | 96,2 %                     |
| Fiscalité transférée à divers titres                                                            | 1 295             | 1 354             | 1 410             | 98,0 %                     | 101,1 %                    | 101,5 %                    |
| Fiscalité transférée au titre du pacte de confiance et de<br>responsabilité                     | 1 015             | 1 031             | 1 005             | 99,8 %                     | 96,6 %                     | 103,2 %                    |
| <b>IV - Financement de la formation professionnelle<br/>et de l'apprentissage</b>               | <b>1 162</b>      | <b>871</b>        | <b>876</b>        | <b>98,0 %</b>              | <b>99,1 %</b>              | <b>99,2 %</b>              |
| Ressources des régions au titre de la réforme<br>de la formation professionnelle                | 1 005             | 714               | 719               | 97,7 %                     | 98,9 %                     | 102,4 %                    |
| Ressources des régions au titre de l'apprentissage                                              | 157               | 157               | 157               | 100,0 %                    | 100,0 %                    | 100,0 %                    |

Source : Direction du budget ; projets de loi de finances.

Pour le détail des parties III et IV, voir la version en ligne

**Dotations et subventions de fonctionnement**

(autorisations d'engagement en millions d'euros, votés en loi de finances initiale)

|                                                                                              | LFI<br>2020   | LFI<br>2021   | LFI<br>2022   | LFI<br>2023   | LFI<br>2024   |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| Dotation globale de fonctionnement (DGF) <sup>(a)</sup>                                      | 26 847        | 26 758        | 26 798        | 26 931        | 27 245        |
| Dotation spéciale instituteurs (DSI)                                                         | 8             | 7             | 6             | 5             | 5             |
| Dotation élu local                                                                           | 93            | 101           | 101           | 109           | 124           |
| Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la Corse                                 | 63            | 63            | 57            | 43            | 43            |
| Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion (FMDI) <sup>(b)</sup>                  | 467           | 466           | 440           | 434           | 432           |
| Prélèvement sur les recettes au profit de la collectivité territoriale de Guyane             | 27            | 27            | 27            | 27            | 27            |
| Prélèvement sur les recettes de l'État au profit de la Polynésie française                   | 91            | 91            | 91            | 91            | 91            |
| Soutien exceptionnel de l'État au profit des collectivités du bloc communal (LFR3 pour 2020) | 0             | 510           | 100           | 0             | 0             |
| <b>Total</b>                                                                                 | <b>27 596</b> | <b>28 023</b> | <b>27 621</b> | <b>27 639</b> | <b>27 966</b> |

(a) Réajustement du droit à compensation de La Réunion à la suite de la recentralisation du RSA réalisée le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

(b) Débasage des parts du FMDI du département de Seine-Saint-Denis.

Source : Direction du budget ; projets de loi de finances.

**Compensations d'exonérations et de dégrèvements législatifs**

(autorisations d'engagement en millions d'euros, votés en loi de finances initiale)

|                                                                                                                                         | LFI<br>2020  | LFI<br>2021  | LFI<br>2022  | LFI<br>2023  | LFI<br>2024  |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Dotation de compensation des pertes de CET et de redevance des mines                                                                    | 50           | 50           | 50           | 50           | 30           |
| Compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale                                                                             | 2 669        | 540          | 581          | 628          | 674          |
| Dotation pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale                                                    | 451          | 413          | 388          | 378          | 378          |
| Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)                                                               | 2 918        | 2 905        | 2 880        | 2 875        | 2 840        |
| Dotation de compensation de la taxe sur les logements vacants                                                                           | 4            | 4            | 4            | 4            | 4            |
| Dotation de compensation de la réforme de la fiscalité à Mayotte                                                                        | 107          | 107          | 107          | 107          | 107          |
| Dotation de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle (FDPTP)                                          | 284          | 284          | 284          | 284          | 272          |
| Compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport              | 48           | 48           | 48           | 48           | 48           |
| Prélèvement sur les recettes de l'État au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage  | 123          | 123          | 123          | 123          | 123          |
| Prélèvement sur les recettes pour la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels | 0            | 3 290        | 3 642        | 3 825        | 4 017        |
| PSR de compensation des communes contribuant au FNGIR subissant une perte de CFE                                                        | –            | 1            | 1            | 1            | 3            |
| PSR exceptionnel de compensation du FNPDMTO                                                                                             | –            | 60           | –            | 0            | 0            |
| Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'État au profit des collectivités qui abandonnent ou renoncent aux loyers                 | –            | 10           | –            | 0            | 0            |
| <b>Total</b>                                                                                                                            | <b>6 654</b> | <b>7 835</b> | <b>8 108</b> | <b>8 324</b> | <b>8 496</b> |

Source : Direction du budget ; projets de loi de finances.

## Répartition de la DGF

|                                                               | DGF 2022<br>(en millions<br>d'euros) | DGF 2023<br>(en millions<br>d'euros) | Évolution 2023/2022 |                |
|---------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------------------|---------------------|----------------|
|                                                               |                                      |                                      | en valeur           | en %           |
| DGF voté en LFI                                               | 26 798                               | 26 931                               | + 133               | + 0,5 %        |
| Masse répartie                                                | 26 745                               | 26 915                               | + 170               | + 0,6 %        |
| <b>Communes et groupements de communes à fiscalité propre</b> | <b>18 328</b>                        | <b>18 646</b>                        | <b>+ 318</b>        | <b>+ 1,7 %</b> |
| Dotation forfaitaire des communes                             | 6 780                                | 6 802                                | + 22                | + 0,3 %        |
| Dotation forfaitaire groupements touristiques                 | 18                                   | 18                                   | + 0                 | + 1,2 %        |
| Dotations d'aménagement                                       | 11 530                               | 11 826                               | + 296               | + 2,6 %        |
| Dotation d'intercommunalité                                   | 1 653                                | 1 653                                | + 0                 | + 0,0 %        |
| Dotation de compensation des EPCI                             | 4 640                                | 4 615                                | - 25                | - 0,5 %        |
| Dotation de solidarité urbaine (DSU)                          | 2 566                                | 2 656                                | + 90                | + 3,5 %        |
| Dotation de solidarité rurale (DSR)                           | 1 877                                | 2 077                                | + 200               | + 10,7 %       |
| Dotation nationale de péréquation (DNP)                       | 794                                  | 794                                  | + 0                 | + 0,0 %        |
| <b>Départements</b>                                           | <b>8 417</b>                         | <b>8 269</b>                         | <b>- 148</b>        | <b>- 1,8 %</b> |
| Dotation forfaitaire                                          | 4 247                                | 4 081                                | - 166               | - 3,9 %        |
| Dotation de compensation                                      | 2 646                                | 2 645                                | - 1                 | - 0,0 %        |
| Dotation de péréquation urbaine (DPU)                         | 573                                  | 591                                  | + 18                | + 3,2 %        |
| Dotation de fonctionnement minimale (DFM)                     | 950                                  | 952                                  | + 2                 | + 0,2 %        |

Source : DGCL, bureau des concours financiers de l'État.





# 7

## LES ÉLUS LOCAUX

### **Présentation - Définitions**

- 7-1** Structure par âge et par catégorie socioprofessionnelle des élus locaux
- 7-2** Part des femmes parmi les élus locaux

90

92

93

## PRÉSENTATION

Au 1<sup>er</sup> janvier 2024, la population française de plus de 18 ans est répartie en trois tiers presque équivalents entre les personnes de 18 à 40 ans, de 40 à 60 ans et de 60 ans ou plus. Ce n'est pas le cas pour les élus locaux (fiche 7.1). Ainsi, la part des élus de moins de 40 ans est très inférieure à celle de la population générale (de 18 ans ou plus) : entre seulement 5 % (des conseillers communautaires) et 12 % (pour les conseillers municipaux ou régionaux). Entre 1995 et 2015, cette proportion de jeunes élus avait augmenté pour les conseillers régionaux ; l'augmentation était plus récente pour les conseillers départementaux. Les dernières élections départementales et régionales (2021) ont au contraire vu la part des jeunes élus régresser.

La part des femmes parmi les élus locaux progresse sur le moyen terme, mais reste loin de la parité pour les fonctions exécutives locales. Cette part est plus élevée parmi les jeunes élus : 43,7 % de femmes parmi les élus de 18 à 39 ans, pour une proportion moyenne de 41,3 % tous âges confondus (fiche 7.2).

L'alternance obligatoire d'un homme et d'une femme dans la constitution des listes de candidats s'applique depuis 2014 aux communes de 1 000 habitants ou plus. Cette obligation se traduit, début 2024, par un taux de féminisation de 47,9 % dans les communes de plus de 1 000 habitants. En dessous de ce seuil, la parité n'est pas obligatoire et la part des femmes parmi les élus est de 37,3 % (fiche 7.2). Le taux de féminisation des conseillers départementaux est quant à lui de 50,0 %, traduisant l'obligation de présenter des binômes mixtes (hommes, femmes) de candidats. Celui des conseillers régionaux et territoriaux est de 48,4 % début 2024.

Pour les fonctions de chef de l'exécutif, les taux de féminisation sont en revanche plus faibles : au début de l'année 2024, les femmes représentent 31,6 % des présidents de conseil régional, 21 % des présidents de conseil départemental, 11,9 % des présidents de conseil communautaire et 20,8 % des maires. Plus on s'éloigne de la fonction de maire, plus les fonctions sont occupées par des femmes : 33,5 % parmi les premiers adjoints, 42,1 % pour les deuxièmes adjoints et 44,7 % parmi les autres adjoints et conseillers (fiche 7.2).

Le taux de féminisation des maires est de 20,8 % dans les communes de moins de 500 habitants. Il diminue à mesure que la taille de la commune augmente, jusqu'à la strate de 30 000 à 100 000 habitants (16,5 %) ; il augmente à nouveau pour les communes de 100 000 habitants ou plus (26,2 %) (fiche 7.2).

27,4 % des élus locaux sont retraités ou inactifs, contre 46,1 % dans la population de 15 ans ou plus. Par rapport à leur part dans la population totale, les catégories sociales surreprésentées parmi les élus locaux sont les cadres et les artisans-commerçants, ainsi que les agriculteurs du fait du nombre élevé des communes rurales. Les catégories sous-représentées sont les ouvriers et les employés (fiche 7.1).

## ■ ■ POUR EN SAVOIR PLUS

Ministère de l'Intérieur et des outre-mer : [www.interieur.gouv.fr/Elections](http://www.interieur.gouv.fr/Elections)

La décomposition par région des statistiques est disponible en ligne sur le site de la DGCL : <https://www.collectivites-locales.gouv.fr/collectivites-locales-chiffres>

« Les femmes sont de plus en plus présentes dans la vie politique locale en 2022, mais les plus hautes fonctions restent majoritairement l'apanage des hommes », bulletin d'information statistique (BIS) de la DGCL, n° 162, mars 2022.

## DÉFINITIONS

Les données sont recueillies et produites au ministère de l'Intérieur par le **bureau des élections et des études politiques (direction de la modernisation et de l'action territoriale)**.

### ► Mandats

Il s'agit des mandats électifs tels qu'ils figurent dans le répertoire national des élus (RNE).

### ► Répertoire national des élus (RNE)

Le RNE, régi par le décret n° 2014-1479 du 9 décembre 2014 relatif à la mise en œuvre de deux traitements automatisés de données à caractère personnel dénommés « Application élection » et « Répertoire national des élus », constitue une base de données mise à jour en continu par les préfetures, afin d'assurer le suivi des mandats électoraux et des fonctions électives de tous les élus.

### ► Catégories socioprofessionnelles

Elles sont déterminées selon 65 postes pour la quasi-totalité des élus. Ces professions ont été reclassées selon la nomenclature des professions et catégories socioprofessionnelles (PCS) de l'Insee, agrégée en 8 postes. Il subsiste un nombre important de déclarations « autres professions » qui ne peuvent être reclassées. Par ailleurs, la ventilation par l'Insee de la population selon leur PCS est

disponible pour les plus de 15 ans, donc au-delà de la population éligible, et comprend de plus un grand nombre de personnes en formation (« autres sans activité professionnelle »).

### ► Parité et conseils communautaires

Dans les communes de moins de 1 000 habitants, les conseillers communautaires sont désignés parmi les conseillers municipaux élus en suivant l'ordre du tableau (maire, adjoints, puis conseillers) et dans la limite du nombre de sièges attribués à la commune au sein du conseil communautaire.

Dans les communes de 1 000 habitants ou plus, la liste des candidats au mandat de conseiller communautaire est établie sur la base des candidats aux élections municipales qui lui correspond : les citoyens utilisent un seul bulletin de vote, mentionnant une liste de candidats aux élections municipales et la liste des candidats au mandat de conseiller communautaire qui lui est liée (quelle que soit la taille de la commune, il n'est pas possible d'être conseiller communautaire sans être au préalable conseiller municipal ou conseiller d'arrondissement). Par construction, les groupements ayant beaucoup de communes de 1 000 habitants ou plus intégreront alors davantage de femmes dans leur conseil, puisque les listes se présentant dans ces communes ont l'obligation de respecter la parité.

Nombre d'élus locaux au 1<sup>er</sup> janvier 2024 et répartition par âge<sup>(a)</sup>

| Mandats                                              | Effectifs<br>pourvus | Répartition par classe d'âge (en %) |                   |                   |          | Âge<br>moyen |
|------------------------------------------------------|----------------------|-------------------------------------|-------------------|-------------------|----------|--------------|
|                                                      |                      | moins de<br>40 ans                  | de 40<br>à 59 ans | 60 ans<br>et plus | Ensemble |              |
| Ensemble des mandats                                 | 559 993              | 11,4                                | 46,8              | 41,8              | 100,0    | 55,7         |
| Conseillers régionaux et territoriaux <sup>(b)</sup> | 1 923                | 12,8                                | 56,3              | 30,8              | 100,0    | 53,2         |
| Dont : présidents                                    | 19                   | .                                   | 42,1              | 57,9              | 100,0    | 61,2         |
| Conseillers départementaux <sup>(c)</sup>            | 4 045                | 7,0                                 | 49,2              | 43,8              | 100,0    | 56,9         |
| Dont : présidents                                    | 95                   | 1,1                                 | 38,9              | 60,0              | 100,0    | 60,9         |
| Conseillers communautaires <sup>(d)</sup>            | 65 019               | 4,5                                 | 38,7              | 56,8              | 100,0    | 60,2         |
| Dont : présidents                                    | 1 248                | 2,4                                 | 38,4              | 59,2              | 100,0    | 60,9         |
| Conseillers municipaux <sup>(e)</sup>                | 489 006              | 12,4                                | 47,8              | 39,8              | 100,0    | 55,1         |
| Dont : maires                                        | 34 800               | 2,5                                 | 34,3              | 63,2              | 100,0    | 61,9         |
| 1 <sup>ers</sup> adjoints                            | 33 834               | 4,1                                 | 40,3              | 55,6              | 100,0    | 60,0         |
| 2 <sup>es</sup> adjoints                             | 31 321               | 6,2                                 | 45,1              | 48,7              | 100,0    | 58,2         |
| autres adjoints                                      | 49 573               | 6,7                                 | 46,4              | 46,9              | 100,0    | 57,5         |
| autres conseillers                                   | 339 478              | 15,6                                | 50,4              | 33,9              | 100,0    | 53,3         |
| Dont : communes de moins de 1 000 habitants          | 271 477              | 13,8                                | 47,0              | 39,2              | 100,0    | 54,8         |
| communes de 1 000 habitants et plus                  | 217 529              | 10,6                                | 48,9              | 40,5              | 100,0    | 55,5         |
| Population française de 18 à 99 ans (au 01/01/2024)  | 53 655 000           | 32,7 %                              | 32,2 %            | 35,1 %            | 100,0    | 50,6         |

(a) Âge au 1<sup>er</sup> janvier.  
(b) Y compris Corse, Martinique et Guyane. Les présidents d'organe exécutif sont comptés avec les présidents.  
(c) Y compris Collectivité européenne d'Alsace.  
(d) Y compris métropole de Lyon.  
(e) Y compris Paris.  
Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, février 2024) ; Insee, estimations de population.  
Champ : France métropolitaine + DOM.

La catégorie socioprofessionnelle des élus locaux en 2024  
(en %)

| Catégorie socioprofessionnelle                    | Ensemble des élus locaux | Conseillers régionaux et territoriaux | Conseillers départementaux | Conseillers communautaires | Conseillers municipaux | dont : maires | Population de 15 ans ou plus |
|---------------------------------------------------|--------------------------|---------------------------------------|----------------------------|----------------------------|------------------------|---------------|------------------------------|
| Agriculteurs exploitants                          | 8,0                      | 3,6                                   | 4,1                        | 7,7                        | 8,1                    | 11,8          | 0,7                          |
| Artisans, commerçants et chefs d'entreprises      | 6,6                      | 10,0                                  | 6,6                        | 6,6                        | 6,6                    | 6,1           | 3,5                          |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures | 21,4                     | 48,7                                  | 38,9                       | 26,3                       | 20,5                   | 21,6          | 10,6                         |
| Professions intermédiaires                        | 17,0                     | 11,7                                  | 13,9                       | 13,3                       | 17,5                   | 11,0          | 13,7                         |
| Employés                                          | 13,1                     | 6,0                                   | 6,4                        | 7,9                        | 13,8                   | 6,2           | 14,2                         |
| Ouvriers                                          | 6,4                      | 0,8                                   | 0,5                        | 2,1                        | 7,1                    | 2,5           | 10,9                         |
| Retraités                                         | 23,9                     | 11,6                                  | 23,0                       | 32,9                       | 22,7                   | 38,1          | 46,1                         |
| Autres sans activité professionnelle              | 3,6                      | 7,6                                   | 6,6                        | 3,2                        | 3,6                    | 2,7           |                              |
| Ensemble                                          | 100,0                    | 100,0                                 | 100,0                      | 100,0                      | 100,0                  | 100,0         | 100,0                        |

Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, avril 2024) ; Insee, enquête Emploi 2020.  
Champ : France métropolitaine + DOM.

## Part des femmes parmi les élus locaux au 1<sup>er</sup> janvier 2024, selon l'âge<sup>(a)</sup> (en %)

| Mandats                                              | Âge des élus <sup>(a)</sup> |                |                |                |                |                |                |
|------------------------------------------------------|-----------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                                                      | Tous âges                   | De 18 à 39 ans | De 40 à 49 ans | De 50 à 54 ans | De 55 à 59 ans | De 60 à 64 ans | 65 ans ou plus |
| <b>Ensemble des mandats</b>                          | <b>41,3</b>                 | <b>43,7</b>    | <b>47,5</b>    | <b>45,3</b>    | <b>43,1</b>    | <b>38,6</b>    | <b>34,4</b>    |
| Conseillers régionaux et territoriaux <sup>(b)</sup> | 48,4                        | 48,6           | 55,7           | 50,5           | 50,5           | 44,7           | 37,8           |
| Dont : présidents                                    | 31,6                        | .              | 33,3           | 100,0          | 50,0           | .              | 33,3           |
| Conseillers départementaux <sup>(c)</sup>            | 50,0                        | 45,2           | 53,3           | 53,0           | 55,0           | 52,7           | 42,7           |
| Dont : présidents                                    | 21,1                        | .              | 16,7           | 25,0           | 35,3           | 26,1           | 11,8           |
| Conseillers communautaires <sup>(d)</sup>            | 35,0                        | 41,7           | 45,3           | 43,0           | 40,2           | 33,5           | 27,4           |
| Dont : présidents                                    | 11,9                        | 6,7            | 12,7           | 19,6           | 16,1           | 13,1           | 7,5            |
| Conseillers municipaux <sup>(e)</sup>                | 42,0                        | 43,8           | 47,6           | 45,5           | 43,4           | 39,3           | 35,7           |
| Dont : maires                                        | 20,8                        | 24,4           | 27,4           | 25,9           | 25,3           | 21,2           | 16,4           |
| 1 <sup>ers</sup> adjoints                            | 33,5                        | 34,5           | 38,1           | 39,4           | 36,8           | 31,8           | 29,3           |
| 2 <sup>es</sup> adjoints                             | 42,1                        | 40,7           | 46,8           | 46,8           | 44,4           | 40,8           | 37,7           |
| autres adjoints                                      | 44,3                        | 46,0           | 51,8           | 49,7           | 46,9           | 42,8           | 36,6           |
| autres conseillers                                   | 44,7                        | 44,3           | 48,6           | 46,8           | 45,4           | 42,5           | 40,4           |
| Dont : communes de moins de 1 000 habitants          | 37,3                        | 40,1           | 41,9           | 39,5           | 37,4           | 34,8           | 32,2           |
| communes de 1 000 habitants et plus                  | 47,9                        | 49,8           | 54,7           | 52,2           | 50,3           | 44,7           | 40,0           |

(a) Âge au 1<sup>er</sup> janvier.

(b) Y compris Corse, Martinique et Guyane. Les présidents d'organe exécutif sont comptés avec les présidents.

(c) Y compris Collectivité européenne d'Alsace.

(d) Y compris métropole de Lyon.

(e) Y compris Paris.

Lecture : 41,3 % des élus sont des femmes. Parmi les conseillers régionaux ou territoriaux de 18 à 39 ans, 48,4 % sont des femmes. Il n'y a pas de président de région ou de CTU de 18 à 39 ans.

Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, avril 2024).

Champ : France métropolitaine + DOM.

## Part des femmes parmi les maires en 2024, selon leur âge et la taille de la commune (en %)

| Mandats                                 | Âge des maires <sup>(a)</sup> |                |                |                |                |                |                |
|-----------------------------------------|-------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
|                                         | Tous âges                     | De 18 à 39 ans | De 40 à 49 ans | De 50 à 54 ans | De 55 à 59 ans | De 60 à 64 ans | 65 ans ou plus |
| Maires                                  | 20,8                          | 24,4           | 27,4           | 25,9           | 25,3           | 21,2           | 16,4           |
| d'une commune de moins de 500 habitants | 21,6                          | 30,4           | 28,8           | 26,0           | 25,9           | 21,4           | 17,5           |
| de 500 à 1 000 habitants                | 19,6                          | 18,9           | 27,2           | 24,5           | 22,2           | 20,5           | 15,8           |
| de 1 000 à 3 500 habitants              | 20,8                          | 20,5           | 27,0           | 29,2           | 27,5           | 22,4           | 14,5           |
| de 3 500 à 10 000 habitants             | 19,1                          | 14,5           | 24,6           | 26,7           | 22,9           | 20,1           | 13,2           |
| de 10 000 à 30 000 habitants            | 18,1                          | 6,1            | 18,3           | 15,5           | 27,5           | 17,0           | 17,8           |
| de 30 000 à 100 000 habitants           | 16,5                          | 25,0           | 18,8           | 15,4           | 25,0           | 10,8           | 11,1           |
| de 100 000 habitants ou plus            | 26,2                          | –              | 30,0           | –              | –              | 25,0           | 30,8           |

(a) Âge au 1<sup>er</sup> janvier.

Lecture : 20,8 % des maires sont des femmes. La part des femmes parmi les maires de 18 à 39 ans d'une commune de moins de 500 habitants est de 30,4 %.

Source : DGCL. Données : ministère de l'Intérieur, bureau des élections et des études politiques (répertoire national des élus, avril 2024).

Champ : France métropolitaine + DOM.





# 8

## LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE

|                                                                                                                         |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>Présentation - Définitions</b>                                                                                       | 96  |
| <b>8-1</b> Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales                                              | 99  |
| <b>8-2</b> Les effectifs et le volume de travail selon le type de collectivités locales                                 | 101 |
| <b>8-3</b> Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales par région                                   | 102 |
| <b>8-4</b> Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon le statut et la catégorie hiérarchique | 104 |
| <b>8-5</b> Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon la filière                             | 106 |
| <b>8-6</b> Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon l'âge                                  | 108 |
| <b>8-7</b> L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'agents employés                                    | 110 |
| <b>8-8</b> L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'habitants                                          | 113 |
| <b>8-9</b> Les femmes dans les collectivités locales                                                                    | 117 |
| <b>8-10</b> Les mouvements de personnel dans les collectivités locales                                                  | 119 |
| <b>8-11</b> La fonction publique territoriale au sein de la fonction publique                                           | 120 |
| <b>8-12</b> Les salaires dans les collectivités locales                                                                 | 121 |
| <b>8-13</b> Les élections professionnelles dans la fonction publique territoriale                                       | 122 |

## PRÉSENTATION

Au 31 décembre 2022, on compte 1 978 000 agents rémunérés en emploi principal dans la fonction publique territoriale (FPT). Parmi eux, 1 431 400 sont fonctionnaires, 458 500 sont contractuels, 24 400 agents bénéficient de contrats aidés et 63 800 relèvent d'autres statuts (assistants maternels, apprentis, collaborateurs de cabinet). Par ailleurs, on dénombre 38 700 postes dits secondaires, c'est-à-dire des postes occupés par des agents ayant une autre activité dans la fonction publique davantage rémunératrice. En volume de travail, on dénombre au total 1 888 800 agents en équivalent temps plein en 2022 (*fiche 8.1*).

Entre fin 2021 et fin 2022, les effectifs de la FPT sont en baisse (– 0,2 %). Néanmoins cette baisse est légèrement moins forte que celle des effectifs de la fonction publique hospitalière (FPH) pour laquelle elle atteint – 0,3 %, tandis que les effectifs de la fonction publique d'Etat (FPE) sont en hausse (+ 0,6 % après – 0,1 % en 2021). Hors bénéficiaires de contrats aidés, les effectifs de la FPT augmentent en 2022 plus modérément qu'en 2021 (+ 0,3 % après + 0,6 % en 2021). Cette hausse est portée par l'augmentation du nombre contractuels (+ 4,4 %) et des agents sous statut « Autres » (+ 4,6 %) ce qui compense la baisse des fonctionnaires (– 1,2 % ; *fiches 8.4 et 8.11*). Le volume de travail en EQTP progresse légèrement en 2022 (+ 0,2 % après + 1,6 % en 2021) (*fiche 8.1*).

Hors bénéficiaires de contrats aidés, le recul des effectifs de la FPT dans les organismes communaux se poursuit (– 0,5 % après – 0,3 % en 2021) avec une baisse dans les organismes communaux qui s'intensifie (– 3,2 % après – 2,5 % en 2021). Dans le même temps, les effectifs diminuent de – 0,2 % dans les régions tandis que dans les organismes départementaux et intercommunaux ils augmentent respectivement de + 0,5 % et + 2,4 % (*fiche 8.2*).

En France métropolitaine, tous types de collectivités confondus, les évolutions par région sont hétérogènes. D'un côté, les régions Grand-Est, Hauts-de-France, Île-de-France et Provence-Alpes-Côte d'Azur affichent une baisse du nombre d'agents. D'un autre côté, dans les autres régions, des hausses sont observées, entre + 0,2 % en Bretagne et + 1,2 % en Pays de la Loire (*fiche 8.3a*).

Par rapport aux deux autres versants de la fonction publique, la FPT se caractérise par une forte proportion d'agents de catégorie C (71,3 %). Néanmoins à la suite au reclassement de cadres d'emplois de C à B en 2022, les proportions d'agents de catégorie A et B passent respectivement de 12,4 à 12,6 % et de 11,9 à 14,8 % du total des agents.

Le nombre d'employeurs de la FPT s'établit à environ 42 900, dont 10,1 % ne rémunèrent que des agents en emplois secondaires ou contrats aidés. Les organismes communaux et les organismes intercommunaux concentrent plus des trois quarts des effectifs de la FPT et les organismes départementaux près de 18 % (*fiches 8.4 et 8.7*).

Dans la FPT, plus de trois agents sur cinq sont des femmes (61,3 %), proportion comparable à celle de la fonction publique de l'État (61,2 %) mais inférieure à celle de la fonction publique hospitalière (77,8 %). Les femmes sont très présentes dans les établissements communaux (85,7 %). La catégorie hiérarchique ayant la part des femmes la plus importante est la catégorie A, à la suite des reclassements de B en A de cadres d'emploi majoritairement féminins, en 2019 (69,4 % ; *fiches 8.9 et 8.11*).

La filière technique et la filière administrative regroupent à elles deux près de 70 % des effectifs territoriaux. La répartition des emplois par filière varie fortement selon le niveau de collectivité : par exemple, la filière administrative est fortement présente au sein des communes. En outre, les filières médico-sociale et sociale sont très largement féminines (à hauteur respectivement de 95,2 % et 94,7 %) tandis que les femmes ne représentent que 7 % des effectifs de la filière incendie et secours et 21,5 % de la filière police municipale (*fiches 8.5 et 8.9*).

Les agents de la FPT sont, en moyenne, plus âgés que dans les deux autres versants : 45,7 ans contre 44,4 ans dans la fonction publique d'État (hors militaires) et seulement 42,1 ans dans la fonction publique hospitalière. Les fonctionnaires sont également plus âgés que les contractuels (*fiches 8.6 et 8.11*).

Le salaire mensuel net moyen dans la FPT est de 2 154 € (hors emplois aidés) en 2022, soit une hausse de + 4,1 % en euros courants mais, diminuée en euros constants, c'est-à-dire une fois déduit l'effet de la hausse des prix (– 1,1 %, *fiche 8.12*).

Les dernières élections professionnelles dans la fonction publique ont eu lieu le 8 décembre 2022 (*fiche 8.13*). Les prochaines auront lieu en décembre 2026.

## POUR EN SAVOIR PLUS

« En 2022, le nombre d'agents de la fonction publique territoriale diminue de - 0,2 % », Bulletin d'information statistique n° 183, avril 2024, [www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales](http://www.collectivites-locales.gouv.fr/etudes-et-statistiques-locales)

« En 2022, l'emploi augmente de 0,3 % dans l'ensemble de la fonction publique », Informations rapides n° 94, avril 2024, [www.insee.fr](http://www.insee.fr)

Rapport annuel sur l'état de la fonction publique. Édition 2023, en ligne sur le site de la Direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP), [www.fonction-publique.gouv.fr](http://www.fonction-publique.gouv.fr)

## MÉTHODOLOGIE

Jusqu'au millésime 2021, le système d'information sur les agents des services publics (Siasp) était principalement alimenté par les déclarations annuelles de données sociales (DADS) pour les agents relevant de la fonction publique territoriale (FPT).

Depuis 2017, une part croissante des données de Siasp provenait des déclarations sociales nominatives (DSN), en substitution des autres sources. En 2022, les employeurs du secteur public ont fini de migrer vers le système de déclaration en DSN, conformément au décret 2016-611 du 18 mai 2016.

Cette transition a permis aux employeurs de revoir leurs systèmes d'information et de déclaration, pouvant potentiellement modifier leurs pratiques déclaratives. En raison de ces changements, l'Insee a entrepris une révision des traitements statistiques portant sur l'emploi et les rémunérations des agents de la fonction publique, en ajustant également les concepts utilisés.

Par continuité avec certains de nos traitements antérieurs, depuis le

millésime 2022, les définitions d'un poste non annexe ainsi que d'un poste principal appliquées ici se distinguent de celles de l'Insee. En effet, un emploi est considéré comme annexe s'il génère un faible volume de travail annuel, soit moins de 30 jours ou moins de 120 heures, à l'exception des postes débutant en décembre où le volume de travail doit être de moins 7,5 jours ou de 30 heures. Le poste principal est quant à lui le poste actif et non annexe le plus rémunérateur parmi tous les autres postes d'un agent au sein de la fonction publique.

Néanmoins, compte tenu des changements méthodologiques précisés au début de cet avertissement, les résultats publiés dans cette édition ne sont pas entièrement comparables à ceux des années précédentes ni aux publications de l'Insee. Pour autant, les données du millésime 2021 ont été recalculées afin de garantir une cohérence et une homogénéité dans les comparaisons entre les années 2021 et 2022.

## DÉFINITIONS

### ► Les trois versants de la fonction publique

La fonction publique en France comprend trois composantes : fonction publique de l'État, territoriale et hospitalière. Dans le cadre d'un même statut général des fonctionnaires, chacune est régie par des dispositions particulières à caractère national.

Les emplois de la **fonction publique d'État (FPE)** se répartissent entre les administrations centrales de l'État et ses services déconcentrés.

La création de la **fonction publique territoriale (FPT)** en 1984 a suivi les lois de décentralisation (1983) confiant aux collectivités locales la responsabilité de services d'intérêts locaux. La fonction publique territoriale regroupe l'ensemble des emplois des collectivités territoriales (la commune, le département, la région) et de leurs établissements publics.

La **fonction publique hospitalière (FPH)**, telle que définie par la loi du 9 janvier 1986, regroupe, à l'exception du personnel médical (médecins, biologistes, pharmaciens et orthodontistes), l'ensemble des emplois des établissements suivants :

- les établissements d'hospitalisation publics ;
- les maisons de retraite publiques ;
- les établissements publics ou à caractère public relevant des services départementaux de l'aide sociale à l'enfance ;
- les établissements publics pour mineurs ou adultes handicapés ou inadaptés ;
- les centres d'hébergement et de réinsertion sociale publics ou à caractère public.

### ► Le système d'information sur les agents des services publics (SIASP)

Élaboré par l'Insee pour le suivi des trois versants de la fonction publique (territorial-FPT, de l'État-FPE et hospitalier-FPH) repose sur la mobilisation de sources administratives. Il constitue l'équivalent pour le secteur public des déclarations annuelles de données sociales (DADS).

### ► Emploi annexe, emploi non-annexe, emploi principal et emploi secondaire

Un emploi est considéré comme annexe s'il génère un faible volume de travail annuel, soit moins de 30 jours ou moins de 120 heures, à l'exception des postes débutant en décembre où le volume de travail doit être de moins 7,5 jours ou de 30 heures. Au contraire, un emploi générant un volume de travail significatif sera non-annexe. Certains agents exercent deux (voire plusieurs) emplois non-annexes dans la fonction publique. Il est fréquent, en particulier, qu'un agent d'une collectivité territoriale exerce une seconde activité dans une autre collectivité ou dans un autre versant de la fonction publique ou dans le secteur privé. L'un est l'emploi principal (en principe celui dont la rémunération est la plus élevée), l'autre, ou les autres, sont des emplois secondaires. Depuis le millésime 2022, la définition du poste principal se distingue de celle de l'Insee dans la mesure où cette publication ne prend pas en compte la multi-activité entre le secteur public et le secteur privé.

### ► Volume de travail en équivalent temps plein

Il prend en compte l'ensemble des emplois qui regroupe les activités à temps complet, à temps partiel ou au forfait, aux cessations progressives d'activité ou aux périodes de congés de maladie

ordinaire et aux congés formation. Ces emplois peuvent être annexes ou non annexes.

#### ► Les établissements publics à caractère administratif (EPA)

Le statut de recrutement des agents dans ces établissements est de droit public. Sont notamment classés en EPA les universités, les établissements publics scientifiques et techniques, dont le personnel relève surtout de la FPE, les centres communaux d'action sociale, les organismes intercommunaux (FPT), les hôpitaux publics et les maisons de retraite publiques autonomes (FPH).

#### ► La métropole de Lyon

Elle a été créée au 1<sup>er</sup> janvier 2015. Elle reprend les compétences de la communauté urbaine (CU) de Lyon et exerce de plus sur son territoire les compétences d'un conseil départemental. Bien que son statut soit unique, ses effectifs ont été comptabilisés avec ceux des EPCI à fiscalité propre.

#### ► Les établissements publics territoriaux (EPT)

Les EPT ont été créés au 1<sup>er</sup> janvier 2016. Ils correspondent à des sous-ensembles de la métropole du Grand Paris. Même s'il ne s'agit pas de métropoles, leurs effectifs ont été comptés avec celles-ci.

Créée au 1<sup>er</sup> janvier 2016, la **collectivité unique de Guyane** correspond à la fusion du département et de la région de Guyane. Il en va de même pour la **collectivité unique de Martinique**.

La **collectivité de Corse**, créée au 1<sup>er</sup> janvier 2018, correspond à la fusion des deux départements et de la collectivité territoriale. Son effectif est comptabilisé avec ceux des régions.

La **Ville de Paris**, créée au 1<sup>er</sup> janvier 2019, est une entité correspondant à la fusion du département et de la commune de Paris. Son effectif est comptabilisé avec ceux des communes.

#### ► Les contrats aidés

Un contrat aidé est un contrat de travail dérogatoire au droit commun, pour lequel l'employeur bénéficie d'aides, qui peuvent prendre la forme de subventions à l'embauche, d'exonérations de certaines cotisations sociales ou d'aides à la formation. Le principe général est de diminuer, par des aides directes ou indirectes, les coûts d'embauche et/ou de formation pour l'employeur. Ces emplois aidés sont, en général, accessibles prioritairement à des « publics cibles », telles les personnes « en difficulté sur le marché du travail » ou les jeunes. Dans le secteur non marchand, ils sont le plus souvent conclus par des associations, des collectivités territoriales ou des entreprises publiques.

#### ► Les notions de cadre d'emplois et de filière

La loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale définit ainsi le cadre d'emplois : « Un

cadre d'emplois regroupe les fonctionnaires soumis au même statut particulier, titulaires d'un grade leur donnant vocation à occuper un ensemble d'emplois. Chaque titulaire d'un grade a vocation à occuper certains des emplois correspondant à ce grade. Le cadre d'emplois peut regrouper plusieurs grades ». La loi précise que les cadres d'emplois sont répartis en catégories hiérarchiques, désignées, en ordre décroissant, par les lettres A, B, C :

– A : fonctions de direction et de conception ;

– B : fonctions d'application et de maîtrise ;

– C : fonctions d'exécution.

La loi dispose que chaque cadre d'emplois est régi par un statut particulier, établi par décret en Conseil d'État. Le statut particulier définit, pour chaque cadre d'emplois, la hiérarchie des grades, le nombre d'échelons dans chaque grade, les règles d'avancement d'échelon et de promotion au grade supérieur. Il présente un caractère national. Il est donc commun aux fonctionnaires des communes, des départements, des régions et de leurs établissements publics. Ce statut précise aussi les fonctions que peuvent exercer les fonctionnaires du cadre d'emplois. Par commodité, ces cadres d'emplois sont regroupés en « filières », qui désignent le secteur d'activité commun à plusieurs d'entre eux (filière sportive, culturelle par exemple).

#### ► Comité social territorial (CST)

Un CST est créé dans chaque collectivité ou établissement employant au moins cinquante agents, ainsi qu'àuprès de chaque centre de gestion pour les collectivités et établissements affiliés employant moins de cinquante agents. Les représentants titulaires et suppléants du personnel sont élus au scrutin de liste, pour quatre ans, à la proportionnelle avec attribution des restes à la plus forte moyenne. Les comités sociaux territoriaux sont consultés principalement sur des questions relatives à l'organisation et au fonctionnement des services.

#### ► Les centres de gestion

Établissements publics à caractère administratif, les centres de gestion sont gérés par des élus des collectivités. Ils sont départementaux à l'exception de la région parisienne où deux centres interdépartementaux gèrent l'un la petite couronne (Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne), l'autre la grande couronne (Val d'Oise, Essonne, Yvelines). Les centres de gestion ont pour mission la gestion du personnel territorial et regroupent obligatoirement les collectivités et leurs établissements employant moins de 350 agents et, de façon facultative, toute autre collectivité qui le souhaite.

# Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales 8-1a

## Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon le type d'emplois (en milliers)

|                                              | Emplois au 31 décembre |                                |                              |                |                        |                        | Volume de travail en équivalent temps plein |                                |                              |                |                        |                        |
|----------------------------------------------|------------------------|--------------------------------|------------------------------|----------------|------------------------|------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|----------------|------------------------|------------------------|
|                                              | 2020                   | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022           | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 | 2020                                        | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022           | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 |
| <b>Emplois non annexes<sup>(a)</sup> (1)</b> | <b>1 997,0</b>         | <b>2 015,2</b>                 | <b>2 020,1</b>               | <b>2 016,7</b> | <b>+ 0,9 %</b>         | <b>- 0,2 %</b>         | <b>1 809,5</b>                              | <b>1 839,7</b>                 | <b>1 862,2</b>               | <b>1 864,1</b> | <b>+ 1,7 %</b>         | <b>+ 0,1 %</b>         |
| Emplois principaux <sup>(b)</sup>            | 1 960,3                | 1 977,2                        | 1 981,6                      | 1 978,0        | + 0,9 %                | - 0,2 %                | 1 782,3                                     | 1 804,0                        | 1 802,4                      | 1 799,5        | + 1,2 %                | - 0,2 %                |
| Emplois secondaires <sup>(b)</sup>           | 36,7                   | 37,9                           | 38,4                         | 38,7           | + 3,5 %                | + 0,8 %                | 27,1                                        | 35,7                           | 59,8                         | 64,6           | + 31,4 %               | + 8,0 %                |
| <b>Emplois annexes<sup>(c)</sup> (2)</b>     | <b>s.o.</b>            | <b>s.o.</b>                    | <b>s.o.</b>                  | <b>s.o.</b>    | <b>s.o.</b>            | <b>s.o.</b>            | <b>20,4</b>                                 | <b>19,8</b>                    | <b>23,5</b>                  | <b>24,7</b>    | <b>- 2,8 %</b>         | <b>+ 5,4 %</b>         |
| <b>Ensemble des emplois<br/>(1) + (2)</b>    | <b>s.o.</b>            | <b>s.o.</b>                    | <b>s.o.</b>                  | <b>s.o.</b>    | <b>s.o.</b>            | <b>s.o.</b>            | <b>1 829,8</b>                              | <b>1 859,5</b>                 | <b>1 885,6</b>               | <b>1 888,8</b> | <b>+ 1,6 %</b>         | <b>+ 0,2 %</b>         |

(a) Les emplois dits « non annexes » correspondent à des emplois dont la durée est supérieure à 30 jours et le nombre d'heures rémunérées supérieur à 120.

(b) Lorsqu'un agent cumule plusieurs emplois non annexes dans la fonction publique, l'emploi principal est celui pour lequel son salaire net est le plus élevé. Les autres emplois sont dits « secondaires ».

(c) Un emploi annexe est, ici, un emploi dont la durée est inférieure à 30 jours ou le nombre d'heures inférieur à 120. Du fait du faible volume d'heures qu'ils représentent, ils ne sont pas pris en compte pour le calcul des effectifs.

s. o. : sans objet.

Note : les emplois secondaires pouvant être occupés par les mêmes agents que les emplois principaux, ils sont supprimés du calcul des effectifs au 31 décembre pour éviter les doubles comptes. Les volumes de travail en équivalent temps plein, eux, seront calculés sur l'ensemble des emplois. Ils correspondent à l'ensemble du travail généré, quel que soit le type de poste. Ils prendront donc en compte non seulement les emplois principaux, mais également les emplois secondaires et les emplois annexes.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte, tous emplois.

## Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon le statut (en milliers)

|                                                              | Effectifs au 31 décembre |                                |                              |                |                        |                        | Volume de travail en équivalent temps plein |                                |                              |                |                        |                        |
|--------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------------|------------------------------|----------------|------------------------|------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|----------------|------------------------|------------------------|
|                                                              | 2020                     | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022           | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 | 2020                                        | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022           | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 |
| <b>Ensemble hors bénéficiaires<br/>de contrats aidés (1)</b> | <b>1 931,8</b>           | <b>1 942,5</b>                 | <b>1 948,5</b>               | <b>1 953,6</b> | <b>+ 0,6 %</b>         | <b>+ 0,3 %</b>         | <b>1 809,1</b>                              | <b>1 836,5</b>                 | <b>1 863,1</b>               | <b>1 863,7</b> | <b>+ 1,5 %</b>         | <b>+ 0,0 %</b>         |
| Fonctionnaires                                               | 1 455,6                  | 1 446,8                        | 1 449,0                      | 1 431,4        | - 0,6 %                | - 1,2 %                | 1 389,8                                     | 1 384,1                        | 1 393,5                      | 1 374,4        | - 0,4 %                | - 1,4 %                |
| Contractuels                                                 | 419,9                    | 436,8                          | 439,2                        | 458,5          | + 4,0 %                | + 4,4 %                | 365,3                                       | 396,3                          | 410,1                        | 426,0          | + 8,5 %                | + 3,9 %                |
| Autres <sup>(a)</sup>                                        | 56,3                     | 59,0                           | 60,4                         | 63,8           | + 4,6 %                | + 5,7 %                | 54,0                                        | 56,1                           | 59,6                         | 63,3           | + 3,8 %                | + 6,2 %                |
| <b>Bénéficiaires<br/>de contrats aidés (2)</b>               | <b>28,5</b>              | <b>34,7</b>                    | <b>33,1</b>                  | <b>24,4</b>    | <b>+ 21,8 %</b>        | <b>- 26,4 %</b>        | <b>20,7</b>                                 | <b>23,0</b>                    | <b>22,5</b>                  | <b>25,2</b>    | <b>+ 10,8 %</b>        | <b>+ 11,8 %</b>        |
| <b>Total (1) + (2)</b>                                       | <b>1 960,3</b>           | <b>1 977,2</b>                 | <b>1 981,6</b>               | <b>1 978,0</b> | <b>+ 0,9 %</b>         | <b>- 0,2 %</b>         | <b>1 829,8</b>                              | <b>1 859,5</b>                 | <b>1 885,6</b>               | <b>1 888,8</b> | <b>+ 1,6 %</b>         | <b>+ 0,2 %</b>         |

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels, apprentis.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte, emplois principaux pour les effectifs au 31 décembre, ensemble des emplois pour les volumes de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales  
selon la catégorie hiérarchique, le sexe et le type de temps de travail des agents  
(en milliers)

|                                  | Effectifs au 31 décembre |                                |                              |         |                        |                        | Volume de travail en équivalent temps plein |                                |                              |         |                        |                        |
|----------------------------------|--------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------|------------------------|------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------|------------------------|------------------------|
|                                  | 2020                     | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022    | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 | 2020                                        | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022    | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 |
| Catégorie A                      | 240,9                    | 242,6                          | 243,3                        | 247,5   | + 0,7 %                | + 1,7 %                | 228,3                                       | 229,8                          | 228,7                        | 233,4   | + 0,7 %                | + 2,1 %                |
| Catégorie B                      | 232,8                    | 235,2                          | 235,2                        | 293,0   | + 1,0 %                | + 24,6 %               | 219,7                                       | 222,4                          | 224,0                        | 276,7   | + 1,2 %                | + 23,5 %               |
| Catégorie C                      | 1 382,8                  | 1 385,4                        | 1 388,0                      | 1 325,3 | + 0,2 %                | - 4,5 %                | 1 288,4                                     | 1 304,4                        | 1 322,2                      | 1 252,2 | + 1,2 %                | - 5,3 %                |
| Catégorie indéterminée           | 19,0                     | 20,4                           | 21,6                         | 24,0    | + 7,2 %                | + 11,1 %               | 18,7                                        | 23,8                           | 28,6                         | 38,0    | + 27,5 %               | + 33,0 %               |
| Femmes                           | 1 140,2                  | 1 144,4                        | 1 147,3                      | 1 148,7 | + 0,4 %                | + 0,1 %                | 1 038,6                                     | 1 058,4                        | 1 073,4                      | 1 071,5 | + 1,9 %                | - 0,2 %                |
| Hommes                           | 735,3                    | 739,1                          | 740,9                        | 741,2   | + 0,5 %                | + 0,0 %                | 716,5                                       | 722,0                          | 730,2                        | 728,9   | + 0,8 %                | - 0,2 %                |
| Temps complet                    | 1 412,8                  | 1 421,0                        | 1 373,2                      | 1 397,5 | + 0,6 %                | + 1,8 %                | 1 399,7                                     | 1 424,8                        | 1 459,3                      | 1 408,6 | + 1,8 %                | - 3,5 %                |
| Temps partiel <sup>(a)</sup>     | 239,2                    | 237,9                          | 276,2                        | 251,4   | - 0,5 %                | - 9,0 %                | 193,0                                       | 191,3                          | 166,4                        | 209,7   | - 0,9 %                | + 26,1 %               |
| Temps non complet <sup>(a)</sup> | 223,5                    | 224,7                          | 238,8                        | 241,0   | + 0,5 %                | + 0,9 %                | 162,4                                       | 164,2                          | 177,9                        | 182,1   | + 1,1 %                | + 2,3 %                |
| Total                            | 1 875,5                  | 1 883,6                        | 1 888,2                      | 1 889,9 | + 0,4 %                | + 0,1 %                | 1 755,1                                     | 1 780,4                        | 1 803,6                      | 1 800,4 | + 1,4 %                | - 0,2 %                |

(a) Un agent à temps incomplet a un emploi créé pour une durée inférieure à 35 heures par semaine. Contrairement au temps partiel, la durée de travail à temps non complet n'est pas choisie par l'agent mais par l'employeur.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte, emplois principaux pour les effectifs au 31 décembre, ensemble des emplois pour les volumes de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

# Les effectifs et le volume de travail selon le type de collectivités locales

# 8-2

## Les effectifs employés par les collectivités locales et leur volume de travail selon le type de collectivités

|                                                                      | Nombre de collectivités en 2022 <sup>(a)</sup> | Emplois au 31 décembre (en milliers) |                          |                        |                |                     |                     | Volume de travail en équivalent temps plein (en milliers) |                          |                        |                |                     |                     |
|----------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|------------------------|----------------|---------------------|---------------------|-----------------------------------------------------------|--------------------------|------------------------|----------------|---------------------|---------------------|
|                                                                      |                                                | 2020                                 | 2021 (version classique) | 2021 (version moderne) | 2022           | Évolution 2020-2021 | Évolution 2021-2022 | 2020                                                      | 2021 (version classique) | 2021 (version moderne) | 2022           | Évolution 2020-2021 | Évolution 2021-2022 |
| <b>Total organismes communaux</b>                                    | <b>31 100</b>                                  | <b>1 120,9</b>                       | <b>1 117,6</b>           | <b>1 121,7</b>         | <b>1 116,1</b> | <b>- 0,3 %</b>      | <b>- 0,5 %</b>      | <b>1 036,3</b>                                            | <b>1 049,0</b>           | <b>1 069,1</b>         | <b>1 059,7</b> | <b>+ 1,2 %</b>      | <b>- 0,9 %</b>      |
| Communes de moins de 1 000 hab.                                      | 18 582                                         | 67,7                                 | 67,8                     | 68,2                   | 68,6           | + 0,2 %             | + 0,6 %             | 57,9                                                      | 58,2                     | 58,9                   | 59,6           | + 0,5 %             | + 1,2 %             |
| Communes de 1 000 à 1 999 hab.                                       | 4 489                                          | 58,4                                 | 59,8                     | 60,2                   | 59,8           | + 2,4 %             | - 0,7 %             | 52,3                                                      | 53,7                     | 54,3                   | 54,5           | + 2,7 %             | + 0,3 %             |
| Communes de 2 000 à 3 499 hab.                                       | 2 243                                          | 64,3                                 | 65,6                     | 65,9                   | 65,5           | + 1,9 %             | - 0,6 %             | 59,2                                                      | 60,8                     | 61,5                   | 61,8           | + 2,7 %             | + 0,5 %             |
| Communes de 3 500 à 4 999 hab.                                       | 968                                            | 53,1                                 | 53,3                     | 53,5                   | 53,3           | + 0,4 %             | - 0,5 %             | 49,2                                                      | 49,9                     | 50,6                   | 50,9           | + 1,5 %             | + 0,4 %             |
| Communes de 5 000 à 9 999 hab.                                       | 1 179                                          | 124,8                                | 125,9                    | 125,8                  | 125,5          | + 0,8 %             | - 0,3 %             | 115,9                                                     | 118,1                    | 120,0                  | 119,4          | + 1,9 %             | - 0,5 %             |
| Communes de 10 000 à 19 999 hab.                                     | 532                                            | 127,9                                | 127,5                    | 127,7                  | 127,8          | - 0,3 %             | + 0,1 %             | 120,1                                                     | 121,8                    | 123,9                  | 123,0          | + 1,5 %             | - 0,7 %             |
| Communes de 20 000 à 49 999 hab.                                     | 349                                            | 206,9                                | 205,8                    | 206,0                  | 207,9          | - 0,5 %             | + 0,9 %             | 194,6                                                     | 197,1                    | 201,3                  | 200,7          | + 1,3 %             | - 0,3 %             |
| Communes de 50 000 à 79 999 hab.                                     | 70                                             | 91,3                                 | 89,9                     | 90,4                   | 89,2           | - 1,6 %             | - 1,4 %             | 86,7                                                      | 87,1                     | 89,2                   | 86,2           | + 0,4 %             | - 3,3 %             |
| Communes de 80 000 à 99 999 hab.                                     | 16                                             | 29,3                                 | 28,8                     | 28,9                   | 29,3           | - 1,7 %             | + 1,6 %             | 27,5                                                      | 27,9                     | 28,6                   | 28,7           | + 1,8 %             | + 0,1 %             |
| Communes de 100 000 hab. et plus                                     | 42                                             | 186,1                                | 185,0                    | 185,5                  | 183,3          | - 0,6 %             | - 1,2 %             | 173,6                                                     | 174,6                    | 179,0                  | 176,9          | + 0,6 %             | - 1,2 %             |
| <b>Total des communes</b>                                            | <b>28 470</b>                                  | <b>1 009,8</b>                       | <b>1 009,2</b>           | <b>1 012,1</b>         | <b>1 010,0</b> | <b>- 0,1 %</b>      | <b>- 0,2 %</b>      | <b>936,9</b>                                              | <b>949,2</b>             | <b>967,4</b>           | <b>961,7</b>   | <b>+ 1,3 %</b>      | <b>- 0,6 %</b>      |
| <b>Établissements communaux<sup>(b)</sup></b>                        | <b>2 630</b>                                   | <b>111,1</b>                         | <b>108,3</b>             | <b>109,6</b>           | <b>106,1</b>   | <b>- 2,5 %</b>      | <b>- 3,2 %</b>      | <b>99,3</b>                                               | <b>99,8</b>              | <b>101,7</b>           | <b>98,0</b>    | <b>+ 0,4 %</b>      | <b>- 3,6 %</b>      |
| <b>Organismes intercommunaux<sup>(c)</sup></b>                       | <b>6 878</b>                                   | <b>358,6</b>                         | <b>369,9</b>             | <b>369,2</b>           | <b>378,1</b>   | <b>+ 3,2 %</b>      | <b>+ 2,4 %</b>      | <b>337,4</b>                                              | <b>345,8</b>             | <b>348,0</b>           | <b>357,2</b>   | <b>+ 2,5 %</b>      | <b>+ 2,6 %</b>      |
| Communautés urbaines (CU) et métropoles <sup>(c)</sup>               | 50                                             | 94,1                                 | 96,3                     | 96,4                   | 98,0           | + 2,4 %             | + 1,7 %             | 91,1                                                      | 92,9                     | 93,4                   | 94,8           | + 2,0 %             | + 1,6 %             |
| Communautés d'agglomération (CA)                                     | 225                                            | 94,3                                 | 98,7                     | 99,7                   | 101,9          | + 4,6 %             | + 2,2 %             | 91,7                                                      | 93,5                     | 95,2                   | 97,6           | + 2,0 %             | + 2,6 %             |
| Communautés de communes (CC)                                         | 989                                            | 83,9                                 | 87,2                     | 86,4                   | 89,9           | + 3,9 %             | + 4,0 %             | 76,7                                                      | 80,1                     | 80,0                   | 83,6           | + 4,4 %             | + 4,5 %             |
| <b>Total des EPCI<sup>(d)</sup> à fiscalité propre<sup>(e)</sup></b> | <b>1 264</b>                                   | <b>272,3</b>                         | <b>282,2</b>             | <b>282,5</b>           | <b>289,8</b>   | <b>+ 3,6 %</b>      | <b>+ 2,6 %</b>      | <b>259,5</b>                                              | <b>266,5</b>             | <b>268,6</b>           | <b>276,1</b>   | <b>+ 2,7 %</b>      | <b>+ 2,8 %</b>      |
| Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM)                 | 920                                            | 8,9                                  | 8,7                      | 8,6                    | 8,7            | - 2,8 %             | + 1,6 %             | 7,6                                                       | 7,5                      | 7,6                    | 7,6            | - 1,0 %             | + 0,3 %             |
| Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU)                    | 2 409                                          | 16,2                                 | 14,8                     | 15,4                   | 14,7           | - 9,0 %             | - 4,1 %             | 14,0                                                      | 12,6                     | 12,9                   | 12,9           | - 9,7 %             | - 0,5 %             |
| Syndicats mixtes                                                     | 1 893                                          | 37,2                                 | 40,2                     | 40,2                   | 40,9           | + 8,0 %             | + 1,6 %             | 35,4                                                      | 37,9                     | 38,3                   | 39,2           | + 7,0 %             | + 2,3 %             |
| Autres établissements publics intercommunaux                         | 392                                            | 23,9                                 | 24,1                     | 22,6                   | 24,0           | + 0,6 %             | + 6,4 %             | 21,0                                                      | 21,3                     | 20,6                   | 21,4           | + 1,5 %             | + 3,8 %             |
| <b>Total des groupements intercommunaux sans fiscalité propre</b>    | <b>5 614</b>                                   | <b>86,3</b>                          | <b>87,7</b>              | <b>86,7</b>            | <b>88,3</b>    | <b>+ 1,6 %</b>      | <b>+ 1,8 %</b>      | <b>77,9</b>                                               | <b>79,3</b>              | <b>79,5</b>            | <b>81,1</b>    | <b>+ 1,7 %</b>      | <b>+ 2,1 %</b>      |
| <b>Organismes départementaux</b>                                     | <b>286</b>                                     | <b>345,7</b>                         | <b>347,6</b>             | <b>350,0</b>           | <b>351,6</b>   | <b>+ 0,6 %</b>      | <b>+ 0,5 %</b>      | <b>334,6</b>                                              | <b>337,2</b>             | <b>341,6</b>           | <b>342,4</b>   | <b>+ 0,8 %</b>      | <b>+ 0,2 %</b>      |
| Départements                                                         | 94                                             | 275,9                                | 277,6                    | 279,9                  | 280,8          | + 0,6 %             | + 0,3 %             | 265,0                                                     | 266,8                    | 271,5                  | 271,6          | + 0,7 %             | + 0,0 %             |
| SDIS <sup>(d)</sup>                                                  | 96                                             | 56,1                                 | 56,5                     | 56,5                   | 56,8           | + 0,7 %             | + 0,5 %             | 55,3                                                      | 55,0                     | 55,5                   | 55,8           | - 0,5 %             | + 0,6 %             |
| Centres de gestion et CNFPT <sup>(f)</sup>                           | 96                                             | 13,6                                 | 13,6                     | 13,6                   | 14,0           | - 0,6 %             | + 3,3 %             | 14,4                                                      | 15,3                     | 14,6                   | 15,0           | + 6,9 %             | + 2,7 %             |
| <b>Régions<sup>(g)</sup></b>                                         | <b>17</b>                                      | <b>96,9</b>                          | <b>97,1</b>              | <b>97,3</b>            | <b>97,1</b>    | <b>+ 0,2 %</b>      | <b>- 0,2 %</b>      | <b>91,9</b>                                               | <b>95,1</b>              | <b>94,9</b>            | <b>94,2</b>    | <b>+ 3,5 %</b>      | <b>- 0,7 %</b>      |
| <b>Autres<sup>(f)</sup></b>                                          | <b>247</b>                                     | <b>9,8</b>                           | <b>10,3</b>              | <b>10,3</b>            | <b>10,7</b>    | <b>+ 4,5 %</b>      | <b>+ 4,1 %</b>      | <b>8,9</b>                                                | <b>9,4</b>               | <b>9,5</b>             | <b>10,1</b>    | <b>+ 5,7 %</b>      | <b>+ 6,1 %</b>      |
| <b>Total hors bénéficiaires de contrats aidés (1)</b>                | <b>38 528</b>                                  | <b>1 931,8</b>                       | <b>1 942,5</b>           | <b>1 948,5</b>         | <b>1 953,6</b> | <b>+ 0,6 %</b>      | <b>+ 0,3 %</b>      | <b>1 809,1</b>                                            | <b>1 836,5</b>           | <b>1 863,1</b>         | <b>1 863,7</b> | <b>+ 1,5 %</b>      | <b>+ 0,0 %</b>      |
| Emplois bénéficiaires de contrats aidés (2)                          |                                                | 28,5                                 | 34,7                     | 33,1                   | 24,4           | + 21,8 %            | - 26,4 %            | 20,7                                                      | 23,0                     | 22,5                   | 25,2           | + 10,8 %            | + 11,8 %            |
| <b>Total des collectivités / Total des emplois (1) + (2)</b>         | <b>38 750</b>                                  | <b>1 960,3</b>                       | <b>1 977,2</b>           | <b>1 981,6</b>         | <b>1 978,0</b> | <b>+ 0,9 %</b>      | <b>- 0,2 %</b>      | <b>1 829,8</b>                                            | <b>1 859,5</b>           | <b>1 885,6</b>         | <b>1 888,8</b> | <b>+ 1,6 %</b>      | <b>+ 0,2 %</b>      |

(a) Collectivités locales employant au moins un agent en emploi principal, y compris les bénéficiaires de contrats aidés.

(b) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.

(c) Y compris la métropole de Lyon et les établissements publics territoriaux.

(d) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).

(e) Y compris les collectivités uniques de Guyane et Martinique et la collectivité de Corse.

(f) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locales.

Lecture : au 31 décembre 2022, les 18 582 communes de moins de 1 000 habitants employant au moins un agent en emploi principal comptent 68 600 agents sur un emploi principal. Le volume de travail de ces collectivités est de 59 600 agents en équivalent temps plein.

Source : Insee, SIASP. Recensements de la population 2021, 2022 et 2023. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte, emplois principaux pour les effectifs au 31 décembre, ensemble des emplois pour les volumes de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

# 8-3a Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales par région

## Effectifs et volume de travail des collectivités locales par région

(en milliers)

|                              | Effectifs au 31 décembre |                                |                              |                |                        |                        | Volume de travail en équivalent temps plein |                                |                              |                |                        |                        |
|------------------------------|--------------------------|--------------------------------|------------------------------|----------------|------------------------|------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|----------------|------------------------|------------------------|
|                              | 2020                     | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022           | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 | 2020                                        | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022           | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 |
| Auvergne-Rhône-Alpes         | 220,3                    | 221,7                          | 223,1                        | 223,8          | + 0,6 %                | + 0,3 %                | 202,5                                       | 205,4                          | 208,6                        | 209,6          | + 1,4 %                | + 0,5 %                |
| Bourgogne-Franche-Comté      | 72,5                     | 73,4                           | 73,6                         | 74,0           | + 1,2 %                | + 0,5 %                | 67,5                                        | 68,7                           | 69,2                         | 70,2           | + 1,8 %                | + 1,3 %                |
| Bretagne                     | 95,5                     | 96,8                           | 96,6                         | 96,8           | + 1,3 %                | + 0,2 %                | 88,5                                        | 91,1                           | 91,7                         | 92,1           | + 3,0 %                | + 0,4 %                |
| Centre-Val de Loire          | 68,1                     | 69,1                           | 69,2                         | 69,2           | + 1,6 %                | + 0,1 %                | 64,1                                        | 65,5                           | 66,2                         | 66,4           | + 2,2 %                | + 0,3 %                |
| Corse                        | 13,3                     | 13,5                           | 13,5                         | 13,7           | + 1,7 %                | + 1,2 %                | 12,8                                        | 13,2                           | 13,2                         | 13,4           | + 2,6 %                | + 1,6 %                |
| Grand-Est                    | 130,0                    | 133,3                          | 133,7                        | 133,7          | + 2,5 %                | - 0,0 %                | 121,3                                       | 122,9                          | 124,6                        | 126,0          | + 1,2 %                | + 1,2 %                |
| Hauts-de-France              | 166,8                    | 168,5                          | 168,7                        | 165,6          | + 1,0 %                | - 1,8 %                | 154,0                                       | 156,7                          | 158,6                        | 158,1          | + 1,8 %                | - 0,3 %                |
| Île-de-France                | 366,1                    | 363,3                          | 364,3                        | 361,3          | - 0,8 %                | - 0,8 %                | 344,4                                       | 348,0                          | 356,1                        | 350,1          | + 1,0 %                | - 1,7 %                |
| Normandie                    | 95,1                     | 96,6                           | 96,7                         | 97,3           | + 1,6 %                | + 0,6 %                | 88,7                                        | 90,6                           | 91,5                         | 93,0           | + 2,2 %                | + 1,6 %                |
| Nouvelle-Aquitaine           | 188,4                    | 191,6                          | 192,0                        | 193,4          | + 1,7 %                | + 0,7 %                | 177,4                                       | 181,2                          | 183,5                        | 185,0          | + 2,1 %                | + 0,8 %                |
| Occitanie                    | 193,3                    | 196,1                          | 196,4                        | 197,2          | + 1,5 %                | + 0,4 %                | 179,5                                       | 183,6                          | 185,8                        | 187,2          | + 2,3 %                | + 0,8 %                |
| Pays de la Loire             | 101,3                    | 102,9                          | 103,3                        | 104,6          | + 1,6 %                | + 1,2 %                | 93,0                                        | 95,3                           | 96,2                         | 98,6           | + 2,4 %                | + 2,6 %                |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur   | 168,9                    | 169,4                          | 169,8                        | 168,0          | + 0,3 %                | - 1,0 %                | 160,2                                       | 162,3                          | 164,2                        | 163,6          | + 1,3 %                | - 0,3 %                |
| <b>France métropolitaine</b> | <b>1 879,3</b>           | <b>1 896,1</b>                 | <b>1 901,0</b>               | <b>1 898,4</b> | <b>+ 0,9 %</b>         | <b>- 0,1 %</b>         | <b>1 753,9</b>                              | <b>1 784,3</b>                 | <b>1 809,5</b>               | <b>1 813,4</b> | <b>+ 1,7 %</b>         | <b>+ 0,2 %</b>         |
| Guadeloupe                   | 15,5                     | 15,2                           | 15,2                         | 15,1           | - 1,9 %                | - 0,1 %                | 15,1                                        | 14,6                           | 14,7                         | 14,4           | - 3,6 %                | - 1,8 %                |
| Guyane                       | 9,9                      | 9,9                            | 9,6                          | 9,8            | - 0,1 %                | + 1,7 %                | 9,2                                         | 9,0                            | 8,8                          | 9,1            | - 2,5 %                | + 3,5 %                |
| Martinique                   | 16,6                     | 16,4                           | 16,5                         | 16,3           | - 0,8 %                | - 1,3 %                | 15,8                                        | 15,7                           | 15,9                         | 15,9           | - 0,5 %                | + 0,3 %                |
| La Réunion                   | 39,1                     | 39,6                           | 39,4                         | 38,4           | + 1,3 %                | - 2,5 %                | 35,8                                        | 35,9                           | 36,8                         | 36,0           | + 0,2 %                | - 2,1 %                |
| <b>Régions d'outre-mer</b>   | <b>81,0</b>              | <b>81,1</b>                    | <b>80,6</b>                  | <b>79,6</b>    | <b>+ 0,1 %</b>         | <b>- 1,3 %</b>         | <b>76,0</b>                                 | <b>75,2</b>                    | <b>76,1</b>                  | <b>75,5</b>    | <b>- 1,1 %</b>         | <b>- 0,9 %</b>         |
| <b>France</b>                | <b>1 960,3</b>           | <b>1 977,2</b>                 | <b>1 981,6</b>               | <b>1 978,0</b> | <b>+ 0,9 %</b>         | <b>- 0,2 %</b>         | <b>1 829,8</b>                              | <b>1 859,5</b>                 | <b>1 885,6</b>               | <b>1 888,8</b> | <b>+ 1,6 %</b>         | <b>+ 0,2 %</b>         |

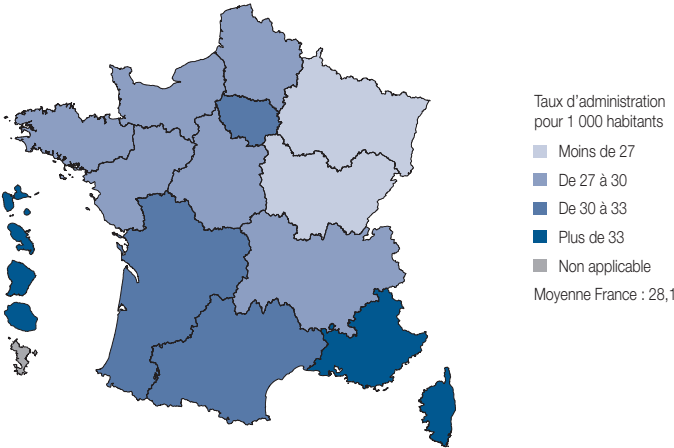
Lecture : au 31 décembre 2022, les collectivités de la région Auvergne-Rhône-Alpes comptent 223 800 agents sur un emploi principal. En 2022, le volume de travail généré par ces collectivités est de 209 600 agents en équivalent temps plein.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux pour les effectifs au 31 décembre et ensemble des emplois pour le volume de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

## Taux d'administration régional en 2022

(en EQTP<sup>(a)</sup> pour 1 000 habitants ; en %)



(a) EQTP : équivalent temps plein; mesure le volume de travail en termes de nombre d'heures. Un agent travaillant à temps plein toute l'année compte 1, les autres comptent au prorata de leur quotité de travail par rapport à un temps complet et de leur durée de poste sur l'année.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL. Carte : © IGN - Insee, 2024.

Champ : France hors Mayotte. Ensemble des emplois. Tous statuts.

# Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales par région

## 8-3b

### Effectifs par région selon le type de collectivités, au 31 décembre 2022

(en milliers)

|                              | Organismes communaux |                                 | Organismes intercommunaux              |                       | Organismes départementaux |                     |                             | Régions     | Autres <sup>(d)</sup> | Ensemble       |
|------------------------------|----------------------|---------------------------------|----------------------------------------|-----------------------|---------------------------|---------------------|-----------------------------|-------------|-----------------------|----------------|
|                              | Communes             | Établ. communaux <sup>(a)</sup> | EPIC <sup>(b)</sup> à fiscalité propre | Autres <sup>(c)</sup> | Départements              | SDIS <sup>(b)</sup> | CDG et CNFPT <sup>(b)</sup> |             |                       |                |
| Auvergne-Rhône-Alpes         | 114,7                | 10,5                            | 39,4                                   | 11,1                  | 29,5                      | 7,2                 | 1,6                         | 8,8         | 0,8                   | 223,8          |
| Bourgogne-Franche-Comté      | 30,7                 | 2,1                             | 14,2                                   | 3,9                   | 14,6                      | 2,3                 | 1,4                         | 4,6         | 0,3                   | 74,0           |
| Bretagne                     | 40,9                 | 11,0                            | 17,6                                   | 4,9                   | 14,1                      | 2,4                 | 1,2                         | 4,2         | 0,5                   | 96,8           |
| Centre-Val de Loire          | 34,8                 | 2,0                             | 11,1                                   | 3,3                   | 11,9                      | 2,1                 | 0,3                         | 3,5         | 0,2                   | 69,2           |
| Corse                        | 5,9                  | 0,1                             | 1,7                                    | 0,7                   | -                         | 0,6                 | 0,1                         | 4,5         | 0,1                   | 13,7           |
| Grand-Est                    | 55,9                 | 3,9                             | 30,4                                   | 6,3                   | 23,1                      | 4,3                 | 1,3                         | 7,7         | 0,8                   | 133,7          |
| Hauts-de-France              | 83,7                 | 8,2                             | 22,7                                   | 7,4                   | 27,4                      | 5,8                 | 0,8                         | 9,3         | 0,5                   | 165,6          |
| Île-de-France                | 257,9                | 16,4                            | 20,1                                   | 7,2                   | 37,8                      | 5,7                 | 1,6                         | 10,9        | 3,7                   | 361,3          |
| Normandie                    | 44,4                 | 5,8                             | 17,8                                   | 5,1                   | 15,4                      | 2,6                 | 0,7                         | 5,1         | 0,3                   | 97,3           |
| Nouvelle-Aquitaine           | 81,0                 | 13,3                            | 33,2                                   | 17,2                  | 29,5                      | 6,1                 | 2,4                         | 9,1         | 1,5                   | 193,4          |
| Occitanie                    | 86,8                 | 12,3                            | 36,2                                   | 13,3                  | 33,6                      | 5,0                 | 1,1                         | 8,1         | 0,7                   | 197,2          |
| Pays de la Loire             | 49,7                 | 8,5                             | 19,1                                   | 4,2                   | 15,2                      | 2,9                 | 0,6                         | 4,1         | 0,3                   | 104,6          |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur   | 94,0                 | 8,2                             | 24,4                                   | 3,2                   | 23,1                      | 7,5                 | 0,6                         | 6,1         | 0,7                   | 168,0          |
| <b>France métropolitaine</b> | <b>980,5</b>         | <b>102,4</b>                    | <b>288,1</b>                           | <b>87,9</b>           | <b>275,0</b>              | <b>54,6</b>         | <b>13,8</b>                 | <b>86,0</b> | <b>10,4</b>           | <b>1 898,5</b> |
| Guadeloupe                   | 8,9                  | 1,0                             | 0,9                                    | 0,5                   | 2,0                       | 0,4                 | 0,1                         | 1,4         | 0,0                   | 15,1           |
| Guyane                       | 5,0                  | 0,5                             | 0,4                                    | 0,0                   | -                         | 0,3                 | 0,0                         | 3,4         | 0,1                   | 9,8            |
| Martinique                   | 8,2                  | 2,1                             | 0,7                                    | 0,3                   | -                         | 0,4                 | 0,1                         | 4,3         | 0,1                   | 16,3           |
| La Réunion                   | 20,7                 | 4,5                             | 2,4                                    | 0,7                   | 6,0                       | 1,1                 | 0,1                         | 2,7         | 0,1                   | 38,4           |
| <b>Régions d'outre-mer</b>   | <b>42,8</b>          | <b>8,1</b>                      | <b>4,3</b>                             | <b>1,5</b>            | <b>8,1</b>                | <b>2,2</b>          | <b>0,3</b>                  | <b>11,8</b> | <b>0,4</b>            | <b>79,6</b>    |
| <b>France</b>                | <b>1 023,3</b>       | <b>110,5</b>                    | <b>292,4</b>                           | <b>89,4</b>           | <b>283,0</b>              | <b>56,8</b>         | <b>14,0</b>                 | <b>97,8</b> | <b>10,8</b>           | <b>1 978,1</b> |

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (b) EPIC : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Lecture : au 31 décembre 2022, les communes de la région Auvergne-Rhône-Alpes comptent 114 700 agents sur un emploi principal et leurs établissements communaux en dénombrement 10 500.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux, tous statuts.

### Effectifs par région selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2022

(en milliers)

|                            | Répartition par statut               |              |                       |                | Répartition par catégorie hiérarchique |       |         |                | Total   |
|----------------------------|--------------------------------------|--------------|-----------------------|----------------|----------------------------------------|-------|---------|----------------|---------|
|                            | Hors bénéficiaires de contrats aidés |              |                       | Contrats aidés | A                                      | B     | C       | Non déterminée |         |
|                            | Fonctionnaires                       | Contractuels | Autres <sup>(a)</sup> |                |                                        |       |         |                |         |
| Auvergne-Rhône-Alpes       | 161,1                                | 55,0         | 6,3                   | 1,4            | 30,9                                   | 34,1  | 155,8   | 3,0            | 223,8   |
| Bourgogne-Franche-Comté    | 53,6                                 | 16,7         | 3,0                   | 0,7            | 9,7                                    | 10,7  | 53,1    | 0,6            | 74,0    |
| Bretagne                   | 71,0                                 | 21,6         | 3,6                   | 0,6            | 13,0                                   | 15,8  | 66,6    | 1,4            | 96,8    |
| Centre-Val de Loire        | 51,5                                 | 14,6         | 2,6                   | 0,5            | 8,2                                    | 9,8   | 50,5    | 0,8            | 69,2    |
| Corse                      | 11,4                                 | 1,9          | 0,3                   | 0,1            | 1,6                                    | 1,3   | 10,6    | 0,1            | 13,7    |
| Grand-Est                  | 96,2                                 | 30,9         | 4,6                   | 1,9            | 18,0                                   | 20,1  | 94,1    | 1,5            | 133,7   |
| Hauts-de-France            | 120,2                                | 33,8         | 8,2                   | 3,4            | 20,2                                   | 21,6  | 120,1   | 3,7            | 165,6   |
| Île-de-France              | 250,9                                | 98,7         | 10,0                  | 1,7            | 50,8                                   | 64,2  | 241,6   | 4,6            | 361,3   |
| Normandie                  | 70,0                                 | 22,6         | 3,6                   | 1,1            | 11,2                                   | 14,1  | 71,3    | 0,7            | 97,3    |
| Nouvelle-Aquitaine         | 143,8                                | 41,3         | 6,2                   | 2,1            | 23,2                                   | 25,8  | 142,1   | 2,4            | 193,4   |
| Occitanie                  | 146,1                                | 43,6         | 6,0                   | 1,5            | 23,4                                   | 27,1  | 145,1   | 1,5            | 197,2   |
| Pays de la Loire           | 77,3                                 | 23,1         | 3,7                   | 0,5            | 12,6                                   | 18,2  | 72,5    | 1,2            | 104,6   |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur | 132,8                                | 31,0         | 3,4                   | 0,8            | 19,9                                   | 23,9  | 122,3   | 2,0            | 168,0   |
| France métropolitaine      | 1 385,8                              | 434,9        | 61,6                  | 16,2           | 242,7                                  | 286,6 | 1 345,7 | 23,5           | 1 898,5 |
| Guadeloupe                 | 13,0                                 | 1,7          | 0,4                   | 0,2            | 1,4                                    | 1,1   | 12,6    | 0,1            | 15,1    |
| Guyane                     | 5,7                                  | 2,3          | 0,2                   | 1,5            | 0,9                                    | 0,8   | 8,0     | 0,1            | 9,8     |
| Martinique                 | 10,8                                 | 4,5          | 0,4                   | 0,5            | 1,6                                    | 1,7   | 12,3    | 0,7            | 16,3    |
| La Réunion                 | 16,1                                 | 15,1         | 1,1                   | 6,0            | 3,3                                    | 3,0   | 31,3    | 0,8            | 38,4    |
| Régions d'outre-mer        | 45,6                                 | 23,6         | 2,1                   | 8,2            | 7,3                                    | 6,6   | 64,1    | 1,6            | 79,6    |
| France                     | 1 431,4                              | 458,5        | 63,8                  | 24,4           | 250,0                                  | 293,1 | 1 409,9 | 25,1           | 1 978,1 |

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels et familiaux, apprentis.

Lecture : au 31 décembre 2022, la région Auvergne-Rhône-Alpes compte 161 100 agents fonctionnaires et 55 000 contractuels.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

8-4a

Les effectifs et le volume de travail  
selon le statut et la catégorie hiérarchique

Effectifs des collectivités locales et leur volume de travail par statut et catégorie hiérarchique  
(en milliers)

|                                                                     | Effectifs au 31 décembre |                                |                              |               |                        |                        | Volume de travail en équivalent temps plein |                                |                              |               |                        |                        |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------------|------------------------|------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------------|------------------------|------------------------|
|                                                                     | 2020                     | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022          | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 | 2020                                        | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022          | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 |
| <b>Ensemble<br/>hors bénéficiaires<br/>de contrats aidés</b>        |                          |                                |                              |               |                        |                        |                                             |                                |                              |               |                        |                        |
| <b>Fonctionnaires</b>                                               | <b>1455,6</b>            | <b>1446,8</b>                  | <b>1449,0</b>                | <b>1431,4</b> | <b>- 0,6 %</b>         | <b>- 1,2 %</b>         | <b>1389,8</b>                               | <b>1384,1</b>                  | <b>1393,5</b>                | <b>1374,4</b> | <b>- 0,4 %</b>         | <b>- 1,4 %</b>         |
| Catégorie A                                                         | 179,6                    | 176,7                          | 176,9                        | 175,3         | - 1,6 %                | - 0,9 %                | 173,3                                       | 171,4                          | 168,9                        | 169,3         | - 1,1 %                | + 0,3 %                |
| Catégorie B                                                         | 177,4                    | 174,5                          | 174,3                        | 213,9         | - 1,6 %                | + 22,7 %               | 172,5                                       | 170,7                          | 170,4                        | 207,3         | - 1,0 %                | + 21,7 %               |
| Catégorie C                                                         | 1098,0                   | 1094,3                         | 1096,3                       | 1040,6        | - 0,3 %                | - 5,1 %                | 1043,3                                      | 1040,1                         | 1051,8                       | 992,4         | - 0,3 %                | - 5,6 %                |
| Catégorie indéterminée                                              | 0,7                      | 1,4                            | 1,5                          | 1,6           | + 106,1 %              | + 5,0 %                | 0,7                                         | 1,9                            | 2,5                          | 5,3           | + 161,7 %              | + 114,5 %              |
| <b>Contractuels</b>                                                 | <b>419,9</b>             | <b>436,8</b>                   | <b>439,2</b>                 | <b>458,5</b>  | <b>+ 4,0 %</b>         | <b>+ 4,4 %</b>         | <b>365,3</b>                                | <b>396,3</b>                   | <b>410,1</b>                 | <b>426,0</b>  | <b>+ 8,5 %</b>         | <b>+ 3,9 %</b>         |
| Catégorie A                                                         | 61,3                     | 66,0                           | 66,5                         | 72,2          | + 7,6 %                | + 8,5 %                | 55,1                                        | 58,4                           | 59,8                         | 64,1          | + 6,1 %                | + 7,1 %                |
| Catégorie B                                                         | 55,4                     | 60,7                           | 60,9                         | 79,1          | + 9,6 %                | + 29,9 %               | 47,2                                        | 51,6                           | 53,7                         | 69,4          | + 9,4 %                | + 29,3 %               |
| Catégorie C                                                         | 284,9                    | 291,1                          | 291,7                        | 284,7         | + 2,2 %                | - 2,4 %                | 245,1                                       | 264,3                          | 270,5                        | 259,8         | + 7,8 %                | - 3,9 %                |
| Catégorie indéterminée                                              | 18,3                     | 19,0                           | 20,1                         | 22,4          | + 3,6 %                | + 11,6 %               | 18,0                                        | 21,9                           | 26,1                         | 32,7          | + 22,1 %               | + 25,2 %               |
| <b>Autres statuts</b>                                               | <b>56,3</b>              | <b>59,0</b>                    | <b>60,4</b>                  | <b>63,8</b>   | <b>+ 4,6 %</b>         | <b>+ 5,7 %</b>         | <b>54,0</b>                                 | <b>56,1</b>                    | <b>59,6</b>                  | <b>63,3</b>   | <b>+ 3,8 %</b>         | <b>+ 6,2 %</b>         |
| Assistants maternels<br>et familiaux (cat. C)                       | 42,0                     | 40,4                           | 40,8                         | 42,0          | - 3,7 %                | + 2,9 %                | 40,6                                        | 39,7                           | 41,9                         | 43,4          | - 2,2 %                | + 3,5 %                |
| Apprentis (cat. A, B ou C)                                          | 12,1                     | 15,6                           | 16,5                         | 18,7          | + 29,2 %               | + 13,8 %               | 11,2                                        | 13,7                           | 14,5                         | 16,8          | + 21,6 %               | + 16,1 %               |
| Collaborateurs de cabinet<br>(cat. A, B ou C)                       | 2,3                      | 3,0                            | 3,1                          | 3,0           | + 28,5 %               | - 0,8 %                | 2,2                                         | 2,7                            | 3,1                          | 3,0           | + 24,7 %               | - 3,1 %                |
| <b>Total</b>                                                        | <b>1931,8</b>            | <b>1942,5</b>                  | <b>1948,5</b>                | <b>1953,6</b> | <b>+ 0,6 %</b>         | <b>+ 0,3 %</b>         | <b>1809,1</b>                               | <b>1836,5</b>                  | <b>1863,1</b>                | <b>1863,7</b> | <b>+ 1,5 %</b>         | <b>+ 0,0 %</b>         |
| <b>Bénéficiaires de contrats<br/>aidés (cat. C)</b>                 | <b>28,5</b>              | <b>34,7</b>                    | <b>33,1</b>                  | <b>24,4</b>   | <b>+ 21,8 %</b>        | <b>- 26,4 %</b>        | <b>20,7</b>                                 | <b>23,0</b>                    | <b>22,5</b>                  | <b>25,2</b>   | <b>+ 10,8 %</b>        | <b>+ 11,8 %</b>        |
| <b>Ensemble<br/>(y compris bénéficiaires<br/>de contrats aidés)</b> | <b>1960,3</b>            | <b>1977,2</b>                  | <b>1981,6</b>                | <b>1978,0</b> | <b>+ 0,9 %</b>         | <b>- 0,2 %</b>         | <b>1829,8</b>                               | <b>1859,5</b>                  | <b>1885,6</b>                | <b>1888,8</b> | <b>+ 1,6 %</b>         | <b>+ 0,2 %</b>         |
| Catégorie A                                                         | 243,2                    | 245,3                          | 246,1                        | 250,0         | + 0,9 %                | + 1,6 %                | 230,4                                       | 232,4                          | 231,3                        | 235,9         | + 0,9 %                | + 2,0 %                |
| Catégorie B                                                         | 232,8                    | 235,2                          | 235,3                        | 293,1         | + 1,0 %                | + 24,6 %               | 219,7                                       | 222,4                          | 224,1                        | 276,8         | + 1,2 %                | + 23,5 %               |
| Catégorie C                                                         | 1465,4                   | 1476,3                         | 1478,6                       | 1409,8        | + 0,7 %                | - 4,7 %                | 1361,1                                      | 1380,9                         | 1401,4                       | 1337,0        | + 1,5 %                | - 4,6 %                |
| Catégorie indéterminée                                              | 19,0                     | 20,4                           | 21,6                         | 25,1          | + 7,3 %                | + 16,0 %               | 18,7                                        | 23,8                           | 28,9                         | 39,1          | + 27,6 %               | + 35,4 %               |

Lecture : au 31 décembre 2022, les collectivités comptent 1 431 400 agents fonctionnaires. En 2022, le volume de travail généré par ces collectivités est de 1 374 400 agents en équivalent temps plein.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux pour les effectifs au 31 décembre et ensemble des emplois pour le volume de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

# Les effectifs et le volume de travail selon le statut et la catégorie hiérarchique

# 8-4b

**Effectifs par statut et catégorie hiérarchique selon le type de collectivités, au 31 décembre 2022**  
(en milliers)

|                                                             | Organismes communaux |                                      | Organismes intercommunaux                    |                       | Organismes départementaux |                     |                                | Régions     | Autres <sup>(d)</sup> | Ensemble       |
|-------------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------|---------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------|-----------------------|----------------|
|                                                             | Communes             | Établ. commu-<br>naux <sup>(a)</sup> | EPCI <sup>(b)</sup><br>à fiscalité<br>propre | Autres <sup>(c)</sup> | Départe-<br>ments         | SDIS <sup>(b)</sup> | CDG et<br>CNFPT <sup>(b)</sup> |             |                       |                |
| <b>Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés</b>        |                      |                                      |                                              |                       |                           |                     |                                |             |                       |                |
| <b>Fonctionnaires</b>                                       | <b>750,4</b>         | <b>66,3</b>                          | <b>211,5</b>                                 | <b>53,1</b>           | <b>204,5</b>              | <b>54,7</b>         | <b>6,5</b>                     | <b>79,5</b> | <b>4,9</b>            | <b>1 431,4</b> |
| Catégorie A                                                 | 53,3                 | 8,5                                  | 31,5                                         | 5,4                   | 58,3                      | 5,0                 | 2,2                            | 9,6         | 1,4                   | 175,3          |
| Catégorie B                                                 | 100,1                | 13,6                                 | 40,9                                         | 8,6                   | 34,0                      | 7,9                 | 1,7                            | 6,0         | 1,1                   | 213,9          |
| Catégorie C                                                 | 596,0                | 44,1                                 | 139,0                                        | 39,1                  | 111,9                     | 41,8                | 2,6                            | 63,9        | 2,3                   | 1 040,6        |
| Catégorie indéterminée                                      | 0,9                  | 0,1                                  | 0,2                                          | 0,1                   | 0,2                       | 0,0                 | 0,0                            | 0,0         | 0,1                   | 1,6            |
| <b>Contractuels</b>                                         | <b>240,1</b>         | <b>38,3</b>                          | <b>73,3</b>                                  | <b>33,9</b>           | <b>41,9</b>               | <b>1,8</b>          | <b>7,3</b>                     | <b>16,0</b> | <b>5,7</b>            | <b>458,5</b>   |
| Catégorie A                                                 | 20,5                 | 5,4                                  | 15,3                                         | 5,7                   | 17,4                      | 0,4                 | 1,3                            | 4,3         | 1,9                   | 72,2           |
| Catégorie B                                                 | 36,4                 | 6,3                                  | 18,0                                         | 6,8                   | 7,4                       | 0,3                 | 1,0                            | 1,2         | 1,7                   | 79,1           |
| Catégorie C                                                 | 172,1                | 25,0                                 | 36,8                                         | 20,4                  | 14,9                      | 1,0                 | 4,3                            | 9,0         | 1,3                   | 284,7          |
| Catégorie indéterminée                                      | 11,1                 | 1,6                                  | 3,2                                          | 1,0                   | 2,3                       | 0,1                 | 0,8                            | 1,6         | 0,7                   | 22,4           |
| <b>Autres</b>                                               | <b>19,5</b>          | <b>1,5</b>                           | <b>4,9</b>                                   | <b>1,3</b>            | <b>34,4</b>               | <b>0,3</b>          | <b>0,1</b>                     | <b>1,5</b>  | <b>0,1</b>            | <b>63,8</b>    |
| Assistants maternels et familiaux (cat. C)                  | 8,2                  | 0,7                                  | 1,2                                          | 0,4                   | 30,9                      | s.o.                | 0,0                            | 0,5         | 0,0                   | 42,0           |
| Apprentis (cat. A, B ou C)                                  | 9,5                  | 0,7                                  | 3,3                                          | 0,9                   | 3,0                       | 0,3                 | 0,1                            | 0,8         | 0,1                   | 18,7           |
| Collaborateurs de cabinet (cat. A, B ou C)                  | 1,8                  | 0,0                                  | 0,4                                          | 0,0                   | 0,5                       | 0,0                 | s.o.                           | 0,2         | 0,0                   | 3,0            |
| <b>Total</b>                                                | <b>1 010,0</b>       | <b>106,1</b>                         | <b>289,8</b>                                 | <b>88,3</b>           | <b>280,8</b>              | <b>56,8</b>         | <b>14,0</b>                    | <b>97,1</b> | <b>10,7</b>           | <b>1 953,6</b> |
| <b>Bénéficiaires de contrats aidés (cat. C)</b>             | <b>13,2</b>          | <b>4,4</b>                           | <b>2,6</b>                                   | <b>1,1</b>            | <b>2,2</b>                | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>                     | <b>0,8</b>  | <b>0,0</b>            | <b>24,4</b>    |
| <b>Ensemble (y compris bénéficiaires de contrats aidés)</b> | <b>1 023,3</b>       | <b>110,5</b>                         | <b>292,4</b>                                 | <b>89,4</b>           | <b>283,0</b>              | <b>56,8</b>         | <b>14,0</b>                    | <b>97,8</b> | <b>10,8</b>           | <b>1 978,0</b> |
| Catégorie A                                                 | 75,4                 | 13,9                                 | 47,2                                         | 11,1                  | 76,1                      | 5,4                 | 3,5                            | 14,0        | 3,4                   | 250,0          |
| Catégorie B                                                 | 136,5                | 20,0                                 | 59,0                                         | 15,4                  | 41,4                      | 8,2                 | 2,7                            | 7,2         | 2,8                   | 293,1          |
| Catégorie C                                                 | 798,9                | 74,9                                 | 182,6                                        | 61,8                  | 162,8                     | 43,1                | 7,0                            | 75,0        | 3,8                   | 1 409,8        |
| Catégorie indéterminée                                      | 12,5                 | 1,7                                  | 3,6                                          | 1,1                   | 2,7                       | 0,1                 | 0,8                            | 1,7         | 0,8                   | 25,1           |

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.

(b) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).

(c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.

(d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Lecture : au 31 décembre 2022, les communes comptent 750 400 agents fonctionnaires.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

8-5a

Les effectifs et le volume de travail  
des collectivités locales selon la filière

Effectifs des collectivités locales par filière  
(en milliers)

|                           | Effectifs au 31 décembre |                                |                              |         |                        |                        | Volume de travail en équivalent temps plein |                                |                              |         |                        |                        |
|---------------------------|--------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------|------------------------|------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------|------------------------|------------------------|
|                           | 2020                     | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022    | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 | 2020                                        | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022    | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 |
| Administrative            | 431,4                    | 436,4                          | 436,9                        | 438,8   | + 1,2 %                | + 0,4 %                | 412,3                                       | 416,2                          | 417,0                        | 416,6   | + 1,0 %                | - 0,1 %                |
| Technique                 | 855,5                    | 859,0                          | 860,6                        | 858,1   | + 0,4 %                | - 0,3 %                | 807,8                                       | 818,5                          | 828,4                        | 812,0   | + 1,3 %                | - 2,0 %                |
| Culturelle                | 78,7                     | 78,7                           | 78,5                         | 78,2    | - 0,1 %                | - 0,5 %                | 69,5                                        | 68,8                           | 68,1                         | 68,0    | - 1,0 %                | - 0,1 %                |
| Sportive                  | 17,7                     | 17,9                           | 17,8                         | 17,7    | + 1,2 %                | - 1,0 %                | 18,1                                        | 18,1                           | 18,3                         | 18,3    | + 0,0 %                | - 0,1 %                |
| Sociale                   | 171,1                    | 169,4                          | 169,8                        | 167,5   | - 1,0 %                | - 1,3 %                | 154,6                                       | 155,6                          | 157,1                        | 151,9   | + 0,6 %                | - 3,3 %                |
| Médico-sociale            | 91,4                     | 89,7                           | 89,9                         | 87,6    | - 1,8 %                | - 2,5 %                | 83,6                                        | 83,1                           | 84,2                         | 79,5    | - 0,6 %                | - 5,7 %                |
| Médico-technique          | 2,4                      | 2,3                            | 2,3                          | 2,2     | - 3,7 %                | - 6,6 %                | 2,1                                         | 2,0                            | 2,1                          | 1,8     | - 3,8 %                | - 12,3 %               |
| Police municipale         | 24,1                     | 25,0                           | 25,0                         | 26,3    | + 3,6 %                | + 5,3 %                | 24,1                                        | 24,4                           | 24,4                         | 25,9    | + 1,6 %                | + 6,2 %                |
| Incendie et secours       | 41,6                     | 42,2                           | 42,2                         | 43,2    | + 1,4 %                | + 2,3 %                | 41,1                                        | 40,9                           | 41,5                         | 42,1    | - 0,3 %                | + 1,5 %                |
| Animation                 | 133,4                    | 136,7                          | 137,1                        | 141,2   | + 2,5 %                | + 3,0 %                | 115,0                                       | 123,3                          | 128,0                        | 128,9   | + 7,2 %                | + 0,7 %                |
| Autres cas <sup>(a)</sup> | 28,3                     | 26,3                           | 28,0                         | 29,1    | - 7,1 %                | + 4,1 %                | 26,9                                        | 29,3                           | 34,5                         | 55,3    | + 8,9 %                | + 60,2 %               |
| Total                     | 1 875,5                  | 1 883,6                        | 1 888,2                      | 1 889,9 | + 0,4 %                | + 0,1 %                | 1 755,1                                     | 1 780,4                        | 1 803,6                      | 1 800,4 | + 1,4 %                | - 0,2 %                |

(a) Autres agents non classables dans une filière.  
Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux, les apprentis et les collaborateurs de cabinet font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.  
Lecture : au 31 décembre 2022, la filière administrative compte 438 800 agents fonctionnaires et contractuels confondus. En 2022, le volume de travail généré dans cette filière est de 416 600 agents en équivalent temps plein.  
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.  
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux pour les effectifs au 31 décembre et ensemble des emplois pour le volume de travail en équivalent temps plein. Fonctionnaires et contractuels.

Effectifs par filière selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2022  
(en milliers)

|                           | Répartition par statut |              | Répartition par catégorie hiérarchique |       |         |                | Total   |
|---------------------------|------------------------|--------------|----------------------------------------|-------|---------|----------------|---------|
|                           | Fonctionnaires         | Contractuels | A                                      | B     | C       | Non déterminée |         |
| Administrative            | 351,8                  | 87,0         | 97,7                                   | 90,2  | 250,8   | s. o.          | 438,8   |
| Technique                 | 680,2                  | 177,9        | 39,9                                   | 60,8  | 757,3   | s. o.          | 858,1   |
| Culturelle                | 52,7                   | 25,5         | 15,7                                   | 37,1  | 25,3    | s. o.          | 78,2    |
| Sportive                  | 12,3                   | 5,4          | 0,7                                    | 15,5  | 1,5     | s. o.          | 17,7    |
| Sociale                   | 119,6                  | 48,0         | 57,5                                   | 3,1   | 107,0   | s. o.          | 167,5   |
| Médico-sociale            | 63,5                   | 24,2         | 29,0                                   | 53,0  | 5,6     | s. o.          | 87,6    |
| Médico-technique          | 1,4                    | 0,8          | 1,1                                    | 1,0   | 0,0     | s. o.          | 2,2     |
| Police municipale         | 26,1                   | 0,2          | 0,2                                    | 2,5   | 23,7    | s. o.          | 26,3    |
| Incendie et secours       | 42,1                   | 1,1          | 4,1                                    | 4,4   | 34,6    | s. o.          | 43,2    |
| Animation                 | 77,0                   | 64,2         | 0,3                                    | 23,8  | 117,2   | s. o.          | 141,2   |
| Autres cas <sup>(a)</sup> | 5,0                    | 24,1         | 1,2                                    | 1,6   | 2,3     | 24,0           | 29,1    |
| Total                     | 1 431,4                | 458,5        | 247,5                                  | 293,0 | 1 325,3 | 24,0           | 1 889,9 |

(a) Autres agents non classables dans une filière.  
s. o. : sans objet.  
Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux, les apprentis et les collaborateurs de cabinet font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.  
Lecture : au 31 décembre 2022, parmi les 438 800 fonctionnaires et contractuels travaillant dans la filière administrative, 97 700 sont de catégorie A.  
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.  
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Fonctionnaires et contractuels.

# Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon la filière

# 8-5b

## Effectifs des collectivités locales par filière selon le type de collectivités, au 31 décembre 2022 (en milliers)

|                           | Organismes communaux |                                  | Organismes intercommunaux              |                       | Organismes départementaux |                     |                             | Régions     | Autres <sup>(d)</sup> | Total          |
|---------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------------------------|-----------------------|---------------------------|---------------------|-----------------------------|-------------|-----------------------|----------------|
|                           | Communes             | Établ. commu-naux <sup>(a)</sup> | EPCI <sup>(b)</sup> à fiscalité propre | Autres <sup>(c)</sup> | Départements              | SDIS <sup>(b)</sup> | CDG et CNFPT <sup>(b)</sup> |             |                       |                |
| Administrative            | 214,5                | 16,9                             | 78,4                                   | 15,8                  | 74,0                      | 6,4                 | 7,7                         | 21,7        | 3,4                   | 438,8          |
| Technique                 | 474,0                | 21,3                             | 133,4                                  | 40,7                  | 108,1                     | 5,1                 | 3,0                         | 70,5        | 2,0                   | 858,1          |
| Culturelle                | 45,7                 | 0,1                              | 20,2                                   | 2,4                   | 5,6                       | 0,0                 | 0,4                         | 0,5         | 3,2                   | 78,2           |
| Sportive                  | 10,9                 | 0,1                              | 5,7                                    | 0,5                   | 0,3                       | –                   | 0,1                         | 0,0         | 0,0                   | 17,7           |
| Sociale                   | 65,9                 | 35,5                             | 13,3                                   | 15,9                  | 35,5                      | 0,0                 | 0,6                         | 0,7         | 0,2                   | 167,5          |
| Médico-sociale            | 31,5                 | 22,7                             | 8,1                                    | 5,8                   | 18,0                      | 0,1                 | 0,7                         | 0,4         | 0,4                   | 87,6           |
| Médico-technique          | 0,5                  | 0,4                              | 0,1                                    | 0,1                   | 1,1                       | 0,0                 | 0,0                         | –           | 0,0                   | 2,2            |
| Police municipale         | 25,4                 | 0,0                              | 0,7                                    | 0,1                   | s. o.                     | s. o.               | –                           | s. o.       | –                     | 26,3           |
| Incendie et secours       | 0,1                  | 0,2                              | 0,1                                    | 0,1                   | 0,0                       | 42,7                | 0,0                         | –           | s. o.                 | 43,2           |
| Animation                 | 108,3                | 5,4                              | 21,3                                   | 4,4                   | 0,8                       | –                   | 0,4                         | 0,1         | 0,5                   | 141,2          |
| Autres cas <sup>(e)</sup> | 13,8                 | 2,1                              | 3,6                                    | 1,1                   | 2,9                       | 2,3                 | 0,9                         | 1,6         | 0,8                   | 29,1           |
| <b>Total</b>              | <b>990,5</b>         | <b>104,6</b>                     | <b>284,8</b>                           | <b>87,0</b>           | <b>246,4</b>              | <b>56,5</b>         | <b>13,9</b>                 | <b>95,5</b> | <b>10,6</b>           | <b>1 889,9</b> |

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (b) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux. • (e) Autres agents non classables dans une filière.

s.o.: sans objet.

Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux, les apprentis et les collaborateurs de cabinet font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.

Lecture : au 31 décembre 2022, dans les communes, 214 500 agents fonctionnaires ou contractuels travaillent dans la filière administrative.

Source : Insee, SIASP, Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Fonctionnaires et contractuels.

## Part de fonctionnaires selon la filière et le type de collectivité, au 31 décembre 2022 (en %)

|                           | Organismes communaux |                                  | Organismes intercommunaux              |                       | Organismes départementaux |                     |                             | Régions     | Autres <sup>(d)</sup> | Total       | Évolution 2021-2022 (en point de %) |
|---------------------------|----------------------|----------------------------------|----------------------------------------|-----------------------|---------------------------|---------------------|-----------------------------|-------------|-----------------------|-------------|-------------------------------------|
|                           | Communes             | Établ. commu-naux <sup>(a)</sup> | EPCI <sup>(b)</sup> à fiscalité propre | Autres <sup>(c)</sup> | Départements              | SDIS <sup>(b)</sup> | CDG et CNFPT <sup>(b)</sup> |             |                       |             |                                     |
| Administrative            | 82,1                 | 79,0                             | 76,3                                   | 67,3                  | 83,2                      | 93,4                | 69,2                        | 79,6        | 50,1                  | 80,2        | - 0,6                               |
| Technique                 | 78,8                 | 62,3                             | 79,5                                   | 63,4                  | 87,4                      | 87,3                | 26,4                        | 86,4        | 53,7                  | 79,3        | - 1,5                               |
| Culturelle                | 66,6                 | 40,0                             | 70,5                                   | 53,8                  | 81,0                      | 83,3                | 34,3                        | 81,6        | 47,9                  | 67,4        | - 1,3                               |
| Sportive                  | 74,0                 | 57,3                             | 62,3                                   | 53,8                  | 84,9                      | –                   | 15,0                        | 69,8        | 46,2                  | 69,4        | - 1,8                               |
| Sociale                   | 78,0                 | 61,8                             | 67,4                                   | 57,7                  | 77,4                      | 90,9                | 10,7                        | 74,1        | 33,0                  | 71,4        | - 3,7                               |
| Médico-sociale            | 78,4                 | 63,9                             | 72,6                                   | 60,8                  | 78,8                      | 71,0                | 24,2                        | 71,4        | 41,4                  | 72,4        | - 3,3                               |
| Médico-technique          | 46,9                 | 36,6                             | 52,8                                   | 28,4                  | 84,1                      | 53,8                | 100,0                       | 76,9        | 50,0                  | 63,8        | - 8,1                               |
| Police municipale         | 99,4                 | 82,6                             | 99,7                                   | 54,2                  | s. o.                     | s. o.               | 100,0                       | s. o.       | –                     | 99,1        | 5,8                                 |
| Incendie et secours       | 4,1                  | 16,3                             | 16,9                                   | 12,4                  | –                         | 98,5                | 40,0                        | –           | s. o.                 | 97,5        | 3,0                                 |
| Animation                 | 54,6                 | 51,5                             | 56,3                                   | 50,9                  | 67,0                      | 100,0               | 2,9                         | 94,4        | 45,8                  | 54,5        | 1,4                                 |
| Autres cas <sup>(e)</sup> | 13,1                 | 5,3                              | 7,3                                    | 5,4                   | 5,3                       | 0,4                 | 0,5                         | 0,7         | 8,4                   | 8,5         | - 11,8                              |
| <b>Total</b>              | <b>75,8</b>          | <b>63,3</b>                      | <b>74,3</b>                            | <b>61,1</b>           | <b>82,9</b>               | <b>93,0</b>         | <b>47,1</b>                 | <b>83,2</b> | <b>45,9</b>           | <b>75,6</b> | <b>- 1,2</b>                        |

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (b) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDC : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux. • (e) Autres agents non classables dans une filière.

s.o.: sans objet.

Note : Les bénéficiaires de contrats aidés, les assistants maternels et familiaux, les apprentis et les collaborateurs de cabinet font l'objet d'un classement spécifique au sein de la nomenclature des emplois territoriaux. Ils ne sont pas pris en compte dans cette répartition.

Lecture : au 31 décembre 2022, dans les communes, parmi les fonctionnaires et contractuels en emploi principal, 82,1 % sont fonctionnaires.

Source : Insee, SIASP, Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Fonctionnaires et contractuels.

# 8-6a Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon l'âge

## Effectifs et volume de travail des collectivités locales par âge

(en milliers)

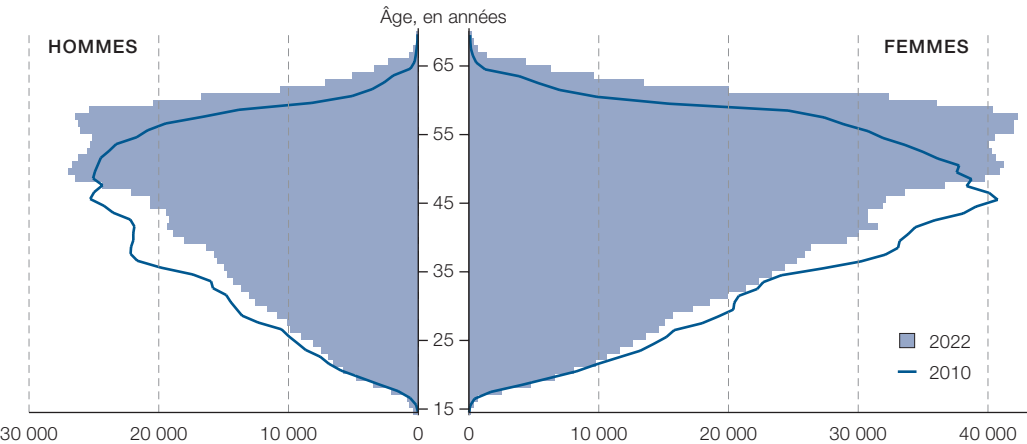
|                   | Effectifs au 31 décembre |                                |                              |         |                        |                        | Volume de travail en équivalent temps plein |                                |                              |         |                        |                        |
|-------------------|--------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------|------------------------|------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------|---------|------------------------|------------------------|
|                   | 2020                     | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022    | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 | 2020                                        | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022    | Évolution<br>2020-2021 | Évolution<br>2021-2022 |
| Moins de 25 ans   | 84,3                     | 92,7                           | 94,3                         | 94,0    | + 10,1 %               | - 0,4 %                | 72,4                                        | 83,4                           | 88,4                         | 91,8    | + 15,2 %               | + 3,8 %                |
| De 25 à 29 ans    | 121,3                    | 121,3                          | 121,7                        | 119,4   | + 0,0 %                | - 1,9 %                | 109,4                                       | 111,3                          | 113,1                        | 112,4   | + 1,8 %                | - 0,6 %                |
| De 30 à 39 ans    | 371,2                    | 369,7                          | 370,6                        | 366,8   | - 0,4 %                | - 1,0 %                | 338,8                                       | 340,0                          | 343,1                        | 340,1   | + 0,4 %                | - 0,9 %                |
| De 40 à 49 ans    | 552,5                    | 545,2                          | 546,2                        | 535,0   | - 1,3 %                | - 2,0 %                | 515,4                                       | 511,0                          | 514,9                        | 505,7   | - 0,9 %                | - 1,8 %                |
| De 50 à 54 ans    | 327,0                    | 329,2                          | 329,6                        | 333,7   | + 0,7 %                | + 1,2 %                | 306,8                                       | 310,2                          | 313,4                        | 317,7   | + 1,1 %                | + 1,4 %                |
| De 55 à 59 ans    | 330,0                    | 334,7                          | 334,9                        | 336,3   | + 1,4 %                | + 0,4 %                | 309,7                                       | 315,2                          | 319,4                        | 319,8   | + 1,8 %                | + 0,1 %                |
| De 60 ans et plus | 174,1                    | 184,4                          | 184,2                        | 192,9   | + 5,9 %                | + 4,7 %                | 177,4                                       | 188,4                          | 193,4                        | 201,2   | + 6,2 %                | + 4,0 %                |
| Total             | 1 960,3                  | 1 977,2                        | 1 981,6                      | 1 978,0 | + 0,9 %                | - 0,2 %                | 1 829,8                                     | 1 859,5                        | 1 885,6                      | 1 888,8 | + 1,6 %                | + 0,2 %                |

Lecture : au 31 décembre 2022, 94 000 agents des collectivités locales avaient moins de 25 ans. En 2022, le volume de travail effectué par ces agents correspond à 91 800 équivalent temps plein.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux pour les effectifs au 31 décembre et ensemble des emplois pour le volume de travail en équivalent temps plein. Tous statuts.

## Pyramides des âges en 2010 et 2022



Lecture : au 31 décembre 2022, les collectivités locales comptent 8 100 agents de sexe masculin âgés de 25 ans.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

# Les effectifs et le volume de travail des collectivités locales selon l'âge

# 8-6b

Répartition des effectifs par âge, selon le statut et le type de collectivités, au 31 décembre 2022  
(en %)

|                                                | Organismes communaux |                                      | Organismes intercommunaux                    |                       | Organismes départementaux |                     |                                | Régions      | Autres <sup>(d)</sup> | Total        |
|------------------------------------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------|---------------------------|---------------------|--------------------------------|--------------|-----------------------|--------------|
|                                                | Communes             | Établ. commu-<br>naux <sup>(a)</sup> | EPCI <sup>(b)</sup><br>à fiscalité<br>propre | Autres <sup>(c)</sup> | Départe-<br>ments         | SDIS <sup>(b)</sup> | CDG et<br>CNFPT <sup>(b)</sup> |              |                       |              |
| <b>Ensemble<br/>(y compris contrats aidés)</b> | <b>100,0</b>         | <b>100,0</b>                         | <b>100,0</b>                                 | <b>100,0</b>          | <b>100,0</b>              | <b>100,0</b>        | <b>100,0</b>                   | <b>100,0</b> | <b>100,0</b>          | <b>100,0</b> |
| Moins de 25 ans                                | 5,3                  | 6,2                                  | 5,1                                          | 5,5                   | 2,6                       | 4,5                 | 6,6                            | 1,9          | 5,2                   | 4,8          |
| De 25 à 29 ans                                 | 6,0                  | 6,5                                  | 7,1                                          | 7,4                   | 4,7                       | 6,9                 | 9,1                            | 3,4          | 8,9                   | 6,0          |
| De 30 à 39 ans                                 | 18,3                 | 18,4                                 | 21,2                                         | 20,9                  | 16,3                      | 23,6                | 20,7                           | 13,5         | 22,0                  | 18,5         |
| De 40 à 49 ans                                 | 26,1                 | 25,4                                 | 29,1                                         | 27,4                  | 27,4                      | 37,6                | 27,1                           | 24,9         | 27,9                  | 27,0         |
| De 50 à 54 ans                                 | 16,8                 | 16,4                                 | 15,7                                         | 15,7                  | 18,2                      | 15,1                | 14,4                           | 20,8         | 14,1                  | 16,9         |
| De 55 à 59 ans                                 | 17,5                 | 17,0                                 | 14,3                                         | 15,2                  | 18,8                      | 9,3                 | 13,0                           | 22,1         | 12,6                  | 17,0         |
| De 60 ans et plus                              | 10,0                 | 10,0                                 | 7,4                                          | 8,0                   | 11,8                      | 3,0                 | 9,1                            | 13,3         | 9,3                   | 9,8          |
| <b>dont fonctionnaires</b>                     | <b>100,0</b>         | <b>100,0</b>                         | <b>100,0</b>                                 | <b>100,0</b>          | <b>100,0</b>              | <b>100,0</b>        | <b>100,0</b>                   | <b>100,0</b> | <b>100,0</b>          | <b>100,0</b> |
| Moins de 25 ans                                | 0,9                  | 0,8                                  | 0,9                                          | 1,0                   | 0,5                       | 3,5                 | 0,4                            | 0,3          | 0,6                   | 0,9          |
| De 25 à 29 ans                                 | 3,8                  | 3,3                                  | 3,9                                          | 3,8                   | 2,5                       | 6,6                 | 3,0                            | 1,7          | 3,4                   | 3,6          |
| De 30 à 39 ans                                 | 16,8                 | 16,0                                 | 19,3                                         | 18,3                  | 15,2                      | 23,6                | 18,6                           | 11,1         | 18,4                  | 16,9         |
| De 40 à 49 ans                                 | 27,9                 | 27,0                                 | 32,0                                         | 30,5                  | 29,4                      | 38,4                | 33,2                           | 24,7         | 30,9                  | 29,1         |
| De 50 à 54 ans                                 | 19,1                 | 19,6                                 | 18,2                                         | 18,8                  | 20,0                      | 15,4                | 18,5                           | 22,7         | 17,6                  | 19,2         |
| De 55 à 59 ans                                 | 20,3                 | 21,3                                 | 16,9                                         | 18,7                  | 20,8                      | 9,5                 | 17,0                           | 24,6         | 16,6                  | 19,7         |
| De 60 ans et plus                              | 11,1                 | 12,0                                 | 8,6                                          | 8,9                   | 11,6                      | 3,0                 | 9,4                            | 14,9         | 12,4                  | 10,7         |
| <b>dont contractuels</b>                       | <b>100,0</b>         | <b>100,0</b>                         | <b>100,0</b>                                 | <b>100,0</b>          | <b>100,0</b>              | <b>100,0</b>        | <b>100,0</b>                   | <b>100,0</b> | <b>100,0</b>          | <b>100,0</b> |
| Moins de 25 ans                                | 15,0                 | 13,6                                 | 13,2                                         | 10,0                  | 9,5                       | 21,8                | 11,1                           | 5,5          | 7,4                   | 13,2         |
| De 25 à 29 ans                                 | 12,8                 | 11,7                                 | 16,0                                         | 12,8                  | 17,7                      | 17,7                | 14,4                           | 11,4         | 13,3                  | 13,7         |
| De 30 à 39 ans                                 | 23,8                 | 22,9                                 | 27,8                                         | 25,6                  | 29,0                      | 25,3                | 22,9                           | 25,9         | 25,6                  | 25,1         |
| De 40 à 49 ans                                 | 22,0                 | 23,4                                 | 22,2                                         | 23,5                  | 22,9                      | 19,2                | 22,0                           | 27,4         | 25,9                  | 22,6         |
| De 50 à 54 ans                                 | 10,4                 | 11,5                                 | 9,2                                          | 11,2                  | 9,2                       | 8,1                 | 11,0                           | 13,3         | 11,5                  | 10,4         |
| De 55 à 59 ans                                 | 9,2                  | 10,0                                 | 7,5                                          | 10,2                  | 7,0                       | 4,8                 | 9,6                            | 10,8         | 9,4                   | 8,9          |
| De 60 ans et plus                              | 6,9                  | 6,9                                  | 4,1                                          | 6,7                   | 4,8                       | 3,0                 | 9,0                            | 5,6          | 6,8                   | 6,2          |

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.

(b) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).

(c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.

(d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Lecture : au 31 décembre 2022, dans les communes, 5,3 % des agents ont moins de 25 ans.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

Effectifs des collectivités locales par âge selon le statut et la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2022  
(en milliers)

|                   | Répartition par statut               |              |                       |                | Répartition par catégorie hiérarchique |       |         |                | Total   |
|-------------------|--------------------------------------|--------------|-----------------------|----------------|----------------------------------------|-------|---------|----------------|---------|
|                   | Hors bénéficiaires de contrats aidés |              |                       | Contrats aidés | A                                      | B     | C       | Non déterminée |         |
|                   | Fonctionnaires                       | Contractuels | Autres <sup>(a)</sup> |                |                                        |       |         |                |         |
| Moins de 25 ans   | 13,1                                 | 60,7         | 16,0                  | 4,2            | 4,1                                    | 11,7  | 74,1    | 4,1            | 94,0    |
| De 25 à 29 ans    | 51,0                                 | 62,6         | 3,2                   | 2,6            | 16,1                                   | 19,0  | 81,8    | 2,6            | 119,4   |
| De 30 à 39 ans    | 242,4                                | 114,9        | 4,4                   | 5,0            | 52,1                                   | 56,3  | 253,2   | 5,1            | 366,8   |
| De 40 à 49 ans    | 416,0                                | 103,4        | 10,8                  | 4,8            | 79,2                                   | 86,9  | 363,7   | 5,2            | 535,0   |
| De 50 à 54 ans    | 274,1                                | 47,5         | 9,2                   | 2,9            | 38,8                                   | 48,2  | 243,8   | 2,8            | 333,7   |
| De 55 à 59 ans    | 281,7                                | 40,9         | 10,5                  | 3,2            | 34,2                                   | 45,3  | 254,2   | 2,7            | 336,3   |
| De 60 ans et plus | 153,0                                | 28,5         | 9,7                   | 1,7            | 25,5                                   | 25,6  | 139,1   | 2,7            | 192,9   |
| Total             | 1 431,4                              | 458,5        | 63,8                  | 24,4           | 250,0                                  | 293,1 | 1 409,8 | 25,1           | 1 978,0 |

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels et familiaux, apprentis.

Lecture : au 31 décembre 2022, parmi les 94 000 agents ayant moins de 25 ans, 13 100 sont fonctionnaires.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

Répartition des collectivités locales et des emplois selon la taille des collectivités, au 31 décembre 2022  
(effectifs en milliers ; répartition en %)

| Taille de la collectivité<br>(en nombre d'agents<br>en emploi principal<br>hors contrats aidés) | Collectivités <sup>(a)</sup> |             | Emplois principaux<br>hors bénéficiaires<br>de contrats aidés |             | Emplois principaux,<br>bénéficiaires<br>de contrats aidés |             | Emplois secondaires |             | Total des emplois |             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------|-------------|---------------------------------------------------------------|-------------|-----------------------------------------------------------|-------------|---------------------|-------------|-------------------|-------------|
|                                                                                                 | Nombre                       | Répartition | Effectifs                                                     | Répartition | Effectifs                                                 | Répartition | Effectifs           | Répartition | Effectifs         | Répartition |
| Aucun agent <sup>(b)</sup>                                                                      | 4 344                        | 10,1        | s. o.                                                         | s. o.       | 0,5                                                       | 2,0         | 4,9                 | 12,7        | 5,4               | 0,3         |
| de 1 à 4 agents                                                                                 | 16 781                       | 39,1        | 36,1                                                          | 1,9         | 1,4                                                       | 5,8         | 5,6                 | 14,4        | 43,1              | 2,1         |
| de 5 à 9 agents                                                                                 | 7 525                        | 17,6        | 50,1                                                          | 2,6         | 1,3                                                       | 5,4         | 2,0                 | 5,2         | 53,4              | 2,6         |
| de 10 à 19 agents                                                                               | 5 166                        | 12,0        | 69,6                                                          | 3,6         | 1,9                                                       | 7,9         | 1,5                 | 4,0         | 73,1              | 3,6         |
| de 20 à 49 agents                                                                               | 4 061                        | 9,5         | 128,3                                                         | 6,6         | 2,9                                                       | 12,0        | 2,5                 | 6,5         | 133,7             | 6,6         |
| de 50 à 99 agents                                                                               | 2 141                        | 5,0         | 149,4                                                         | 7,6         | 2,1                                                       | 8,8         | 2,8                 | 7,3         | 154,4             | 7,7         |
| de 100 à 249 agents                                                                             | 1 620                        | 3,8         | 247,5                                                         | 12,7        | 4,7                                                       | 19,3        | 4,1                 | 10,6        | 256,3             | 12,7        |
| de 250 à 349 agents                                                                             | 340                          | 0,8         | 99,9                                                          | 5,1         | 1,2                                                       | 5,1         | 1,4                 | 3,5         | 102,5             | 5,1         |
| de 350 à 999 agents                                                                             | 583                          | 1,4         | 327,5                                                         | 16,8        | 3,2                                                       | 13,0        | 4,7                 | 12,2        | 335,4             | 16,6        |
| 1 000 agents et plus                                                                            | 311                          | 0,7         | 845,2                                                         | 43,3        | 5,1                                                       | 20,9        | 9,1                 | 23,5        | 859,4             | 42,6        |
| Total                                                                                           | 42 872                       | 100         | 1 953,6                                                       | 100,0       | 24,4                                                      | 100,0       | 38,7                | 100,0       | 2 016,7           | 100,0       |

(a) Collectivités locales employant au moins un agent en emploi principal ou secondaire.  
(b) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés.  
s. o.: sans objet.  
Lecture : au 31 décembre 2022, 4 344 collectivités locales n'emploient aucun agent sur un emploi principal (hors contrat aidé). Ces collectivités comptent 5 400 agents qui sont en contrat aidé ou dont l'emploi est secondaire pour eux.  
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.  
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux et secondaires. Tous statuts.

Nombre d'emplois principaux selon la taille des collectivités, par statut et catégorie hiérarchique,  
au 31 décembre 2022  
(en milliers)

| Taille de la collectivité<br>(en nombre d'agents en emploi principal hors contrats aidés) | Répartition par statut               |              |                       |                | Répartition par catégorie hiérarchique |       |        |                | Total   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------|-----------------------|----------------|----------------------------------------|-------|--------|----------------|---------|
|                                                                                           | Hors bénéficiaires de contrats aidés |              |                       | Contrats aidés | A                                      | B     | C      | Non déterminée |         |
|                                                                                           | Fonctionnaires                       | Contractuels | Autres <sup>(a)</sup> |                |                                        |       |        |                |         |
| Aucun agent <sup>(b)</sup>                                                                | s. o.                                | s. o.        | s. o.                 | 0,5            | s. o.                                  | s. o. | 0,5    | s. o.          | 0,5     |
| de 1 à 4 agents                                                                           | 24,7                                 | 11,1         | 0,3                   | 1,4            | 2,0                                    | 2,7   | 32,5   | 0,3            | 37,6    |
| de 5 à 9 agents                                                                           | 35,0                                 | 14,4         | 0,7                   | 1,3            | 2,4                                    | 3,6   | 45,1   | 0,4            | 51,4    |
| de 10 à 19 agents                                                                         | 51,1                                 | 17,4         | 1,2                   | 1,9            | 4,0                                    | 5,8   | 61,2   | 0,5            | 71,5    |
| de 20 à 49 agents                                                                         | 92,0                                 | 34,1         | 2,2                   | 2,9            | 10,4                                   | 15,2  | 104,6  | 1,0            | 131,2   |
| de 50 à 99 agents                                                                         | 103,1                                | 43,7         | 2,6                   | 2,1            | 13,6                                   | 22,6  | 114,1  | 1,3            | 151,5   |
| de 100 à 249 agents                                                                       | 172,0                                | 70,9         | 4,5                   | 4,7            | 22,7                                   | 38,1  | 187,4  | 4,0            | 252,2   |
| de 250 à 349 agents                                                                       | 71,9                                 | 26,4         | 1,6                   | 1,2            | 9,2                                    | 16,1  | 73,9   | 2,0            | 101,2   |
| de 350 à 999 agents                                                                       | 237,7                                | 83,6         | 6,1                   | 3,2            | 34,0                                   | 56,0  | 235,8  | 4,9            | 330,7   |
| 1 000 agents et plus                                                                      | 643,9                                | 156,8        | 44,5                  | 5,1            | 151,8                                  | 133,0 | 554,8  | 10,7           | 850,3   |
| Ensemble des emplois principaux                                                           | 1 431,4                              | 458,5        | 63,8                  | 24,4           | 250,0                                  | 293,1 | 1409,8 | 25,1           | 1 978,0 |

(a) Collaborateurs de cabinets, assistants maternels et familiaux, apprentis.  
(b) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés.  
s.o.: sans objet.  
Lecture : au 31 décembre 2022, dans les collectivités locales employant entre 1 et 4 agents, 37 600 agents sont en emploi principal (y compris contrat aidé). Parmi eux, 1 400 sont des bénéficiaires de contrats aidés.  
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.  
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

# L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'agents employés

# 8-7b

## Nombre d'emplois principaux hors contrats aidés selon la taille des collectivités et leur type, au 31 décembre 2022

(nombre d'emplois en milliers)

| Taille de la collectivité<br>(en nombre d'agents<br>en emploi principal<br>hors contrat aidé) | Nombre<br>de collec-<br>tivités <sup>(a)</sup> | Organismes<br>communaux |                                         | Organismes<br>intercommunaux                 |                       | Organismes<br>départementaux |                     |                                | Régions     | Autres <sup>(e)</sup> | Total          |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------|------------------------------|---------------------|--------------------------------|-------------|-----------------------|----------------|
|                                                                                               |                                                | Communes                | Établ.<br>commu-<br>naux <sup>(b)</sup> | EPCI <sup>(c)</sup><br>à fiscalité<br>propre | Autres <sup>(d)</sup> | Départe-<br>ments            | SDIS <sup>(c)</sup> | CDG et<br>CNFPT <sup>(c)</sup> |             |                       |                |
| de 1 à 4 agents                                                                               | 16 781                                         | 28,7                    | 1,4                                     | 0,0                                          | 5,9                   | —                            | —                   | —                              | —           | 0,1                   | 36,1           |
| de 5 à 9 agents                                                                               | 7 525                                          | 37,5                    | 2,5                                     | 0,1                                          | 9,7                   | —                            | —                   | —                              | —           | 0,3                   | 50,1           |
| de 10 à 19 agents                                                                             | 5 166                                          | 53,5                    | 5,9                                     | 1,1                                          | 8,4                   | —                            | —                   | 0,1                            | —           | 0,7                   | 69,6           |
| de 20 à 49 agents                                                                             | 4 061                                          | 81,7                    | 18,9                                    | 8,8                                          | 15,8                  | —                            | 0,0                 | 1,2                            | —           | 1,9                   | 128,3          |
| de 50 à 99 agents                                                                             | 2 141                                          | 81,5                    | 26,0                                    | 23,1                                         | 15,7                  | —                            | 0,1                 | 1,4                            | —           | 1,7                   | 149,4          |
| de 100 à 249 agents                                                                           | 1 620                                          | 141,9                   | 23,4                                    | 52,3                                         | 19,3                  | —                            | 3,7                 | 4,1                            | —           | 2,6                   | 247,5          |
| de 250 à 349 agents                                                                           | 340                                            | 60,7                    | 6,1                                     | 21,2                                         | 5,8                   | —                            | 4,7                 | 1,4                            | —           | —                     | 99,9           |
| de 350 à 999 agents                                                                           | 583                                            | 207,4                   | 13,2                                    | 72,8                                         | 6,1                   | 1,6                          | 21,0                | 3,3                            | —           | 2,2                   | 327,5          |
| 1 000 agents et plus                                                                          | 311                                            | 317,2                   | 8,7                                     | 110,4                                        | 1,7                   | 279,2                        | 27,2                | 2,6                            | 97,1        | 1,1                   | 845,2          |
| <b>Emplois principaux<br/>hors contrats aidés</b>                                             | <b>38 528</b>                                  | <b>1 010,0</b>          | <b>106,1</b>                            | <b>289,8</b>                                 | <b>88,3</b>           | <b>280,8</b>                 | <b>56,8</b>         | <b>14,0</b>                    | <b>97,1</b> | <b>10,7</b>           | <b>1 953,6</b> |

(a) Collectivités locales employant au moins un agent en emploi principal hors contrats aidés. • (b) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (c) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (d) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (e) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

— : sans objet.

Lecture : au 31 décembre 2022, les 16 781 collectivités locales employant entre 1 et 4 agents sur un emploi principal hors contrats aidés comptabilisent 36 100 emplois principaux qui ne sont pas des contrats aidés. Parmi eux, 28 700 sont dans des communes.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts, hors contrats aidés.

## Nombre de bénéficiaires de contrats aidés selon la taille des collectivités et leur type, au 31 décembre 2022

(nombre d'emplois en milliers)

| Taille de la collectivité<br>(en nombre d'agents<br>en emploi principal<br>hors contrat aidé) | Nombre<br>de collec-<br>tivités <sup>(a)</sup> | Organismes<br>communaux |                                         | Organismes<br>intercommunaux                 |                       | Organismes<br>départementaux |                     |                                | Régions    | Autres <sup>(e)</sup> | Total       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------|------------------------------|---------------------|--------------------------------|------------|-----------------------|-------------|
|                                                                                               |                                                | Communes                | Établ.<br>commu-<br>naux <sup>(b)</sup> | EPCI <sup>(c)</sup><br>à fiscalité<br>propre | Autres <sup>(d)</sup> | Départe-<br>ments            | SDIS <sup>(c)</sup> | CDG et<br>CNFPT <sup>(c)</sup> |            |                       |             |
| Aucun agent <sup>(f)</sup>                                                                    | 222                                            | 0,2                     | 0,2                                     | —                                            | 0,0                   | —                            | —                   | —                              | —          | —                     | 0,5         |
| de 1 à 4 agents                                                                               | 990                                            | 1,0                     | 0,2                                     | —                                            | 0,2                   | —                            | —                   | —                              | —          | —                     | 1,4         |
| de 5 à 9 agents                                                                               | 823                                            | 1,0                     | 0,2                                     | 0,0                                          | 0,1                   | —                            | —                   | —                              | —          | 0,0                   | 1,3         |
| de 10 à 19 agents                                                                             | 786                                            | 1,2                     | 0,6                                     | 0,0                                          | 0,1                   | —                            | —                   | —                              | —          | 0,0                   | 1,9         |
| de 20 à 49 agents                                                                             | 890                                            | 1,5                     | 1,1                                     | 0,2                                          | 0,2                   | —                            | —                   | —                              | —          | 0,0                   | 2,9         |
| de 50 à 99 agents                                                                             | 591                                            | 1,1                     | 0,5                                     | 0,4                                          | 0,1                   | —                            | —                   | —                              | —          | —                     | 2,1         |
| de 100 à 249 agents                                                                           | 610                                            | 2,4                     | 1,2                                     | 0,9                                          | 0,2                   | —                            | 0,0                 | —                              | —          | —                     | 4,7         |
| de 250 à 349 agents                                                                           | 160                                            | 0,7                     | 0,2                                     | 0,2                                          | 0,1                   | —                            | 0,0                 | —                              | —          | —                     | 1,2         |
| de 350 à 999 agents                                                                           | 275                                            | 2,5                     | 0,1                                     | 0,5                                          | 0,0                   | 0,0                          | 0,0                 | —                              | —          | 0,0                   | 3,2         |
| 1 000 agents et plus                                                                          | 148                                            | 1,7                     | 0,1                                     | 0,3                                          | —                     | 2,2                          | 0,0                 | —                              | 0,8        | —                     | 5,1         |
| <b>Ensemble<br/>des bénéficiaires<br/>de contrats aidés</b>                                   | <b>5 495</b>                                   | <b>13,2</b>             | <b>4,4</b>                              | <b>2,6</b>                                   | <b>1,1</b>            | <b>2,2</b>                   | <b>0,0</b>          | <b>0,0</b>                     | <b>0,8</b> | <b>0,0</b>            | <b>24,4</b> |

(a) Collectivités locales employant au moins un agent en emploi principal hors contrats aidés. • (b) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (c) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (d) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (e) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux. • (f) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés.

Lecture : au 31 décembre 2022, les 222 collectivités locales n'employant aucun agent sur un emploi principal emploient 500 bénéficiaires de contrats aidés. Parmi eux, 200 sont dans des communes.

— : sans objet.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Contrats aidés.

## Nombre d'emplois secondaires selon la taille des collectivités et leur type, au 31 décembre 2022

(nombre d'emplois en milliers)

| Taille de la collectivité<br>(en nombre d'agents<br>en emploi principal<br>hors contrat aidé) | Nombre<br>de collec-<br>tivités <sup>(a)</sup> | Organismes<br>communaux |                                         | Organismes<br>intercommunaux                 |                       | Organismes<br>départementaux |                     |                                | Régions    | Autres <sup>(d)</sup> | Total       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------|-----------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------|------------------------------|---------------------|--------------------------------|------------|-----------------------|-------------|
|                                                                                               |                                                | Communes                | Établ.<br>commu-<br>naux <sup>(b)</sup> | EPCI <sup>(c)</sup><br>à fiscalité<br>propre | Autres <sup>(d)</sup> | Départe-<br>ments            | SDIS <sup>(e)</sup> | CDG et<br>CNFPT <sup>(e)</sup> |            |                       |             |
| Aucun agent <sup>(f)</sup>                                                                    | 4 251                                          | 4,0                     | 0,2                                     | –                                            | 0,8                   | –                            | –                   | –                              | –          | s.                    | 4,9         |
| de 1 à 4 agents                                                                               | 4 879                                          | 4,5                     | 0,1                                     | s.                                           | 0,9                   | –                            | –                   | –                              | –          | s.                    | 5,6         |
| de 5 à 9 agents                                                                               | 1 594                                          | 1,2                     | 0,1                                     | s.                                           | 0,7                   | –                            | –                   | –                              | –          | 0,0                   | 2,0         |
| de 10 à 19 agents                                                                             | 1 012                                          | 1,0                     | 0,1                                     | 0,1                                          | 0,3                   | –                            | –                   | s.                             | –          | 0,1                   | 1,5         |
| de 20 à 49 agents                                                                             | 1 276                                          | 1,4                     | 0,4                                     | 0,3                                          | 0,3                   | –                            | –                   | 0,1                            | –          | 0,1                   | 2,5         |
| de 50 à 99 agents                                                                             | 1 058                                          | 1,5                     | 0,3                                     | 0,6                                          | 0,2                   | –                            | 0,0                 | 0,1                            | –          | 0,1                   | 2,8         |
| de 100 à 249 agents                                                                           | 1 055                                          | 2,0                     | 0,3                                     | 1,2                                          | 0,2                   | –                            | 0,0                 | 0,2                            | –          | 0,1                   | 4,1         |
| de 250 à 349 agents                                                                           | 277                                            | 0,9                     | 0,1                                     | 0,4                                          | 0,0                   | –                            | 0,0                 | s.                             | –          | –                     | 1,4         |
| de 350 à 999 agents                                                                           | 542                                            | 3,1                     | 0,1                                     | 1,2                                          | 0,0                   | 0,0                          | 0,0                 | 0,2                            | –          | 0,0                   | 4,7         |
| 1 000 agents et plus                                                                          | 304                                            | 5,7                     | 0,1                                     | 1,0                                          | 0,0                   | 2,0                          | 0,0                 | 0,1                            | 0,3        | 0,0                   | 9,1         |
| <b>Ensemble des emplois<br/>secondaires</b>                                                   | <b>16 248</b>                                  | <b>25,3</b>             | <b>1,8</b>                              | <b>4,8</b>                                   | <b>3,4</b>            | <b>2,0</b>                   | <b>0,1</b>          | <b>0,7</b>                     | <b>0,3</b> | <b>0,5</b>            | <b>38,7</b> |

(a) Collectivités locales employant au moins un agent en emploi principal hors contrats aidés.

(b) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.

(c) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).

(d) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.

(e) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

(f) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés. – : sans objet.

s. : soumis au secret statistique.

Lecture : au 31 décembre 2022, les 4 251 collectivités locales n'employant aucun agent en emploi principal y compris bénéficiaires de contrats aidés emploient 4 900 agents en emploi secondaire. Parmi eux, 4 000 sont dans des communes.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois secondaires.

Nombre d'emplois secondaires selon la taille des collectivités, par statut et catégorie hiérarchique,  
au 31 décembre 2022

(en milliers)

| Taille de la collectivité<br>(en nombre d'agents en emploi<br>principal hors contrats aidés) | Répartition par statut               |              |                       |                   | Répartition par catégorie hiérarchique |     |      |                   | Total |
|----------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------|-----------------------|-------------------|----------------------------------------|-----|------|-------------------|-------|
|                                                                                              | Hors bénéficiaires de contrats aidés |              |                       | Contrats<br>aidés | A                                      | B   | C    | Non<br>déterminée |       |
|                                                                                              | Fonction-<br>naires                  | Contractuels | Autres <sup>(a)</sup> |                   |                                        |     |      |                   |       |
| Aucun agent <sup>(b)</sup>                                                                   | 3,5                                  | 1,4          | 0,0                   | –                 | 0,7                                    | 0,7 | 3,4  | 0,1               | 4,9   |
| de 1 à 4 agents                                                                              | 3,9                                  | 1,7          | 0,0                   | 0,0               | 0,5                                    | 0,6 | 4,3  | 0,1               | 5,6   |
| de 5 à 9 agents                                                                              | 1,2                                  | 0,8          | 0,0                   | –                 | 0,1                                    | 0,2 | 1,5  | 0,2               | 2,0   |
| de 10 à 19 agents                                                                            | 0,7                                  | 0,9          | –                     | –                 | 0,2                                    | 0,2 | 0,9  | 0,2               | 1,5   |
| de 20 à 49 agents                                                                            | 0,8                                  | 1,7          | 0,0                   | –                 | 0,4                                    | 0,5 | 1,1  | 0,5               | 2,5   |
| de 50 à 99 agents                                                                            | 0,9                                  | 1,9          | 0,0                   | –                 | 0,4                                    | 0,8 | 1,0  | 0,6               | 2,8   |
| de 100 à 249 agents                                                                          | 1,5                                  | 2,6          | 0,0                   | 0,0               | 0,5                                    | 1,4 | 1,5  | 0,7               | 4,1   |
| de 250 à 349 agents                                                                          | 0,6                                  | 0,7          | 0,0                   | –                 | 0,2                                    | 0,6 | 0,4  | 0,2               | 1,4   |
| de 350 à 999 agents                                                                          | 2,1                                  | 2,6          | 0,0                   | –                 | 0,8                                    | 1,6 | 1,3  | 1,0               | 4,7   |
| 1 000 agents et plus                                                                         | 3,0                                  | 4,9          | 1,2                   | –                 | 1,8                                    | 2,1 | 3,4  | 1,8               | 9,1   |
| Ensemble des emplois<br>secondaires                                                          | 18,1                                 | 19,3         | 1,3                   | 0,0               | 5,5                                    | 8,8 | 18,8 | 5,5               | 38,7  |

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels et familiaux, apprentis.

(b) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés.

Lecture : au 31 décembre 2022, les collectivités locales qui emploient 1 à 4 agents en emploi principal hors contrat aidé, emploient également 5 500 agents en emploi secondaire dont 500 emplois de catégorie A.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois secondaires.

# L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'habitants

# 8-8a

## Emplois et indicateurs sur les communes par strate démographique, au 31 décembre 2022

| Strate démographique<br>de la commune | Nombre de<br>communes | Emplois au 31 décembre 2022 (en milliers)       |                   |                        |                      | Indicateurs sur les emplois<br>principaux |                                  | Volume<br>de travail<br>en EQTP <sup>(b)</sup><br>(en milliers) | Taux d'admi-<br>nistration<br>(en EQTP <sup>(b)</sup> )<br>pour<br>1 000 hab.) |
|---------------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------------|-------------------|------------------------|----------------------|-------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
|                                       |                       | Emplois principaux                              |                   | Emplois<br>secondaires | Total des<br>emplois | Effectif<br>moyen                         | Dernier<br>décile <sup>(a)</sup> |                                                                 |                                                                                |
|                                       |                       | Hors béné-<br>ficiaires de<br>contrats<br>aidés | Contrats<br>aidés |                        |                      |                                           |                                  |                                                                 |                                                                                |
| Moins de 100 hab.                     | 1 826                 | 1,1                                             | 0,1               | 1,4                    | 2,5                  | 1                                         | 2                                | 1,4                                                             | 6,9                                                                            |
| de 100 à 199 hab.                     | 4 593                 | 4,9                                             | 0,2               | 3,0                    | 8,1                  | 1                                         | 3                                | 4,7                                                             | 6,1                                                                            |
| de 200 à 499 hab.                     | 9 165                 | 22,8                                            | 0,7               | 3,6                    | 27,1                 | 2                                         | 5                                | 19,8                                                            | 6,5                                                                            |
| de 500 à 999 hab.                     | 6 550                 | 39,8                                            | 1,1               | 1,6                    | 42,5                 | 6                                         | 10                               | 36,1                                                            | 7,8                                                                            |
| de 1 000 à 1 999 hab.                 | 4 489                 | 59,8                                            | 1,4               | 1,1                    | 62,3                 | 13                                        | 21                               | 56,2                                                            | 8,9                                                                            |
| de 2 000 à 3 499 hab.                 | 2 244                 | 65,5                                            | 1,1               | 1,2                    | 67,9                 | 29                                        | 46                               | 63,4                                                            | 10,7                                                                           |
| de 3 500 à 4 999 hab.                 | 968                   | 53,3                                            | 0,6               | 0,9                    | 54,9                 | 55                                        | 85                               | 51,7                                                            | 12,8                                                                           |
| de 5 000 à 9 999 hab.                 | 1 179                 | 125,5                                           | 2,0               | 1,9                    | 129,4                | 108                                       | 166                              | 121,5                                                           | 14,8                                                                           |
| de 10 000 à 19 999 hab.               | 532                   | 127,8                                           | 1,6               | 1,9                    | 131,3                | 243                                       | 357                              | 124,8                                                           | 17,2                                                                           |
| de 20 000 à 49 999 hab.               | 349                   | 207,9                                           | 1,7               | 3,3                    | 212,8                | 600                                       | 907                              | 202,4                                                           | 19,1                                                                           |
| de 50 000 à 79 999 hab.               | 70                    | 89,2                                            | 0,5               | 1,6                    | 91,3                 | 1 280                                     | 1 716                            | 86,7                                                            | 20,0                                                                           |
| de 80 000 à 99 999 hab.               | 16                    | 29,3                                            | 1,2               | 0,6                    | 31,1                 | 1 911                                     | 2 266                            | 29,6                                                            | 20,7                                                                           |
| de 100 000 à 299 999 hab.             | 36                    | 84,8                                            | 0,9               | 1,3                    | 87,1                 | 2 381                                     | 3 496                            | 83,1                                                            | 15,1                                                                           |
| 300 000 hab. et plus                  | 6                     | 98,5                                            | 0,1               | 1,8                    | 100,4                | 16 425                                    | 58 720                           | 94,8                                                            | 20,2                                                                           |
| Total                                 | 32 023                | 1 010,0                                         | 13,2              | 25,3                   | 1 048,6              | 35                                        | 49                               | 976,1                                                           | 14,6                                                                           |

(a) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 10 % des 1 786 communes de moins de 100 habitants comptent plus de 2 agents. • (b) EQTP : équivalent temps plein.

Note : Ici, pour une commune donnée, on compte les emplois exercés en son sein, qu'elle soit l'employeur ou non.

Lecture : au 31 décembre 2022, les 1 826 communes de moins de 100 habitants dans lesquelles au moins un agent travaille comptent 1 100 agents en emploi principal hors contrats aidés et 100 bénéficiaires de contrats aidés.

Source : Insee, SIASP, Recensement de la population 2023. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Communes ayant au moins un agent y travaillant, emplois principaux et secondaires confondus. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

## Emplois et indicateurs sur les établissements communaux<sup>(a)</sup> par strate démographique, au 31 décembre 2022

| Strate démographique<br>de la commune du siège<br>de l'établissement communal | Nombre<br>d'établ.<br>communaux | Nombre de<br>communes<br>accueillant<br>des établ.<br>communaux | Emplois au 31 décembre 2022 (en milliers)       |                   |                        |                      | Indicateurs sur<br>les emplois principaux |                                  | Volume<br>de travail<br>en EQTP <sup>(c)</sup><br>(en<br>milliers) | Taux<br>d'adminis-<br>tration<br>(en EQTP <sup>(c)</sup><br>pour<br>1 000 hab.) |
|-------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|------------------------|----------------------|-------------------------------------------|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                               |                                 |                                                                 | Emplois principaux                              |                   | Emplois<br>secondaires | Total des<br>emplois | Effectif<br>moyen                         | Dernier<br>décile <sup>(b)</sup> |                                                                    |                                                                                 |
|                                                                               |                                 |                                                                 | Hors béné-<br>ficiaires de<br>contrats<br>aidés | Contrats<br>aidés |                        |                      |                                           |                                  |                                                                    |                                                                                 |
| Moins de 500 hab.                                                             | 35                              | 21                                                              | 10,0                                            | 0,1               | 0,1                    | 10,2                 | 11                                        | 40                               | 0,3                                                                | 24,0                                                                            |
| de 500 à 999 hab.                                                             | 126                             | 2                                                               | 2,5                                             | 0,0               | 0,1                    | 2,6                  | 22                                        | 62                               | 2,3                                                                | 21,3                                                                            |
| de 1 000 à 1 999 hab.                                                         | 270                             | 32                                                              | 5,9                                             | 0,1               | 0,1                    | 6,1                  | 24                                        | 61                               | 5,4                                                                | 11,2                                                                            |
| de 2 000 à 3 499 hab.                                                         | 387                             | 122                                                             | 7,4                                             | 0,1               | 0,1                    | 7,7                  | 20                                        | 59                               | 6,8                                                                | 5,7                                                                             |
| de 3 500 à 4 999 hab.                                                         | 329                             | 260                                                             | 5,9                                             | 0,1               | 0,1                    | 6,2                  | 19                                        | 61                               | 5,4                                                                | 3,6                                                                             |
| de 5 000 à 9 999 hab.                                                         | 664                             | 380                                                             | 13,7                                            | 0,4               | 0,3                    | 14,5                 | 22                                        | 59                               | 13,0                                                               | 2,6                                                                             |
| de 10 000 à 19 999 hab.                                                       | 435                             | 320                                                             | 14,6                                            | 0,7               | 0,2                    | 15,6                 | 35                                        | 86                               | 14,1                                                               | 2,3                                                                             |
| de 20 000 à 49 999 hab.                                                       | 348                             | 645                                                             | 19,6                                            | 1,6               | 0,4                    | 21,6                 | 62                                        | 155                              | 20,1                                                               | 1,8                                                                             |
| de 50 000 à 79 999 hab.                                                       | 79                              | 407                                                             | 8,8                                             | 0,2               | 0,2                    | 9,1                  | 115                                       | 240                              | 8,4                                                                | 1,7                                                                             |
| de 80 000 à 99 999 hab.                                                       | 18                              | 304                                                             | 3,4                                             | 0,3               | 0,0                    | 3,7                  | 201                                       | 479                              | 3,4                                                                | 2,0                                                                             |
| de 100 000 à 299 999 hab.                                                     | 47                              | 65                                                              | 11,0                                            | 0,8               | 0,1                    | 11,8                 | 255                                       | 660                              | 11,3                                                               | 1,5                                                                             |
| 300 000 hab. et plus                                                          | 3                               | 15                                                              | 3,2                                             | –                 | 0,0                    | 3,2                  | 1 073                                     | 1 688                            | 11,6                                                               | 0,3                                                                             |
| Total                                                                         | 21                              | 30                                                              | 106,1                                           | 4,4               | 1,8                    | 112,2                | 41                                        | 85                               | 102,2                                                              | 1,3                                                                             |

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (b) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 10 % des 270 établissements communaux ayant entre 1 000 et 1 999 habitants font travailler plus de 61 agents. • (c) EQTP : équivalent temps plein.

Note : Ici, pour un établissement communal donné, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit l'employeur ou non.

Lecture : au 31 décembre 2022, les 126 établissements communaux dans lesquels au moins un agent travaille et se situant dans des communes 500 à 999 habitants comptent 2 500 agents sur un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé.

Source : Insee, SIASP, Recensement de la population 2023. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Établissements communaux ayant au moins un agent y travaillant, emplois principaux et secondaires confondus. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

8-8b

L'emploi dans les collectivités locales  
selon le nombre d'habitants

Emplois et indicateurs sur les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI)  
à fiscalité propre par strate démographique, au 31 décembre 2022

| Strate démographique<br>de l'intercommunalité | Nombre<br>d'EPCI<br>à fiscalité<br>propre | Emplois au 31 décembre 2022 (en milliers)     |                   |                        |                      | Indicateurs sur les emplois<br>principaux |                                  | Volume<br>de travail<br>en EQTP <sup>(b)</sup><br>(en milliers) | Taux d'admi-<br>nistration<br>(en EQTP <sup>(b)</sup><br>pour<br>1 000 hab.) |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|------------------------|----------------------|-------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
|                                               |                                           | Emplois principaux                            |                   | Emplois<br>secondaires | Total des<br>emplois | Effectif<br>moyen                         | Dernier<br>décile <sup>(a)</sup> |                                                                 |                                                                              |
|                                               |                                           | Hors<br>bénéficiaires<br>de contrats<br>aidés | Contrats<br>aidés |                        |                      |                                           |                                  |                                                                 |                                                                              |
| Moins de 5 000 hab.                           | 8                                         | 0,2                                           | 0,0               | 0,0                    | 0,2                  | 23                                        | 59                               | 0,2                                                             | 4,6                                                                          |
| de 5 000 à 14 999 hab.                        | 349                                       | 17,0                                          | 0,4               | 0,5                    | 17,8                 | 49                                        | 98                               | 16,0                                                            | 4,9                                                                          |
| de 15 000 à 29 999 hab.                       | 435                                       | 40,4                                          | 0,7               | 1,1                    | 42,2                 | 94                                        | 173                              | 38,4                                                            | 4,0                                                                          |
| de 30 000 à 49 999 hab.                       | 181                                       | 30,9                                          | 0,3               | 0,7                    | 31,9                 | 172                                       | 310                              | 29,3                                                            | 4,2                                                                          |
| de 50 000 à 99 999 hab.                       | 151                                       | 46,5                                          | 0,4               | 0,8                    | 47,7                 | 310                                       | 542                              | 45,1                                                            | 4,4                                                                          |
| de 100 000 à 299 999 hab.                     | 104                                       | 79,8                                          | 0,6               | 0,9                    | 81,3                 | 772                                       | 1 557                            | 77,3                                                            | 4,6                                                                          |
| 300 000 hab. et plus                          | 33                                        | 74,8                                          | 0,2               | 0,9                    | 75,9                 | 2 274                                     | 5 823                            | 72,5                                                            | 2,9                                                                          |
| Total                                         | 1 261                                     | 289,6                                         | 2,6               | 4,8                    | 297,0                | 231                                       | 466                              | 278,7                                                           | 3,9                                                                          |

(a) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 10 % des 435 EPCI à fiscalité propre ayant entre 15 000 et 29 999 habitants comptent plus de 173 agents.

(b) EQTP : équivalent temps plein.

Note : Ici, pour un EPCI à fiscalité propre donné, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit employeur ou non.

Lecture : au 31 décembre 2022, les 349 EPCI à fiscalité propre dans lesquels au moins un agent travaille et se situant dans une intercommunalité de 5 000 à 14 999 habitants comptent 17 800 emplois dont 400 sont des emplois principaux occupés par des bénéficiaires de contrats aidés.

Source : Insee, SIASP ; DGCL, Banatic. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. EPCI à fiscalité propre ayant au moins un agent y travaillant, emplois principaux et secondaires confondus. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et volume de travail pour le taux d'administration. Tous statuts.

Emplois et indicateurs sur les groupements intercommunaux sans fiscalité propre<sup>(a)</sup>  
par strate démographique, au 31 décembre 2022

| Strate démographique<br>de l'intercommunalité | Nombre<br>de grou-<br>pements<br>interco.<br>sans fisca-<br>lité propre | Emplois au 31 décembre 2022 (en milliers)     |                   |                        |                      | Indicateurs sur les emplois<br>principaux |                                  | Volume<br>de travail<br>en EQTP <sup>(c)</sup><br>(en milliers) | Taux d'admi-<br>nistration<br>(en EQTP <sup>(c)</sup><br>pour<br>1000 hab.) |
|-----------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|------------------------|----------------------|-------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
|                                               |                                                                         | Emplois principaux                            |                   | Emplois<br>secondaires | Total des<br>emplois | Effectif<br>moyen                         | Dernier<br>décile <sup>(b)</sup> |                                                                 |                                                                             |
|                                               |                                                                         | Hors<br>bénéficiaires<br>de contrats<br>aidés | Contrats<br>aidés |                        |                      |                                           |                                  |                                                                 |                                                                             |
| Sans population <sup>(d)</sup>                | 296                                                                     | 23,0                                          | 0,4               | 0,3                    | 23,7                 | 83                                        | 189                              | 20,9                                                            | n. d. <sup>(e)</sup>                                                        |
| Moins de 5 000 hab.                           | 2 792                                                                   | 12,6                                          | 0,3               | 1,4                    | 14,3                 | 5                                         | 9                                | 10,6                                                            | 1,8                                                                         |
| de 5 000 à 14 999 hab.                        | 855                                                                     | 5,1                                           | 0,1               | 0,5                    | 5,7                  | 7                                         | 19                               | 4,7                                                             | 0,5                                                                         |
| de 15 000 à 29 999 hab.                       | 511                                                                     | 4,8                                           | 0,0               | 0,4                    | 5,2                  | 11                                        | 26                               | 4,6                                                             | 0,4                                                                         |
| de 30 000 à 49 999 hab.                       | 336                                                                     | 4,8                                           | 0,1               | 0,2                    | 5,0                  | 16                                        | 37                               | 4,6                                                             | 0,3                                                                         |
| de 50 000 à 99 999 hab.                       | 460                                                                     | 7,8                                           | 0,1               | 0,2                    | 8,0                  | 18                                        | 47                               | 7,6                                                             | 0,2                                                                         |
| de 100 000 à 299 999 hab.                     | 575                                                                     | 12,6                                          | 0,1               | 0,3                    | 13,0                 | 23                                        | 62                               | 12,2                                                            | 0,1                                                                         |
| 300 000 hab. et plus                          | 446                                                                     | 17,6                                          | 0,1               | 0,2                    | 17,9                 | 40                                        | 95                               | 17,1                                                            | 0,0                                                                         |
| <b>Total</b>                                  | <b>6 271</b>                                                            | <b>88,3</b>                                   | <b>1,1</b>        | <b>3,4</b>             | <b>92,9</b>          | <b>15</b>                                 | <b>35</b>                        | <b>82,4</b>                                                     | <b>n. d.<sup>(e)</sup></b>                                                  |

(a) Syndicats intercommunaux à vocation unique (SIVU), Syndicats intercommunaux à vocation multiple (SIVOM), syndicats mixtes et autres établissements publics intercommunaux.

(b) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 10 % des 2 792 groupements intercommunaux sans fiscalité propre ayant moins de 5 000 habitants font travailler plus de 9 agents.

(c) EQTP : équivalent temps plein.

(d) Pour quelques intercommunalités où établissements publics locaux, comme des syndicats ouverts mixtes ou des centres intercommunaux d'action sociale, il n'est pas possible d'attribuer de population.

(e) n. d. : non déterminé. Etant donné qu'une partie des groupements intercommunaux sans fiscalité propre n'est rattachée à aucune population, il n'est pas possible de calculer un taux d'administration.

Note : Ici, pour un groupement intercommunal sans fiscalité propre donné, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit l'employeur ou non.

Lecture : au 31 décembre 2022, les 2 792 groupements intercommunaux sans fiscalité propre dans lesquels au moins un agent travaille et se situant dans une intercommunalité de moins de 5 000 habitants comptent 12 600 agents occupant un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé.

Source : Insee, SIASP ; DGCL, Banatic. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Groupements intercommunaux sans fiscalité propre ayant au moins un agent y travaillant, emplois principaux et secondaires confondus. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

# L'emploi dans les collectivités locales selon le nombre d'habitants

# 8-8c

## Emplois et indicateurs sur les départements par strate démographique, au 31 décembre 2022

| Strate démographique<br>du département | Nombre<br>de départe-<br>ments | Emplois au 31 décembre 2022 (en milliers)     |                   |                        |                      | Indicateurs sur les emplois<br>principaux |                                  | Volume<br>de travail<br>en EQTP <sup>(b)</sup><br>(en milliers) | Taux d'admi-<br>nistration<br>(en EQTP <sup>(b)</sup> )<br>pour<br>1 000 hab.) |
|----------------------------------------|--------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|------------------------|----------------------|-------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
|                                        |                                | Emplois principaux                            |                   | Emplois<br>secondaires | Total des<br>emplois | Effectif<br>moyen                         | Dernier<br>décile <sup>(a)</sup> |                                                                 |                                                                                |
|                                        |                                | Hors<br>bénéficiaires<br>de contrats<br>aidés | Contrats<br>aidés |                        |                      |                                           |                                  |                                                                 |                                                                                |
| Moins de 300 000 hab.                  | 22                             | 29,8                                          | 0,1               | 0,5                    | 30,4                 | 1 357                                     | 1 698                            | 29,1                                                            | 6,7                                                                            |
| de 300 000 à 499 999 hab.              | 22                             | 45,3                                          | 0,1               | 0,6                    | 46,1                 | 2 066                                     | 2 638                            | 44,2                                                            | 5,3                                                                            |
| de 500 000 à 799 999 hab.              | 23                             | 65,3                                          | 0,3               | 0,6                    | 66,3                 | 2 854                                     | 3 449                            | 63,2                                                            | 4,4                                                                            |
| 800 000 hab. et plus                   | 27                             | 144,8                                         | 1,7               | 1,5                    | 148,0                | 5 425                                     | 8 307                            | 141,2                                                           | 3,8                                                                            |
| <b>Total</b>                           | <b>94</b>                      | <b>285,2</b>                                  | <b>2,2</b>        | <b>3,3</b>             | <b>290,8</b>         | <b>3 058</b>                              | <b>5 686</b>                     | <b>277,6</b>                                                    | <b>4,3</b>                                                                     |

(a) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus (ou 90% sont en dessous). Par exemple, ici, 90 % des 22 départements ayant moins de 300 000 habitants ont moins de 1 698 agents.

(b) EQTP : équivalent temps plein.

Note : Ici, pour un département donné, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit l'employeur ou non.

Lecture : au 31 décembre 2022, les 22 départements de moins de 300 000 habitants comptent 29 800 agents occupant un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé. Source : Insee, SIA SP. Recensement de la population 2023. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Départements. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

## Emplois et indicateurs sur les services départementaux d'incendie et secours (SDIS) par strate démographique, au 31 décembre 2022

| Strate démographique<br>du département <sup>(a)</sup> | Nombre<br>de SDIS | Emplois au 31 décembre 2022 (en milliers)     |                   |                        |                      | Indicateurs sur les emplois<br>principaux |                                  | Volume<br>de travail<br>en EQTP <sup>(c)</sup><br>(en milliers) | Taux d'admi-<br>nistration<br>(en EQTP <sup>(c)</sup> )<br>pour<br>1000 hab.) |
|-------------------------------------------------------|-------------------|-----------------------------------------------|-------------------|------------------------|----------------------|-------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|
|                                                       |                   | Emplois principaux                            |                   | Emplois<br>secondaires | Total des<br>emplois | Effectif<br>moyen                         | Dernier<br>décile <sup>(b)</sup> |                                                                 |                                                                               |
|                                                       |                   | Hors<br>bénéficiaires<br>de contrats<br>aidés | Contrats<br>aidés |                        |                      |                                           |                                  |                                                                 |                                                                               |
| Moins de 300 000 hab.                                 | 25                | 4,3                                           | 0,0               | 0,1                    | 4,4                  | 170,0                                     | 299,0                            | 4,2                                                             | 0,8                                                                           |
| de 300 000 à 499 999 hab.                             | 23                | 7,3                                           | 0,0               | 0,1                    | 7,5                  | 319,0                                     | 429,0                            | 7,2                                                             | 0,8                                                                           |
| de 500 000 à 799 999 hab.                             | 23                | 12,1                                          | 0,0               | 0,1                    | 12,2                 | 526,0                                     | 657,0                            | 11,9                                                            | 0,8                                                                           |
| 800 000 hab. et plus                                  | 25                | 33,2                                          | 0,0               | 0,1                    | 33,3                 | 1 321,0                                   | 2 395,0                          | 37,6                                                            | 1,0                                                                           |
| <b>Total</b>                                          | <b>96</b>         | <b>56,8</b>                                   | <b>0,0</b>        | <b>0,5</b>             | <b>57,3</b>          | <b>598,0</b>                              | <b>1 207,0</b>                   | <b>61,0</b>                                                     | <b>0,9</b>                                                                    |

(a) On attribue, à la collectivité, la population du département où est implanté l'établissement principal.

(b) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus (ou 90% sont en dessous). Par exemple, ici, 90 % des 25 SDIS implantés dans des départements ayant moins de 300 000 habitants ont moins de 299 agents.

(c) EQTP : équivalent temps plein.

Note : Ici, pour un SDIS donné, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit l'employeur ou non.

Lecture : au 31 décembre 2022, les 25 SDIS implantés dans un département de moins de 300 000 habitants comptent 4 300 agents occupant un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé.

Source : Insee, SIA SP. Recensement de la population 2023. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. SDIS. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

8-8d

L'emploi dans les collectivités locales  
selon le nombre d'habitants

Emplois et indicateurs sur les centres de gestion et le CNFPT<sup>(a)</sup> par strate démographique, au 31 décembre 2022

| Strate démographique<br>du département <sup>(b)</sup> | Nombre<br>de centres<br>de gestion<br>et CNFPT | Emplois au 31 décembre 2022 (en milliers)     |                   |                        |                      | Indicateurs sur les emplois<br>principaux |                                  | Volume<br>de travail<br>en EQTP <sup>(d)</sup><br>(en milliers) | Taux d'admini-<br>stration<br>(en EQTP <sup>(d)</sup><br>pour<br>1000 hab.) |
|-------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------------------|-------------------|------------------------|----------------------|-------------------------------------------|----------------------------------|-----------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------|
|                                                       |                                                | Emplois principaux                            |                   | Emplois<br>secondaires | Total des<br>emplois | Effectif<br>moyen                         | Dernier<br>décile <sup>(c)</sup> |                                                                 |                                                                             |
|                                                       |                                                | Hors<br>bénéficiaires<br>de contrats<br>aidés | Contrats<br>aidés |                        |                      |                                           |                                  |                                                                 |                                                                             |
| Moins de 300 000 hab.                                 | 27                                             | 1,1                                           | 0,0               | 0,3                    | 1,3                  | 48                                        | 90                               | 1,4                                                             | 0,3                                                                         |
| de 300 000 à 499 999 hab.                             | 23                                             | 1,7                                           | 0,0               | 0,3                    | 2,0                  | 113                                       | 248                              | 3,1                                                             | 0,3                                                                         |
| de 500 000 à 799 999 hab.                             | 23                                             | 3,8                                           | s.o.              | 0,5                    | 4,2                  | 179                                       | 530                              | 3,7                                                             | 0,3                                                                         |
| 800 000 hab. et plus                                  | 24                                             | 8,5                                           | 0,0               | 1,3                    | 9,9                  | 221                                       | 393                              | 7,6                                                             | 0,2                                                                         |
| <b>Total</b>                                          | <b>97</b>                                      | <b>15,1</b>                                   | <b>0,0</b>        | <b>2,3</b>             | <b>17,4</b>          | <b>156</b>                                | <b>351</b>                       | <b>15,8</b>                                                     | <b>0,2</b>                                                                  |

(a) CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).  
(b) On attribue, à la collectivité, la population du département où est implanté l'établissement principal.  
(c) Le dernier décile est la valeur pour laquelle 10 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 10 % des 27 centres de gestion (ou CNFPT) implantés dans des départements ayant moins de 300 000 habitants comptent plus de 90 agents.  
(d) EQTP : équivalent temps plein.  
s.o. : sans objet.  
Note : Ici, pour un centre de gestion donné ou le CNFPT, on compte les emplois exercés en son sein, qu'il soit l'employeur ou non.  
Lecture : au 31 décembre 2022, les 27 centres de gestion (ou CNFPT) implantés dans un département de moins de 300 000 habitants comptent 1 100 agents occupant un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé.  
Source : Insee, SIASP. Recensement de la population 2023. Calculs DGCL.  
Champ : France hors Mayotte. Centres de gestion et CNFPT. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

Emplois et indicateurs sur les régions par strate démographique, au 31 décembre 2022

| Strate démographique<br>de la région | Nombre<br>de régions | Emplois au 31 décembre 2022 (en milliers)     |                   |                        |                      | Indicateurs sur les emplois<br>principaux |                                    | Volume<br>de travail<br>en EQTP <sup>(b)</sup><br>(en milliers) | Taux d'admi-<br>nistration<br>(en EQTP <sup>(b)</sup><br>pour<br>1 000 hab.) |
|--------------------------------------|----------------------|-----------------------------------------------|-------------------|------------------------|----------------------|-------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|
|                                      |                      | Emplois principaux                            |                   | Emplois<br>secondaires | Total des<br>emplois | Effectif<br>moyen                         | Dernier<br>quartile <sup>(a)</sup> |                                                                 |                                                                              |
|                                      |                      | Hors<br>bénéficiaires<br>de contrats<br>aidés | Contrats<br>aidés |                        |                      |                                           |                                    |                                                                 |                                                                              |
| Moins de 2 000 000 hab.              | 5                    | 16,0                                          | 0,7               | 0,2                    | 16,9                 | 3 335                                     | 4 445                              | 15,3                                                            | 6,8                                                                          |
| de 2 000 000 à 3 499 999 hab.        | 4                    | 18,0                                          | 0,1               | 0,2                    | 18,3                 | 4 522                                     | 5 017                              | 15,9                                                            | 1,3                                                                          |
| 3 500 000 hab. et plus               | 8                    | 65,8                                          | 0,0               | 0,7                    | 66,5                 | 8 220                                     | 9 400                              | 58,9                                                            | 1,1                                                                          |
| <b>Total</b>                         | <b>17</b>            | <b>99,8</b>                                   | <b>0,8</b>        | <b>1,1</b>             | <b>101,7</b>         | <b>5 913</b>                              | <b>8 348</b>                       | <b>90,1</b>                                                     | <b>1,3</b>                                                                   |

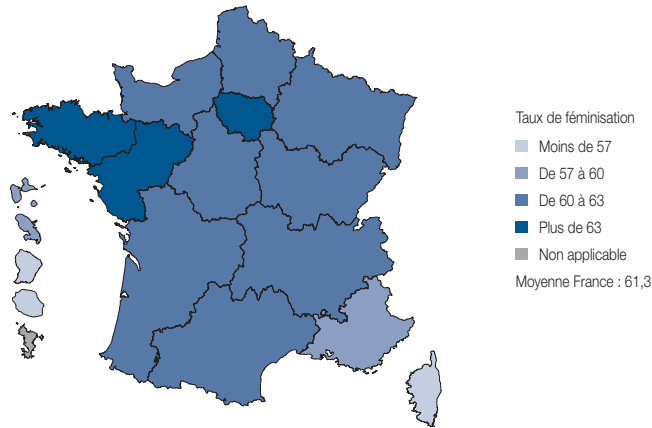
(a) Le dernier quartile est la valeur pour laquelle 25 % des observations sont au dessus. Par exemple, ici, 25 % des 5 régions de moins de 2 millions d'habitants comptent plus de 4 445 agents.  
(b) EQTP : équivalent temps plein.  
Note : Ici, pour une région donnée, on compte les emplois exercés en son sein, qu'elle soit employeur ou non.  
Lecture : au 31 décembre 2022, les 5 régions comptant moins de 2 000 000 d'habitants comptent 16 000 agents occupant un emploi principal qui n'est pas un contrat aidé.  
Source : Insee, SIASP. Recensement de la population 2023. Calculs DGCL.  
Champ : France hors Mayotte. Régions. Ensemble des emplois pour le volume de travail en EQTP et pour le taux d'administration. Tous statuts.

Part des femmes dans les différents types de collectivités selon le statut, la catégorie hiérarchique, au 31 décembre 2022 (en %)

|                                                             | Organismes communaux |                                      | Organismes intercommunaux                    |                       | Organismes départementaux |                     |                                | Régions | Autres <sup>(d)</sup> | Ensemble |
|-------------------------------------------------------------|----------------------|--------------------------------------|----------------------------------------------|-----------------------|---------------------------|---------------------|--------------------------------|---------|-----------------------|----------|
|                                                             | Communes             | Établ. commu-<br>naux <sup>(a)</sup> | EPCI <sup>(b)</sup><br>à fiscalité<br>propre | Autres <sup>(c)</sup> | Départe-<br>ments         | SDIS <sup>(b)</sup> | CDG et<br>CNFPT <sup>(b)</sup> |         |                       |          |
| <b>Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés</b>        |                      |                                      |                                              |                       |                           |                     |                                |         |                       |          |
| <b>Fonctionnaires</b>                                       | 60,1                 | 87,1                                 | 51,5                                         | 60,5                  | 64,5                      | 15,7                | 77,3                           | 58,4    | 56,2                  | 59,0     |
| Catégorie A                                                 | 68,3                 | 88,9                                 | 63,5                                         | 61,1                  | 82,4                      | 21,8                | 69,4                           | 63,7    | 53,6                  | 71,2     |
| Catégorie B                                                 | 66,5                 | 89,9                                 | 61,0                                         | 62,8                  | 68,4                      | 19,5                | 78,4                           | 62,5    | 59,9                  | 65,3     |
| Catégorie C                                                 | 58,2                 | 85,8                                 | 46,1                                         | 59,9                  | 54,0                      | 14,3                | 83,3                           | 57,3    | 56,9                  | 55,6     |
| Catégorie indéterminée                                      | 58,0                 | 85,4                                 | 35,6                                         | 60,7                  | 74,3                      | 20,0                | 20,0                           | 66,7    | 32,9                  | 58,1     |
| <b>Contractuels</b>                                         | 66,6                 | 85,1                                 | 58,2                                         | 62,3                  | 69,5                      | 37,8                | 67,6                           | 63,6    | 56,7                  | 66,4     |
| Catégorie A                                                 | 61,7                 | 83,4                                 | 61,0                                         | 55,0                  | 76,7                      | 46,3                | 67,6                           | 59,2    | 52,7                  | 65,9     |
| Catégorie B                                                 | 61,6                 | 86,8                                 | 54,2                                         | 53,3                  | 66,6                      | 37,8                | 61,9                           | 59,9    | 56,1                  | 61,4     |
| Catégorie C                                                 | 68,4                 | 85,6                                 | 59,4                                         | 67,7                  | 62,1                      | 34,0                | 69,7                           | 66,0    | 66,1                  | 68,2     |
| Catégorie indéterminée                                      | 63,6                 | 77,2                                 | 53,5                                         | 56,9                  | 71,8                      | 45,2                | 63,4                           | 64,8    | 51,6                  | 63,3     |
| <b>Autres</b>                                               | 71,4                 | 92,2                                 | 61,1                                         | 67,6                  | 84,9                      | 31,1                | 56,6                           | 62,0    | 49,2                  | 77,8     |
| Assistants maternels et familiaux (cat. C)                  | 98,5                 | 99,9                                 | 96,8                                         | 99,1                  | 88,1                      | s. o.               | 100,0                          | 92,4    | 100,0                 | 90,8     |
| Apprentis (cat. A, B ou C)                                  | 53,1                 | 85,1                                 | 51,3                                         | 51,8                  | 58,3                      | 30,9                | 50,4                           | 48,4    | 51,3                  | 54,2     |
| Collaborateurs de cabinet (cat A, B ou C)                   | 45,0                 | 66,7                                 | 40,8                                         | 72,1                  | 46,3                      | 100,0               | s. o.                          | 36,1    | 18,2                  | 44,6     |
| <b>Total</b>                                                | 61,8                 | 86,4                                 | 53,4                                         | 61,3                  | 67,7                      | 16,5                | 72,0                           | 59,3    | 56,4                  | 61,3     |
| <b>Bénéficiaires de contrats aidés (cat. C)</b>             | 53,1                 | 67,2                                 | 43,9                                         | 59,2                  | 62,8                      | 21,7                | 70,0                           | 73,2    | 70,6                  | 56,4     |
| <b>Ensemble (y compris bénéficiaires de contrats aidés)</b> | 61,7                 | 85,7                                 | 53,3                                         | 61,3                  | 67,7                      | 16,5                | 72,0                           | 59,5    | 56,5                  | 61,3     |
| Catégorie A                                                 | 66,1                 | 86,7                                 | 62,5                                         | 58,0                  | 80,9                      | 23,6                | 68,7                           | 62,0    | 53,0                  | 69,4     |
| Catégorie B                                                 | 65,2                 | 88,9                                 | 58,9                                         | 58,6                  | 68,1                      | 20,2                | 72,2                           | 62,0    | 57,6                  | 64,3     |
| Catégorie C                                                 | 60,7                 | 84,8                                 | 49,1                                         | 62,6                  | 61,4                      | 14,9                | 74,5                           | 58,6    | 60,1                  | 59,2     |
| Catégorie indéterminée                                      | 62,7                 | 77,6                                 | 52,2                                         | 57,1                  | 70,0                      | 36,2                | 63,1                           | 63,7    | 49,9                  | 62,3     |

(a) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (b) EPCI : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (c) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (d) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux. • s.o.: sans objet.  
Note : les effectifs par statut et par type de collectivité figurent dans la fiche 8.4b.  
Lecture : au 31 décembre 2022, dans les communes, sur 750 400 agents fonctionnaires, on dénombre 60,1 % de femmes.  
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.  
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

Part des femmes dans les collectivités locales selon les régions (en %)



Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL. Carte : © IGN - Insee, 2024.  
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts

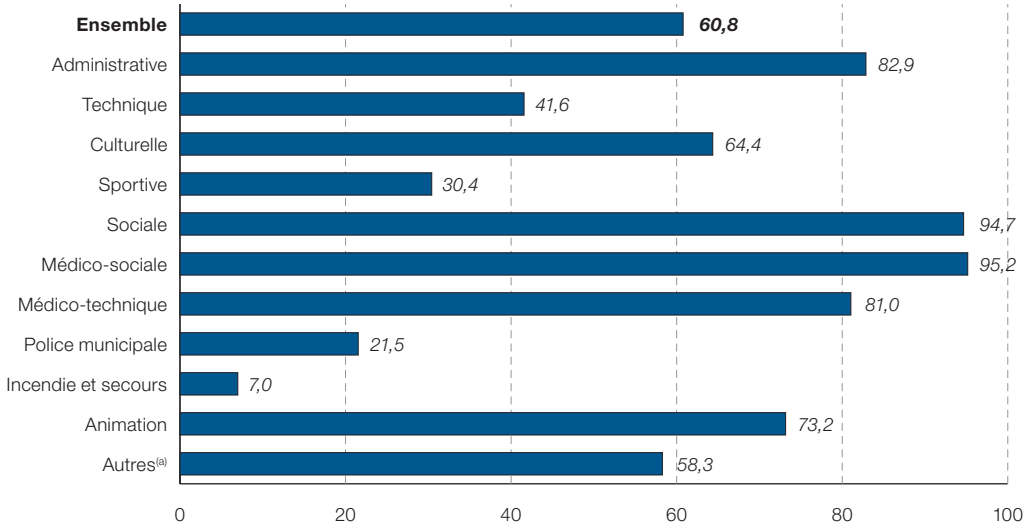
# 8-9b Les femmes dans les collectivités locales

Part des femmes dans les collectivités selon leur taille, au 31 décembre 2022  
(en %)

| Taille de la collectivité <sup>(a)</sup> | Emplois principaux                   |                                 |          | Emplois secondaires | Total des emplois |
|------------------------------------------|--------------------------------------|---------------------------------|----------|---------------------|-------------------|
|                                          | Hors bénéficiaires de contrats aidés | Bénéficiaires de contrats aidés | Ensemble |                     |                   |
| Aucun agent <sup>(b)</sup>               | s.o.                                 | 51,7                            | 51,7     | 80,1                | 77,6              |
| de 1 à 4 agents                          | 61,4                                 | 54,0                            | 61,1     | 79,3                | 63,5              |
| de 5 à 9 agents                          | 70,1                                 | 59,1                            | 69,9     | 82,1                | 70,3              |
| de 10 à 19 agents                        | 68,4                                 | 56,5                            | 68,1     | 76,4                | 68,3              |
| de 20 à 49 agents                        | 65,8                                 | 58,5                            | 65,6     | 70,8                | 65,7              |
| de 50 à 99 agents                        | 66,6                                 | 54,4                            | 66,5     | 65,0                | 66,4              |
| de 100 à 249 agents                      | 63,8                                 | 53,9                            | 63,6     | 62,8                | 63,6              |
| de 250 à 349 agents                      | 58,8                                 | 51,9                            | 58,7     | 56,5                | 58,7              |
| de 350 à 999 agents                      | 57,9                                 | 55,3                            | 57,9     | 59,7                | 57,9              |
| 1 000 agents et plus                     | 59,6                                 | 60,5                            | 59,6     | 67,4                | 59,6              |
| Ensemble des emplois principaux          | 61,3                                 | 56,4                            | 61,3     | 70,1                | 61,4              |

(a) En nombre d'agents en emploi principal hors bénéficiaires de contrats aidés.  
(b) Ces collectivités n'ont aucun agent rémunéré en emploi principal (hors contrat aidé). Elles emploient soit des agents dont l'emploi est secondaire, soit des contrats aidés. s.o.: sans objet.  
Note : les effectifs par taille de collectivité figurent dans la fiche 8.7a.  
Lecture : au 31 décembre 2022, dans les collectivités employant entre 1 et 4 agents sur un emploi principal hors contrats aidés, 61,4 % des emplois principaux sont occupés par des femmes.  
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.  
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux et secondaires. Tous statuts.

Part des femmes dans les filières, au 31 décembre 2022  
(en %)



(a) Non classable dans une filière.  
Note : la part des femmes en emploi principal, tous statuts confondus s'élève à 61,3 % contre 59 % si on restreint aux seuls fonctionnaires.  
Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.  
Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Fonctionnaires et contractuels.

## Les mouvements de personnel par type de collectivité entre 2021 et 2022

(en milliers)

|                                                                    | Effectifs<br>au 31/12/2021<br>(1) | Entrées<br>dans la FPT<br>(2) | Sorties<br>de la FPT<br>(3) | Effet des<br>changements<br>de collectivité <sup>(a)</sup><br>(4) | Effectifs<br>au 31/12/2022<br>= (1) + (2)<br>- (3) + (4) |
|--------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| Communes                                                           | 1 031,6                           | 117,4                         | 123,2                       | - 2,5                                                             | 1 023,3                                                  |
| Organismes communaux <sup>(b)</sup>                                | 114,7                             | 19,6                          | 21,9                        | - 1,9                                                             | 110,5                                                    |
| EPCI <sup>(c)</sup> à fiscalité propre                             | 286,1                             | 33,3                          | 29,8                        | 2,8                                                               | 292,4                                                    |
| Groupements intercommunaux<br>sans fiscalité propre <sup>(d)</sup> | 88,4                              | 13,4                          | 13,2                        | 0,9                                                               | 89,4                                                     |
| Départements                                                       | 282,4                             | 23,8                          | 24,5                        | 1,4                                                               | 283,0                                                    |
| SDIS <sup>(e)</sup>                                                | 56,5                              | 4,0                           | 3,8                         | 0,1                                                               | 56,8                                                     |
| Centres de gestion et CNFPT <sup>(c)</sup>                         | 13,6                              | 4,2                           | 2,5                         | - 1,3                                                             | 14,0                                                     |
| Régions                                                            | 98,1                              | 7,0                           | 7,6                         | 0,3                                                               | 97,8                                                     |
| Autres <sup>(e)</sup>                                              | 10,4                              | 1,9                           | 1,7                         | 0,2                                                               | 10,8                                                     |
| <b>Total</b>                                                       | <b>1 981,6</b>                    | <b>224,6</b>                  | <b>228,3</b>                | <b>0,0</b>                                                        | <b>1 978,0</b>                                           |

(a) Pour les agents présents au 31/12/2021 et au 31/12/2022.

(b) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées.

(c) EPCI : établissement public de coopération intercommunale; SDIS : services départementaux d'incendie et secours; CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux).

(d) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux.

(e) Régies et EPA locaux.

Lecture : sur les 1 031 600 agents en emploi principal dans les communes au 31 décembre 2021, 123 200 ont quitté la FPT. D'autre part, 117 400 ont rejoint la FPT. Les mouvements entre types de collectivités ont fait perdre 2 500 agents aux communes.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

## Les mouvements de personnel par statut entre 2021 et 2022

(en milliers)

|                                                                       | Effectifs<br>au 31/12/2021<br>(1) | Entrées<br>dans la FPT<br>(2) | Sorties<br>de la FPT<br>(3) | Effet des<br>changements<br>de statut <sup>(a)</sup><br>(4) | Effectifs<br>au 31/12/2022<br>= (1) + (2)<br>- (3) + (4) |
|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|
| Fonctionnaires                                                        | 1 449,0                           | 33,2                          | 93,8                        | 43,0                                                        | 1 431,4                                                  |
| Contractuels                                                          | 439,2                             | 161,0                         | 104,8                       | - 36,8                                                      | 458,5                                                    |
| Autres statuts hors bénéficiaires<br>de contrats aidés <sup>(b)</sup> | 60,3                              | 14,7                          | 11,8                        | 0,5                                                         | 63,8                                                     |
| Bénéficiaires de contrats aidés                                       | 33,1                              | 15,8                          | 17,8                        | - 6,7                                                       | 24,4                                                     |
| <b>Total</b>                                                          | <b>1 981,6</b>                    | <b>224,6</b>                  | <b>228,2</b>                | <b>0,0</b>                                                  | <b>1 978,0</b>                                           |

(a) Pour les agents présents au 31/12/2021 et au 31/12/2022.

(b) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels et familiaux, apprentis.

Lecture : sur les 1 449 000 fonctionnaires en emploi principal dans la FPT au 31 décembre 2021, 93 800 ont quitté la FPT. D'autre part, 33 200 ont rejoint la FPT. Les changements de statuts ont également fait gagner à la FPT 43 000 agents fonctionnaires.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

Effectifs dans les trois versants de la fonction publique, par statut  
(en milliers)

|                                                               | Effectifs au 31 décembre |                                |                              |                | Évolution       |                 |
|---------------------------------------------------------------|--------------------------|--------------------------------|------------------------------|----------------|-----------------|-----------------|
|                                                               | 2020                     | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022           | 2020-2021       | 2021-2022       |
| <b>Fonction publique territoriale (1) + (2)</b>               | <b>1 960,3</b>           | <b>1 977,2</b>                 | <b>1 981,6</b>               | <b>1 978,0</b> | <b>+ 0,9 %</b>  | <b>- 0,2 %</b>  |
| <b>Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés (1)</b>      | <b>1 931,8</b>           | <b>1 942,5</b>                 | <b>1 948,5</b>               | <b>1 953,6</b> | <b>+ 0,6 %</b>  | <b>+ 0,3 %</b>  |
| Fonctionnaires                                                | 1 455,6                  | 1 446,8                        | 1 449,0                      | 1 431,4        | - 0,6 %         | - 1,2 %         |
| Contractuels                                                  | 419,9                    | 436,8                          | 439,2                        | 458,5          | + 4,0 %         | + 4,4 %         |
| Autres <sup>(a)</sup>                                         | 56,3                     | 59,0                           | 60,4                         | 63,8           | + 4,6 %         | + 5,7 %         |
| <b>Bénéficiaires de contrats aidés (2)</b>                    | <b>28,5</b>              | <b>34,7</b>                    | <b>33,1</b>                  | <b>24,4</b>    | <b>+ 21,8 %</b> | <b>- 26,4 %</b> |
| <b>Fonction publique de l'État<sup>(b)</sup> (1) + (2)</b>    | <b>2 212,9</b>           | <b>2 211,2</b>                 | <b>2 232,5</b>               | <b>2 245,5</b> | <b>- 0,1 %</b>  | <b>+ 0,6 %</b>  |
| <b>Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés (1)</b>      | <b>2 209,7</b>           | <b>2 207,7</b>                 | <b>2 228,3</b>               | <b>2 241,7</b> | <b>- 0,1 %</b>  | <b>+ 0,6 %</b>  |
| Fonctionnaires                                                | 1 532,4                  | 1 519,6                        | 1 514,6                      | 1 514,5        | - 0,8 %         | - 0,0 %         |
| Contractuels                                                  | 503,4                    | 517,6                          | 535,3                        | 552,4          | + 2,8 %         | + 3,2 %         |
| Autres <sup>(c)</sup>                                         | 173,9                    | 170,4                          | 178,4                        | 174,8          | - 2,0 %         | - 2,1 %         |
| <b>Bénéficiaires de contrats aidés (2)</b>                    | <b>3,2</b>               | <b>3,5</b>                     | <b>4,2</b>                   | <b>3,8</b>     | <b>+ 9,9 %</b>  | <b>- 9,6 %</b>  |
| <b>Fonction publique hospitalière<sup>(d)</sup> (1) + (2)</b> | <b>1 210,8</b>           | <b>1 217,2</b>                 | <b>1 226,4</b>               | <b>1 222,5</b> | <b>+ 0,5 %</b>  | <b>- 0,3 %</b>  |
| <b>Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés (1)</b>      | <b>1 207,0</b>           | <b>1 212,9</b>                 | <b>1 222,6</b>               | <b>1 220,6</b> | <b>+ 0,5 %</b>  | <b>- 0,2 %</b>  |
| Fonctionnaires                                                | 806,7                    | 806,7                          | 807,3                        | 810,1          | - 0,0 %         | + 0,3 %         |
| Contractuels                                                  | 271,8                    | 274,5                          | 275,7                        | 266,9          | + 1,0 %         | - 3,2 %         |
| Autres <sup>(e)</sup>                                         | 128,4                    | 131,8                          | 139,6                        | 143,7          | + 2,6 %         | + 2,9 %         |
| <b>Bénéficiaires de contrats aidés (2)</b>                    | <b>3,8</b>               | <b>4,3</b>                     | <b>3,8</b>                   | <b>1,9</b>     | <b>+ 14,0 %</b> | <b>- 50,9 %</b> |
| <b>Ensemble trois fonctions publiques</b>                     | <b>5 355,5</b>           | <b>5 405,6</b>                 | <b>5 440,6</b>               | <b>5 446,0</b> | <b>+ 0,9 %</b>  | <b>+ 0,1 %</b>  |

(a) Collaborateurs de cabinet, assistants maternels et familiaux, apprentis. • (b) Hors militaires. • (c) Enseignants et documentalistes des établissements privés sous contrat, ouvriers d'État et apprentis. • (d) Y compris internes et résidents, hors praticiens hospitalo-universitaires. • (e) Principalement des médecins.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL, DGAFF.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

Profil des agents dans les trois versants de la fonction publique  
(parts en % ; âge moyen en années)

|                                                  | 2020 | 2021<br>(version<br>classique) | 2021<br>(version<br>moderne) | 2022 |
|--------------------------------------------------|------|--------------------------------|------------------------------|------|
| <b>Fonction publique territoriale</b>            |      |                                |                              |      |
| Part des agents de catégorie A                   | 12,4 | 12,4                           | 12,4                         | 12,6 |
| Part des agents de catégorie B                   | 11,9 | 11,9                           | 11,9                         | 14,8 |
| Part des agents de catégorie C                   | 74,8 | 74,7                           | 74,6                         | 71,3 |
| Part des agents de catégorie indéterminée        | 1,0  | 1,0                            | 1,1                          | 1,3  |
| Part des femmes                                  | 61,3 | 61,2                           | 61,2                         | 61,3 |
| Part des temps partiels <sup>(a)</sup>           | 25,2 | 25,1                           | 26,6                         | 25,0 |
| Âge moyen                                        | 45,6 | 45,6                           | 45,6                         | 45,7 |
| <b>Fonction publique de l'État<sup>(b)</sup></b> |      |                                |                              |      |
| Part des agents de catégorie A                   | 60,7 | 61,1                           | 60,3                         | 60,7 |
| Part des agents de catégorie B                   | 19,1 | 18,9                           | 21,1                         | 21,9 |
| Part des agents de catégorie C                   | 19,2 | 18,8                           | 16,8                         | 15,8 |
| Part des agents de catégorie indéterminée        | 0,9  | 1,3                            | 1,9                          | 1,7  |
| Part des femmes                                  | 62,8 | 63,0                           | 62,7                         | 63,2 |
| Part des temps partiels <sup>(a)</sup>           | 18,9 | 18,7                           | 17,1                         | 19,2 |
| Âge moyen                                        | 44,2 | 44,3                           | 44,2                         | 44,4 |
| <b>Fonction publique hospitalière</b>            |      |                                |                              |      |
| Part des agents de catégorie A                   | 39,4 | 40,1                           | 40,3                         | 43,8 |
| Part des agents de catégorie B                   | 12,3 | 26,0                           | 33,1                         | 29,8 |
| Part des agents de catégorie C                   | 48,2 | 33,9                           | 26,5                         | 26,4 |
| Part des agents de catégorie indéterminée        | 0,0  | 0,0                            | 0,1                          | 0,0  |
| Part des femmes                                  | 78,1 | 78,1                           | 77,8                         | 77,8 |
| Part des temps partiels <sup>(a)</sup>           | 22,6 | 23,8                           | 25,8                         | 24,1 |
| Âge moyen                                        | 41,9 | 42,1                           | 42,1                         | 42,1 |

(a) Inclut les temps non complets et incomplets. • (b) Hors militaires.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL, DGAFF.

Champ : France hors Mayotte. Emplois principaux. Tous statuts.

## Salaires nets mensuels moyens en équivalent temps plein en 2022

|                                                                 | Effectifs en équivalent temps plein annualisés |                    | Salaires nets moyens (en euros) | Évolution des salaires nets moyens 2021-2022 |                           |
|-----------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|--------------------|---------------------------------|----------------------------------------------|---------------------------|
|                                                                 | Volume total (en milliers)                     | Répartition (en %) |                                 | en euros courants (en %)                     | en euros constants (en %) |
| <b>Ensemble</b>                                                 | <b>1 777,1</b>                                 | <b>100,0</b>       | <b>2 145</b>                    | <b>+ 4,1</b>                                 | <b>- 1,1</b>              |
| Fonctionnaires                                                  | 1367,5                                         | 76,9               | 2 216                           | + 3,8                                        | - 1,4                     |
| <i>dont catégorie A</i>                                         | 168,8                                          | 9,5                | 3 434                           | + 2,2                                        | - 2,8                     |
| <i>dont catégorie B</i>                                         | 205,6                                          | 11,6               | 2 422                           | - 0,5                                        | - 5,4                     |
| <i>dont catégorie C</i>                                         | 989,1                                          | 55,7               | 1 965                           | + 4,1                                        | - 1,0                     |
| Contractuels                                                    | 386,1                                          | 21,7               | 1 922                           | + 6,3                                        | + 1,0                     |
| Autres statuts <sup>(a)</sup> (hors contrats aidés)             | 3,0                                            | 0,2                | 3 517                           | - 0,2                                        | - 5,2                     |
| <b>Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés</b>            | <b>1 756,5</b>                                 | <b>98,8</b>        | <b>2 154</b>                    | <b>+ 4,1</b>                                 | <b>- 1,1</b>              |
| Contrats aidés                                                  | 20,6                                           | 1,2                | 1 394                           | + 4,1                                        | - 1,1                     |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures               | 162,1                                          | 9,1                | 3 566                           | + 0,6                                        | - 4,4                     |
| Professions intermédiaires                                      | 305,2                                          | 17,2               | 2 437                           | + 3,0                                        | - 2,1                     |
| Employés et ouvriers                                            | 1309,1                                         | 73,7               | 1 901                           | + 4,7                                        | - 0,5                     |
| Professions indéterminées                                       | 0,7                                            | 0,0                | 2 065                           | - 3,8                                        | - 8,6                     |
| Communes                                                        | 927,7                                          | 52,2               | 2 020                           | + 4,2                                        | - 0,9                     |
| Établissements communaux <sup>(b)</sup>                         | 96,1                                           | 5,4                | 2 043                           | + 5,1                                        | - 0,1                     |
| EPIC <sup>(c)</sup> à fiscalité propre                          | 268,7                                          | 15,1               | 2 205                           | + 3,0                                        | - 2,1                     |
| Groupements intercommunaux sans fiscalité propre <sup>(d)</sup> | 78,8                                           | 4,4                | 2 112                           | + 3,7                                        | - 1,4                     |
| Départements                                                    | 236,6                                          | 13,3               | 2 351                           | + 4,1                                        | - 1,1                     |
| Services départementaux d'incendie et de secours                | 53,3                                           | 3,0                | 2 923                           | + 5,5                                        | + 0,3                     |
| Centres de gestion et CNFPT <sup>(e)</sup>                      | 13,8                                           | 0,8                | 2 334                           | + 1,7                                        | - 3,3                     |
| Régions                                                         | 92,9                                           | 5,2                | 2 306                           | + 3,8                                        | - 1,4                     |
| Autres collectivités locales <sup>(g)</sup>                     | 9,3                                            | 0,5                | 2 537                           | + 4,7                                        | - 0,5                     |

(a) Principalement les collaborateurs de cabinet. • (b) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (c) EPIC : établissement public de coopération intercommunale - SDIS : services départementaux d'incendie et secours - CDG : centre de gestion - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (d) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (e) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

Champ : France hors Mayotte. Tous statuts hors apprentis et assistants maternels et familiaux.

## Rémunérations nettes mensuelles moyennes des personnes en place en équivalent temps plein en 2022

|                                                                 | Effectifs en équivalent temps plein annualisés <sup>(a)</sup> |                    | RMPP <sup>(b)</sup> nette moyenne 2022 (en euros) | Évolution de la RMPP nette moyenne |                           |
|-----------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------------------------------------|------------------------------------|---------------------------|
|                                                                 | Volume total (en milliers)                                    | Répartition (en %) |                                                   | en euros courants (en %)           | en euros constants (en %) |
| <b>Ensemble</b>                                                 | <b>1 147,8</b>                                                | <b>100,0</b>       | <b>2 225</b>                                      | <b>+ 5,4</b>                       | <b>+ 0,2</b>              |
| Fonctionnaires                                                  | 1 025,4                                                       | 89,3               | 2 240                                             | + 5,3                              | + 0,1                     |
| <i>dont catégorie A</i>                                         | 116,6                                                         | 10,2               | 3 478                                             | + 5,0                              | - 0,2                     |
| <i>dont catégorie B</i>                                         | 125,8                                                         | 11,0               | 2 544                                             | + 4,3                              | - 0,9                     |
| <i>dont catégorie C</i>                                         | 781,3                                                         | 68,1               | 2 005                                             | + 5,6                              | + 0,4                     |
| Contractuels                                                    | 119,0                                                         | 10,4               | 2 092                                             | + 6,4                              | + 1,1                     |
| Autres statuts <sup>(c)</sup> (hors contrats aidés)             | 1,5                                                           | 0,1                | 3 790                                             | + 4,0                              | - 1,2                     |
| <b>Ensemble hors bénéficiaires de contrats aidés</b>            | <b>1 145,9</b>                                                | <b>99,8</b>        | <b>2 226</b>                                      | <b>+ 5,4</b>                       | <b>+ 0,2</b>              |
| Contrats aidés                                                  | 1,9                                                           | 0,2                | 1 473                                             | + 8,8                              | + 3,4                     |
| Cadres et professions intellectuelles supérieures               | 98,8                                                          | 8,6                | 3 709                                             | + 4,3                              | - 0,9                     |
| Professions intermédiaires                                      | 190,7                                                         | 16,6               | 2 557                                             | + 5,1                              | - 0,1                     |
| Employés et ouvriers                                            | 857,6                                                         | 74,7               | 1 980                                             | + 5,8                              | + 0,5                     |
| Professions indéterminées                                       | 0,7                                                           | 0,1                | 2 693                                             | + 5,7                              | + 0,4                     |
| Communes                                                        | 602,6                                                         | 52,5               | 2 094                                             | + 5,5                              | + 0,3                     |
| Établissements communaux <sup>(d)</sup>                         | 49,5                                                          | 4,3                | 2 143                                             | + 5,9                              | + 0,7                     |
| EPIC <sup>(e)</sup> à fiscalité propre                          | 169,4                                                         | 14,8               | 2 284                                             | + 4,4                              | - 0,8                     |
| Groupements intercommunaux sans fiscalité propre <sup>(f)</sup> | 44,0                                                          | 3,8                | 2 232                                             | + 4,9                              | - 0,3                     |
| Départements                                                    | 167,4                                                         | 14,6               | 2 391                                             | + 5,5                              | + 0,3                     |
| Services départementaux d'incendie et de secours                | 42,4                                                          | 3,7                | 2 976                                             | + 7,7                              | + 2,4                     |
| Centres de gestion et et CNFPT <sup>(g)</sup>                   | 4,9                                                           | 0,4                | 2 593                                             | + 5,4                              | + 0,2                     |
| Régions                                                         | 62,3                                                          | 5,4                | 2 368                                             | + 4,9                              | - 0,3                     |
| Autres collectivités locales <sup>(g)</sup>                     | 5,3                                                           | 0,5                | 2 625                                             | + 5,1                              | - 0,1                     |

(a) Les agents sont classés en fonction de leur situation en 2021. • (b) La rémunération moyenne des personnes en place (RMPP) est calculée sur le champ des salariés des collectivités territoriales présents les deux années consécutives (24 mois) chez le même employeur et ayant la même quotité de travail les deux années. • (c) Principalement les collaborateurs de cabinet. • (d) Centres communaux d'action sociale, caisses des écoles et communes associées. • (e) EPIC : établissement public de coopération intercommunale - CNFPT : centre national de la fonction publique territoriale (délégations départementales et services centraux). • (f) SIVOM, SIVU, syndicats mixtes, autres établissements publics intercommunaux. • (g) Caisses de crédit municipal, régies, EPA locaux.

Source : Insee, SIASP. Calculs DGCL.

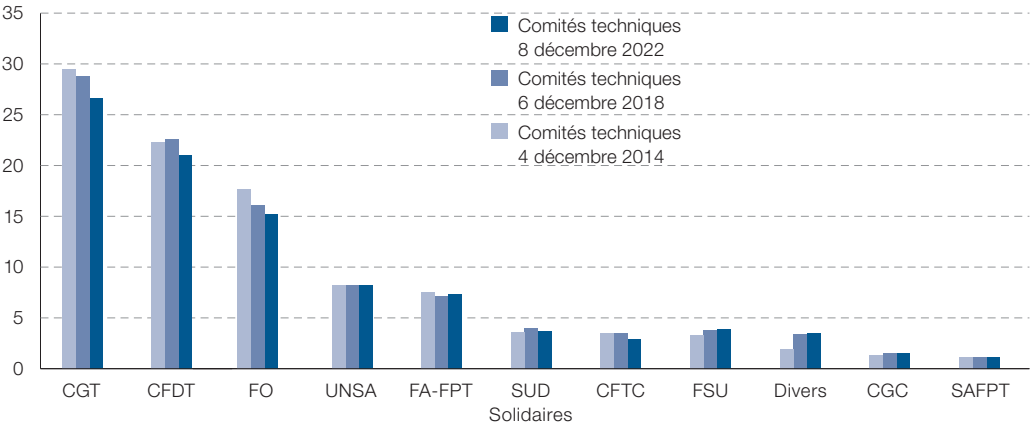
Champ : France hors Mayotte. Tous statuts hors apprentis et assistants maternels et familiaux.

Résultats des élections professionnelles dans la fonction publique territoriale

|                                   | Comités techniques<br>4 décembre 2014 |       | Comités techniques<br>6 décembre 2018 |       | Comités techniques<br>8 décembre 2022 |       |
|-----------------------------------|---------------------------------------|-------|---------------------------------------|-------|---------------------------------------|-------|
|                                   | Nombre                                | %     | Nombre                                | %     | Nombre                                | %     |
| Inscrits                          | 1 892 961                             | 100,0 | 1 846 275                             | 100,0 | 1 866 942                             | 100,0 |
| Votants                           | 1 039 382                             | 54,9  | 955 617                               | 51,8  | 851 274                               | 45,6  |
| Suffrages exprimés <sup>(a)</sup> | 988 630                               | 95,1  | 897 714                               | 93,9  | 807 166                               | 94,8  |
| dont <sup>(b)</sup> CFDT          | 220 777                               | 22,3  | 202 618                               | 22,6  | 179 000                               | 22,2  |
| CFTC                              | 34 787                                | 3,5   | 31 032                                | 3,5   | 25 087                                | 3,1   |
| CGC                               | 12 689                                | 1,3   | 13 457                                | 1,5   | 12 618                                | 1,6   |
| CGT                               | 291 964                               | 29,5  | 258 119                               | 28,8  | 226 177                               | 28,0  |
| FA-FPT                            | 73 858                                | 7,5   | 64 008                                | 7,1   | 62 296                                | 7,7   |
| FO                                | 175 129                               | 17,7  | 144 393                               | 16,1  | 129 263                               | 16,0  |
| FSU                               | 32 788                                | 3,3   | 34 043                                | 3,8   | 32 868                                | 4,1   |
| SAFPT                             | 11 040                                | 1,1   | 9 934                                 | 1,1   | 9 549                                 | 1,2   |
| SUD Solidaires                    | 35 697                                | 3,6   | 35 586                                | 4,0   | 31 312                                | 3,9   |
| UNSA                              | 80 723                                | 8,2   | 74 005                                | 8,2   | 69 574                                | 8,6   |
| Divers                            | 19 178                                | 1,9   | 30 519                                | 3,4   | 29 422                                | 3,6   |

(a) En % des votants.  
(b) En % des suffrages exprimés.  
Source : DGCL.

Résultats aux élections professionnelles dans la fonction publique territoriale  
(en % des suffrages exprimés)



Source : DGCL.

# ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

## **Présentation - Définitions**

**9-1** Le contexte européen

**9-2** Le contexte régional

**9-3** Le contexte départemental

124

126

128

130

## PRÉSENTATION

Le produit intérieur brut (PIB) par habitant de la France est supérieur de 1 % à la moyenne des 27 pays membres de l'**Union européenne** en 2023, correction faite des différences de pouvoir d'achat. La France occupe à cet égard le 11<sup>ème</sup> rang en Europe, entre Malte (5 % au-dessus de la moyenne européenne à 27) et l'Italie (3 % en-dessous de la moyenne), tandis que les pays qui ont adhéré plus récemment se situent à des niveaux sensiblement en-deçà de la moyenne européenne. Alors que la France représente 15,2 % de la population de l'Europe à 27, elle compte près de 36,7 % des structures territoriales existantes du niveau de la commune (*fiche 9.1*).

Les dépenses des administrations locales représentent en France 19,6 % des dépenses des administrations publiques, en dessous de la moyenne européenne à 27 (34,4 %) (*fiche 9.1*). Elles représentent par ailleurs en France 11,3 % du PIB, proportion inférieure à la moyenne européenne à 27, qui est de 17,0 % en tenant compte cependant des dépenses des États fédérés.

En France, la part de la population résidant dans des communes de plus de 10 000 habitants est variable d'une **région** à l'autre : sur 18 régions, cette part est supérieure à 40 % dans 6 régions de la métropole et dans les 5 régions d'outre-mer ; elle est inférieure à 30 % en Bourgogne-Franche-Comté (*fiche 9.2*).

La situation économique est très variable d'un **département** à l'autre, avec un taux de chômage supérieur à 10 % dans 11 départements (les 5 DOM, puis les Pyrénées-Orientales, l'Aisne, la Seine-Saint-Denis, l'Aude, l'Hérault et le Gard) et inférieur à 6 % dans 18 autres, notamment certains départements ruraux (Cantal, Lozère, Mayenne, où le taux de chômage est inférieur à 5 %) (*fiche 9.3*).

## POUR EN SAVOIR PLUS

Les données détaillées européennes et leurs métadonnées sont disponibles sur le site d'Eurostat

<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/data/database>

– thème « Économie et finances », rubriques : « Comptes nationaux (PIB compris) » et « Secteur des administrations publiques » ;

– thème « Population et conditions sociales », rubrique : « Démographique et migration/Population ».

Pour la liste des régions statistiques européennes (NUTS), voir :

<http://ec.europa.eu/eurostat/web/nuts/overview>

Pour la liste des unités administratives locales (UAL), voir :

<http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/nuts/local-administrative-units>

## DÉFINITIONS

### ► Le produit intérieur brut (PIB)

Le PIB et le PIB par habitant sont des indicateurs de la valeur ajoutée d'un pays ou d'une région en termes d'activité économique totale. Il reflète la valeur totale de tous les biens et services produits, diminuée de celle des biens et services utilisés dans la consommation intermédiaire pour leur production.

### ► Standard de pouvoir d'achat (SPA)

Le SPA est une monnaie artificielle faisant apparaître les écarts entre les niveaux de prix nationaux. Les agrégats exprimés en SPA sont calculés en divisant les agrégats à prix courants et en monnaie nationale par les parités de pouvoir d'achat (PPA) respectives. En exprimant le PIB en SPA (standards de pouvoir d'achat), on élimine les différences de niveaux de prix entre les pays, permettant des comparaisons significatives du PIB en volume entre les pays. Le PIB n'équivaut pas au revenu dont disposent en définitive les ménages d'une région. L'indice de volume du PIB par habitant en standards de pouvoir d'achat (SPA) est exprimé par rapport à la moyenne de l'Union européenne (EU-28) fixée à 100. Cet indice est destiné aux comparaisons internationales plutôt qu'aux comparaisons temporelles.

### ► Nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS)

La NUTS 2016, entrée en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2018, fournit une ventilation uniforme et cohérente des unités territoriales pour la production des statistiques régionales de l'UE. La NUTS, qui privilégie les découpages institutionnels et les unités régionales à caractère général, est une classification à trois niveaux :

- la structure administrative des États membres repose en général sur deux niveaux principaux (régions et départements en France, Länder et Kreise en Allemagne, Comunidades autonomas et provincias en Espagne, regioni et provincia en Italie, etc.). Pour la France, Eurostat retient les nouvelles délimitations régionales comme NUTS1, les anciennes délimitations régionales comme unité NUTS2 et les départements comme NUTS3;
- à un niveau plus détaillé, on trouve les districts et les communes. Il s'agit des « unités administratives locales » (UAL).

Le secteur des **administrations publiques** comprend les sous-secteurs de l'administration centrale, des administrations d'États fédérés, des administrations locales et des administrations de sécurité sociale. Le PIB utilisé comme dénominateur est le produit intérieur brut aux prix courants du marché.

Les **dépenses des administrations publiques** sont définies dans le SEC2010 § 8.100 et chapitre 20 en référence à une liste de catégories : consommation intermédiaire, formation brute de capital, rémunération des salariés, autres impôts sur la production, subventions à payer, revenus de la propriété, impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc., prestations sociales autres que les transferts sociaux en nature, transferts sociaux en nature correspondant aux dépenses consacrées à l'achat de produits fournis aux ménages par l'intermédiaire de producteurs marchands, autres transferts courants, ajustement pour variation des droits des ménages sur les fonds de pension, transferts de capital à payer et acquisitions moins cessions d'actifs non financiers non produits.

La **formation brute de capital fixe des administrations publiques** (SEC2010 code P.51g) est constituée par les acquisitions moins les cessions d'actifs fixes réalisées par les producteurs résidents au cours de la période de référence, plus certains ajouts à la valeur d'actifs non produits découlant de l'activité de production des unités productives ou institutionnelles. Les actifs fixes sont des actifs produits utilisés dans des processus de production pendant plus d'un an.

La **dette publique** est définie (dans le Traité de Maastricht) comme la dette brute consolidée des administrations publiques en valeur nominale, c'est-à-dire le passif exigible des administrations publiques dans les comptes suivants : les numéraires et dépôts, les titres autres qu'actions et les crédits. Les données de base sont exprimées en monnaie nationale, convertie en euros en utilisant les taux de change de fin d'année fournis par la Banque Centrale Européenne (BCE).

Données économiques, territoriales et démographiques

|                                    | PIB par habitant<br>en standards<br>de pouvoir d'achat (SPA)<br>(EU-27 = 100) |           | Découpages territoriaux <sup>(a)</sup> |                           |                              |                       | Population<br>en millions<br>d'habitants<br>(au 1 <sup>er</sup> janvier) |
|------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------|-----------|----------------------------------------|---------------------------|------------------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------|
|                                    | 2023                                                                          | Rang      | « Régions 1 »<br>(NUTS 1)              | « Régions 2 »<br>(NUTS 2) | « Départements »<br>(NUTS 3) | « Communes »<br>(UAL) |                                                                          |
|                                    |                                                                               |           | 2023                                   | 2023                      | 2023                         | 2023                  |                                                                          |
| Allemagne                          | 115                                                                           | 7         | 16                                     | 38                        | 401                          | 10 993                | 84,4                                                                     |
| Autriche                           | 123                                                                           | 5         | 3                                      | 9                         | 35                           | 2 093                 | 9,1                                                                      |
| Belgique                           | 118                                                                           | 6         | 3                                      | 11                        | 42                           | 581                   | 11,1                                                                     |
| Bulgarie                           | 64                                                                            | 27        | 2                                      | 6                         | 28                           | 265                   | 6,4                                                                      |
| Chypre                             | 95                                                                            | 13        | 1                                      | 1                         | 1                            | 615                   | 0,9                                                                      |
| Croatie                            | 76                                                                            | 22        | 1                                      | 4                         | 21                           | 556                   | 3,9                                                                      |
| Danemark                           | 127                                                                           | 4         | 1                                      | 5                         | 11                           | 99                    | 5,9                                                                      |
| Espagne                            | 88                                                                            | 16        | 7                                      | 19                        | 59                           | 8 131                 | 48,1                                                                     |
| Estonie                            | 81                                                                            | 19        | 1                                      | 1                         | 5                            | 79                    | 1,4                                                                      |
| Finlande                           | 108                                                                           | 9         | 2                                      | 5                         | 19                           | 309                   | 5,6                                                                      |
| <b>France</b>                      | <b>101</b>                                                                    | <b>11</b> | <b>14</b>                              | <b>27</b>                 | <b>101</b>                   | <b>34 945</b>         | <b>68,2</b>                                                              |
| Grèce                              | 67                                                                            | 26        | 4                                      | 13                        | 52                           | 6 142                 | 10,4                                                                     |
| Hongrie                            | 76                                                                            | 22        | 3                                      | 8                         | 20                           | 3 155                 | 9,6                                                                      |
| Irlande                            | 211                                                                           | 2         | 1                                      | 3                         | 8                            | 166                   | 5,3                                                                      |
| Italie                             | 97                                                                            | 12        | 5                                      | 21                        | 107                          | 7 904                 | 59,0                                                                     |
| Lettonie                           | 71                                                                            | 25        | 1                                      | 1                         | 6                            | 43                    | 1,9                                                                      |
| Lituanie                           | 86                                                                            | 17        | 1                                      | 2                         | 10                           | 60                    | 2,9                                                                      |
| Luxembourg                         | 239                                                                           | 1         | 1                                      | 1                         | 1                            | 102                   | 0,7                                                                      |
| Malte                              | 105                                                                           | 10        | 1                                      | 1                         | 2                            | 68                    | 0,5                                                                      |
| Pays-Bas                           | 130                                                                           | 3         | 4                                      | 12                        | 40                           | 344                   | 17,8                                                                     |
| Pologne                            | 80                                                                            | 20        | 7                                      | 17                        | 73                           | 2 477                 | 36,8                                                                     |
| Portugal                           | 83                                                                            | 18        | 3                                      | 7                         | 25                           | 3 092                 | 10,5                                                                     |
| Roumanie                           | 80                                                                            | 20        | 4                                      | 8                         | 42                           | 3 181                 | 19,1                                                                     |
| Slovaquie                          | 73                                                                            | 24        | 1                                      | 4                         | 8                            | 2 927                 | 5,4                                                                      |
| Slovénie                           | 91                                                                            | 14        | 1                                      | 2                         | 12                           | 212                   | 2,1                                                                      |
| Suède                              | 114                                                                           | 8         | 3                                      | 8                         | 21                           | 290                   | 10,5                                                                     |
| Tchéquie                           | 91                                                                            | 14        | 1                                      | 8                         | 14                           | 6 258                 | 10,8                                                                     |
| <b>Union européenne<br/>(à 27)</b> | <b>100</b>                                                                    |           | <b>92</b>                              | <b>242</b>                | <b>1 164</b>                 | <b>95 087</b>         | <b>448,1</b>                                                             |

(a) Il s'agit du découpage selon la nomenclature des unités territoriales statistiques (NUTS) et des unités administratives locales (UAL) d'Eurostat (voir définitions). Pour la France, Eurostat retient les nouvelles délimitations régionales comme NUTS1 en regroupant les régions ultrapériphériques en une seule unité, les anciennes délimitations régionales comme unité NUTS2 et les départements comme NUTS3.  
Source : DGCL. Données Eurostat. Valeurs provisoires.

## Données des finances publiques 2023

(en % du PIB)

|                                | Dépenses des administrations locales |                          | Formation brute de capital fixe des administrations locales |                          | Dette des administrations locales |                          |
|--------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------|--------------------------|
|                                | en % du PIB                          | part dans les APU (en %) | en % du PIB                                                 | part dans les APU (en %) | en % du PIB                       | part dans les APU (en %) |
| Allemagne                      | 23,2                                 | 47,7                     | 1,9                                                         | 72,3                     | 19,4                              | 30,5                     |
| Autriche                       | 18,8                                 | 35,9                     | 1,4                                                         | 41,7                     | 9,8                               | 12,7                     |
| Belgique                       | 27,7                                 | 50,7                     | 2,3                                                         | 80,0                     | 22,0                              | 20,9                     |
| Bulgarie                       | 7,5                                  | 18,8                     | 1,3                                                         | 36,2                     | 0,9                               | 4,1                      |
| Chypre                         | 1,8                                  | 4,5                      | 0,6                                                         | 18,5                     | 1,9                               | 2,4                      |
| Croatie                        | 12,9                                 | 27,2                     | 2,3                                                         | 43,0                     | 1,7                               | 2,6                      |
| Danemark                       | 31,4                                 | 66,6                     | 1,5                                                         | 45,3                     | 6,0                               | 20,5                     |
| Espagne                        | 23,7                                 | 51,0                     | 2,1                                                         | 72,9                     | 23,8                              | 22,1                     |
| Estonie                        | 10,5                                 | 24,0                     | 1,6                                                         | 23,9                     | 3,0                               | 15,5                     |
| Finlande                       | 23,7                                 | 42,6                     | 2,4                                                         | 59,1                     | 12,7                              | 16,7                     |
| <b>France</b>                  | <b>11,3</b>                          | <b>19,6</b>              | <b>2,3</b>                                                  | <b>53,1</b>              | <b>9,0</b>                        | <b>8,2</b>               |
| Grèce                          | 4,2                                  | 8,3                      | 1,4                                                         | 36,3                     | 0,5                               | 0,3                      |
| Hongrie                        | 5,9                                  | 12,1                     | 1,2                                                         | 22,8                     | 0,6                               | 0,8                      |
| Irlande                        | 2,3                                  | 10,0                     | 0,8                                                         | 32,3                     | 1,9                               | 4,3                      |
| Italie                         | 14,0                                 | 25,3                     | 1,7                                                         | 53,0                     | 5,4                               | 3,9                      |
| Lettonie                       | 10,5                                 | 25,7                     | 1,6                                                         | 37,0                     | 5,8                               | 13,3                     |
| Lituanie                       | 9,4                                  | 24,7                     | 1,2                                                         | 27,5                     | 0,8                               | 2,2                      |
| Luxembourg                     | 5,6                                  | 11,7                     | 2,0                                                         | 41,7                     | 1,6                               | 6,1                      |
| Malte                          | 0,4                                  | 1,0                      | 0,1                                                         | 2,1                      | 0,0                               | 0,0                      |
| Pays-Bas                       | 13,1                                 | 30,1                     | 1,6                                                         | 51,8                     | 5,2                               | 11,1                     |
| Pologne                        | 13,8                                 | 29,4                     | 2,5                                                         | 49,3                     | 3,4                               | 6,9                      |
| Portugal                       | 6,5                                  | 15,2                     | 1,2                                                         | 45,3                     | 4,3                               | 4,3                      |
| Roumanie                       | 9,2                                  | 22,9                     | 2,9                                                         | 54,4                     | 1,5                               | 3,0                      |
| Slovaquie                      | 8,6                                  | 17,9                     | 1,7                                                         | 39,5                     | 2,2                               | 3,8                      |
| Slovénie                       | 9,0                                  | 19,3                     | 2,1                                                         | 38,4                     | 1,8                               | 2,6                      |
| Suède                          | 24,2                                 | 50,3                     | 2,4                                                         | 48,5                     | 12,7                              | 40,7                     |
| Tchéquie                       | 12,7                                 | 28,0                     | 2,3                                                         | 45,1                     | 1,2                               | 2,6                      |
| <b>Union européenne (à 27)</b> | <b>17,0</b>                          | <b>34,4</b>              | <b>2,0</b>                                                  | <b>55,6</b>              | <b>11,5</b>                       | <b>14,0</b>              |

(a) Y compris « Administrations d'États fédérées » pour les États fédéraux.

Source : Eurostat ; valeurs mises à jour le 31 mai 2024.

Caractéristiques physiques et démographiques

|                                                 | Population <sup>(a)</sup> | Taux de croissance de la population entre 2018 et 2024 (en %) | Superficie (en km²) | Densité (en hab./ km²) | Nombre de communes au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 | Part (en %) de la population vivant :                        |                                                                     |
|-------------------------------------------------|---------------------------|---------------------------------------------------------------|---------------------|------------------------|----------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------|
|                                                 |                           |                                                               |                     |                        |                                                    | dans des communes de plus de 10 000 habitants <sup>(a)</sup> | dans les communes urbaines (grille de densité Insee) <sup>(b)</sup> |
| Auvergne-Rhône-Alpes                            | 8 114 361                 | + 0,5                                                         | 69 711              | 116                    | 4 027                                              | 41,7                                                         | 65,4                                                                |
| Bourgogne-Franche-Comté                         | 2 800 194                 | - 0,1                                                         | 47 784              | 59                     | 3 697                                              | 26,4                                                         | 45,3                                                                |
| Bretagne                                        | 3 394 567                 | + 0,5                                                         | 27 208              | 125                    | 1 206                                              | 32,7                                                         | 46,5                                                                |
| Centre-Val de Loire                             | 2 573 303                 | + 0,0                                                         | 39 151              | 66                     | 1 756                                              | 35,2                                                         | 51,3                                                                |
| Corse                                           | 347 597                   | + 1,0                                                         | 8 680               | 40                     | 360                                                | 38,5                                                         | 53,2                                                                |
| Grand Est                                       | 5 561 287                 | + 0,0                                                         | 57 441              | 97                     | 5 118                                              | 36,7                                                         | 61,3                                                                |
| Hauts-de-France                                 | 5 995 292                 | + 0,0                                                         | 31 806              | 188                    | 3 788                                              | 42,3                                                         | 70,8                                                                |
| Normandie                                       | 3 327 966                 | - 0,1                                                         | 29 907              | 111                    | 2 651                                              | 33,4                                                         | 50,8                                                                |
| Nouvelle-Aquitaine                              | 6 069 352                 | + 0,4                                                         | 84 036              | 72                     | 4 305                                              | 35,2                                                         | 49,3                                                                |
| Occitanie                                       | 6 022 176                 | + 0,7                                                         | 72 724              | 83                     | 4 453                                              | 41,0                                                         | 60,9                                                                |
| Pays de la Loire                                | 3 853 999                 | + 0,6                                                         | 32 082              | 120                    | 1 232                                              | 45,2                                                         | 50,9                                                                |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur                      | 5 127 840                 | + 0,4                                                         | 31 400              | 163                    | 946                                                | 72,0                                                         | 84,9                                                                |
| <b>France métropolitaine sauf Île-de-France</b> | <b>53 187 934</b>         | <b>+ 0,3</b>                                                  | <b>531 929</b>      | <b>100</b>             | <b>33 539</b>                                      | <b>41,4</b>                                                  | <b>60,1</b>                                                         |
| Île-de-France                                   | 12 317 279                | + 0,3                                                         | 12 012              | 1 025                  | 1 267                                              | 84,9                                                         | 95,5                                                                |
| <b>France métropolitaine</b>                    | <b>65 505 213</b>         | <b>+ 0,3</b>                                                  | <b>543 941</b>      | <b>120</b>             | <b>34 806</b>                                      | <b>49,6</b>                                                  | <b>66,8</b>                                                         |
| Guadeloupe                                      | 384 315                   | - 0,6                                                         | 1 628               | 236                    | 32                                                 | 75,3                                                         | 86,9                                                                |
| Martinique                                      | 360 749                   | - 0,9                                                         | 1 128               | 320                    | 34                                                 | 73,6                                                         | 83,3                                                                |
| Guyane                                          | 286 618                   | + 1,6                                                         | 83 534              | 3                      | 22                                                 | 80,6                                                         | 69,9                                                                |
| Réunion                                         | 871 157                   | + 0,4                                                         | 2 504               | 348                    | 24                                                 | 94,8                                                         | 97,2                                                                |
| Mayotte                                         | 309 901                   | + 3,6                                                         | 374                 | 828                    | 17                                                 | 81,2                                                         | 82,9                                                                |
| <b>Outre-mer</b>                                | <b>2 212 740</b>          | <b>+ 0,6</b>                                                  | <b>89 168</b>       | <b>25</b>              | <b>129</b>                                         | <b>84,3</b>                                                  | <b>87,7</b>                                                         |
| <b>France</b>                                   | <b>67 717 953</b>         | <b>+ 0,3</b>                                                  | <b>633 109</b>      | <b>107</b>             | <b>34 935</b>                                      | <b>50,7</b>                                                  | <b>67,4</b>                                                         |

(a) Population municipale en vigueur en 2024 (millésimée 2021), délimitation communale au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Estimation de population au 1<sup>er</sup> janvier pour Mayotte.

(b) Grille de densité communale au 1<sup>er</sup> janvier 2024

Source : DGCL. Données Insee.

Caractéristiques démographiques et économiques

|                                                 | Part (en %) de la population                |                                            | Taux d'activité des 15-64 ans <sup>(b)</sup><br>(en %) | Taux de chômage <sup>(c)</sup><br>(en %) | PIB régionaux <sup>(d)</sup> |                   |                 |
|-------------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------|------------------------------------------|------------------------------|-------------------|-----------------|
|                                                 | de moins de 20 ans <sup>(a)</sup><br>(en %) | de 60 ans et plus <sup>(a)</sup><br>(en %) |                                                        |                                          | En millions d'euros          | En euros/habitant | En euros/emploi |
| Auvergne-Rhône-Alpes                            | 23,6                                        | 27,2                                       | 76,1                                                   | 6,5                                      | 304 681                      | 37 271            | 82 409          |
| Bourgogne-Franche-Comté                         | 22,0                                        | 31,5                                       | 74,9                                                   | 6,5                                      | 87 549                       | 31 323            | 77 904          |
| Bretagne                                        | 22,3                                        | 30,8                                       | 74,5                                                   | 6,1                                      | 115 184                      | 33 648            | 77 933          |
| Centre-Val de Loire                             | 22,8                                        | 30,5                                       | 75,6                                                   | 7,0                                      | 79 992                       | 31 093            | 76 491          |
| Corse                                           | 19,9                                        | 31,8                                       | 72,7                                                   | 6,6                                      | 10 304                       | 29 260            | 71 206          |
| Grand Est                                       | 22,2                                        | 28,7                                       | 74,3                                                   | 7,4                                      | 178 925                      | 32 159            | 80 396          |
| Hauts-de-France                                 | 24,8                                        | 26,0                                       | 72,2                                                   | 9,3                                      | 185 472                      | 30 968            | 78 986          |
| Normandie                                       | 23,0                                        | 30,0                                       | 74,2                                                   | 7,1                                      | 107 192                      | 32 210            | 78 129          |
| Nouvelle-Aquitaine                              | 20,9                                        | 32,2                                       | 75,1                                                   | 6,6                                      | 199 575                      | 32 661            | 76 149          |
| Occitanie                                       | 21,7                                        | 30,6                                       | 73,5                                                   | 8,9                                      | 193 064                      | 31 710            | 76 432          |
| Pays de la Loire                                | 23,7                                        | 28,4                                       | 76,6                                                   | 5,9                                      | 137 051                      | 35 235            | 78 464          |
| Provence-Alpes-Côte d'Azur                      | 21,6                                        | 31,1                                       | 73,1                                                   | 8,2                                      | 206 744                      | 40 043            | 90 066          |
| <b>France métropolitaine sauf Île-de-France</b> | <b>22,6</b>                                 | <b>29,5</b>                                | <b>74,5</b>                                            | <b>n. d.</b>                             | <b>1 805 733</b>             | <b>33 780</b>     | <b>79 806</b>   |
| Île-de-France                                   | 24,8                                        | 21,6                                       | 76,5                                                   | 7,1                                      | 782 639                      | 63 256            | 114 476         |
| <b>France métropolitaine</b>                    | <b>23,0</b>                                 | <b>28,0</b>                                | <b>74,9</b>                                            | <b>7,3</b>                               | <b>2 588 372</b>             | <b>39 323</b>     | <b>87 857</b>   |
| Guadeloupe                                      | 22,8                                        | 30,9                                       | 70,4                                                   | 19,3                                     | 9 877                        | 25 903            | 66 271          |
| Martinique                                      | 20,8                                        | 33,4                                       | 71,8                                                   | 10,3                                     | 9 654                        | 27 179            | 65 080          |
| Guyane                                          | 40,7                                        | 10,7                                       | 63,9                                                   | 16,4                                     | 4 562                        | 15 656            | 57 962          |
| Réunion                                         | 28,7                                        | 21,4                                       | 68,9                                                   | 18,8                                     | 21 668                       | 24 663            | 63 870          |
| Mayotte                                         | 53,8                                        | 4,3                                        | 50,8                                                   | 34,0                                     | 3 347                        | 11 579            | 64 384          |
| <b>Outre-mer</b>                                | <b>31,6</b>                                 | <b>21,0</b>                                | <b>67,2</b>                                            | <b>n. d.</b>                             | <b>49 108</b>                | <b>22 367</b>     | <b>63 999</b>   |
| <b>France</b>                                   | <b>23,3</b>                                 | <b>27,8</b>                                | <b>74,6</b>                                            | <b>7,5</b>                               | <b>2 634 133</b>             | <b>38 775</b>     | <b>87 402</b>   |

(a) Insee - Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2024 (résultats provisoires).  
(b) Recensement de population 2021, exploitation principale.  
(c) France métropolitaine et DOM hors Mayotte : taux de chômage localisés au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2<sup>e</sup> trimestre 2022).  
(d) Comptes régionaux (données 2022).  
n. d. : non disponibles.  
Source : DGCL. Données Insee.

# 9-3a Le contexte départemental

## Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

| Départements               | Population <sup>(a)</sup> | Superficie<br>(en km²) | Densité<br>(en habi-<br>tants/<br>km²) | Nombre de communes<br>au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 |                        | Part de<br>la population<br>vivant dans<br>des communes<br>de plus de<br>10 000 habitants <sup>(a)</sup><br>(en %) |
|----------------------------|---------------------------|------------------------|----------------------------------------|-------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                            |                           |                        |                                        | Total                                                 | Rurales <sup>(b)</sup> |                                                                                                                    |
| 01 Ain                     | 663 202                   | 5 762                  | 115                                    | 392                                                   | 327                    | 23,2                                                                                                               |
| 02 Aisne                   | 527 468                   | 7 362                  | 72                                     | 798                                                   | 755                    | 29,6                                                                                                               |
| 03 Allier                  | 334 872                   | 7 340                  | 46                                     | 317                                                   | 303                    | 31,1                                                                                                               |
| 04 Alpes-de-Haute-Provence | 166 077                   | 6 925                  | 24                                     | 198                                                   | 187                    | 24,2                                                                                                               |
| 05 Hautes-Alpes            | 140 976                   | 5 549                  | 25                                     | 162                                                   | 157                    | 36,2                                                                                                               |
| 06 Alpes-Maritimes         | 1 103 941                 | 4 299                  | 257                                    | 163                                                   | 110                    | 79,5                                                                                                               |
| 07 Ardèche                 | 331 415                   | 5 529                  | 60                                     | 335                                                   | 304                    | 15,6                                                                                                               |
| 08 Ardennes                | 268 859                   | 5 229                  | 51                                     | 448                                                   | 422                    | 23,4                                                                                                               |
| 09 Ariège                  | 154 596                   | 4 890                  | 32                                     | 326                                                   | 307                    | 10,6                                                                                                               |
| 10 Aube                    | 311 329                   | 6 004                  | 52                                     | 431                                                   | 410                    | 36,3                                                                                                               |
| 11 Aude                    | 376 028                   | 6 139                  | 61                                     | 433                                                   | 416                    | 36,3                                                                                                               |
| 12 Aveyron                 | 279 649                   | 8 735                  | 32                                     | 285                                                   | 277                    | 24,9                                                                                                               |
| 13 Bouches-du-Rhône        | 2 056 943                 | 5 087                  | 404                                    | 119                                                   | 46                     | 81,5                                                                                                               |
| 14 Calvados                | 700 633                   | 5 534                  | 127                                    | 528                                                   | 447                    | 28,9                                                                                                               |
| 15 Cantal                  | 144 226                   | 5 726                  | 25                                     | 246                                                   | 243                    | 17,9                                                                                                               |
| 16 Charente                | 350 867                   | 5 956                  | 59                                     | 362                                                   | 346                    | 17,0                                                                                                               |
| 17 Charente-Maritime       | 661 404                   | 6 864                  | 96                                     | 463                                                   | 425                    | 22,1                                                                                                               |
| 18 Cher                    | 299 573                   | 7 235                  | 41                                     | 286                                                   | 279                    | 29,7                                                                                                               |
| 19 Corrèze                 | 239 784                   | 5 857                  | 41                                     | 279                                                   | 273                    | 25,3                                                                                                               |
| 20 Corse                   | 347 597                   | 8 680                  | 40                                     | 360                                                   | 348                    | 38,5                                                                                                               |
| 21 Côte-d'Or               | 535 503                   | 8 763                  | 61                                     | 698                                                   | 673                    | 40,5                                                                                                               |
| 22 Côtes-d'Armor           | 605 917                   | 6 878                  | 88                                     | 348                                                   | 323                    | 20,2                                                                                                               |
| 23 Creuse                  | 115 702                   | 5 565                  | 21                                     | 256                                                   | 255                    | 11,1                                                                                                               |
| 24 Dordogne                | 413 730                   | 9 060                  | 46                                     | 503                                                   | 496                    | 16,1                                                                                                               |
| 25 Doubs                   | 547 096                   | 5 234                  | 105                                    | 569                                                   | 512                    | 34,2                                                                                                               |
| 26 Drôme                   | 519 458                   | 6 530                  | 80                                     | 363                                                   | 337                    |                                                                                                                    |
| 27 Eure                    | 598 934                   | 6 040                  | 99                                     | 585                                                   | 545                    | 19,2                                                                                                               |
| 28 Eure-et-Loir            | 431 277                   | 5 880                  | 73                                     | 365                                                   | 332                    | 28,1                                                                                                               |
| 29 Finistère               | 921 638                   | 6 733                  | 137                                    | 277                                                   | 244                    | 37,5                                                                                                               |
| 30 Gard                    | 756 543                   | 5 853                  | 129                                    | 351                                                   | 286                    | 36,4                                                                                                               |
| 31 Haute-Garonne           | 1 434 367                 | 6 309                  | 227                                    | 586                                                   | 501                    | 56,2                                                                                                               |
| 32 Gers                    | 192 437                   | 6 257                  | 31                                     | 461                                                   | 459                    | 12,0                                                                                                               |
| 33 Gironde                 | 1 654 970                 | 9 976                  | 166                                    | 535                                                   | 447                    | 57,5                                                                                                               |
| 34 Hérault                 | 1 201 883                 | 6 101                  | 197                                    | 342                                                   | 265                    | 52,0                                                                                                               |
| 35 Ille-et-Vilaine         | 1 098 325                 | 6 775                  | 162                                    | 332                                                   | 287                    | 38,1                                                                                                               |
| 36 Indre                   | 217 228                   | 6 791                  | 32                                     | 241                                                   | 234                    | 24,8                                                                                                               |
| 37 Indre-et-Loire          | 612 160                   | 6 127                  | 100                                    | 272                                                   | 240                    | 45,8                                                                                                               |
| 38 Isère                   | 1 284 948                 | 7 431                  | 173                                    | 512                                                   | 399                    | 35,3                                                                                                               |
| 39 Jura                    | 258 555                   | 4 999                  | 52                                     | 494                                                   | 469                    | 15,8                                                                                                               |
| 40 Landes                  | 422 976                   | 9 243                  | 46                                     | 327                                                   | 308                    | 22,2                                                                                                               |
| 41 Loir-et-Cher            | 328 504                   | 6 343                  | 52                                     | 267                                                   | 255                    | 24,6                                                                                                               |
| 42 Loire                   | 769 029                   | 4 781                  | 161                                    | 323                                                   | 270                    | 44,2                                                                                                               |
| 43 Haute-Loire             | 227 284                   | 4 977                  | 46                                     | 257                                                   | 242                    | 8,2                                                                                                                |
| 44 Loire-Atlantique        | 1 457 806                 | 6 874                  | 212                                    | 207                                                   | 152                    | 55,7                                                                                                               |
| 45 Loiret                  | 684 561                   | 6 775                  | 101                                    | 325                                                   | 281                    | 41,0                                                                                                               |
| 46 Lot                     | 174 942                   | 5 217                  | 34                                     | 313                                                   | 310                    | 11,5                                                                                                               |
| 47 Lot-et-Garonne          | 331 229                   | 5 361                  | 62                                     | 319                                                   | 301                    | 21,5                                                                                                               |
| 48 Lozère                  | 76 519                    | 5 167                  | 15                                     | 152                                                   | 151                    | 16,1                                                                                                               |
| 49 Maine-et-Loire          | 824 743                   | 7 107                  | 116                                    | 176                                                   | 159                    | 57,0                                                                                                               |
| 50 Manche                  | 495 508                   | 5 951                  | 83                                     | 445                                                   | 429                    | 28,5                                                                                                               |
| 51 Marne                   | 565 292                   | 8 169                  | 69                                     | 611                                                   | 578                    | 47,3                                                                                                               |
| 52 Haute-Marne             | 171 042                   | 6 211                  | 28                                     | 426                                                   | 420                    | 26,2                                                                                                               |

(a) Population municipale en vigueur en 2024 (millésimée 2021), délimitation communale au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Estimation de population au 1<sup>er</sup> janvier pour Mayotte.

(b) Grille de densité communale au 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Source : DGCL. Données Insee.

Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

| Départements                                | Population <sup>(a)</sup> | Superficie<br>(en km <sup>2</sup> ) | Densité<br>(en habi-<br>tants/<br>km <sup>2</sup> ) | Nombre de communes<br>au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 |                        | Part de<br>la population<br>vivant dans<br>des communes<br>de plus de<br>10 000 habitants <sup>(a)</sup><br>(en %) |
|---------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------|-----------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                             |                           |                                     |                                                     | Total                                                 | Rurales <sup>(b)</sup> |                                                                                                                    |
| 53 Mayenne                                  | 305 933                   | 5 175                               | 59                                                  | 240                                                   | 231                    | 25,9                                                                                                               |
| 54 Meurthe-et-Moselle                       | 732 486                   | 5 246                               | 140                                                 | 591                                                   | 508                    | 33,7                                                                                                               |
| 55 Meuse                                    | 181 919                   | 6 211                               | 29                                                  | 499                                                   | 491                    | 17,2                                                                                                               |
| 56 Morbihan                                 | 768 687                   | 6 823                               | 113                                                 | 249                                                   | 221                    | 28,9                                                                                                               |
| 57 Moselle                                  | 1 049 942                 | 6 216                               | 169                                                 | 725                                                   | 598                    | 36,9                                                                                                               |
| 58 Nièvre                                   | 202 417                   | 6 817                               | 30                                                  | 309                                                   | 300                    | 16,2                                                                                                               |
| 59 Nord                                     | 2 611 293                 | 5 743                               | 455                                                 | 648                                                   | 382                    | 56,7                                                                                                               |
| 60 Oise                                     | 828 838                   | 5 860                               | 141                                                 | 680                                                   | 588                    | 31,2                                                                                                               |
| 61 Orne                                     | 276 973                   | 6 103                               | 45                                                  | 385                                                   | 375                    | 19,3                                                                                                               |
| 62 Pas-de-Calais                            | 1 461 441                 | 6 671                               | 219                                                 | 890                                                   | 701                    | 33,1                                                                                                               |
| 63 Puy-de-Dôme                              | 662 285                   | 7 970                               | 83                                                  | 464                                                   | 419                    | 41,4                                                                                                               |
| 64 Pyrénées-Atlantiques                     | 693 027                   | 7 645                               | 91                                                  | 545                                                   | 485                    | 41,7                                                                                                               |
| 65 Hautes-Pyrénées                          | 230 956                   | 4 464                               | 52                                                  | 469                                                   | 452                    | 24,9                                                                                                               |
| 66 Pyrénées-Orientales                      | 487 307                   | 4 116                               | 118                                                 | 226                                                   | 184                    | 40,4                                                                                                               |
| 67 Bas-Rhin                                 | 1 152 662                 | 4 755                               | 242                                                 | 514                                                   | 388                    | 45,8                                                                                                               |
| 68 Haut-Rhin                                | 767 083                   | 3 525                               | 218                                                 | 366                                                   | 247                    | 40,3                                                                                                               |
| 69 Rhône                                    | 1 893 692                 | 3 249                               | 583                                                 | 266                                                   | 149                    | 70,8                                                                                                               |
| 70 Haute-Saône                              | 234 296                   | 5 360                               | 44                                                  | 539                                                   | 521                    | 10,9                                                                                                               |
| 71 Saône-et-Loire                           | 549 288                   | 8 575                               | 64                                                  | 564                                                   | 530                    | 23,7                                                                                                               |
| 72 Sarthe                                   | 566 058                   | 6 206                               | 91                                                  | 354                                                   | 330                    | 32,3                                                                                                               |
| 73 Savoie                                   | 442 468                   | 6 028                               | 73                                                  | 273                                                   | 226                    | 28,0                                                                                                               |
| 74 Haute-Savoie                             | 841 482                   | 4 388                               | 192                                                 | 279                                                   | 194                    | 37,8                                                                                                               |
| 75 Paris                                    | 2 133 111                 | 105                                 | 20 238                                              | 1                                                     | 0                      | 100,0                                                                                                              |
| 76 Seine-Maritime                           | 1 255 918                 | 6 278                               | 200                                                 | 708                                                   | 628                    | 47,9                                                                                                               |
| 77 Seine-et-Marne                           | 1 438 100                 | 5 915                               | 243                                                 | 507                                                   | 365                    | 52,7                                                                                                               |
| 78 Yvelines                                 | 1 456 365                 | 2 284                               | 638                                                 | 259                                                   | 138                    | 71,3                                                                                                               |
| 79 Deux-Sèvres                              | 374 587                   | 5 999                               | 62                                                  | 256                                                   | 243                    | 27,6                                                                                                               |
| 80 Somme                                    | 566 252                   | 6 170                               | 92                                                  | 772                                                   | 731                    | 27,6                                                                                                               |
| 81 Tarn                                     | 393 572                   | 5 758                               | 68                                                  | 314                                                   | 287                    | 36,1                                                                                                               |
| 82 Tarn-et-Garonne                          | 263 377                   | 3 718                               | 71                                                  | 195                                                   | 191                    | 34,1                                                                                                               |
| 83 Var                                      | 1 095 337                 | 5 973                               | 183                                                 | 153                                                   | 103                    | 67,2                                                                                                               |
| 84 Vaucluse                                 | 564 566                   | 3 567                               | 158                                                 | 151                                                   | 121                    | 55,3                                                                                                               |
| 85 Vendée                                   | 699 459                   | 6 720                               | 104                                                 | 255                                                   | 238                    | 28,5                                                                                                               |
| 86 Vienne                                   | 439 385                   | 6 990                               | 63                                                  | 265                                                   | 254                    | 30,0                                                                                                               |
| 87 Haute-Vienne                             | 371 691                   | 5 520                               | 67                                                  | 195                                                   | 187                    | 41,0                                                                                                               |
| 88 Vosges                                   | 360 673                   | 5 874                               | 61                                                  | 507                                                   | 488                    | 14,3                                                                                                               |
| 89 Yonne                                    | 333 385                   | 7 427                               | 45                                                  | 423                                                   | 405                    | 18,5                                                                                                               |
| 90 Territoire de Belfort                    | 139 654                   | 609                                 | 229                                                 | 101                                                   | 79                     | 32,3                                                                                                               |
| 91 Essonne                                  | 1 313 768                 | 1 804                               | 728                                                 | 194                                                   | 80                     | 69,7                                                                                                               |
| 92 Hauts-de-Seine                           | 1 635 291                 | 176                                 | 9 312                                               | 36                                                    | 0                      | 99,4                                                                                                               |
| 93 Seine-Saint-Denis                        | 1 668 670                 | 236                                 | 7 065                                               | 40                                                    | 0                      | 98,3                                                                                                               |
| 94 Val-de-Marne                             | 1 415 367                 | 245                                 | 5 776                                               | 47                                                    | 0                      | 97,7                                                                                                               |
| 95 Val-d'Oise                               | 1 256 607                 | 1 246                               | 1 009                                               | 183                                                   | 87                     | 76,8                                                                                                               |
| 971 Guadeloupe                              | 384 315                   | 1 628                               | 236                                                 | 32                                                    | 13                     | 75,3                                                                                                               |
| 972 Martinique                              | 360 749                   | 1 128                               | 320                                                 | 34                                                    | 17                     | 73,6                                                                                                               |
| 973 Guyane                                  | 286 618                   | 83 534                              | 3                                                   | 22                                                    | 17                     | 80,6                                                                                                               |
| 974 La Réunion                              | 871 157                   | 2 504                               | 348                                                 | 24                                                    | 4                      | 94,8                                                                                                               |
| 976 Mayotte                                 | 309 901                   | 374                                 | 828                                                 | 17                                                    | 5                      | 81,2                                                                                                               |
| <b>France métropolitaine<br/>sauf Paris</b> | <b>63 372 102</b>         | <b>543 836</b>                      | <b>117</b>                                          | <b>34 805</b>                                         | <b>30 687</b>          | <b>47,9</b>                                                                                                        |
| <b>France métropolitaine</b>                | <b>65 505 213</b>         | <b>543 941</b>                      | <b>120</b>                                          | <b>34 806</b>                                         | <b>30 687</b>          | <b>49,6</b>                                                                                                        |
| <b>Outre-Mer</b>                            | <b>2 212 740</b>          | <b>89 168</b>                       | <b>25</b>                                           | <b>129</b>                                            | <b>56</b>              | <b>84,3</b>                                                                                                        |
| <b>France</b>                               | <b>67 717 953</b>         | <b>633 109</b>                      | <b>107</b>                                          | <b>34 935</b>                                         | <b>30 743</b>          | <b>50,7</b>                                                                                                        |

(a) Population municipale en vigueur en 2024 (millésimée 2021), délimitation communale au 1<sup>er</sup> janvier 2024. Estimation de population au 1<sup>er</sup> janvier pour Mayotte.  
(b) Grille de densité communale au 1<sup>er</sup> janvier 2024.  
Source : DGCL. Données Insee.

# 9-3b Le contexte départemental

## Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

| Départements               | Part de la population de 15 à 64 ans <sup>(a)</sup> (en %) | Part de la population de 75 ans et plus <sup>(a)</sup> (en %) | Taux de chômage <sup>(b)</sup> (en %) | Nombre de bénéficiaires du RSA <sup>(c)</sup> | Voirie départementale (en km) <sup>(d)</sup> | Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants |
|----------------------------|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------|
| 01 Ain                     | 61,6                                                       | 9,1                                                           | 5,7                                   | 7 779                                         | 4 453                                        | 6,8                                       |
| 02 Aisne                   | 59,8                                                       | 10,2                                                          | 10,7                                  | 17 581                                        | 5 426                                        | 10,2                                      |
| 03 Allier                  | 56,1                                                       | 15,0                                                          | 8,0                                   | 9 939                                         | 5 283                                        | 15,7                                      |
| 04 Alpes-de-Haute-Provence | 57,0                                                       | 13,9                                                          | 8,2                                   | 4 340                                         | 2 506                                        | 15,1                                      |
| 05 Hautes-Alpes            | 57,3                                                       | 13,9                                                          | 6,6                                   | 3 168                                         | 1 926                                        | 13,7                                      |
| 06 Alpes-Maritimes         | 59,5                                                       | 13,5                                                          | 7,2                                   | 19 742                                        | 1 713                                        | 1,6                                       |
| 07 Ardèche                 | 57,4                                                       | 13,1                                                          | 8,0                                   | 6 450                                         | 3 791                                        | 11,5                                      |
| 08 Ardennes                | 59,6                                                       | 11,0                                                          | 9,9                                   | 9 354                                         | 3 376                                        | 12,5                                      |
| 09 Ariège                  | 57,5                                                       | 13,3                                                          | 9,5                                   | 6 681                                         | 2 671                                        | 17,3                                      |
| 10 Aube                    | 59,6                                                       | 11,2                                                          | 9,8                                   | 9 388                                         | 4 483                                        | 14,4                                      |
| 11 Aude                    | 57,1                                                       | 13,5                                                          | 10,4                                  | 16 006                                        | 4 300                                        | 11,5                                      |
| 12 Aveyron                 | 56,8                                                       | 14,6                                                          | 5,8                                   | 4 638                                         | 5 911                                        | 21,1                                      |
| 13 Bouches-du-Rhône        | 61,4                                                       | 11,0                                                          | 8,7                                   | 74 209                                        | 3 001                                        | 1,5                                       |
| 14 Calvados                | 60,3                                                       | 11,2                                                          | 6,6                                   | 13 450                                        | 5 736                                        | 8,2                                       |
| 15 Cantal                  | 56,6                                                       | 14,6                                                          | 4,3                                   | 1 998                                         | 3 975                                        | 27,5                                      |
| 16 Charente                | 57,9                                                       | 13,1                                                          | 7,2                                   | 10 245                                        | 5 145                                        | 14,6                                      |
| 17 Charente-Maritime       | 56,2                                                       | 14,6                                                          | 7,0                                   | 15 495                                        | 6 076                                        | 9,3                                       |
| 18 Cher                    | 57,2                                                       | 13,5                                                          | 7,3                                   | 9 226                                         | 4 604                                        | 15,3                                      |
| 19 Corrèze                 | 56,8                                                       | 14,7                                                          | 6,1                                   | 3 261                                         | 4 754                                        | 19,9                                      |
| 20 Corse                   | 60,0                                                       | 12,4                                                          | 6,6                                   | 6 320                                         | 5 043                                        | 14,7                                      |
| 21 Côte-d'Or               | 61,8                                                       | 11,3                                                          | 5,8                                   | 9 889                                         | 5 671                                        | 10,6                                      |
| 22 Côtes-d'Armor           | 56,7                                                       | 13,4                                                          | 6,4                                   | 11 121                                        | 4 621                                        | 7,7                                       |
| 23 Creuse                  | 54,7                                                       | 15,8                                                          | 7,3                                   | 2 614                                         | 4 395                                        | 37,9                                      |
| 24 Dordogne                | 55,6                                                       | 15,1                                                          | 7,3                                   | 10 433                                        | 4 982                                        | 12,1                                      |
| 25 Doubs                   | 61,6                                                       | 10,4                                                          | 6,6                                   | 12 473                                        | 3 684                                        | 6,8                                       |
| 26 Drôme                   | 59,4                                                       | 11,6                                                          | 8,2                                   | 10 999                                        | 4 209                                        | 8,1                                       |
| 27 Eure                    | 60,2                                                       | 9,7                                                           | 7,2                                   | 13 416                                        | 4 318                                        | 7,2                                       |
| 28 Eure-et-Loir            | 59,7                                                       | 10,3                                                          | 7,0                                   | 8 549                                         | 7 434                                        | 17,2                                      |
| 29 Finistère               | 59,5                                                       | 12,2                                                          | 6,3                                   | 16 749                                        | 3 503                                        | 3,8                                       |
| 30 Gard                    | 58,6                                                       | 12,0                                                          | 10,2                                  | 30 791                                        | 4 743                                        | 6,3                                       |
| 31 Haute-Garonne           | 65,7                                                       | 8,7                                                           | 7,5                                   | 37 838                                        | 6 148                                        | 4,3                                       |
| 32 Gers                    | 56,5                                                       | 14,7                                                          | 5,8                                   | 4 112                                         | 3 558                                        | 18,5                                      |
| 33 Gironde                 | 63,3                                                       | 9,9                                                           | 6,7                                   | 40 132                                        | 6 371                                        | 3,9                                       |
| 34 Hérault                 | 61,1                                                       | 11,4                                                          | 10,3                                  | 41 166                                        | 4 688                                        | 3,9                                       |
| 35 Ille-et-Vilaine         | 63,2                                                       | 9,4                                                           | 5,8                                   | 19 313                                        | 4 634                                        | 4,3                                       |
| 36 Indre                   | 55,9                                                       | 15,3                                                          | 7,1                                   | 5 148                                         | 4 982                                        | 22,8                                      |
| 37 Indre-et-Loire          | 60,7                                                       | 11,6                                                          | 6,7                                   | 14 214                                        | 3 647                                        | 6,0                                       |
| 38 Isère                   | 62,2                                                       | 9,6                                                           | 6,1                                   | 22 245                                        | 4 658                                        | 3,6                                       |
| 39 Jura                    | 58,6                                                       | 12,4                                                          | 5,3                                   | 3 554                                         | 3 536                                        | 13,7                                      |
| 40 Landes                  | 58,0                                                       | 12,9                                                          | 6,9                                   | 8 311                                         | 4 289                                        | 10,3                                      |
| 41 Loir-et-Cher            | 57,1                                                       | 13,3                                                          | 6,1                                   | 7 457                                         | 3 424                                        | 10,4                                      |
| 42 Loire                   | 59,1                                                       | 12,0                                                          | 7,6                                   | 17 151                                        | 3 232                                        | 4,2                                       |
| 43 Haute-Loire             | 57,8                                                       | 13,1                                                          | 5,7                                   | 3 059                                         | 3 417                                        | 15,0                                      |
| 44 Loire-Atlantique        | 62,7                                                       | 9,4                                                           | 5,6                                   | 30 320                                        | 4 291                                        | 3,0                                       |
| 45 Loiret                  | 60,5                                                       | 10,4                                                          | 7,4                                   | 16 436                                        | 3 613                                        | 5,3                                       |
| 46 Lot                     | 54,5                                                       | 15,7                                                          | 7,4                                   | 4 265                                         | 4 017                                        | 23,0                                      |
| 47 Lot-et-Garonne          | 56,6                                                       | 14,2                                                          | 7,4                                   | 9 752                                         | 2 952                                        | 8,9                                       |
| 48 Lozère                  | 58,4                                                       | 13,2                                                          | 4,8                                   | 1 335                                         | 2 262                                        | 29,5                                      |
| 49 Maine-et-Loire          | 60,9                                                       | 10,6                                                          | 6,4                                   | 14 783                                        | 4 755                                        | 5,8                                       |
| 50 Manche                  | 57,7                                                       | 12,8                                                          | 5,3                                   | 7 619                                         | 7 995                                        | 16,1                                      |
| 51 Marne                   | 61,8                                                       | 10,2                                                          | 7,4                                   | 14 639                                        | 4 190                                        | 7,4                                       |
| 52 Haute-Marne             | 57,8                                                       | 13,0                                                          | 6,5                                   | 4 208                                         | 3 895                                        | 22,7                                      |

(a) Insee - Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2024 (résultats provisoires).  
(b) France métropolitaine et DOM : taux de chômage localisés au 4<sup>e</sup> trimestre 2024 ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2<sup>e</sup> trimestre 2022).  
(c) Au 31 décembre 2021.  
(d) Année 2022.  
Source : DGCL. Données Insee, Drees.

## Caractéristiques physiques, démographiques et sociales

| Départements                            | Part de la population de 15 à 64 ans <sup>(a)</sup> (en %) | Part de la population de 75 ans et plus <sup>(a)</sup> (en %) | Taux de chômage <sup>(b)</sup> (en %) | Nombre de bénéficiaires du RSA <sup>(c)</sup> | Voirie départementale (en km) <sup>(d)</sup> | Kilomètres de voirie pour 1 000 habitants |
|-----------------------------------------|------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------|
| 53 Mayenne                              | 58,8                                                       | 11,6                                                          | 4,8                                   | 3 774                                         | 3 675                                        | 12,0                                      |
| 54 Meurthe-et-Moselle                   | 63,2                                                       | 9,9                                                           | 7,2                                   | 21 058                                        | 3 215                                        | 4,4                                       |
| 55 Meuse                                | 58,6                                                       | 11,9                                                          | 7,4                                   | 4 626                                         | 3 529                                        | 19,3                                      |
| 56 Morbihan                             | 57,7                                                       | 12,7                                                          | 6,0                                   | 13 367                                        | 4 174                                        | 5,5                                       |
| 57 Moselle                              | 62,2                                                       | 9,8                                                           | 7,3                                   | 24 643                                        | 4 301                                        | 4,1                                       |
| 58 Nièvre                               | 54,9                                                       | 15,9                                                          | 6,8                                   | 5 707                                         | 4 362                                        | 21,5                                      |
| 59 Nord                                 | 63,1                                                       | 8,6                                                           | 9,9                                   | 100 167                                       | 4 828                                        | 1,9                                       |
| 60 Oise                                 | 62,1                                                       | 8,4                                                           | 7,6                                   | 20 603                                        | 4 259                                        | 5,1                                       |
| 61 Orne                                 | 56,5                                                       | 14,0                                                          | 6,8                                   | 6 873                                         | 5 856                                        | 21,0                                      |
| 62 Pas-de-Calais                        | 61,1                                                       | 9,4                                                           | 8,7                                   | 51 016                                        | 6 199                                        | 4,2                                       |
| 63 Puy-de-Dôme                          | 61,3                                                       | 11,1                                                          | 6,6                                   | 15 260                                        | 6 961                                        | 10,5                                      |
| 64 Pyrénées-Atlantiques                 | 59,3                                                       | 12,9                                                          | 5,8                                   | 14 947                                        | 4 446                                        | 6,5                                       |
| 65 Hautes-Pyrénées                      | 57,8                                                       | 14,1                                                          | 7,9                                   | 5 727                                         | 2 985                                        | 13,0                                      |
| 66 Pyrénées-Orientales                  | 57,1                                                       | 13,7                                                          | 12,4                                  | 24 958                                        | 2 152                                        | 4,5                                       |
| 67 Bas-Rhin                             | 63,7                                                       | 9,3                                                           | 6,5                                   | 26 019                                        | n. d.                                        | n. d.                                     |
| 68 Haut-Rhin                            | 61,5                                                       | 10,3                                                          | 7,2                                   | 15 245                                        | n. d.                                        | n. d.                                     |
| 69 Rhône                                | 64,5                                                       | 9,2                                                           | 6,6                                   | 48 190                                        | 6 383                                        | 3,4                                       |
| 70 Haute-Saône                          | 58,9                                                       | 11,8                                                          | 6,6                                   | 3 997                                         | 3 427                                        | 14,6                                      |
| 71 Saône-et-Loire                       | 56,7                                                       | 13,9                                                          | 6,7                                   | 10 266                                        | 5 486                                        | 10,0                                      |
| 72 Sarthe                               | 59,3                                                       | 11,4                                                          | 7,2                                   | 12 396                                        | 4 275                                        | 7,5                                       |
| 73 Savoie                               | 61,3                                                       | 10,7                                                          | 5,4                                   | 5 714                                         | 3 121                                        | 7,1                                       |
| 74 Haute-Savoie                         | 63,7                                                       | 8,7                                                           | 5,6                                   | 8 706                                         | 2 986                                        | 3,6                                       |
| 75 Paris                                | 69,1                                                       | 9,3                                                           | 5,9                                   | 65 135                                        | 1 625                                        | 0,8                                       |
| 76 Seine-Maritime                       | 61,0                                                       | 10,4                                                          | 8,0                                   | 39 997                                        | 5 789                                        | 4,6                                       |
| 77 Seine-et-Marne                       | 63,9                                                       | 7,4                                                           | 6,9                                   | 32 493                                        | 4 309                                        | 3,0                                       |
| 78 Yvelines                             | 62,9                                                       | 8,8                                                           | 6,6                                   | 26 474                                        | 1 577                                        | 1,1                                       |
| 79 Deux-Sèvres                          | 58,9                                                       | 12,3                                                          | 5,4                                   | 6 595                                         | 4 072                                        | 10,9                                      |
| 80 Somme                                | 61,6                                                       | 10,2                                                          | 8,8                                   | 17 639                                        | 4 512                                        | 7,9                                       |
| 81 Tarn                                 | 57,8                                                       | 13,6                                                          | 8,0                                   | 10 767                                        | 4 154                                        | 10,6                                      |
| 82 Tarn-et-Garonne                      | 59,0                                                       | 11,6                                                          | 8,7                                   | 6 391                                         | 2 550                                        | 9,7                                       |
| 83 Var                                  | 57,3                                                       | 14,4                                                          | 7,4                                   | 33 295                                        | 2 960                                        | 2,7                                       |
| 84 Vaucluse                             | 58,8                                                       | 11,9                                                          | 9,9                                   | 16 418                                        | 2 319                                        | 4,1                                       |
| 85 Vendée                               | 57,4                                                       | 12,7                                                          | 5,3                                   | 6 435                                         | 4 672                                        | 6,7                                       |
| 86 Vienne                               | 60,8                                                       | 11,4                                                          | 6,2                                   | 12 474                                        | 4 774                                        | 10,9                                      |
| 87 Haute-Vienne                         | 58,8                                                       | 13,2                                                          | 6,7                                   | 10 303                                        | 3 998                                        | 10,7                                      |
| 88 Vosges                               | 58,2                                                       | 12,7                                                          | 7,9                                   | 10 173                                        | 3 238                                        | 8,9                                       |
| 89 Yonne                                | 57,7                                                       | 12,2                                                          | 7,2                                   | 8 824                                         | 5 071                                        | 15,2                                      |
| 90 Territoire de Belfort                | 61,9                                                       | 10,3                                                          | 8,5                                   | 4 292                                         | 547                                          | 3,9                                       |
| 91 Essonne                              | 63,7                                                       | 8,0                                                           | 6,5                                   | 30 338                                        | 1 490                                        | 1,1                                       |
| 92 Hauts-de-Seine                       | 66,3                                                       | 8,0                                                           | 6,1                                   | 32 011                                        | 331                                          | 0,2                                       |
| 93 Seine-Saint-Denis                    | 65,9                                                       | 5,6                                                           | 10,5                                  | 85 821                                        | 344                                          | 0,2                                       |
| 94 Val-de-Marne                         | 65,7                                                       | 7,8                                                           | 7,4                                   | 46 437                                        | 407                                          | 0,3                                       |
| 95 Val-d'Oise                           | 63,9                                                       | 6,8                                                           | 8,3                                   | 36 609                                        | 1 080                                        | 0,9                                       |
| 971 Guadeloupe                          | 60,9                                                       | 10,0                                                          | 19,3                                  | 42 924                                        | 582                                          | 1,5                                       |
| 972 Martinique                          | 60,5                                                       | 10,7                                                          | 10,3                                  | 34 798                                        | 953                                          | 2,6                                       |
| 973 Guyane                              | 61,8                                                       | 2,5                                                           | 16,4                                  | 23 722                                        | 448                                          | 1,6                                       |
| 974 La Réunion                          | 63,9                                                       | 5,9                                                           | 18,8                                  | 95 604                                        | 724                                          | 0,8                                       |
| 976 Mayotte                             | 53,6                                                       | 0,9                                                           | 34,0                                  | 4 195                                         | 144                                          | 0,6                                       |
| <b>France métropolitaine sauf Paris</b> | <b>61,2</b>                                                | <b>10,6</b>                                                   | <b>n.d.</b>                           | <b>1 620 406</b>                              | <b>371 102</b>                               | <b>5,9</b>                                |
| <b>France métropolitaine</b>            | <b>61,4</b>                                                | <b>10,5</b>                                                   | <b>7,3</b>                            | <b>1 685 541</b>                              | <b>379 137</b>                               | <b>5,8</b>                                |
| <b>Outre-Mer</b>                        | <b>61,1</b>                                                | <b>6,2</b>                                                    | <b>n.d.</b>                           | <b>201 243</b>                                | <b>2 851</b>                                 | <b>1,3</b>                                |
| <b>France</b>                           | <b>61,4</b>                                                | <b>10,4</b>                                                   | <b>7,5</b>                            | <b>1 886 784</b>                              | <b>381 988</b>                               | <b>5,7</b>                                |

(a) Insee - Estimations de population au 1<sup>er</sup> janvier 2023.

(b) France métropolitaine et DOM : taux de chômage localisés au 4<sup>e</sup> trimestre 2022 ; Mayotte : enquête Emploi (situation au 2<sup>e</sup> trimestre 2019).

(c) Au 31 décembre 2021.

(d) Année 2022.

Source : DGCL. Données Insee, Drees.



# Les collectivités locales en chiffres

**2024**

*Les Collectivités locales en chiffres* est l'annuaire statistique de la Direction générale des collectivités locales (DGCL). Son objectif est de fournir annuellement les informations statistiques essentielles sur les collectivités locales. Il est réalisé par le Département des études et des statistiques locales (DESL) de la DGCL.

Le lecteur trouvera dans cet ouvrage :

- les chiffres clés des collectivités locales ;
- des données sur les structures territoriales, les finances et la fiscalité locales, les personnels des collectivités locales et les élus locaux.

Pour chacun des thèmes, un commentaire succinct, ainsi que des définitions et des références introduisent les données chiffrées.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le portail des collectivités locales : [www.collectivites-locales.gouv.fr](http://www.collectivites-locales.gouv.fr)

**Direction générale des collectivités locales**

Département des études et des statistiques locales

Place Beauvau – 75800 Paris Cedex 08

Tél. : 01 40 07 68 29

ISSN : 1263-0322

ISBN : 978-2-11-179138-1